



# LE MONDE

## diplomatie

GABRIEL GARCÍA MÁRQUEZ,  
ULTIME  
RENCONTRE

PAR IGNACIO RAMONET  
Page 28.

5,40 € - Mensuel - 28 pages

N° 725 - 61<sup>e</sup> année. Août 2014

AMÉRIQUE LATINE

## Coups d'Etat en douce

*Habitée aux putschs, l'Amérique latine est redevenue, après l'hiver des dictatures, un laboratoire d'expérimentations politiques à gauche. Mais, désormais, les Etats-Unis et leurs alliés ont appris à renverser – ou tenter de renverser – sans trop d'effusions de sang les gouvernements qui les dérangent.*

PAR MAURICE LEMOINE \*

MIAM, 23 septembre 2010. Dans les locaux du luxueux Bankers Club et sous les auspices de l'Institut interaméricain pour la liberté et la démocratie, l'anticastriste radical Carlos Alberto Montaner introduit la conférence «L'effondrement des modèles du socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle». Dans l'assemblée, on remarque quelques exilés équatoriens très connus : M. Mario Ribadeneira, ex-ministre du gouvernement de M. Sixto Durán Ballén (1992-1996) – l'apogée du néolibéralisme à Quito – ; M. Roberto Isaías, qui a fui la justice après avoir causé la faillite frauduleuse de sa banque, Filanbanco, la plus grande du pays ; l'ex-colonel Mario Pazmino, directeur du service de renseignement de l'armée, destitué en 2008 par le chef de l'Etat Rafael Correa pour ses liens un peu trop étroits avec la Central Intelligence Agency (CIA).

Orateur du jour, l'ex-colonel puis président équatorien Lucio Gutiérrez, chassé du pouvoir par une rébellion populaire le 20 avril 2005, dénonce les visions millénaristes et mystiques des

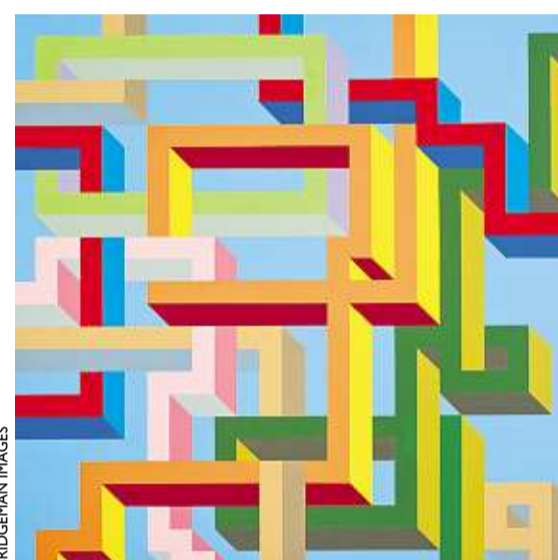
socialistes, leur marxisme en capilotade, leur populisme dangereux. Il prédit l'arrivée d'un nouvel âge de bonheur et de progrès. Sous réserve, bien sûr, qu'on respecte certaines conditions... « Pour en terminer avec le socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle, il faut en finir avec Correa ! » C'est dit ; c'est même enregistré. Tout comme le tonnerre d'applaudissements qui salue l'intervention.

Une semaine plus tard, dans la nuit du 29 au 30 septembre 2010, à Quito, dans l'un des vingt et un salons du Swissotel, une réunion des membres de l'opposition se prolonge jusqu'à 3 heures du matin. A 7 heures, sur la chaîne télévisée Ecuavisa, l'émission «Contact direct» reçoit M. Galo Lara. Face à la caméra, ce dirigeant du parti Société patriotique (SP) évoque la loi de service public que vient d'approuver l'Assemblée nationale. Elle concerne diverses catégories de fonctionnaires, dont les policiers. Elle met fin à une série de privilèges : bonifications, primes pour la remise de médailles et de décorations, cadeaux de Noël, etc.

(Lire la suite page 16.)

OBJETS CONNECTÉS, HUMAINS CHÔMEURS

## De l'utopie numérique au choc social



BRIDGEMAN IMAGES

KATHRINE CAMPBELL PEDERSEN.  
– « Merging Markets » (Marchés des fusions), 2009

DANS la «salle de bains connectée», la brosse à dents interactive lancée cette année par la société Oral-B (filiale du groupe Procter & Gamble) tient assurément la vedette : elle interagit – sans fil – avec notre téléphone portable tandis que, sur l'écran, une application traque seconde par seconde la progression du brossage et indique les recoins de notre cavité buccale qui mériteraient davantage d'attention. Avons-nous brossé avec suffisamment de vigueur, passé le fil dentaire, gratté la langue, rincé le tout ?

Mais il y a mieux. Comme l'affiche fièrement le site qui lui est consacré (1),

\* Auteur de *To Save Everything, Click Here. Technology, Solutionism, and the Urge to Fix Problems That Don't Exist*, Allen Lane, Londres, 2013. A paraître en français le 21 août aux éditions FYP (Limoges) sous le titre *Pour tout résoudre, cliquez ici. L'aberration du solutionnisme technologique.*

cette brosse à dents connectée « convertit les activités de brossage en un ensemble de données que vous pouvez afficher sous forme de graphiques ou partager avec des professionnels du secteur ». Ce qu'il adviendra par la suite de ces données fait encore débat : en conserverons-nous l'usage exclusif ? Seront-elles captées par des dentistes professionnels ou vendues à des compagnies d'assurances ? Rejoindront-elles le flux des informations déjà engrangées par Facebook et Google ?

La prise de conscience soudaine que les données personnelles enregistrées par le plus banal des appareils ménagers – de la brosse à dents aux toilettes « intelligentes » en passant par le réfrigérateur – pouvaient se transformer en or a soulevé une certaine réprobation vis-à-vis de la logique promue par les mastodontes de la Silicon Valley.

Ces entreprises collectent à grande échelle les traces laissées par les internautes sur les sites qu'ils fréquentent, les utilisent pour leur propre compte et les revendent aux annonceurs ou à d'autres sociétés. Elles engrangent ainsi des milliards de dollars, tandis que les utilisateurs

*Quarante-cinq ans après les premiers pas de l'homme sur la Lune, la course technologique emprunte une voie singulière : en janvier dernier, un réfrigérateur connecté à Internet envoyait inopinément des rafales de courriels indésirables... Au-delà de son folklore, la numérisation de la vie quotidienne engendre un modèle économique qui contraste avec les promesses mirifiques de la Silicon Valley.*

PAR EVGENY MOROZOV \*

– nous – accèdent simplement à quelques services gratuits. Face à ce constat émerge une critique bizarre, aux connotations populistes : contestons ces monopoles, clame-t-elle, et remplaçons-les par une multitude de petits entrepreneurs. Chacun de nous pourrait constituer son propre portefeuille de données et tirer bénéfice de leur commerce en vendant, par exemple, ses données de brossage à un fabricant de dentifrice, son génome à un laboratoire pharmaceutique, ou en révélant sa géolocalisation en échange d'une ristourne au restaurant du coin.

Des voix influentes, comme celles de l'essayiste et chef d'entreprise Jaron Lanier ou du chercheur en informatique Alex «Sandy» Pentland, célèbrent ce nouveau modèle (2).

(Lire la suite page 12.)

(1) <http://connectedtoothbrush.com>

(2) Jaron Lanier, *Who Owns the Future?*, Allen Lane, Londres, 2013, et Sandy Pentland, *Social Physics. How Good Ideas Spread. The Lessons From a New Science*, Penguin Press, New York, 2014.

## Une question d'«équilibre»

PAR SERGE HALIMI

L'EXPÉDITION punitive de l'armée israélienne à Gaza a réactivé l'une des aspirations les plus spontanées du journalisme moderne : le droit à la paresse. En termes plus professionnels, on appelle cela l'«équilibre». La chaîne de télévision américaine d'extrême droite Fox News se qualifie ainsi, non sans humour, de «juste et équilibrée» (*fair and balanced*).

Dans le cas du conflit au Proche-Orient, où les torts ne sont pas également partagés, l'«équilibre» revient à oublier qui est la puissance occupante. Mais, pour la plupart des journalistes occidentaux, c'est aussi un moyen de se protéger du fanatisme des destinataires d'une information dérangeante en faisant de celle-ci un point de vue aussitôt contesté. Outre qu'on n'observe pas ce même biais dans d'autres crises internationales, celle de l'Ukraine par exemple (lire l'article page 9), le véritable équilibre souffre pour deux raisons. D'abord parce que, entre les images d'un carnage prolongé à Gaza et celles d'une alerte au tir de roquettes sur une plage de Tel-Aviv, une bonne balance devrait pencher un peu... Ensuite, parce que certains protagonistes, israéliens dans le cas d'espèce, disposent de communicants professionnels, tandis que d'autres n'ont à offrir aux médias occidentaux que le calvaire de leurs civils.

Or inspirer la pitié ne constitue pas une arme politique efficace ; mieux vaut contrôler le récit des événements. Depuis des décennies, on nous explique donc qu'Israël «riposte» ou «réplique». Ce petit Etat pacifique, mal protégé, sans allié puissant, parvient pourtant toujours à l'emporter, parfois sans une égratignure... Pour qu'un tel miracle s'accomplisse, chaque affrontement doit débiter au moment précis où Israël s'affiche en victime stupéfaite de la méchanceté qui l'accable (un

enlèvement, un attentat, une agression, un assassinat). C'est sur ce terrain bien balisé que se déploie ensuite la doctrine de l'«équilibre». L'un s'indignera de l'envoi de roquettes contre des populations civiles ; l'autre lui objectera que la «riposte» israélienne fut beaucoup plus meurtrière. Un crime de guerre partout, balle au centre, en somme.

Et ainsi on oublie le reste, c'est-à-dire l'essentiel : l'occupation militaire de la Cisjordanie, le blocus économique de Gaza, la colonisation croissante des terres. Car l'information continue ne semble jamais avoir assez de temps pour creuser ce genre de détails. Combien de ses plus gros consommateurs savent-ils, par exemple, qu'entre la guerre des six jours et celle d'Irak, soit entre 1967 et 2003, plus du tiers des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies ont été transgressées par un seul Etat, Israël, et que souvent elles concernaient... la colonisation de territoires palestiniens (1) ? Autant dire qu'un simple cessez-le-feu à Gaza reviendrait à perpétuer une violation reconnue du droit international.

On ne peut pas compter sur Paris pour le rappeler. Depuis qu'il a déclaré, le 9 juillet dernier, sans un mot pour les dizaines de victimes civiles palestiniennes, qu'il appartenait au gouvernement de Tel-Aviv de «prendre toutes les mesures pour protéger sa population face aux menaces», M. François Hollande ne se soucie plus d'équilibre. Il est devenu le petit télégraphiste de la droite israélienne.

(1) Lire «Deux poids, deux mesures», *Le Monde diplomatique*, décembre 2002.

M 02136 - 725 - F : 5,40 € - RD



★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

Afrique CFA : 2 400 F CFA, Algérie : 200 DA, Allemagne : 5,50 €, Antilles-Guyane : 5,50 €, Autriche : 5,50 €, Belgique : 5,40 €, Canada : 7,50 \$, Espagne : 5,50 €, Etats-Unis : 7,50 \$US, Grande-Bretagne : 4,50 €, Grèce : 5,50 €, Hongrie : 1835 HUF, Irlande : 5,50 €, Italie : 5,50 €, Luxembourg : 5,40 €, Maroc : 30 DH, Pays-Bas : 5,50 €, Portugal (cont.) : 5,50 €, Réunion : 5,50 €, Suisse : 7,80 CHF, TOM : 780 CFP, Tunisie : 5,90 DT.

## Face à la technique

Deux siècles de contestation foisonnante



424 pages, 28 €  
Également disponible au format ePub

www.editionsladecouverte.fr



## UNE NATURALISATION DE LA DÉLINQUANCE

## Le récidiviste, voilà l'ennemi !

*S'il reprend le bâton de ses prédécesseurs dans la lutte contre le terrorisme, le gouvernement français a adopté une approche plus pragmatique en matière de sanctions pénales. La réforme défendue par la garde des sceaux Christiane Taubira met un terme à l'emprisonnement systématique et restaure l'individualisation de la peine. Cette approche néglige néanmoins les mécanismes sociaux qui construisent la récidive.*

PAR LAURENT BONELLI \*

« **U**N BON délinquant, un homme qui a commis une série de petits vols, de petites escroqueries, de petits attentats aux mœurs (...), quoiqu'il n'ait peut-être encore assassiné personne ni volé sur les grands chemins, un récidiviste en un mot, mérite un traitement privilégié de la part des tribunaux correctionnels. On le punit alors, non à cause de ses délits passés, remarquons-le, mais bien en raison des délits futurs qu'il commettrait si on ne le punissait pas (1). » Cette citation de Gabriel Tarde, l'un des fondateurs de la criminologie, date de 1890. Elle aurait aisément pu se glisser dans les débats parlementaires concernant la loi relative à la prévention de la récidive et à l'individualisation des peines adoptée par le Parlement le 17 juillet 2014. Elle résume en effet une préoccupation constante de ceux qui s'intéressent à la pénalité : comment éviter la récidive (2) ?

Dans le sillage des politiques de loi et d'ordre (*law and order politics*) promues depuis le début des années 1980 aux États-Unis et au Royaume-Uni, on a mis un peu partout en Europe sur le caractère dissuasif de la sanction. L'alourdissement des peines et l'automatisme des condamnations en cas de récidive constitueraient les meilleurs remparts contre le crime. Les délinquants s'abstiendraient de passer à l'acte, le prix à payer (l'emprisonnement, notamment) surpassant le bénéfice escompté. En France, les peines planchers instaurées par la loi du 10 août 2007 reflètent cette philosophie du choix rationnel : elles fixent des seuils minimaux de condamnation que les magistrats sont, pour l'essentiel, tenus de respecter. Particulièrement adaptées à la démagogie punitive de certains gouvernants (et à leurs

discours de combat contre la drogue, les « racailles » et le désordre), ces mesures n'ont pourtant guère fait leurs preuves. Elles ont rempli les prisons jusqu'à provoquer des records historiques du nombre d'incarcérations (soixante-sept mille huit cent vingt personnes détenues en France au 1<sup>er</sup> février 2014), sans que les maux qu'elles étaient censées combattre ne montrent de signes de déclin.

La loi proposée par la garde des sceaux Christiane Taubira indique une autre voie. Prenant au sérieux l'expérience des professionnels du monde socio-judiciaire, de même que les acquis de recherches sur les trajectoires pénales (3), elle considère l'individualisation des peines – c'est-à-dire la prise en compte des multiples aspects de l'existence des condamnés – comme le meilleur moyen de favoriser leur éloignement de la délinquance. La loi supprime ainsi les peines planchers. Elle crée une « contrainte pénale » permettant aux magistrats d'éviter certaines incarcérations au profit d'un contrôle extérieur fait d'obligations (de réparation, de soins, de formation), d'interdictions (de conduire, de fréquenter une victime ou certains lieux) et de programmes individuels ou collectifs de prévention. Elle entend également renforcer la prise en charge des sortants de prison, une population très vulnérable à la récidive. « Signal d'une capitulation en rase campagne de l'Etat », « sacrifice des Français et de leur sécurité sur l'autel du laxisme », « message d'impunité », « optimisme naïf et loin des réalités » : les protestations véhémentes de nombre de députés montrent que le texte marque un clair changement de perspective. Il ramène le balancier pénal vers des parages moins idéologiques et sans doute plus pragmatiques.

## Crimes visibles, crimes invisibles

IL FAUT cependant relever que la question de la récidive reste bien mal posée, tant par l'approche conservatrice que par l'approche pragmatique. En se focalisant sur les individus condamnés à plusieurs reprises par la justice, toutes deux occultent l'ensemble des mécanismes institutionnels de sélection qui déterminent la constitution de certains contrevenants en « récidivistes ». Bref, l'idée d'une production institutionnelle de la récidive.

Premier de ces mécanismes, sans doute le plus décisif : la naturalisation de la délinquance. Il y aurait des actes qui, par nature, seraient criminels, et la justice devrait protéger la société contre ceux qui les commettent. « Le crime est un fait social comme un autre, énonçait Tarde, mais un phénomène antisocial en même temps, comme le cancer participe à la vie d'un organisme mais en travaillant à sa mort (4). » L'idée est donc ancienne, mais elle a perduré, malgré le démenti cinglant apporté à la même époque par Emile Durkheim.

Marquant la différence irréductible entre la criminologie et la sociologie, celui-ci a montré que la définition de la déviance et de ses modes de régulation résultait uniquement de rapports de forces sociaux : « Le crime est normal, parce qu'une société qui en serait exempte est tout à fait impossible. Le crime (...) consiste dans un acte qui offense certains sentiments collectifs, doués d'une énergie et d'une netteté particulières. Pour que, dans une société donnée, les actes réputés criminels puissent cesser

d'être commis, il faudrait donc que les sentiments qu'ils blessent se retrouvaient dans toutes les consciences individuelles sans exception (...). Or, à supposer que cette condition pût être effectivement réalisée, le crime ne disparaîtrait pas pour cela, il changerait seulement de forme (5). » Le crime apparaît donc consubstantiel à la construction de tout ordre social, dont il contribue à dessiner les frontières.

Ainsi, lorsque, au XVIII<sup>e</sup> siècle, les développements de l'industrie et du grand commerce font émerger un nouvel ordre économique, le crime et la pénalité doivent être réévalués. Les pratiques populaires de braconnage, d'appropriation de bois ou de matières premières, tolérées dans l'Ancien Régime, ne sont plus acceptables dès lors qu'elles se transposent dans les manufactures ou les entrepôts. Elles sont donc requalifiées en vols et deviennent la principale préoccupation des tribunaux, le principal motif des châtiements.

Dans le même temps, les fraudes, les opérations commerciales irrégulières, les évasions fiscales sont renvoyées vers des juridictions spéciales et des commissions d'arbitrage plus feutrées, où dominent les transactions, les accommodements, les amendes. « L'illégalisme des biens a été séparé de l'illégalisme des droits, constate Michel Foucault. Partage qui recouvre une opposition de classes, puisque, d'un côté, l'illégalisme qui sera le plus accessible aux classes populaires sera celui des biens – transfert violent des propriétés – ; que, d'un autre, la bourgeoisie se réservera elle, l'illégalisme des droits : la possibilité de tourner ses propres règlements et ses propres lois (6). »



PHOTOGRAPHIE FRANÇOIS HALAR

DOUGLAS GORDON. – « Guilty (Tattoo for Reflection) » (Coupable, tatouage pour reflet), 1997 Exposition « La Disparition des lucioles », à la prison Sainte-Anne d'Avignon, jusqu'au 24 novembre

Éclatante à ses débuts, cette gestion différenciée des illégalismes s'estompe progressivement, jusqu'à devenir invisible et à entrer dans l'ordre des choses. Lorsque, dans les années 1940, le sociologue américain Edwin H. Sutherland s'intéresse au crime, il est frappé par l'attention que portent ses collègues aux Afro-Américains et/ou aux pauvres. Ces derniers sont en effet surreprésentés dans les grandes enquêtes statistiques et les campagnes d'entretiens qu'ils ont menées auprès d'individus suivis par la justice. Ils élaborent donc des théories du comportement criminel à même d'expliquer cette répartition, faisant intervenir selon les cas des déterminismes sociaux (conditions de logement médiocres, emploi précaire, perturbations dans la vie familiale, manque d'éducation) ou personnels (infériorité intellectuelle, instabilité émotionnelle, etc.).

Pourtant, en récoltant des données dispersées dans la presse économique, les rapports d'assurance ou d'enquête, Sutherland constate le caractère parfaitement banal de comportements délictueux dans le monde de la banque, de la finance, de la politique, de l'entreprise, de la médecine ou de l'administration. Au terme d'une enquête sur les pratiques illégales des chefs d'entreprise (*white collar crime*), il écrit : « Les individus issus des classes socio-économiques supérieures prennent part à bien des conduites criminelles ; et ces conduites criminelles diffèrent de celles des classes socio-économiques inférieures principalement par les procédures administratives utilisées pour prendre des mesures à l'encontre de ces délinquants (7). » Une large part des actes criminels et de ceux qui les commettent – y compris à répétition – échappent donc aux institutions pénales et, par là même, à la définition de ce qu'est le crime dans la société.

Ce premier mécanisme de sélection se prolonge, pour ceux dont les comportements relèvent de la compétence des institutions pénales, par une série de filtres qui trient et orientent les individus et les populations. Au niveau des forces de l'ordre, d'abord, dont on aurait tort de croire qu'elles arrêtent mécaniquement tout contrevenant. De nombreux actes qu'elles constatent ne traduisent pas nécessairement une intention criminelle, mais restent ouverts à l'interprétation. Si bien que leurs agents peuvent choisir de « fermer les yeux » ou d'intervenir, selon des modalités diverses : admonestation, verbalisation, arrestation. Par exemple, pour un mineur, la différence entre l'incartade (qui vaut une réprimande) et le vol (poursuivi en garde à vue) dépend souvent de l'appréciation des « garanties éducatives » de la famille, ou du fait que l'enfant ou l'adolescent soit « connu », davantage que de l'infraction elle-même.

nation, sans jamais bénéficier d'une seule échappatoire. Ils paraissent en quelque sorte sursélectionnés par les institutions coercitives. Et, dans ce domaine comme dans d'autres, le capital – fût-il négatif – va au capital : les traces laissées aux divers stades de la procédure dans les fichiers policiers et judiciaires constituent un formidable accélérateur pour la condamnation suivante.

Pour ces « gibiers de justice », l'aménagement des peines, les mesures d'accompagnement et la « contrainte pénale » augurent sans aucun doute un avenir meilleur que l'enfermement automatique. Mais, compte tenu de la persistance des mécanismes de sélection qui les ont conduits là où ils sont, il y a fort à craindre que nombre d'entre eux y reviennent. Et, à nouveau, on déduira les raisons de leur récidive de leurs caractéristiques sociales, psychologiques ou ethnoculturelles, voire biologiques, comme le font certains avec les neurosciences.

Lors des débats sur la loi relative à la prévention de la récidive et à l'individualisation des peines, une lucarne s'est ouverte pour sortir de cette impasse. Cinq députés de l'Union pour un mouvement populaire (UMP), manifestement peu au fait des statistiques judiciaires, ont déposé le 2 juin 2014 un amendement proposant « que seuls les crimes qui portent atteinte à une personne physique soient passibles d'une peine de prison. Les autres crimes, qu'ils soient financiers ou autres, doivent bénéficier de peines adaptées, comme des travaux d'intérêt général, l'interdiction d'exercer la profession qui a conduit à ce crime ou encore des amendes adéquates ». Devant le tollé qu'ils ont déclenché et le silence gêné de leur camp, ils ont retiré leur proposition. Dans leur maladresse, ils avaient pourtant mis le doigt sur l'essentiel : les rapports de forces politiques qui guident le glaive de la justice pénale vers un groupe social plutôt qu'un autre.

(1) Gabriel Tarde, *La Philosophie pénale*, Cujas, Paris, 1972 (1<sup>re</sup> éd. : 1890).

(2) La récidive englobe dans le débat public la notion de récidive légale (un individu commet la même infraction que celle pour laquelle il a déjà été condamné) et celle de « réitération » (il commet une infraction différente).

(3) Marwan Mohammed (sous la dir. de), *Les Sorties de délinquance*, La Découverte, coll. « Recherches », Paris, 2012.

(4) Gabriel Tarde, *La Philosophie pénale*, op. cit.

(5) Emile Durkheim, *Les Règles de la méthode sociologique*, Presses universitaires de France, Paris, 1996 (1<sup>re</sup> éd. : 1937).

(6) Michel Foucault, *Surveiller et punir*, Gallimard, Paris, 1975.

(7) Edwin H. Sutherland, *White Collar Crime. The Uncut Version*, Yale University Press, New Haven et Londres, 1985.

(8) Bruno Aubusson de Cavarlay, « Hommes, peines et infractions : la légalité de l'illégalité », *L'Année sociologique*, vol. 35, n° 2, Paris, 1985.

(9) Jean Danet (sous la dir. de), *La Réponse pénale. Dix ans de traitement des délits*, Presses universitaires de Rennes, 2013.

Comprendre la déroute de la gauche  
Combattre les idées néolibérales

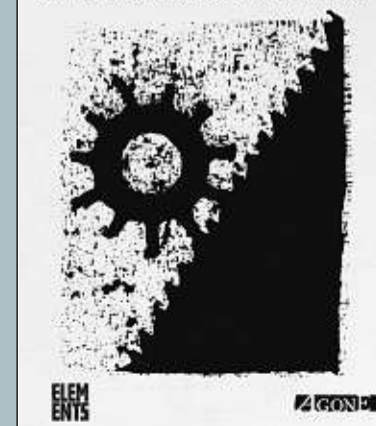
Thomas Frank  
POURQUOI  
LES PAUVRES  
VOTENT À DROITE



Deuxième édition  
448 pages — 13,00 €

Serge Halimi  
LE GRAND BOND  
EN ARRIÈRE

COMMENT L'ORDRE LIBÉRAL S'EST IMPOSÉ AU MONDE



Nouvelle édition actualisée  
792 pages — 16,00 €

\* Maître de conférences en science politique à l'université Paris-Ouest-Nanterre-la Défense. Auteur notamment de *La France a peur. Une histoire sociale de l'« insécurité »*, La Découverte, Paris, 2008.

## TABOUS ET TRANSGRESSIONS

# Sexe, jeunes et politique en Algérie

De nombreuses sociétés traditionnelles et religieuses proscrivent les rapports sexuels avant le mariage. Cet interdit est en général transgressé, avec plus ou moins d'hypocrisie. En Algérie, la tension est d'autant plus vive, parfois douloureuse, que l'immigration et Internet ont généralisé la connaissance de pratiques amoureuses jugées répréhensibles.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL PIERRE DAUM \*

**O**RIGINAIRE de Tifelfel, au cœur du massif des Aurès, Rabah vient d'achever un master 2 de mathématiques à l'université de Batna. Il a 23 ans et, comme la plupart des jeunes de son âge que nous avons rencontrés et interrogés sur la sexualité, il parle de religion dès les cinq premières minutes d'entretien. Ce qui le préoccupe tout particulièrement, c'est le calcul entre *hassanate* (les bons points récoltés au cours de la vie grâce aux bonnes actions effectuées) et *syiate* (les mauvais points). De la différence entre les deux chiffres dépendra son accès au paradis. « *Je prie à la mosquée cinq fois par jour. Parce qu'à la mosquée, ça te rapporte vingt-sept fois plus de hassanate qu'à la maison.* »

Rabah a déjà eu trois copines. La dernière s'appelait Dhikra. « *Je suis sortie avec elle un an et demi. Elle était très jolie, et son père était riche. Mais je ne l'ai jamais embrassée sur la bouche! Que sur la main ou sur la joue. Ça fait un an qu'on n'est plus ensemble. J'ai appris qu'elle avait un nouveau copain, et qu'elle l'avait embrassé sur la bouche. Pour moi, maintenant, c'est une pute!* » Coucher avec une femme avant de se marier est pour lui « *complètement impensable* », car criminel aux yeux de Dieu. Par contre, il se masturbe « *tous les jours* ». « *Je sais que c'est haram [interdit], mais c'est la pression. Et au moins, avec la masturbation, tu reçois moins de syiate que si tu te fais caresser par une fille.* »

Bien sûr, rien ne nous assure que Rabah dise toute la vérité. Cependant, non seulement parler à un journaliste étranger permet de se confier sans risquer le jugement de ses concitoyens (tous les prénoms ont été changés), mais les propos du jeune Chaoui (Berbère des Aurès) correspondent en tout point à la cinquantaine de témoignages recueillis à travers le pays. Avec certes quelques variantes. Nouredine, 26 ans, étudiant en cinquième année à Ouargla, vit une relation très sérieuse avec Sarah, étudiante en deuxième année. « *Ça fait six ans que nous sommes ensemble, nos pères se connaissent, nous allons nous marier, inch'Allah [si Dieu le veut]!* » Contrairement à la plupart de ses copains, le jeune homme dispose d'une voiture, ce qui permet au couple quelques escapades solitaires. « *On fait l'amour bouche à bouche. Je la caresse, elle me caresse, mais il y a une ligne rouge qu'il ne faut pas dépasser. Coucher avec elle? Jamais! C'est contraire à l'islam. Et en plus, je la respecte. En fait, la plupart du temps, on reste des heures à marcher et à discuter. On joue au parc, on va voir les animaux, et, à 18 heures, je la ramène à la cité [universitaire]. Après, on continue au mobile.* »

\* Journaliste.

Comme ses copains, Nouredine possède plusieurs numéros de téléphone portable. Un pour ses parents, un pour son amoureuse, avec forfait illimité de minuit à 6 heures du matin, et un dernier... pour ses copines. « *C'est vrai que je pratique le dribblage, avoue-t-il en riant. Mais avec les autres, je joue, ce n'est pas sérieux!* » Le « *dribblage* », c'est jongler avec plusieurs filles rencontrées sur le Net (Facebook, Skype, etc.) ou grâce à des numéros de téléphone fournis par des amis, voire attrapés dans la rue à la sauvette, en quelques minutes d'une tchatche convaincante. « *Là, au moins, c'est clair : c'est juste pour faire du sexe.* » « *Faire du sexe* », c'est trouver un coin tranquille pour s'embrasser, caresser la peau de l'autre, « *et, si vraiment c'est possible, aller jusqu'à la pénétration par-derrière – enfin... la sodomie, quoi.* » Mais jamais de pénétration vaginale. « *Ça, c'est haram! Et puis je veux garder mon sexe pur pour ma nuit de noces avec Sarah.* »

## Les deux tiers de la population ont moins de 35 ans

Amira, elle, est algéroise, porte le voile, et habite seule un petit appartement en centre-ville, loin du quartier de ses parents. A 30 ans, étudiante en doctorat d'archéologie, elle est « *évidemment* » encore vierge. Comme une majorité de filles de son âge, elle n'est pas mariée. « *Mais c'est vrai que j'ai des pulsions sexuelles. Alors je regarde des films pornos, et je me masturbe.* » La jeune femme n'a pas encore trouvé un véritable amoureux, mais elle a un bon copain prêt à venir chez elle, « *sans [la] juger.* » « *Je l'ai appelé deux fois. On s'est caressés, ça fait du bien. Mais, évidemment, sans aller plus loin.* » Tout cela, personne ne le sait. « *En Algérie, si tu veux survivre, tu dois mentir à tout le monde : à ta famille, à tes amis, à ton copain, même à toi-même, parfois.* »

Il n'existe aucune étude sur les pratiques sexuelles et amoureuses de la jeunesse algérienne avant le mariage. A partir d'un fait divers rapporté en 2006 par la presse algérienne, l'anthropologue Abderrahmane Moussaoui s'est interrogé sur un éventuel nouveau recours aux mariages coutumiers (*urfi* et *misyar*), qui permettent de s'affranchir rapidement de l'interdit sexuel musulman, mais sans donner aucun indice de l'ampleur réelle du phénomène (1). Cependant, les témoignages



recueillis dans une quinzaine de villes (Alger, Oran, Annaba, Béjaïa, Tizi Ouzou, Ouargla, Chlef, etc.) vont dans le même sens, sans aucune différence régionale notable, et correspondent à la perception des chercheurs et professionnels interrogés. « *Pour la plupart des jeunes Algériens, la virginité de la fille reste une frontière infranchissable,* confirme Djelloul Hammouda, médecin à Oran. *En dehors de cela, les jeunes non mariés pratiquent toutes les autres formes de sexualité.* » Or, en une vingtaine d'années, l'âge moyen du mariage a considérablement reculé, essentiellement à cause de la difficulté de trouver un travail et un logement. Il atteint aujourd'hui 30 ans pour les femmes, et 34 ans pour les hommes. Chez les étudiants – dont le nombre, en progression exponentielle, atteint aujourd'hui un million et demi –, l'âge recule encore.

En Algérie, on est encore « *jeune* » dans la trentaine (66 % de la population a moins de 35 ans), et il n'est pas rare de rencontrer des femmes encore vierges à 40 ans. C'est le cas notamment des plus instruites d'entre elles, professionnellement très accomplies, dans l'impossibilité de trouver un homme qui accepte leur indépendance intellectuelle et financière. « *J'ai un appartement à moi, mais je ne peux pas y habiter,* explique Khadija, journaliste de 43 ans issue d'une « *bonne famille* » d'Annaba. *Comme je ne suis pas mariée, tout le monde penserait automatiquement que je reçois plein d'hommes chez moi, et la honte rejallirait sur ma famille.* »

Comment gérer sa sexualité pendant ces longues années, entre les premières pulsions et le moment si lointain du mariage? Cette question constitue un immense tabou : on ne parle de sexualité ni avec ses parents, ni avec ses frères et sœurs, ni même avec ses meilleurs amis. Comme le dit en rigolant Idir, un jeune rencontré à Tizi Ouzou, « *la première fois que t'es avec une fille, tout ce que tu connais, c'est les films pornos!* ». C'est aussi la préoccupation majeure de la jeunesse – en lien étroit et obsessionnel avec l'islam. « *Car à part ça, ils ont tout, estime Kamel Daoud, éditeur vedette au Quotidien d'Oran. Un toit chez les parents, un repas trois fois par jour et de l'argent distribué par l'Etat grâce au pétrole. Par contre, les jeunes s'ennuient. Les loisirs n'existent pas en Algérie. Il faudrait dans chaque ville une piscine, une bibliothèque, un terrain de sport, un cinéma, un théâtre, etc. Or il n'y a strictement rien!* »

En travaillant sur un sujet périphérique, la prostitution, Keltouma Aguis s'est intéressée à la vie sexuelle des jeunes de son pays. Doctorante au Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (Crasc) à Oran, elle s'excuse de ne pas citer le nom de sa directrice de thèse, « *parce que ça pourrait lui porter préjudice.* » « *Pour vivre leur sexualité, les jeunes Algériens doivent faire face à trois sortes d'interdits, parfaitement harmonisés entre eux : la religion, les coutumes et le code*

pénal. » L'article 333 du code pénal algérien dispose en effet que « *toute personne qui a commis un outrage public à la pudeur est punie d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 500 à 2 000 dinars [5 à 20 euros]* ». Cet article est régulièrement utilisé par les juges algériens contre des jeunes non mariés surpris en train de s'embrasser ou de se caresser.

## Poids des coutumes et permanence du contrôle social

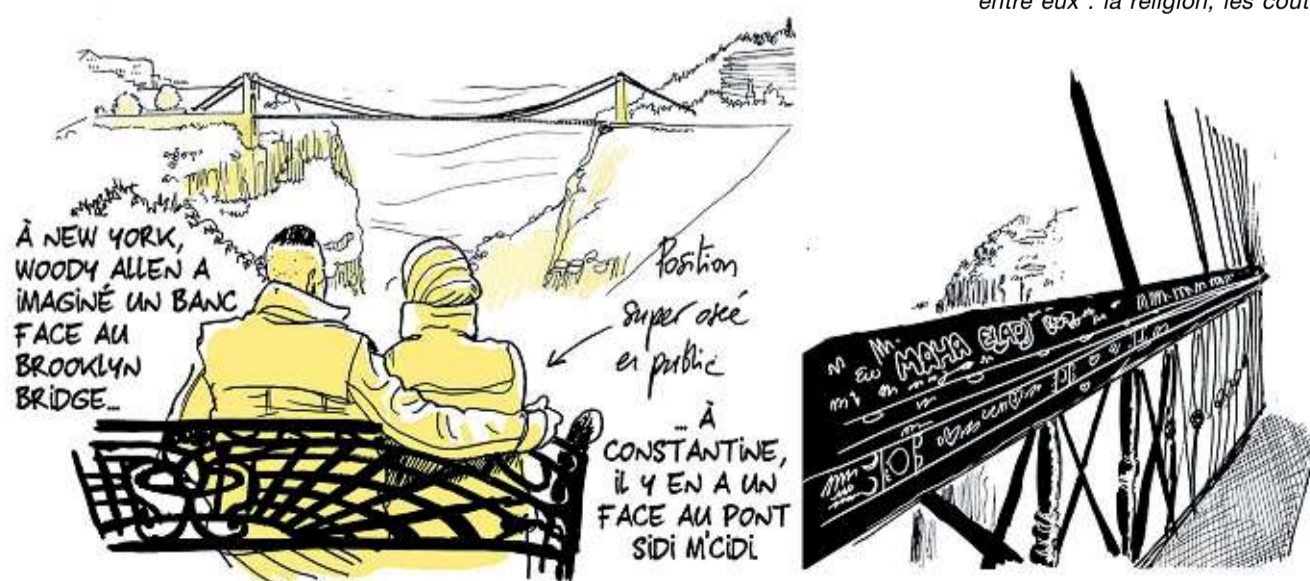
Un étranger qui débarque en Algérie le remarque immédiatement : l'islam, visible dans l'espace public sans être ostentatoire, envahit en revanche les discussions, en particulier dès que l'on parle de sexualité. Un islam qui interdit rigoureusement toute pratique sexuelle avant le mariage. Khaled Aït Sidhoum, psychanalyste à Alger (le seul en Algérie à être membre de l'Association psychanalytique internationale), propose une explication : « *Le jeune Algérien, homme ou femme, se trouve dans un immense désarroi, incapable de satisfaire réellement ses désirs sexuels, et écrasé de culpabilité à la suite des quelques expériences sexuelles qu'il s'autorise. L'islam lui offre à la fois une explication socialement valorisée aux interdits qu'il s'impose et un cadre collectif qui lui permet de réguler ses tensions. Un peu comme les boy-scouts ou les supporters d'une équipe de football.* »

Une anecdote a marqué les esprits : en septembre 2013, un petit groupe d'activistes algérois a proposé aux couples de venir accrocher, sur le modèle des cadenas fixés par des couples sur les ponts de Paris, un « *cadenas de l'amour* » sur les grilles du pont du Telemny, au centre d'Alger – un lieu jusqu'alors connu pour être le « *pont des suicidés* ». Le soir même, des jeunes islamistes du quartier, vêtus du gamis musulman, ont arraché les cadenas « *impies, symboles de la décadence occidentale* ». Puis tout le monde s'est déchaîné sur Internet et dans les espaces infinis de défoulement offerts par les réseaux sociaux. « *Chez nous en Kabylie, un proverbe dit : "Celui qui a du foin dans le ventre a peur du feu", s'amuse Aït Sidhoum. Lorsque vous titillez quelqu'un sur ce qu'il a le plus de mal à gérer, il démarre au quart de tour. Cela dit, les deux clans sont mus par les mêmes pulsions sexuelles et agressives. Sauf que les mouvements islamistes disposent de sommes d'argent considérables : ce sont eux qui gagnent toujours.* »

Autre obstacle écrasant qui pèse sur les épaules de la jeunesse algérienne : les coutumes, et le poids permanent du contrôle social. « *En Algérie,* explique Saïd, 24 ans, rencontré dans un café de Béjaïa, *tu ne peux pas transgresser les interdits, comme coucher en vrai avec une fille, ou même dire "merde" à tes parents, parce que tu n'as pas les moyens de cette transgression. C'est la porte immédiatement! Tu te retrouves à la rue, sans famille, sans rien, et tu fais quoi? C'est impossible!* » Dans chaque village, dans chaque quartier, dans chaque immeuble, chacun surveille l'autre. Dès lors, les lieux dans lesquels peuvent se rencontrer les couples d'amoureux sont rigoureusement circonscrits.

Impossible dans les campagnes et les villages, trouver un lieu offrant un peu d'intimité reste un casse-tête même dans les grandes villes. Les salons de thé demeurent les endroits privilégiés pour se rencontrer, se regarder dans les yeux pendant des heures, et éventuellement se toucher

(1) Abderrahmane Moussaoui, « *Alliances bénies en Algérie : nouveaux liens maritaux en islam* », *L'Année du Maghreb*, n° 6, CNRS Editions, Paris, 2010.



la main. Pour faire un peu plus (se prendre tendrement par les épaules, échanger quelques baisers), chaque ville a ses lieux attirés : parc de Galland ou Jardin d'essai au centre d'Alger, site de la Brise de mer à Béjaïa, front de mer à Oran, etc. Pour les habitants de la région d'Alger, le summum du romantisme consiste en une virée dans les ruines romaines de Tipaza. Mais attention ! dans ces lieux fréquentés par parents et enfants, de nombreux gardiens mènent une chasse sévère aux couples d'amoureux, dont le moindre baiser constitue un outrage aux « familles ».

Le problème devient encore plus compliqué lorsqu'on cherche un lieu pour aller plus loin dans les caresses. Il est impensable de ramener sa copine chez soi (il y a toujours quelqu'un à la maison ; sinon, les voisins surveillent), et il est rarissime

chercher. Quant aux voyous, ils sont partout, ils te mettent un couteau sous la gorge, ils te dépouillent, ils touchent ta copine, et ils savent que tu ne vas jamais porter plainte.»

Ceux qui en ont les moyens s'offrent parfois une chambre d'hôtel. Ou plutôt deux, puisque, pour une chambre double, l'hôtelier exige systématiquement le livret de famille. Quant à la prostitution, bien trop chère pour les plus jeunes, qui la considèrent en outre comme le pire des péchés, elle est utilisée surtout par des hommes mariés, et de façon très ponctuelle par des garçons des campagnes de passage à la ville. Il semble qu'elle fasse rarement partie de l'apprentissage sexuel du jeune Algérien. Il n'existe d'ailleurs que trois maisons closes officielles dans le pays : à Oran, Skikda et Tindouf. Sinon, la prostitution est essentiellement pratiquée

de « putes », un mot qui revient en permanence en Algérie, non pas d'ailleurs dans le sens de « prostituée », mais plutôt de « fille facile ». Explication de Keltouma Aguis : « Le mot « pute » [qahaba en arabe] est utilisé pour désigner toute femme qui aspire à une indépendance, fût-elle très modeste, par rapport à la norme sociale imposée. Cette marque d'indépendance peut concerner l'espace domestique (refus de faire le ménage ou la cuisine) ou l'espace public : le vêtement, la cigarette, la façon de marcher, le simple fait de se trouver à certains endroits à certaines heures, etc. Du moment qu'une femme transgresse une de ces nombreuses normes non sexuelles, elle est immédiatement considérée comme prédisposée à transgresser la norme sexuelle si une situation se présente. » Les jeunes hommes interrogés considèrent ainsi les filles des travailleurs algériens immigrés en France comme des « putes ». « C'est clair, affirme Mokhtar, un Oranais prêt à dénoncer l'« obscurantisme » de la société algérienne. Elles sortent quand elles veulent, elles ne mettent pas le foulard, elles fument, elles embrassent leur copain dans la rue, ce sont des putes ! »



La plupart des jeunes rencontrés ne sont jamais allés voter, « dégoûtés » par l'absence de toute possibilité d'activité politique, sociale ou associative. Que leur reste-t-il alors ? Les soirées de matchs et les émeutes urbaines sporadiques. Chaque jour, sauf le vendredi, à plusieurs endroits du pays, pour une coupure d'eau dans un quartier, un raccordement au gaz qui tarde à venir, une promesse de logement non tenue, des poubelles non ramassées, etc., les hommes descendent dans la rue, crient, ameulent les voisins, brûlent des pneus et des poubelles, puis finissent par rentrer chez eux. Pour Aït Sidhoum, « les émeutes de quartier constituent un dérivatif pour faire tomber la tension. Mais cela reste dérisoire par rapport au niveau terrifiant de tension actuel. Et nos gouvernants ne comprennent pas que ces tensions accumulées constituent aujourd'hui une très dangereuse bombe à retardement ! ». Même chose pour le football et les scènes de liesse délirantes, avec des morts et des blessés, qui ont accompagné chaque victoire de l'équipe nationale lors de la Coupe du monde. Pour Hamiche, « le stade de foot ou la rue les soirs de victoire deviennent un espace d'agitation pour lutter contre la mélancolie. En s'agitant, on se donne l'illusion d'être encore vivant ». Mais ces occasions « d'agitation » sont très rares. Alors il reste le rêve de se rendre en France (le consulat français a enregistré un demi-million de demandes de visa en 2013, pour une population de trente-huit millions de personnes), risquer sa vie en mer (phénomène des harraga) ou partir faire le djihad en Syrie. Le taux de suicides serait en hausse, mais, là comme ailleurs, l'Etat ne fournit aucun chiffre.

## Matchs de football et émeutes de quartier comme dérivatifs

« Cette frustration sexuelle se combine avec une très forte agressivité latente, confirme Nalia Hamiche, psychologue clinicienne à l'hôpital de Bab El-Oued, à Alger. L'histoire de l'Algérie est faite de traumatismes de violence qui n'ont jamais été travaillés : l'oppression coloniale, la guerre de libération, puis la guerre contre les civils dans les années 1990. Ces traumatismes de violence, ajoutés aux frustrations sexuelles, font que les Algériens vivent régis par leurs pulsions. Et dans la rue, en effet, les mecs sont à l'affût, prêts à attaquer. » Dans chaque ville, des règles non dites interdisent aux femmes de se trouver à certains endroits – les plus nombreux – à certaines heures, le plus souvent après la nuit tombée. « Et gare à celles qui transgressent : elles risquent fortement de se faire agresser sexuellement ! » Beaucoup de



d'avoir un ami qui possède un appartement qu'il pourrait prêter quelques heures. Impossible, aussi, de « faire ça » dans sa chambre d'étudiant. Les cités universitaires, entourées de murs d'enceinte infranchissables, ne sont pas mixtes. Une seule exception : la « cité » de Béjaïa, dite « mixte » parce que les immeubles des filles se trouvent à l'intérieur de la même enceinte que les immeubles des garçons. Mais le problème reste entier, puisque chaque bâtiment est interdit à l'autre sexe. Le soir, lorsque la nuit tombe, les amoureux se retrouvent à la « love street » : une allée lugubre derrière le petit gymnase, où l'on voit des jeunes debout au milieu de débris d'échange de brûlants baisers, les mains cherchant avidement la peau de l'autre sous des vêtements jamais retirés. En décembre 2013, un documentaire diffusé sur la chaîne Ennahar TV a montré en caméra cachée quelques étudiantes buvant de la bière, ou sortant après le couvre-feu (rigoureusement appliqué dans toutes les cités U du pays) pour aller rejoindre des hommes. Déjà stigmatisées par les auteurs du documentaire, ces jeunes femmes ont été réprochées par la plupart des Algériens.

dans les merkez (sortes de villas transformées en bordels plus ou moins tolérés en fonction des relations que le propriétaire entretient avec les responsables locaux), dans les cabarets de la côte à Oran, Alger et Béjaïa, et dans certains hôtels.

« Les jeunes Algériens vivent avec un sentiment de frustration sexuelle très élevé, affirme le D'Hammouda. Même s'ils ont une vraie vie sexuelle hors vaginale, elle reste très contrainte, et le niveau de frustration est assurément beaucoup plus élevé qu'en Europe. » Les désirs ont pu être soulagés un temps par la révolution d'Internet et de la téléphonie mobile (« le paradis pour faire des rencontres ! », s'enthousiasme Dihya, jeune fille voilée et charmeuse de Béjaïa), mais l'outil magique s'est révélé à double tranchant. « Contrairement à ce qu'on peut croire, l'accès massif à Internet ces dernières années n'a pas diminué les frustrations des jeunes, mais les a considérablement accrues en leur ouvrant une fenêtre sur des possibles qu'ils ignoraient jusque-là, sans offrir pour autant de moyens pour satisfaire ces nouveaux désirs », souligne le psychanalyste Aït Sidhoum.

Dans l'Algérie de 2014, le principal lieu de loisir du jeune Algérien est le « cyber ». Dans chaque ville et dans chaque village, des salles sont sommairement aménagées, alignant une vingtaine d'ordinateurs, écrans tournés vers le mur. L'ambiance est triste, personne ne parle à personne, et chacun passe des heures à « converser » avec des « amis » souvent inconnus, rencontrés ici ou là au hasard de Facebook, Skype et autres rooms de tchat. Ou à télécharger discrètement quelques nouveaux courts-métrages pornographiques. En parallèle, de plus en plus de foyers disposent de connexions individuelles, permettant aux jeunes de passer des heures, la nuit ou dans la journée, à s'évader de chez eux.

Une des conséquences les plus immédiatement perceptibles de cette frustration est l'agressivité avec laquelle les jeunes hommes regardent les jeunes filles et leur parlent dans les rues très passantes des grandes villes. Nordine et Bachir, 22 et 23 ans, apprentis plombiers sans travail, arpentent les arcades de Larbi Ben M'Hidi, la grande rue commerçante d'Oran. Deux jeunes filles passent, en tenue « normale », tête couverte du hijab, les formes du corps rendues invisibles par plusieurs couches de robes et de pulls couverts d'une djellaba. Elles sont aussitôt harcelées en termes extrêmement crus par les deux hommes, qui, parce qu'elles refusent de répondre à leurs avances, les traitent immédiatement



femmes rencontrées ont subi des attouchements sexuels, certaines ont été violées. « Dans mes consultations à l'hôpital, je rencontre de nombreux cas d'inceste et de pédophilie, raconte Nalia Hamiche. Au sein des familles, à l'école, dans les mosquées, etc. Et les victimes se taisent, car personne ne veut les entendre. »

Cette situation sexuelle de la jeunesse algérienne est une des clés qui permettent de comprendre certains phénomènes sociaux et politiques. « Immaturité sexuelle et dépendance financière, tout s'emboîte, estime la psychologue Hamiche. La rente pétrolière met la jeunesse dans une situation de totale dépendance vis-à-vis de l'Etat : les jeunes n'ont pas besoin de travailler, le gouvernement leur propose des dispositifs qui leur permettent de recevoir un minimum d'argent sans effort et sans mérite. Cette situation de dépendance se retrouve au sein du cercle primaire que représente la famille. Les enfants, jusqu'à 30 ans, 35 ans, voire 40 ans, ne sont pas reconnus comme ayant droit à la maturité sexuelle ou politique. »

Les blocages sexuels vont aussi se nicher aux endroits où on les attend le moins. Mohand, 34 ans, journaliste et activiste, est membre de Barakat, cette récente plate-forme dans laquelle se retrouvent les militants les plus engagés d'Algérie. Il explique avec candeur : « Lorsque des militants viennent à la maison, j'envoie ma femme chez sa famille en Kabylie. » Pourquoi ? « Vous comprenez, on boit, on fume, elle se sentirait mal à l'aise. » Et la politologue Naoual Belakhdar, universitaire berlinoise qui travaille sur les mouvements sociaux en Algérie, de conclure : « Un vrai signe de changement politique en Algérie apparaîtra lorsqu'on verra les manifestants descendre dans la rue avec leur copine, leur femme et leur sœur. »

PIERRE DAUM  
(ILLUSTRATIONS D'AUREL).

Lire également sur notre site :  
« Homosexualité, ou la "mort sociale" »,  
[www.monde-diplomatique.fr/50681](http://www.monde-diplomatique.fr/50681)

Les couples d'amoureux se voient peu. Leurs rendez-vous – exclusivement le jour – consistent à passer des heures côte à côte en se parlant un peu...



... le front de mer à Oran



... sur la jetée à Béjaïa

... ou à ne plus savoir quoi se dire après des heures passées au téléphone les jours précédents.



... ou derrière un buisson à Tipaza



... l'endroit le plus prisé et le plus romantique des environs d'Alger.

# Gaza l'insoumise, creuset

*Déclenchée le 8 juillet, l'offensive israélienne contre Gaza, aérienne puis terrestre, a provoqué la mort de plus de sept cents personnes (au 24 juillet). Il est pourtant peu probable que les assiégés capitulent. Toute l'histoire de ce territoire, qui a produit les principaux cadres du Fatah, confirme la solide tradition de résistance de la population, qui ne s'est jamais résignée à la disparition de la Palestine après 1948.*

PAR ALAIN GRESH

**P**RIVÉ de sa force par la perfide Dalila, qui lui avait coupé les cheveux, Samson l'Hébreu tombe aux mains des Philistins – dont le nom donnera « Palestine » –, qui lui crèvent les yeux. Un jour, ils le font venir pour se divertir de lui : « *Samson palpa les deux colonnes du milieu sur lesquelles reposait le temple et il prit appui contre elles, contre l'une avec son bras droit et contre l'autre avec son bras gauche. Samson dit : "Que je meure avec les Philistins", puis il s'arc-bouta avec force, et le temple s'écroula sur les tyrans et sur tout le peuple qui s'y trouvait. Ceux qu'il fit mourir par sa mort furent plus nombreux que ceux qu'il avait fait mourir durant sa vie.* » Rapporté par la Bible, cet épisode fameux se déroule à Gaza, capitale des Philistins, peuple ennemi des Hébreux.

Dès l'Antiquité, Gaza fut au carrefour des routes commerciales entre l'Europe et l'Asie, entre le Proche-Orient et l'Afrique. La ville et le territoire se sont donc trouvés au cœur des rivalités entre les puissances de l'époque, de l'Égypte pharaonique à l'Empire byzantin en passant par Rome. C'est là, en 634 de notre ère, que se produit la première victoire avérée sur l'Empire byzantin des adeptes d'une religion encore inconnue, l'islam, dont le prophète, Mohammed, s'était éteint deux ans

auparavant. Gaza restera sous autorité musulmane jusqu'à la première guerre mondiale, avec quelques intermèdes plus ou moins longs : royaumes francs ; invasion mongole ; expédition de Bonaparte. « *Facile à prendre comme à perdre* », remarque Jean-Pierre Filiu dans le livre le plus approfondi consacré à ce territoire (1). Porte de la Palestine, il sera conquis sur l'Empire ottoman par le général britannique Edmund Allenby le 9 novembre 1917, lui ouvrant l'accès à Jérusalem, où il entre le 11 décembre.

Pour Londres, il ne s'agit pas seulement de terrasser le sultan, allié à l'Allemagne et à l'Empire austro-hongrois, mais de s'assurer le contrôle d'un lieu stratégique et de garantir la protection du flanc est du canal de Suez, voie de communication vitale entre les Indes et la métropole. Les Britanniques écartent donc les ambitions françaises sur la Terre sainte. En 1922, ils obtiennent le mandat de la Société des nations (SDN) pour administrer le territoire qui sera désormais désigné sous le nom de « Palestine », et dont Gaza fait partie. Ils y ont aussi pour mission d'appliquer la « déclaration Balfour (2) », c'est-à-dire d'aider à la création d'un foyer national juif et d'encourager l'immigration sioniste, ce qu'ils feront avec zèle jusqu'en 1939.

Gaza et sa région participeront à tous les combats des Palestiniens, musulmans et chrétiens, à la fois contre la colonisation sioniste et contre la présence britannique. Elles contribueront à la grande révolte palestinienne de 1936-1939, finalement écrasée par les Britanniques. Cette défaite privera pour longtemps les Palestiniens de toute direction politique, laissant aux gouvernements arabes le soin – si l'on peut dire – de défendre leur cause.

Le 15 mai 1948, le lendemain de la proclamation de l'Etat d'Israël, les armées arabes entrent en Palestine. Première guerre, première défaite arabe. Le territoire prévu pour l'Etat de Palestine par le plan de partage voté à l'Assemblée générale des Nations unies le 29 novembre 1947 est dépecé. Israël

en annexe une partie (notamment la Galilée) ; la Jordanie absorbe la rive ouest du Jourdain, connue sous le nom de Cisjordanie. La bande de Gaza – trois cent soixante kilomètres carrés comprenant les villes de Gaza, Khan Younés et Rafah – passe sous administration militaire égyptienne mais ne sera pas annexée ; elle restera le seul territoire palestinien sur lequel ne s'exerce aucune souveraineté étrangère. Aux quatre-vingt mille habitants autochtones sont venus s'ajouter plus de deux cent mille réfugiés expulsés par l'armée israélienne, qui vivent dans des conditions misérables et n'aspirent qu'au retour dans leurs foyers. Cette présence massive de réfugiés et le statut particulier du territoire vont faire de Gaza l'un des centres de la renaissance politique palestinienne.

culièrement lourd, avec plusieurs massacres de civils commis par « l'armée la plus morale du monde ». Ainsi, à Khan Younés, des dizaines de personnes alignées devant un mur sont exécutées à la mitrailleuse ; d'autres, abattues au revolver. Entre deux cent soixante-quinze et cinq cent quinze personnes sont ainsi mises à mort (5).

Quand Israël, sous la pression notamment des Etats-Unis, quitte le Sinaï et Gaza, la popularité de Nasser est à son apogée, le nationalisme arabe révolutionnaire aussi. Dans les camps, la nouvelle génération palestinienne en exil y voit la réponse à la défaite de 1948-1949. Elle va militer dans des organisations comme le Mouvement des nationalistes arabes, créé par Georges Habache, dans le parti Baas ou dans les divers mouvements nassériens. Pour elle, l'unité arabe sera la voie de la libération de la Palestine.

De leur expérience à Gaza, une poignée de jeunes gens vont tirer une leçon opposée. Ils ont directement affronté Israël et mesuré combien le soutien arabe, même celui de Nasser, est conditionnel – nombre d'entre eux connaîtront d'ailleurs les prisons égyptiennes. Ils estiment que la libération de la Palestine ne peut être que l'œuvre des

## Déjà, l'officier Ariel Sharon

**M**ALGRÉ le contrôle du Caire – exercé par le roi, puis par les Officiers libres qui l'ont renversé le 23 juillet 1952 –, les Palestiniens s'organisent de manière autonome, mènent des actions de guérilla contre Israël, manifestent contre toute tentative d'installer définitivement les réfugiés à Gaza. Israël exerce, déjà, de lourdes représailles, où s'illustre par sa brutalité un jeune officier encore inconnu : Ariel Sharon.

Le 28 février 1955, Sharon dirige un raid contre Gaza qui fait trente-six morts parmi les militaires égyptiens (s'y ajoute la perte de deux civils) et huit morts israéliens. Le 1<sup>er</sup> mars, de grandes manifestations submergent le territoire, dénonçant la passivité égyptienne. Elles amènent le nouvel homme fort de l'Égypte, Gamal Abdel Nasser, à infléchir sa politique étrangère. Jusque-là considéré par beaucoup de ses concitoyens comme proche des Etats-Unis, il décide, en pleine guerre froide, de faire des avances à Moscou. En route pour la conférence de Bandung, qui, en avril 1955, marquera la

naissance du non-alignement (3), il rencontre le ministre des affaires étrangères chinois Zhou Enlai, qui s'y rend également, et lui demande si les Soviétiques accepteraient de livrer des armes à son pays. La réponse se fera attendre, mais, finalement, l'accord pour la livraison de matériels tchécoslovaques est annoncé le 30 septembre 1955. L'URSS casse ainsi le monopole occidental des ventes d'armes au Proche-Orient et fait une entrée fracassante sur la scène régionale (4).

Mais Nasser est aussi conduit à laisser aux Palestiniens de Gaza un peu plus de liberté pour s'organiser en groupes combattants. Le 26 juillet 1956, le Raïs nationalise la Compagnie du canal de Suez. S'ensuit l'agression tripartite d'Israël, de la France et du Royaume-Uni contre l'Égypte, qui se conclut par la conquête du Sinaï et de la bande de Gaza, laquelle restera sous contrôle israélien jusqu'en mars 1957.

La résistance clandestine s'organise. Le bilan humain de l'occupation sera parti-

(1) Jean-Pierre Filiu, *Histoire de Gaza*, Fayard, Paris, 2012. Lire aussi son article « Tout commence, tout finit à Gaza », *Le Monde diplomatique*, avril 2012.

(2) Le 2 novembre 1917, Arthur James Balfour, ministre britannique des affaires étrangères, annonce à Walter Rothschild, représentant des Juifs britanniques, que « le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif ».

(3) Lire « Vies et mort du tiers-monde », *Manière de voir*, n° 87, juin-juillet 2006, <http://boutique.monde-diplomatique.fr>

(4) Sur l'épisode, cf. Mohammed Heikal, *Cutting the Lion's Tail. Suez Through Egyptian Eyes*, Andre Deutsch, Londres, 1986.

(5) Cf. Jean-Pierre Filiu, *Histoire de Gaza*, op. cit., p. 111, et l'extraordinaire enquête du dessinateur Joe Sacco, *Gaza 1956. En marge de l'histoire*, Futuropolis, Paris, 2009.

## RÉPRESSION PAR LE POUVOIR,

# En Égypte, rien n'arrête

**Due à la baisse des subventions aux produits de première nécessité, la récente hausse des prix a provoqué un fort mécontentement en Égypte. Avec la fin du ramadan, les luttes ouvrières pourraient repartir de plus belle.**

PAR MOUSTAFA BASSIOUNI \*

**L**A VAGUE de grèves de février 2014 qui a contraint à la démission le gouvernement de M. Hazem Al-Beblouï aurait dû représenter une avancée majeure pour le mouvement ouvrier égyptien. Pour la première fois depuis le 3 juillet 2013, jour de l'éviction du président Mohamed Morsi (Frères musulmans), des débrayages de grande ampleur sont intervenus dans les services publics et dans le secteur industriel d'Etat : les employés du textile et des filatures, des transports et des services de propreté se sont joints à ceux des postes, du secteur de la santé ou de la justice. S'y sont ajoutées des dizaines de grèves et d'autres initiatives dans le secteur privé. Pour le seul mois de février 2014, le Centre El-Mahrousa pour le développement socio-économique a recensé plus d'un millier de sit-in, débrayages ou manifestations, avec plus de deux cent cinquante mille grévistes, contre moins de cinquante actions en janvier et moins de quatre cents en mars.

L'importance de cette vague de contestation ne tient pas seulement à son ampleur, mais aussi au contexte dans lequel elle s'est développée. Au

cours des cinq premiers mois de 2013, le mouvement ouvrier, particulièrement actif, avait su mobiliser des centaines de milliers de personnes, avant de décliner après la chute du président Morsi. On n'observait plus alors que quelques troubles sporadiques, violemment réprimés par le pouvoir issu du coup d'Etat du 3 juillet 2013. Tandis que les forces de l'ordre dispersaient les rassemblements, les grévistes et leurs chefs de file étaient accusés d'appartenir aux Frères musulmans.

Cette campagne d'intimidation a si bien fonctionné que, après la publication d'une feuille de route prévoyant l'adoption d'une nouvelle Constitution suivie de l'élection présidentielle et des élections législatives, les principales organisations syndicales ont signé des communiqués soutenant le nouveau régime et s'engageant à renoncer à la grève pour mieux appuyer sa « lutte contre le terrorisme ». La Fédération syndicale égyptienne, chapeautée par l'Etat, et les deux principaux syndicats indépendants – la Fédération égyptienne des syndicats indépendants, née durant la révolution de janvier 2011, et le Congrès démocratique du travail – se sont prononcés en ce sens. La nomination du président de la fédération indépendante, M. Kamel Abou Eita, au poste de ministre du travail a suscité de nombreuses critiques internes. De fait, il est par la suite resté silencieux face à la répression des grèves par les autorités.

Le regain de combativité de février 2014 a donc marqué une rupture importante. Dans un sursaut, le mouvement ouvrier est parvenu à casser la bipolarisation : Etat d'un côté, Frères musulmans de l'autre. Pour la première fois, des protestations populaires ont visé le gouvernement sans que les Frères soient impliqués, même si le pouvoir tentait encore – mais en vain – de le faire croire. Elles intervenaient précisément dans les secteurs (textile, transports, santé, etc.) où avaient éclaté, en 2012 et 2013, des grèves hostiles au gouvernement Morsi. Le mouvement ouvrier a ainsi mis en

lumière l'échec du nouveau pouvoir sur le plan économique et social, mais aussi ses tentatives de se défaire de ses responsabilités en invoquant la « lutte contre le terrorisme ».

Au cœur des revendications : le salaire minimum. Il a déjà été instauré, mais de façon si biaisée et si incomplète que les ouvriers, loin de l'accueillir favorablement, y ont vu une provocation. En septembre 2013, il a été fixé à 1 200 livres (1), conformément à ce que demandaient les travailleurs depuis 2008. Mais il ne concernait que les fonctionnaires ; soit, selon l'Agence centrale de la mobilisation publique et des statistiques, environ six millions de personnes, dont à peine un tiers touchaient auparavant un salaire inférieur. Ce qui exclut les dix-huit millions d'ouvriers salariés non pas directement par l'Etat, mais par les institutions qui en dépendent, comme la poste, les chemins de fer et les transports. Par ailleurs, les ouvriers du secteur privé, pour leur part, ont vu leurs salaires baisser, avec un revenu moyen hebdomadaire plafonnant à 300 livres. Une bonne partie des travailleurs gagnent donc moins que le salaire minimum exigé par les syndicats (2). Enfin, l'introduction de la mesure a servi de prétexte à des hausses de prix, pénalisant doublement ceux dont les salaires n'avaient pas bougé.

**S**PECTACULAIRE qu'ait été le mouvement, ses résultats n'ont cependant pas été à la hauteur des attentes. Au gouvernement Beblouï en a succédé un où dominent les ministres de l'ancien régime. Le nouveau premier ministre, M. Ibrahim Mahlab, s'est rendu à Mahallah, important centre industriel

(1) Ces dernières années, le cours instable de la livre égyptienne a fluctué à la baisse. Fin juillet 2014, 100 livres s'échangeaient contre 10,33 euros.

(2) Agence centrale de la mobilisation publique et des statistiques, Le Caire, 2012.

## Du rêve d'indépendance à la révolte

1952-2014



- Reportages, enquêtes, analyses
- Des cartes, chronologies et bibliographies
- Un reportage photographique sur la jeunesse

Une publication **MONDE diplomatique**  
www.monde-diplomatique.fr/mdv

D'UN TERRITOIRE STRATÉGIQUE

# du nationalisme palestinien

Palestiniens eux-mêmes. Ils se retrouveront en 1959 autour de Yasser Arafat, réfugié à Gaza en 1948, pour fonder le Fatah, acronyme inversé en arabe de « Mouvement national palestinien ». Parmi les militants gazaouis de la première heure amenés à jouer un rôle central dans les années 1970-1980, on compte Salah Khalaf (Abou Iyad); Khalil Al-Wazir (Abou Jihad), qui deviendra le numéro deux du Fatah et sera assassiné par les Israéliens à Tunis en 1988; ou encore Kamal Adouan, assassiné par un commando israélien à Beyrouth en 1973.

Leur journal *Falastinouna* (« Notre Palestine »), publié à Beyrouth entre 1959 et 1964, déclare : « *Tout ce que nous vous demandons, c'est que vous [les régimes arabes] entouriez la Palestine d'une ceinture défensive et regardiez la bataille entre nous et les sionistes.* » Ou encore : « *Tout ce que nous voulons, c'est que vous [les régimes arabes] ôtiez vos mains de la Palestine* » (6). Il faut un certain courage, à l'apogée de l'influence de Nasser, pour oser formuler de telles hérésies.

Pourtant, dès le milieu des années 1960, avec l'échec de la tentative d'union entre l'Égypte et la Syrie (1958-1961), qui révèle l'impuissance des pays arabes à infléchir le cours des choses, le vent commence à tourner. La lutte de libération algérienne, qui s'achève victorieusement en 1962, sert de modèle.

En janvier 1965, le Fatah lance ses premières actions militaires contre Israël et voit affluer des militants d'autres organisations, lassés d'attendre une unité arabe de plus en plus improbable. La défaite de juin 1967, lors de la guerre des six jours, va permettre au Fatah de devenir une force majeure et de prendre, avec l'aval de Nasser, le contrôle de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). En février 1969, Arafat devient président du comité exécutif de l'OLP. Les Palestiniens sont redevenus un acteur majeur de la politique régionale, et Gaza a largement contribué à ce renouveau.

Que devient le territoire durant cette période? Occupé par Israël, il voit s'organiser une résistance militaire qui regroupe une multitude d'organisations, à l'exception des Frères musulmans, qui se réfugient dans l'action sociale. La première attaque contre l'armée d'occupation a lieu le 11 juin 1967, soit le lendemain du cessez-le-feu signé par l'Égypte et les pays arabes avec Israël. Avec des hauts et des bas, la lutte armée se poursuivra jusqu'en 1971. Il faudra la brutalité des chars du général Sharon et d'innombrables exécutions extrajudiciaires pour en venir à bout. Mais, si la résistance militaire est écrasée, les initiatives politiques se multiplient, et surtout les

contacts avec la Cisjordanie, très limités avant 1967. Désormais, les élites se rallient à l'OLP, reconnue par elles comme « unique représentante du peuple palestinien ».

Seuls les Frères refusent. Ils s'implantent solidement grâce à leurs réseaux sociaux et à la tolérance des autorités d'occupation, qui y voient un contrepoids à l'ennemi principal, l'OLP. Fondée en 1973 par le cheikh Ahmed Yassine, la Moujama Al-Islamiya (« centre islamique ») sera légalisée par l'occupant. Mais cet attentisme – l'heure de la résistance ne serait pas encore arrivée – suscite des remous, et une scission aboutit à la création, au début des années 1980, du Jihad islamique.

En décembre 1987, c'est à Gaza qu'éclate la première Intifada, la « révolte des pierres ». Elle aura deux conséquences importantes. D'une part, les Frères musulmans impriment un tournant majeur à leur stratégie en créant le Mouvement de la résistance islamique (Hamass), qui participe à l'Intifada mais refuse le front uni avec les autres organisations. D'autre part, l'OLP utilisera cette révolte pour renforcer son crédit et pour négocier les accords d'Oslo, entérinés par Arafat et par le premier ministre israélien Itzhak Rabin le 13 septembre 1993 à Washington sous l'égide de M. William Clinton. C'est à Gaza qu'Arafat installe l'Autorité palestinienne le 1<sup>er</sup> juillet 1994.

On connaît la suite : l'échec de ces accords ; le développement de la colonisation ; la seconde Intifada (à partir de septembre 2000) ; la victoire du Hamass aux premières élections législatives démocratiques tenues en Palestine, en 2006 ; le refus des pays occidentaux de reconnaître le nouveau gouvernement, et l'alliance entre une faction du Fatah et les États-Unis pour y mettre fin ; la prise de pouvoir à Gaza par le Hamass en 2007 ; le blocus imposé depuis cette date à un million sept cent mille habitants.

Évacuée par l'armée israélienne en 2005 – sans aucune coordination avec l'Autorité palestinienne –, la bande de Gaza reste pourtant occupée. Tous ses accès terrestres, maritimes et aériens dépendent d'Israël, qui interdit aux Palestiniens des franges importantes du territoire (30 % des terres agricoles) ainsi que la mer au-delà de six milles nautiques (réduits à trois milles lors de l'opération militaire lancée par Tel-Aviv en juillet). Les Israéliens continuent de gérer l'état civil. Le blocus qu'ils imposent depuis 2007 étrangle la population, malgré les condamnations unanimes – quoique strictement verbales – de la « communauté internationale », États-Unis compris.

Depuis le retrait, Israël a mené trois opérations de grande envergure contre le territoire : en décembre 2008 - janvier 2009 ; en novembre 2012 ; et enfin en juillet 2014. Tant que le blocus ne sera pas levé, tant que les Palestiniens ne disposeront pas de leur État indépendant, un nouveau cessez-le-feu ne pourra que se résumer à une trêve. Le général de Gaulle l'avait prédit dans une célèbre conférence de presse tenue le 27 novembre 1967 sur les suites de la guerre israélo-arabe : « *L'occupation ne peut aller sans oppression, répression, expulsion* » ; elle engendre « *la résistance [qu'Israël] qualifie de terrorisme* ».

ALAIN GRESH.

(6) Cité dans *OLP, histoires et stratégies. Vers l'Etat palestinien*, SPAG-Papyrus, Paris, 1983.



OFRI CNAANI. – « Paysages orientaux. Terre promise II », 2008

DIVISION DES SYNDICATS

## le mouvement ouvrier

au nord du Caire, où il s'est contenté d'en appeler à la patience des ouvriers : « *Nous n'avons pas de baguette magique qui nous permette de résoudre tous les problèmes* (3). » L'actuelle ministre du travail, M<sup>me</sup> Nahed Al-Ashri, une rescapée du régime du président Hosni Moubarak, est connue pour s'être toujours rangée du côté du patronat, comme l'ont déclaré les syndicats de Suez. Les ouvriers de l'entreprise Cristal, qui emploie quatorze mille ouvriers à Choubra Al-Kheima (Le Caire), ont eux aussi dénoncé son parti pris contre eux durant la grève de mai 2014, alors qu'ils demandaient l'application d'un accord signé en novembre, sous l'égide de son prédécesseur. Depuis la nomination de ce gouvernement, la répression s'est intensifiée, avec l'arrestation de nombreux dirigeants syndicaux et leur inculpation pour « trouble à l'ordre public », « incitation à la violence » et « atteinte à la sûreté nationale ».

**L**E DURCISSEMENT policier a d'abord touché le secteur des postes, dont les représentants ont été arrêtés, avant d'être battus et torturés. A la suite d'une grève réclamant l'augmentation des salaires dans une entreprise de céramique détenue par un membre de l'ancien Parti national démocratique (PND) de M. Moubarak, les services de sécurité ont intimidé et menacé des ouvriers afin de pousser vingt-cinq de leurs dirigeants à démissionner. Mais le comble a sans doute été l'arrestation, à Port-Saïd, de trois ouvriers de l'Egyptian Propylene & Polypropylene Company (EPPC). Conformément à la loi, ces représentants du personnel s'étaient rendus au commissariat pour y déclarer l'organisation prochaine d'un sit-in ; ils voulaient exiger l'amélioration de leurs conditions de travail et le paiement de leurs arriérés de salaire. Ils furent cependant arrêtés, quelques jours avant la célébration du 1<sup>er</sup> Mai. Libérés après quatre jours de détention, ils allèrent aussitôt rejoindre le mouvement de grève lancé par leurs collègues pour protester contre leur incarcération.

Rien de neuf dans le contraste entre l'importance du mouvement ouvrier et la modestie de ses conquêtes. Il ne cesse de pousser le processus révolutionnaire, sans parvenir à inverser durablement le rapport de forces en sa faveur. En amont de la révolte de janvier 2011, il a été particulièrement actif, avec près de deux millions de grévistes (4). Il a joué un rôle déterminant dans la chute du régime Moubarak en multipliant les occupations de sites, en retenant en otage les responsables de l'État, en appelant à la grève générale. Pourtant, dès la démission du raïs, une lutte implacable s'est engagée contre le mouvement ouvrier, au motif que les grèves nuiraient à la révolution. Le Conseil suprême des forces armées (CSFA), qui avait pris les rênes de l'État en février 2011, a légiféré pour l'interdire et pour faire condamner les meneurs par des tribunaux militaires. Plus tard, la manœuvre s'est répétée sous la présidence de M. Morsi. Sans atteindre son but.

Au contraire : les rangs des mécontents grossissent. On a compté en 2012 plus de grèves que durant les dix années qui ont précédé la révolution, selon le rapport du Centre égyptien pour les droits économiques et sociaux. En 2013, d'après une étude du Centre pour le développement de la démocratie, les grèves des cinq premiers mois ont été encore plus importantes que celles de l'année précédente.

Outre la répression du pouvoir, les protestataires doivent compter avec le frein que représentent leurs propres centrales syndicales. Celles-ci cherchent davantage à contenir les poussées grévistes qu'à relayer les revendications de la base. Depuis 1957, la Fédération syndicale égyptienne, fondée par le président Gamal Abdel Nasser, domine le paysage. Entièrement inféodée à l'État, elle n'a joué aucun rôle dans le développement du mouvement ouvrier. Elle a même souvent pris position contre les grèves et les manifestations.

L'instauration des syndicats indépendants, en 2008, a marqué la fin de son monopole. Issues du rapprochement de comités ouvriers de base en lutte, les

nouvelles organisations détenaient tous les atouts pour gagner la confiance des salariés et les mobiliser massivement. En outre, le choix de la place Tahrir, au Caire, épicerie de la révolution de 2011, pour fonder la fédération indépendante revêtait une grande valeur symbolique.

Par la suite, cette dynamique d'autonomisation s'est amplifiée, mais les espoirs se sont bientôt évanouis. Après la fondation de la fédération, les premiers désaccords n'ont pas tardé à éclater entre les dirigeants, et une scission s'est produite avec la création du Congrès démocratique du travail. La concurrence pour obtenir le monopole de la représentation des ouvriers égyptiens dans les instances internationales ou dans les discussions avec l'État a aggravé les tensions. Enfin, après le 3 juillet 2013, l'appel à soutenir le pouvoir dirigé par le maréchal Abdel Fatah Al-Sissi a produit de nouveaux déchirements internes.

**P**ROFITANT de ses liens avec l'État, la fédération officielle a pu se renforcer et asseoir sa position. Sur le terrain, dans les transports publics, les chemins de fer, les postes, ce sont des sections locales des syndicats indépendants, ou parfois du syndicat officiel, qui ont joué un rôle actif. Au niveau des appareils, la tendance est à l'enlèvement bureaucratique, à la dispersion, à la perte de contact avec les préoccupations quotidiennes et les conditions de vie de la base. En se ralliant au nouveau pouvoir après le 3 juillet 2013 et en renonçant à la grève, les dirigeants des syndicats indépendants se sont engagés sur une voie dangereuse ; le risque est grand, en effet, de les voir devenir une copie conforme de leurs homologues de la fédération officielle.

Cette faiblesse des organisations syndicales explique le tour qu'ont pris les événements politiques au lendemain de la révolution. La comparaison avec la Tunisie est à ce titre éclairante : si l'Union générale

tunisienne du travail (UGTT) a d'abord hésité face au soulèvement populaire, elle s'est résolue, sous la pression de sa base, à intervenir avec force sur la scène politique. Rien de tel en Égypte, où les énormes masses ouvrières mises en branle avant et après la révolution n'ont jamais pu exercer une influence durable, ni permettre qu'advienne un pouvoir différent du régime destitué.

Après l'investiture du maréchal Al-Sissi à la présidence de la République, le 8 juin dernier, il s'est confirmé que le gouvernement n'avait nullement l'intention d'améliorer la condition ouvrière. Tout en déployant une rhétorique populiste invitant à se lever tôt, à travailler dur et à oublier toute revendication « catégorielle », le président a en effet opté pour une politique d'austérité radicale. Il a exigé le réexamen du budget élaboré par le gouvernement dans le sens d'une réduction de l'endettement public, à la fois par la baisse des subventions de l'énergie et par l'instauration de nouvelles taxes. Le prix des carburants s'est envolé, avec des hausses réparties de façon inéquitable : le prix du gaz naturel a augmenté de 175 % pour les véhicules de transport public, mais de 30 à 40 % seulement pour les usines, qui en consomment énormément. De même, tandis que le prix de l'essence destinée aux taxis et aux voitures de catégorie inférieure grimpeait de 75 %, celui de l'essence de qualité supérieure n'augmentait que de 40 %. La conséquence directe a été une flambée incontrôlée du prix des transports et de la production dans l'ensemble du pays. On peut donc s'attendre à de nouvelles vagues de protestation : déjà, les chauffeurs de taxi ont cessé le travail et organisé des piquets de grève dans plusieurs gouvernorats.

MOUSTAFA BASSIOUNI.

(3) *Al-Masri Al-Youm*, Le Caire, 6 mars 2014.

(4) Lire Joel Beinin, « La grève qui a préparé la révolution », dans « L'Égypte en mouvement », *Manière de voir*, n° 135, juin-juillet 2014, <http://boutique.monde-diplomatique.fr>

# Fallait-il tuer Kadhafi ?

*L'élimination de Mouammar Kadhafi, le 20 octobre 2011, a signifié la fin de son régime despotique, mais pas celle du chaos en Libye. Les dégâts collatéraux des raids aériens occidentaux affectent aujourd'hui tous les riverains du Sahara. Afin d'éviter un tel désastre, l'Union africaine avait proposé une solution politique, en passe d'aboutir au moment de l'intervention étrangère ; ce dont témoigne un acteur de premier plan.*

PAR JEAN PING \*

EN 2011, en l'espace de seize jours, deux incursions militaires étrangères lourdes ont eu lieu dans l'espace souverain de l'Afrique, sans que l'Union africaine (1), considérée comme quantité négligeable, ait été consultée. Entre le 4 et le 7 avril, les troupes françaises intervenaient en Côte d'Ivoire. Quelques jours plus tôt, à partir du 19 mars, les forces de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), principalement françaises et britanniques, avaient commencé à bombarder la Libye. Pour l'ancien président sud-africain Thabo Mbeki, ces événements ont illustré « l'impuissance de l'Union africaine à faire valoir les droits des peuples africains face à la communauté internationale (2) ». Pourtant, fait ignoré par les médias, dans ces deux conflits, l'organisation dont j'ai présidé la Commission de 2008 à 2013 avait formulé des solutions pacifiques

concrètes, que les Occidentaux et leurs alliés ont écartées d'autorité.

Dès les premiers jours de l'année 2011, tout avait basculé en Afrique du Nord. Le 14 janvier, le président tunisien Zine El-Abidine Ben Ali prenait la fuite. Médusée, l'Europe n'intervint pas. Le 10 février, en Egypte, M. Hosni Moubarak démissionnait. Le 12 février, la contestation gagnait la Libye voisine. Pour les Occidentaux, ce dernier soulèvement fut une aubaine : il leur permit de jouer à bon compte les héros humanitaires et de faire oublier leur soutien aux autres régimes dictatoriaux. Avec le vote de la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU), le 17 mars, ils pensaient avoir obtenu un feu vert pour entamer une danse macabre autour du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi.

## « Afghanistan de proximité »

PARMI les protagonistes de ce conflit figuraient en premier lieu le Conseil national de transition (CNT) et ses révolutionnaires hétéroclites, qui avaient pour seul objectif commun de se débarrasser du tyran. Pour y parvenir, un soutien extérieur leur était indispensable (3).

En second lieu intervenaient la coalition occidentale et son bras armé, l'OTAN, qui firent irruption, tels des justiciers, dans cette nouvelle bataille des sables. Elles entendaient réagir avec ferocité aux agissements de Kadhafi et, comme avec Saddam Hussein, l'éliminer définitivement. Mais, pour se débarrasser d'un seul homme et arrêter un massacre de civils, fallait-il engager une guerre punitive de cette ampleur et commettre un autre massacre de civils tout aussi innocents ? On jouait avec le feu, et on pouvait déjà prévoir le chaos qui, comme en Somalie, en Irak, en Afghanistan et ailleurs, en résulterait.

Le camp occidental comptait naturellement sur le grand frère américain, la « nation indispensable », selon l'expression

de l'ancienne secrétaire d'Etat Madeleine Albright. Il se trouve cependant que, à ce moment-là, M. Barack Obama dévoilait sa nouvelle doctrine de pivotement vers l'Asie-Pacifique (4). L'Amérique, engluée dans ses problèmes intérieurs nés de la crise économique et financière, éprouvait le besoin de se replier quelque peu sur elle-même. Elle avait de ce fait décidé d'exercer désormais son leadership mondial « depuis l'arrière » (*leading from behind*). Abandonnant les traditions de sa diplomatie, la France, elle, prit la tête de la coalition internationale antikadhafiste. Elle dirigea les hostilités « de l'avant », et par procuration internationale.

Mais qui allait gouverner la Libye post-Kadhafi ? Qui saurait apaiser les tensions interrégionales, intertribales et interreligieuses qui naîtraient inéluctablement de la terrible confrontation à venir ? Comment éviter le chaos à l'intérieur et la déstabilisation à l'extérieur, notamment au Sahel ? Telles étaient les questions essentielles que nous nous posions au sein de l'Union africaine.

La résolution 1973 se contentait d'exiger un cessez-le-feu et d'interdire tous les vols dans l'espace aérien libyen pour protéger les civils ; elle excluait le déploiement d'une armée d'occupation. Sans utiliser leur droit de veto, la Russie et la Chine, faute de réponses sur les moyens envisagés pour mettre en œuvre cette résolution, avaient prudemment opté pour l'abstention (comme l'Allemagne, le Brésil et l'Inde). L'intervention militaire, avec le recours aux forces spéciales sur le terrain, l'aide aux rebelles ou les attaques aériennes contre les troupes et les centres de commandement, constituait donc pour ces deux puissances un camouflet et un détournement de procédure. Jamais il n'avait été question de se débarrasser de Kadhafi ou d'imposer un changement de régime.

Les agissements occidentaux, jugés illégaux et immoraux par beaucoup, suscitèrent de très nombreuses réactions internationales, comme celle, particulièrement acerbe, de M. Mbeki : « Nous pensions avoir définitivement mis un terme à cinq cents ans d'esclavage, d'impérialisme, de colonialisme et de néocolonialisme. (...) Or les puissances occidentales se sont arrogé de manière unilatérale et éhontée le droit de décider de l'avenir de la Libye (5). » Ce coup de sang illustrait un sentiment d'humiliation largement partagé.

Pour nous, de toute évidence, le spectre de la guerre civile, de la partition, de la « somalisation », du terrorisme et du narcotraffic planait sur la Libye. Pourquoi étions-nous alors les seuls à le voir ? Allait-on se battre là-bas pour la défense de la démocratie, pour le contrôle du pétrole, en fonction de sordides considérations électoralistes (M. Nicolas Sarkozy était déjà en campagne pour l'élection présidentielle de l'année suivante), ou encore pour tout cela à la fois ? N'y avait-il pas, à ce stade, d'autres voies possibles que les bombardements massifs ?

L'Union africaine en était persuadée. C'est pourquoi elle opta pour une réponse plus politique que militaire et concentra ses efforts sur l'élaboration d'une feuille de route, adoptée le 10 mars. Ce document comportait essentiellement trois points : une « cessation immédiate des hostilités » ; un dialogue en vue d'une « transition consensuelle » – c'est-à-dire excluant le maintien au pouvoir de Kadhafi – ; et l'objectif ultime : l'instauration d'un « système démocratique ». L'Occident voulait supprimer un homme ; l'Union africaine entendait changer un système.

Comme pour la court-circuiture, les bombardements de l'OTAN débutèrent le 20 mars, le jour même où nous nous apprêtions à nous rendre à Tripoli, puis à Benghazi, pour tenter de mettre en œuvre cette feuille de route.

Le 19 mars, le comité des chefs d'Etat (6) mandaté par l'Union pour persuader les deux parties du conflit libyen d'accepter les termes d'une solution politique se réunissait à Nouakchott, en Mauritanie, après une première rencontre à Addis-Abeba, en Ethiopie, au siège de l'organisation. Au beau milieu des délibérations, M. Ban Ki-moon, le secrétaire général de l'ONU, voulut de toute urgence s'entretenir au téléphone avec moi. Il participait ce samedi-là, à Paris, à un autre sommet international réunissant les dirigeants arabes, européens et nord-américains pour « décider et agir collectivement sur l'application de la résolution 1973 ». Les gouvernements présents à Paris, m'annonça-t-il, l'avaient expressément chargé de me demander de dissuader nos représentants de se rendre à Tripoli et à Benghazi. Il invoqua une raison claire : « Les

opérations militaires de l'OTAN vont commencer aujourd'hui. » Un scénario semblable, visant à marginaliser l'ONU et les médiateurs de l'Union africaine, a eu lieu en Côte d'Ivoire (7), démontrant que, pour certaines puissances, aucune autorité internationale n'est supérieure à la leur.

Pour nous, ce ne fut que partie remise. Le 10 avril, les représentants de l'Union africaine se posaient à Tripoli pour rencontrer Kadhafi. Le lendemain, à Benghazi, nos voitures furent encerclées dès l'aéroport, et nous fumes conspués jusqu'à notre arrivée à l'hôtel où devaient se tenir les pourparlers. « Bernard-Henri Lévy est sans doute à la

## Derrière le prétexte humanitaire

NOUS nous sommes mis à la recherche de possibles lieux d'accueil. Pour l'exil intérieur, nous avons proposé Sebha, capitale de la région du Fezzan, proche des pays amis d'Afrique noire – notamment le Tchad. Pour l'exil extérieur, la Turquie avait décliné notre offre. Le Venezuela s'était proposé, mais c'était trop délicat. L'Egypte avait été contactée, mais les partisans de Kadhafi avaient rejeté cette proposition...

La diplomatie reste l'arme principale de notre Union. Notre logique est celle de la « paix préventive », et non, comme cela est devenu trop souvent le cas en Occident, celle de la « guerre préventive », dépourvue de toute légitimité. Pourquoi ne nous a-t-on pas laissés une chance de mettre en œuvre notre plan, que Kadhafi avait fini par accepter ? Curieusement, aujourd'hui, on n'entend plus beaucoup « BHL », le philosophe hyperactif et va-t-en-guerre français, sur la situation en Libye. Il s'est tourné vers d'autres fronts : Syrie, Ukraine (*lire l'article ci-contre*)...

Parmi les autres acteurs stratégiques figuraient les Etats arabes et leur organisation régionale. Contrairement à l'Union africaine, la Ligue arabe s'était pratiquement alignée sur la position occidentale, le Qatar se montrant le plus belliciste. Quant à Kadhafi lui-même, il ne pouvait comprendre que, dans un monde devenu village planétaire, tous les peuples aspirent à la liberté, à la dignité et à la justice. Sa réaction au soulèvement populaire venait d'un autre temps : la répression, rien que la répression.

Ce curieux personnage semblait pourtant au faite de sa gloire. Il était redevenu fréquentable et entretenait les meilleures relations avec les puissants de ce monde : que l'on pense à son séjour à Paris fin 2007, et à sa célèbre tente bédouine plantée à quelques pas des Champs-Élysées, ou encore au voyage de M. Sarkozy à Tripoli en juillet de la même année ; aux bonnes notes du Fonds monétaire international, ou encore aux excellents rapports du dirigeant

manœuvre, peut-être ici, dans cet hôtel », pensai-je. M. Moustapha Abdeljalil, président du CNT, et son équipe engagèrent les discussions sous la pression ininterrompue d'une foule de manifestants agressifs, qui hurlèrent jusqu'à notre départ. Résultat : Kadhafi accepta notre proposition, mais la réponse du CNT fut négative. Les pyromanes venaient de l'emporter sur les pompiers, et l'affrontement sur la négociation.

Avec le recul, on relèvera que l'Union africaine fut la seule organisation internationale à proposer une issue politique. Sans doute parce que l'Afrique avait vécu des expériences analogues et en conservait les stigmates indélébiles. Que l'on se rappelle le drame que connaît depuis plus de vingt ans la Somalie, abandonnée de tous, à la suite de la désastreuse opération militaire américaine « Restore Hope », en 1993. Que l'on considère aussi le chaos irakien et la désintégration actuelle de cet Etat (8).

En Libye, comme nous l'avions prévu, le rêve européen a également tourné au désastre. Les appareils d'Etat ont imploré au profit des seigneurs de la guerre, des clans mafieux et des terroristes islamo-affairistes ; le pillage des stocks d'armes a transformé ce pays en un gigantesque arsenal à ciel ouvert ; les filières d'immigration clandestine se sont multipliées (9). Au point que la Libye est devenue, pour reprendre l'expression d'un ancien patron des renseignements français, « l'Afghanistan de proximité des Européens ».

Nous en avons averti le monde entier : cette bombe à retardement finirait par exploser entre les mains de ses artificiers, qui ne savaient pas l'histoire qu'ils écrivaient. La proposition africaine dont personne ne voulait entendre parler visait à persuader Kadhafi de suivre soit la voie de l'exil extérieur empruntée par M. Ben Ali, soit celle de l'exil intérieur, comme M. Moubarak. Il devait renoncer de lui-même à ce qu'il lui restait de pouvoir afin d'épargner à son peuple les malheurs et les humiliations d'une intervention étrangère, ainsi que les affres d'une guerre civile dont l'issue lui serait fatale.

libyen avec l'Italie de M. Silvio Berlusconi. Kadhafi collaborait même avec les services de renseignement américains, britanniques et français. Et puis tous les rêves grandioses du « Guide » s'effondrèrent comme un château de cartes, emportés par le « tsunami arabe ». On se lève avec le monde à ses pieds, on se couche avec une pluie de bombes au-dessus de la tête.

Le 20 octobre, l'aviation française interceptait le convoi du chef libyen. S'échappant à pied, Kadhafi était repéré, atrocement battu par un groupe d'insurgés et finalement tué. On découvrit que la « guerre humanitaire », drapée dans les bons et nobles sentiments du nouveau principe de la « responsabilité de protéger » – adopté par les Nations unies en 2005 –, n'était en réalité qu'une mystification. Elle dissimulait une politique de puissance classique visant à renverser un régime et à assassiner un chef d'Etat étranger. Avec, cette fois, le feu vert de l'ONU.

(1) En 2002, l'Union africaine (www.au.int) a succédé à l'Organisation de l'unité africaine (OUA), fondée en 1963. Elle regroupe cinquante-quatre pays du continent, tous représentés à la Conférence des chefs d'Etat, son instance dirigeante, tandis que la Commission est son organe exécutif.

(2) Thabo Mbeki, « Union africaine : une décennie d'échecs », *Courrier international*, Paris, 27 septembre 2012.

(3) Lire Serge Halimi, « Les pièges d'une guerre », *Le Monde diplomatique*, avril 2011.

(4) Lire Michael T. Klare, « Quand le Pentagone met le cap sur le Pacifique », *Le Monde diplomatique*, mars 2012.

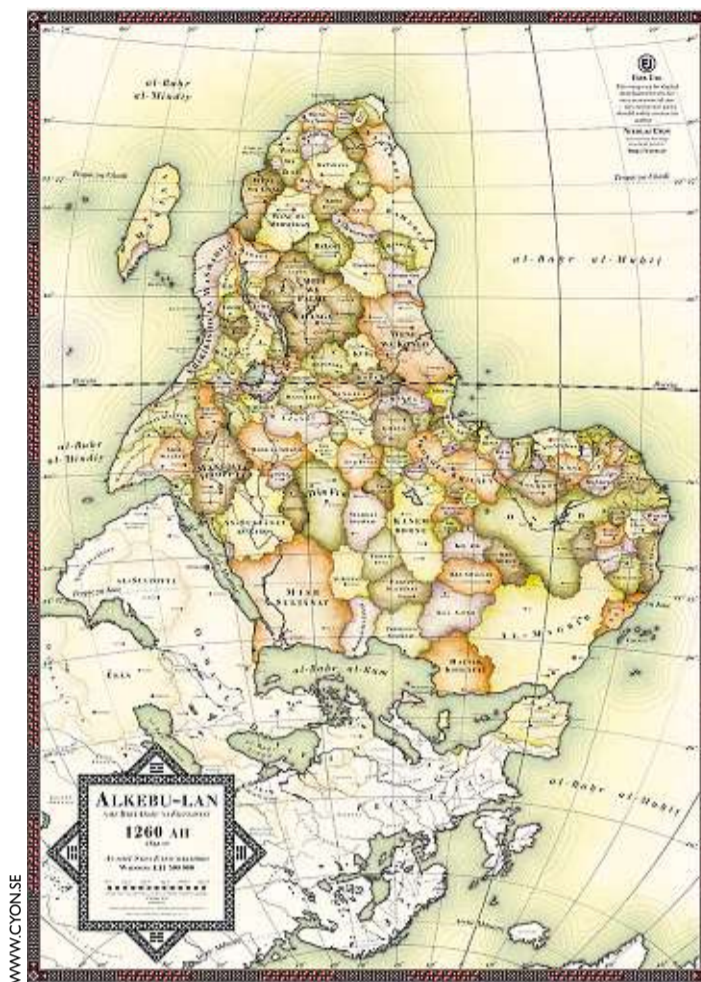
(5) Thabo Mbeki, « Union africaine : une décennie d'échecs », *op. cit.*

(6) MM. Jacob Zuma (Afrique du Sud), Mohamed Ould Abdel Aziz (Mauritanie), Denis Sassou Nguesso (Congo), Amadou Toumani Touré (Mali) et Yoweri Museveni (Ouganda).

(7) Lire Anne-Cécile Robert, « Origines et vicissitudes du "droit d'ingérence" », *Le Monde diplomatique*, mai 2011.

(8) Lire Gérard Prunier, « Terrorisme somalien, malaise kényan », et Peter Harling, « Ce qu'annonce l'éclatement irakien », *Le Monde diplomatique*, respectivement novembre 2013 et juillet 2014.

(9) Lire Patrick Haimzadeh, « La Libye aux mains des milices », *Le Monde diplomatique*, octobre 2012.



NIKOLAJ CYON. – « Alkebu-lan 1260 AH », 2011

### Calendrier des fêtes nationales

1<sup>er</sup> - 31 août 2014

1 <sup>er</sup>	BÉNIN	Fête de l'indépend.
	SUISSE	Fête nationale
5	BURKINA FASO	Fête de l'indépend.
6	BOLIVIE	Fête nationale
	JAMAÏQUE	Fête de l'indépend.
7	CÔTE D'IVOIRE	Fête de l'indépend.
9	SINGAPOUR	Fête nationale
10	ÉQUATEUR	Fête nationale
11	TCHAD	Fête de l'indépend.
14	PAKISTAN	Fête de l'indépend.
15	RÉP. DU CONGO	Fête nationale
	CORÉE DU SUD	Fête de l'indépend.
	INDE	Fête de l'indépend.
	LIECHTENSTEIN	Fête nationale
17	GABON	Fête de l'indépend.
	INDONÉSIE	Fête de l'indépend.
19	AFGHANISTAN	Fête de l'indépend.
20	HONGRIE	Fête nationale
24	UKRAINE	Fête de l'indépend.
25	URUGUAY	Fête de l'indépend.
27	MOLDAVIE	Fête de l'indépend.
31	KIRGHIZSTAN	Fête de l'indépend.
	MALAISIE	Fête de l'indépend.
	TRINITÉ-ET-TOBAGO	Fête de l'indépend.

Imprimerie du Monde  
12, r. M.-Gunsbourg  
98852 IVRY

OJD  
PRESSE PAYANTE  
2009

Commission paritaire des journaux et publications : n° 0514 1 86051  
ISSN : 0026-9395  
PRINTED IN FRANCE

A la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassort ou autre, utiliser nos numéros de téléphone verts :  
Paris : 0 805 050 147  
Banlieue/province : 0 805 050 146.

UNE COUVERTURE MANICHÉENNE, DES CLIVAGES INATTENDUS

# Médias français en campagne ukrainienne

Après l'écrasement d'un avion malaisien dans la zone contrôlée par les séparatistes ukrainiens, le 17 juillet, la presse russe a répandu les informations les plus fantaisistes, pourvu qu'elles ne dérangent pas le pouvoir en place à Moscou. Dans un conflit où chacun se voit sommé de choisir son camp, les médias français ne font pas exception au manque général de discernement et de rigueur.

PAR MATHIAS REYMOND \*

FÉVRIER 2010. M. Viktor Ianoukovitch remporte d'une courte tête le second tour du scrutin présidentiel ukrainien face à M<sup>me</sup> Ioulia Timochenko. Selon M. João Soares, à l'époque président de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), ces élections irréprochables offraient une « démonstration impressionnante de démocratie » (1). Les résultats dessinaient une Ukraine coupée en deux : M. Ianoukovitch triomphait dans l'est et le sud du pays ; M<sup>me</sup> Timochenko faisait le plein de voix dans l'ouest, au centre et à Kiev.

Peu attentive à ces élections comme à la vie quotidienne des Ukrainiens depuis les espoirs déçus de la « révolution orange », en 2004, la presse française a soudain tourné un regard d'une intensité extraordinaire vers la place de l'Indépendance (Maïdan), épicerie des manifestations populaires contre le gouvernement à partir de fin novembre 2013.



L'Express, 14 mai 2014

L'ÉDITORIAL de Jacques Julliard

## MOURIR POUR L'EUROPE

Marianne, 31 janvier 2014

AU début, la plupart des journalistes et des experts ne livrèrent du conflit qu'un déchiffrement unilatéral : puisque des Ukrainiens exprimaient leur attachement à l'Union européenne, alors les Ukrainiens devenaient proeuropéens. Puisque des Ukrainiens rejetaient un pouvoir corrompu aux méthodes policières abusives, alors les Ukrainiens souhaitaient le départ du président élu quatre ans plus tôt, et dont le parti venait, en 2012, de remporter le scrutin législatif. Il fallut attendre que la Crimée projette d'organiser un référendum entérinant son annexion à la Russie pour comprendre que l'histoire de l'Ukraine était plus nuancée... et pour percevoir quelques voix dissonantes.

La mise en scène d'une opposition entre « gentils » proeuropéens et « méchants » prorusses a rapidement pris l'allure d'une farce. « De mémoire d'Européen, on n'avait pas vu une telle déclaration d'amour pour l'Europe depuis... depuis quand ? », s'émut *Le Monde* (25 novembre 2013), bien décidé à soutenir le mouvement par un mitraillage vespéral d'éditoriaux eurobéats. « Pour des peuples qui ne bénéficient pas de l'Etat de droit, l'Europe symbolise l'espoir de la liberté, de la démocratie et de la modernité. (...) Les manifestants de 2013 veulent des réformes, un Etat propre et démocratique. Un Etat européen » (2 décembre). Un chœur enthousiaste reprit cette partition. « Il existe des pays où tout un peuple se soulève pour rejoindre l'Europe », s'émerveilla l'éditorialiste François Sergent dans *Libération* (12 décembre). Sur Arte, l'émission « 28 minutes » ne donna la parole qu'à des invités hypnotisés par les contestataires de Maïdan (2).

Deux mois plus tard, dans *Marianne*, Jacques Julliard sermonnait : « Au moment où les peuples européens, ces enfants gâtés de l'histoire contemporaine, font la fine bouche à l'égard de leur maison commune, c'est-à-dire l'Europe, c'est au nom de cette Europe, sous le drapeau de l'Europe, que

se font tuer à Kiev les combattants de la liberté » (31 janvier 2014). Comme lors du conflit au Kosovo en 1999, cette rhétorique de guerre froide ne recoupa pas entièrement les clivages idéologiques de la presse française. *L'Humanité*, à gauche, *Le Figaro* et *Valeurs actuelles*, à droite, s'abstinrent d'entrer dans la danse dont Bernard-Henri Lévy exécutait les figures imposées : « Les vrais Européens, c'est ici, sur le Maïdan, qu'ils se trouvent réunis », hurlait-il aux manifestants de Kiev le 9 février. Sa harangue fut aussitôt répercutée sur les ondes et dans les colonnes de l'Hexagone. André Glucksmann l'imita dans un texte lu devant la foule à Kiev et reproduit sur le Huffington Post français (5 mars) : « Nous sommes unis contre les relents de totalitarisme rouge ou noir. Tenez bon, le sort de l'Ukraine dépend de vous, l'Europe dépend de vous, la vérité dépend de vous, le monde entier retient son souffle devant votre courage. Vous, les gars et les filles de Maïdan, vous êtes les étoiles du drapeau de l'Europe. » A l'instar de nombreux journalistes occidentaux, Glucksmann semblait ignorer que le drapeau horizontal rouge et noir souvent brandi à Maïdan par des militants était celui de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA), la branche militaire de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN), qui collabora avec le III<sup>e</sup> Reich (3).

Les chroniqueurs et éditorialistes n'ont pas commenté avec autant de ferveur les manifestations espagnoles du 22 mars 2014. Plusieurs centaines de milliers de personnes sont pourtant descendues alors dans les rues de Madrid pour s'insurger contre les politiques de rigueur prescrites par l'Union européenne. Mais leurs cortèges avaient à l'évidence moins de panache, puisque conduits par une bande d'« enfants gâtés ». Les rares articles évoquant ces gigantesques rassemblements ne s'intéressèrent qu'aux débordements en marge du défilé (4).

Dès la fin du mois de février et le départ forcé de M. Ianoukovitch, l'annonce du projet de référendum en Crimée puis les mouvements autonomistes dans l'est de l'Ukraine offrirent à un observateur des pratiques journalistiques une situation de test digne d'un laboratoire. Tout comme à Maïdan, des foules se rassemblaient pour protester contre le pouvoir (à leurs yeux usurpé), organisaient des sit-in, jetaient des cocktails Molotov sur les forces de l'ordre et réclamaient la liberté. Mais, cette fois, le gouvernement vilipendé était celui choisi par les Européens, et les masses acclamaient M. Vladimir Poutine...

Les mêmes causes n'entraînent pas les mêmes effets. Ces manifestations-là déclenchèrent un tir de barrage médiatique, notamment dans *Le Monde*, où les tribunes hostiles à la Russie, à son président et à la scission de l'Ukraine se multiplièrent : « La Russie contre Maïdan » (21 février) ; « L'aide fraternelle : prétexte éternel des invasions russes » (5 mars) ; « La menace russe unit les Ukrainiens » (8 mars) ; « Crimée : un référendum honteux » (14 mars) ; « Poutine et les bas instincts » (14 mars également), etc.

Les pétitions s'enchaînaient ; les signataires ne savaient plus où donner de la tête. *Libération* vit dans le vote en Crimée un « putsch politique et militaire orchestré de main de maître depuis Moscou, [qui] crée un précédent dangereux, sans équivalent depuis la seconde guerre mondiale » (16 mars). Les annexions du Sahara occidental par le Maroc en 1975, du Timor-Oriental par l'Indonésie la même année ou du Golan syrien en 1981 et de pans entiers de la Palestine par Israël depuis 1948 (5) ne méritaient sans doute pas d'être rappelées aux lecteurs.

Car, lorsque la tension internationale monte, une seule référence trouve grâce aux yeux des commentateurs : « Hitler arguant, en 1938, du fait que les Sudètes parlaient l'allemand pour envahir la Tchécoslovaquie... Cela ne vous rappelle rien ? », persifla « BHL » dans *Le Point* (6 mars). Julliard clamait le même jour dans *Marianne* : « La Russie de Poutine (...) reprend très exactement l'argument invoqué par Hitler quand, en 1939 [sic], il envahit la Tchécoslovaquie : il venait protéger la population allemande des Sudètes. » « Cette annexion qui rappelle celle des Sudètes par Hitler en 1938 », analysait lui aussi *Ouest-France*, moins fâché avec les dates que l'éditorialiste de *Marianne* (16 mars).



Libération, 12 décembre 2013

DISTINCTION oblige, *Le Monde* tenta un autre rapprochement, cette fois avec les « scènes de guerre civile dans les rues de Bucarest qui [avaient] précipité la chute de Nicolae Ceausescu » (25 février). A croire que chaque conflit de cette amplitude se résume dans la presse à l'affrontement entre une entité évanescence et parée de toutes les vertus (« l'Europe », « l'Amérique ») et un adversaire personnalisé et psychiatriqué à outrance. Après Saddam Hussein, Mouammar Kadhafi, Ceausescu, ce fut donc le tour du président russe. « Jusqu'où ira la folie de Vladimir Poutine ? », s'interrogea *Télérama* (19 mars). *LeParisien.fr* consulta les internautes : « Vladimir Poutine vous fait-il peur ? » (2 mars). L'auditeur de France Culture pouvait difficilement

8 | INTERNATIONAL

Le Monde

## La machine à propagande de Vladimir Poutine

Le Kremlin impose un discours unique justifiant l'annexion de la Crimée et décrivant une Ukraine à la dérive



Le Monde, 2 avril 2014

répondre par la négative après avoir entendu la journaliste Caroline Fourest annoncer – à tort – que « les paramilitaires séparatistes venaient d'arracher les globes oculaires [de trois officiers ukrainiens] avec un couteau » (6 mai 2014).

La situation se prêtait pourtant à de passionnantes investigations, dont les médias allemands offrent quelques exemples. Que s'est-il exactement passé à Maïdan le 20 février, au cours des affrontements sanglants qui firent plusieurs dizaines de morts, principalement parmi les manifestants ? L'enquête menée par la télévision allemande ARD ruine les certitudes en suggérant que des coups de feu furent probablement tirés aussi de bâtiments occupés par les insurgés (6). Comment fut torpillé en une nuit l'accord conclu le 21 février entre l'opposition et le président Ianoukovitch, sous la supervision de plusieurs pays européens ? On évoque l'implication du pouvoir russe – avec de rares preuves à l'appui –, mais quelle fut celle des services occidentaux ? Selon le quotidien allemand *Bild* (4 mai), Kiev recrutait des mercenaires d'Academi, une société militaire privée américaine – anciennement nommée Blackwater et célèbre pour ses méfaits en Irak –, et aurait reçu l'aide d'agents de la Central Intelligence Agency (CIA) pour mettre un terme aux mouvements autonomistes dans la région de Donetsk. Comme quinze ans plus tôt les indépendantistes de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), les « gentils » Ukrainiens ne collaient peut-être pas au portrait sans tache qu'on avait dressé d'eux...

Dans les médias français, la ligne de partage – située traditionnellement entre pro- et antiatlantistes – s'était là encore brouillée. Si *Le Monde*, *Libération*, *France Inter* imputèrent tous les maux à la Russie, ils s'attirèrent la réplique non seulement d'adversaires habituels de l'impérialisme américain (*L'Humanité*, par exemple), mais aussi de commentateurs de droite, pour qui la Russie actuelle constitue non pas un prolongement de l'Union soviétique mais un laboratoire du néoconservatisme (7). Le polémiste Eric Zemmour l'expliqua avec passion : « La Russie de Poutine est devenue une sorte d'anti-France de [M. François] Hollande. Hostile au multiculturalisme, ne cédant rien au lobby gay, combattant l'islamisme, renouant avec la religion orthodoxe quand la France et l'Europe nient leurs racines chrétiennes, osant même condamner Lénine (le révolutionnaire communiste) et réhabiliter Staline (l'ordre et la grandeur de la nation) alors que notre intelligentsia germanopratinne fait le contraire depuis des décennies. » Aussi, « pour les derniers gaullistes, souverainistes français, il est celui qui défend son pays des miasmes de la décadence occidentale » (8).

Au demeurant, les violences impliquant l'extrême droite alliée au nouveau pouvoir issu de l'insurrection, l'organisation du référendum en Crimée, l'éclatement de la guerre civile dans l'est du pays rendaient moins tenable l'unilatéralisme éditorial. Comme dans tout conflit, la propagande faisait rage des deux côtés ; le public l'ayant compris assez vite, la fiction du Bien contre le Mal devint commercialement douteuse.

Dès lors, des voix s'élevèrent pour dénoncer la « chasse aux Russes ». Notamment celle de Christophe Barbier, directeur de *L'Express* : « Si la Crimée décide de redevenir totalement russe, c'est normal » (France Inter, 22 mars). Une position que partageaient l'essayiste Jacques Attali (*L'Express*, 26 mars) et le philosophe Luc Ferry (*Le Figaro*, 20 mars). TF1 donna même la parole très longuement à M. Poutine dans son journal de 20 heures (4 juin).



Le Nouvel Observateur, 27 février 2014

LES IMAGES ne plaidaient plus toujours en faveur des soutiens de Kiev : dans les journaux de France 2 et de iTélé du 16 avril, on vit par exemple des habitants de l'Est se dresser, désarmés, face aux chars d'assaut. Le 2 mai, l'incendie de la Maison des syndicats d'Odessa, provoqué par les cocktails Molotov des loyalistes et des affidés du mouvement Praviy Sektor (« Secteur droite »), causa la mort d'une trentaine d'Ukrainiens anti-Maïdan. Si l'Agence France-Presse, citant un officiel de Kiev, évoqua au cours des premières heures une « provocation des services spéciaux russes » (9), le drame et son origine ne purent être passés sous silence, ne serait-ce qu'en raison des nombreux témoignages vidéo recueillis sur des téléphones portables. Il ne déclencha cependant pas le concert d'indignation qu'il aurait probablement suscité si les victimes, au lieu de contester le nouveau pouvoir ukrainien, étaient tombées en agitant le drapeau européen.

(1) www.lefigaro.fr, 8 février 2010.

(2) Cf. par exemple l'émission du 20 février 2014, « Ukraine : l'Europe peut-elle enrayer la violence ? », www.dailymotion.com

(3) Lire Emmanuel Dreyfus, « En Ukraine, les ultras du nationalisme », *Le Monde diplomatique*, mars 2014.

(4) Cf. Blaise Magnin, « Médias de France, loin de l'Espagne et des mobilisations sociales contre l'austérité », *Acrimed.org*, 27 mars 2014.

(5) Cf. Susan Watkins, « Annexations », *New Left Review*, Londres, mars-avril 2014.

(6) Philipp Jahn, Olga Sviridenko et Stephan Stuchlik, « Todesschüsse auf dem Maidan », « Monitor », ARD, 10 avril 2014, www.ardmediathek.de Cf. aussi Gabriel Gatehouse et Jack Garland, « Under sniper fire in Ukraine uprising », *BBC Newsnight*, 28 février 2014, www.bbc.com

(7) Lire Jean-Marie Barbic Chauvignat, « Eurasie, le "choc des civilisations" version russe », *Le Monde diplomatique*, mai 2014.

(8) *Le Figaro*, Paris, 8 mai 2014.

(9) Dépêche AFP du 2 mai 2014 à 22h28, reprise par plusieurs sites de presse.

\* Maître de conférences à l'université de Montpellier, membre d'Action-Critique-Médias (Acrimed.org).

OUVRIERS « PLEINS AUX AS » DE L'INDUSTRIE MINIÈRE

# En Australie, des gueules noires bling-bling

Son extension affole les urbanistes, et son enrichissement vertigineux enchante le gouvernement : grâce à l'activité minière, la ville de Perth, située sur la côte occidentale australienne, attire de nombreux ouvriers. Ces « gueules noires », dont le salaire dépasse celui de hauts cadres, réactivent un vieux complexe d'infériorité national et suscitent la gêne de leurs concitoyens.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL MAXIME LANCIEU \*

CHACUN pays a ses citoyens embarrassants et comiques malgré eux, objets d'incessantes railleries de la part des gens bien mis : *white trash* (« déchet blanc », la population blanche et pauvre) aux États-Unis, « beaufs » en France, *chavs* au Royaume-Uni (1), etc. En Australie, ce sont les *bogans*, des ouvriers qui amusent le pays en raison de leur mauvais goût supposé, de leur dégaine, de leurs idées. Tatouages nationalistes sur le bras et pinte de bière à la main, short et tongs de rigueur, casquette et gilet luminescent en option, ils instaurent à coup sûr une certaine ambiance dans les centres-villes où ils déferlent le samedi soir. Mais l'humour est aussi une affaire de domination et d'intérêts...

Les démonstrations de patriotisme lors de rencontres sportives ou, de façon plus dramatique, les émeutes raciales qui ont opposé en 2005 des Australiens à des Indiens à Cronulla, banlieue de Sydney, ont ajouté une connotation xénophobe à la définition du mot *bogan*. Il a été consacré en 2012 par son entrée dans l'*Oxford English Dictionary*, qui le définit comme un « terme dépréciatif désignant une personne peu sophistiquée, malapprise, démodée, en général d'un statut social peu élevé ». Ces indésirables horripilent la frange bien-pensante de la société australienne, que l'on retrouve le plus souvent dans les banlieues, en particulier dans le grand Ouest.

A Perth, dans l'extrême Ouest australien, les *bogans* ne sont pas seulement des « beaufs » : ils sont riches. Et ils affichent un style tape-à-l'œil, notamment à travers leurs voitures au prix exorbitant et aux couleurs criardes, les *utes*. Travailleurs de l'industrie minière pour la plupart, ces *cached-up bogans* – « beaufs pleins aux as » – recueillent à leur modeste échelle les dividendes de la frénésie extractive.

Les eaux de la rivière Swan reflètent le dynamisme économique et l'opulence de Perth. Sur ses berges situées dans les beaux quartiers, comme Dalkeith ou Peppermint Grove, les maisons se vendent entre 5 et 30 millions de dollars australiens (entre 3,5 et 20,5 millions d'euros). Depuis 2013, la ville, dont les magazines vantent la « *propreté helvétique* », est la plus chère du pays (2). L'inflation immobilière progresse à mesure que le secteur minier assoit sa toute-puissance sur l'économie de l'Australie-Occidentale. L'agence de communication Meerkat a proposé, dans un texte canular, d'ériger une clôture métallique surveillée pour séparer le plus grand des États du reste du « continent rouge », et contenir ainsi la population tenue pour responsable de l'augmentation du niveau de vie à l'échelle nationale (3).

Blague à part, un rideau de fer symbolique isole effectivement ces cols bleus dont les salaires annuels dépassent les 100 000 dollars australiens (près de 70 000 euros). « *Les classes moyennes se retrouvent à devoir cohabiter avec des gens qui, autrefois, ne vivaient pas dans leurs quartiers, qui donnent des fêtes bruyantes, partent en vacances aux mêmes endroits qu'elles et font des bombes à la piscine* », résume avec humour Jon Stratton, professeur d'études culturelles à l'université Curtin de Perth. Ceux dont le salaire annuel moyen avoisine les 60 000 dollars (40 000 euros) supportent difficilement l'exubérance des *cached-up bogans*,

auxquels les bonnes manières comme le sens de la modération font défaut. « *Clairement, ils aimeraient leur dire : "Retournez d'où vous venez! Ne bousculez pas notre mode de vie!"* »

Si les pays en développement sont généralement confrontés à ce genre de conflit dans les métropoles, où la consommation ostentatoire provoque de sérieuses frictions, l'Australie connaît là un phénomène inédit dans les pays occidentaux. Ici, les ouvriers de l'industrie minière comptent parmi les mieux payés du monde (500 dollars australiens par jour, soit 350 euros). Le Voreux (4) ne dévore pas les hommes pour une misère : il les couvre d'or. Cette belle machine économique ravit *The Economist* : l'hebdomadaire britannique dépeint l'Australie comme une « *Californie des antipodes* », sans les défauts de sa jumelle américaine, « *accro aux référendums d'initiative populaire qui plongent la politique dans le chaos, avec de surcroît une économie qui n'a pas su éviter la récession depuis 1991* ». Il invite le pays à faire les bons choix en matière d'éducation, « *des travailleurs instruits étant plus compétitifs, tant dans les services que dans les mines* » (5).

## « Vibration glamour » et cow-boys urbains

Sise entre l'océan Indien et le désert, proche des pays asiatiques très gourmands en énergie, Perth cumule fiévreusement les superlatifs : elle serait la grande ville la plus isolée du monde (après Honolulu), celle qui compte le plus de millionnaires « partis de rien » par rapport au nombre d'habitants, mais aussi la plus ensoleillée. Les pages « Luxe » du *Telegraph* ne résistent pas à cette « *destination séduisante pour les plus riches* », et évoquent la « *vibration glamour du centre-ville, où les résidents affluent dans les bars et les restaurants branchés* » (6).

Du haut de ses deux cent quarante-quatre mètres, Brookfield Place, siège du géant minier BHP Billiton érigé en 2012, complète le décor de carte postale vendu à travers le monde : une métropole globale et « tendance », où la fortune s'acquiert grâce aux mines, que l'on soit conducteur de camion, ouvrier ou ingénieur soudeur, alors que sur la côte est prédominent les secteurs des médias et de la finance, comme l'explique Jules Duncan, auteur d'un documentaire sur les *cached-up bogans*. Depuis Sydney, où il vit, à quatre mille kilomètres de là, le producteur et scénariste Sam Egan estime que « *Perth apparaît comme l'Ouest sauvage, une ville minière en plein essor avec des rues remplies de cow-boys* ». Il tempère néanmoins cette vision : « *Beaucoup prétendent que Perth est un désert culturel. En réalité, la ville et l'Australie-Occidentale dans son ensemble ont été le berceau de certains des meilleurs artistes, musiciens et auteurs australiens.* »

Aussi étendues que Los Angeles et Tokyo combinées, Perth et ses banlieues tentaculaires s'étalent sur plus de cent trente kilomètres entre Yanchee, au nord, et Mandurah, au sud, sur une largeur de cinquante kilomètres, soit quelque cinq mille trois cents kilomètres carrés. Rien qu'entre 2011 et 2012, soixante-cinq mille quatre cents personnes s'y sont installées : un accrois-



CLAIRE MARTIN. – Carrière de manganèse Green Snake, sur le site minier de Woodie Woodie, Pilbara, Australie, 2012

sement de 3,6 % qui devrait se poursuivre chaque année, selon les calculs de l'Australian Bureau of Statistics. Dans les interminables cités-dortoirs de Perth, le nombre de *cached-up bogans* dépasserait de loin celui des autres métropoles australiennes. Un siècle après la ruée vers l'or du Klondike, au Canada, ou de Kalgoorlie, en Australie-Occidentale déjà, le même phénomène se reproduit au Pilbara et au Kimberley, à deux mille deux cents kilomètres au nord de la ville.

Aussi hostiles que les Rocheuses américaines à l'époque pour les mineurs, ces territoires arides recèlent du pétrole, du gaz naturel, du manganèse, du minerai de fer. Plus de la moitié des cent mille ouvriers des industries énergétiques d'Australie-Occidentale sont soumis à un régime de travail particulier (*fly-in fly-out*, d'où leur nom de *FIFO workers*) : envoyés pour plusieurs semaines sur un site d'extraction, loin de leurs familles, ces hommes (le secteur ne compte que 15 % de femmes) sont logés dans des bungalows rudimentaires avant de retourner chez eux pour une durée variable.

Cette mobilité permanente fait économiser des millions de dollars aux compagnies, malgré les hauts salaires. Un rapport de 2013 a néanmoins pointé les risques pour la santé qui en découlent. « *Travailler et vivre dans des mines éloignées des villes aggrave les risques de développer une pathologie mentale pour ceux n'ayant que rarement quitté l'environnement urbain. Par ailleurs, l'absence intermittente d'un parent est aussi une source de conflit avec les enfants.* » Dans une étude du Centre australien pour la santé mentale réalisée dans les régions rurales et éloignées, les entretiens menés par la D<sup>re</sup> Jennifer Bowers avec des mineurs ont démontré que « *de longues périodes de séparation avec la famille et les amis provoquent souvent un sentiment d'isolement et une perte du sentiment d'appartenance* » (7).

Un rapport des autorités ne parvient pas à trancher : faut-il considérer le recours aux FIFO avant tout comme une aubaine pour l'économie ou comme un « *cancer du bush* » (8), compte tenu des dégâts sociaux entraînés par la présence de ces travailleurs migrants dans les régions rurales ? Comme les prospecteurs qui, après l'effort, dépensaient leur salaire de manière extravagante dans les lieux de plaisir de la ville, les *cached-up bogans* ont trouvé en Australie-Occidentale « *leur terre promise, qui couvre un tiers du territoire national et leur offre à peu près tout ce qu'ils peuvent désirer : du travail dans les mines, des autoroutes peu surveillées, des casinos et des night-clubs à Perth* » (9). Une vie nocturne troublée par des mineurs en état d'ébriété, frustrés, responsables de rixes dans le centre-ville que l'on dit déclenchées par le « manque de femmes ». Toujours selon l'Australian Bureau of Statistics, il y aurait trente-cinq mille hommes de plus que de femmes dans la région. « *Le boom minier a biaisé l'équilibre démographique : dix-huit mille de ces hommes ont entre 20 et 30 ans. Un tel écart n'est pas rare dans les régions riches en ressources* » (10).

La dernière édition du guide de voyage international *Lonely Planet* met en garde les voyageurs contre le *glassing*, l'utilisation de verres comme armes lors d'affrontements à Northbridge, le quartier des bars. Soucieuses d'apaiser les tensions, les autorités ont tenté de réagir. En 2008, M. Robert Doyle, maire de Melbourne, dans le sud du pays, déclarait qu'il ne voulait pas « *voir le centre-ville devenir un aimant à bogans* ». Partisan d'une politique de tolérance zéro pour tout comportement « antisocial » durant les festivités du Nouvel An après les débordements de 2007, il a heurté la sensibilité de ses administrés en adoptant des mesures sécuri-

taires draconiennes destinées à tenir les banlieusards à distance. A Stonnington – toujours à Melbourne –, un faux communiqué du conseil municipal, placardé dans les rues par une bande de farceurs, décrétait l'interdiction de porter des vêtements Ed Hardy, qui « *contrevennent aux lois du goût et du style* » : « *Plutôt que de dépenser des sommes exorbitantes dans des débardeurs vulgaires, vous feriez mieux de consacrer votre argent à nourrir vos enfants illégitimes.* » La très chic marque de bière Moo Brew, originaire de Tasmanie, indique sur ses bouteilles qu'elle « *ne convient pas aux bogans* ».

## Mépris social sous couvert d'humour

En 2011, Paul Syvret, du *Courier-Mail* de Brisbane, déplorait sur un ton satirique que Noosa, ville balnéaire de la côte est, devienne un lieu de villégiature de plus en plus prisé des *bogans*. « *La marée de la populace monte le long de Hasting Street : des cohortes en tongs et en shorts criards, le genre de racaille incapable de faire la différence entre un double latte et un Nescafé.* » Ces gens « *déambulent avec leurs tee-shirts K-Mart* », et, comble du malheur, « *semblent s'installer durablement dans la région* » (11). Fin 2013, le député du Queensland Alex Douglas a dû présenter des excuses officielles après avoir qualifié la Tasmanie de « *terre bogan* ». Les « *insulaires consanguins* » du plus pauvre des États australiens profiteraient des largesses de Canberra en matière d'aides économiques, sans offrir de contreparties valables.

« *Le bogan défie le salaire, la classe, la race, le genre et la logique* », peut-on lire dans le préambule du catalogue sarcastique *Things Bogans Like* (« *Choses que les bogans aiment* »). Sous couvert d'humour s'exprime le snobisme de classe des *hipsters*, les branchés, situés à l'autre bout du spectre des styles de vie. Pour le documentariste Duncan, « *parler de "cached-up bogan" permet de traiter par le mépris quelqu'un qui gagne plus que vous. Vous lui faites comprendre que, même s'il s'enrichit, il reste un idiot.* »

Quarante kilomètres au sud du Royal Yacht Club de Peppermint Grove à Perth, l'autoroute longe le Kwinana Strip, une zone industrielle aux innombrables cheminées fumantes, sites militaires et chantiers navals. Elle mène à Rockingham, l'une

(1) Lire Owen Jones, « L'ordre moral britannique contre la "racaille" », *Le Monde diplomatique*, septembre 2011.

(2) Alistair Walsh, « Peppermint Grove, home set to shatter price record », *Property Observer*, 10 mars 2013, [www.propertyobserver.com.au](http://www.propertyobserver.com.au)

(3) ABC, « Bogan proof fence », YouTube.com, 2 juillet 2010.

(4) Nom de la mine de *Germinal*, d'Emile Zola (1885).

(5) « Australia's promise : The next golden state », *The Economist*, Londres, 26 mai 2011.

(6) Lydia Bell, « In praise of Perth », *The Telegraph*, Londres, 19 octobre 2013.

(7) « FIFO/DIDO mental health research report 2013 », The Sellenger Centre for Research in Law, Justice and Social Change, Perth, 2013.

(8) « Cancer of the bush or salvation for our cities? », Parlement du Commonwealth d'Australie, Canberra, février 2013.

(9) Collectif, *Things Bogans Like. Tribal Tatts to Reality TV*, Hachette Australie, Sydney, 2011.

(10) Shane Wright et Kate Bastians, « Mining riches mean it's a man world », *The West Australian*, Perth, 20 décembre 2011.

(11) Paul Syvret, « Save our enclave and ban bogans », *The Courier-Mail*, Brisbane, 24 mai 2011.

des banlieues *bogans* les plus typiques du pays, selon le classement du journal satirique *The Punch*. Cette ville de cent mille habitants « fournit du travail à la police d'Australie-Occidentale tous les soirs ». Très aimée de ses habitants, « Rocko » est une « banlieue côtière somnolente, cible de plaisanteries qui la dénigrent » en la stigmatisant pour « son taux de chômage, la façon de conduire de ses habitants et son nombre de parents célibataires » (12).

## « Ce qu'il y a de pire dans le pays »

Sur le site d'information Perth Now, les réactions des internautes à ce classement ne se sont pas fait attendre. John laisse exploser sa colère : « Il n'y a rien de cool à être élu "banlieue bogan". Les bogans sont ce qu'il y a de pire en Australie. On devrait découper Rockingham pour en faire une jolie petite île, où les bogans pourraient se reproduire et se complimenter sur leurs voitures respectives. » Quant à Jim, il apprécie de porter

des shorts et des tongs au pub, de pouvoir manger un repas décent pour 20 dollars et d'être « entouré de gens normaux, sans snobs à l'horizon ».

Effrayée à l'idée d'être épinglée par les médias, la municipalité a dépensé en 2012 près de 200 000 dollars pour transformer l'image de la ville, concevoir un nouveau logo et moderniser la communication. M. Mark Stoner est le propriétaire d'une marque atypique qu'il a lancée en 2009, après la parution du classement dans *The Punch*. « J'ai eu l'idée de créer des porte-bières avec le slogan : "Bogan and proud" [« Bogan et fier de l'être »]. Les cinquante premiers se sont vendus en un après-midi. Nous en avons refait, et des gens nous ont appelés pour nous remercier. » C'est que l'étiquette infamante renvoie aussi à la figure du travailleur ordinaire, et la zone industrielle du Kwinana Strip fournit de nombreux emplois aux habitants de Rockingham.

« Le maire ne m'aime pas beaucoup, poursuit M. Stoner. Mais cela fait trente ans que nous avons cette réputation, et ma marque n'existe que depuis quatre ans. » En dépit des efforts de la municipalité

pour redorer l'image de la ville et de son front de mer, l'inventeur du porte-bière assume sereinement une philosophie éloignée de tout esprit de polémique : « Le bogan est un ouvrier, un Australien moyen. Ce que les jaloux ne comprennent pas, s'agissant des *cached-up bogans*, c'est que les conditions de travail dans le Pilbara sont terribles. Il fait très chaud, ils vivent loin de leur famille pendant quatre semaines... Ils méritent leur argent : passer douze heures par jour dans la poussière, c'est extrêmement pénible. »

Figure locale, M. Stoner tient son stand de gadget siglés (vêtements, porte-clés, coussins, sacs) lors de foires municipales à Perth, et actualise la page Facebook de la marque. Il n'a jamais quitté Rockingham et n'en partirait pour rien au monde : « Mes parents ont grandi ici, mes enfants grandissent ici. C'est une banlieue comme une autre, avec ses problèmes. » Il admet que, si certains se revendiquent *bogans*, d'autres, non, et que beaucoup s'en moquent complètement. « Le 26 janvier, le jour de la fête nationale, nous irons à Canberra tenir notre stand au *Summernats*, un festival de voitures. Il y aura des *burn-outs* (13), des *seins à l'air*, des *bogans*, ça va être très drôle ! Quinze mille bogans vont débarquer dans cette ville où vivent tous ces politiciens qui nous dirigent ! »

## Riche héritage de culture populaire

Le rejet des *bogans* peut s'expliquer par un état d'esprit particulier à l'Australie : le *cultural cringe* (« complexe d'infériorité culturelle »). Le terme, qui existe depuis une cinquantaine d'années, se réfère à l'anxiété de l'Australien quant à sa propre culture, considérée comme inférieure par rapport à celle de l'Europe, à commencer par celle du colonisateur, le Royaume-Uni. « Dans les années 1960 et 1970, ce sentiment était prégnant. A l'époque, la société australienne était vraiment conservatrice, et le pays, coupé du reste du monde. Beaucoup d'intellectuels ont alors émigré », explique Stratton. Les *bogans* et les *cached-up bogans* réactivent ce complexe.

La journaliste et chercheuse Melissa Campbell s'est penchée sur cette question au prisme de la culture populaire. Selon elle, il s'agit de la « seule sous-culture australienne authentique » (14). Le mot *bogan* trouve son origine au XIX<sup>e</sup> siècle, à l'époque des colons britanniques et de la fondation de la société australienne. « L'omniprésence des bogans provient d'un riche héritage de culture populaire, à commencer par l'un de nos héros les plus aimés et les plus controversés : le bushranger Ned Kelly », un ouvrier irlandais insurgé contre ses maîtres anglais et contre la police (15). « Pour la presse, détenue par la bourgeoisie urbaine, Kelly était un folk devil, un voyou voleur et assassin, un fauteur de troubles. Elle l'associait au caractère irlandais [Irishness], ce qui impliquait un risque de trahison, un esprit d'insur-

rection. » Campbell rappelle dans son étude que *bogan* est un mot irlandais. On retrouve la même association entre caractère irlandais et rébellion avec le terme *larrikin*, au XIX<sup>e</sup> siècle : issu du Lumpenproletariat, les *larrikins* semaient le désordre dans les grandes villes. Pour Stratton, « la panique morale contemporaine autour des bogans reproduit celle suscitée par les *larrikins* ».

Depuis un siècle, les groupes dont le comportement est jugé déviant, parfois à la limite de la légalité, se sont vu attribuer des noms où se mêlent les notions de menace et de trouble à l'ordre public. Dans les années 1950 et 1960, les *bodgies* et les *widgies* effrayaient les gens convenables en écoutant la musique afro-américaine des soldats américains stationnés en Australie ; ensuite vinrent les *ockers*, au début des années 1970, et aujourd'hui les *bogans*. « Pour les médias, "bogan" est une étiquette facile pour tous ceux qui se comportent d'une façon jugée déviante », confirme Stratton.

Par affinité de goûts et de morale, les classes moyennes australiennes se solidarisent face aux *cached-up bogans* pour garantir leurs privilèges et la sécurité de leurs terres. Pour Campbell, la majorité des gens utilise le mot *bogan* pour pratiquer une « sanctuarisation de leur identité [Australianness] face à tout ce qui leur semble la menacer. Le mot permet d'ériger des frontières imaginaires entre "eux" et "nous" ». Objet de convoitise politique, les millions de *bogans* sont confondus à tort, depuis le gouvernement libéral de M. John Howard (1996-2007), avec les *battlers*, ces ouvriers frondeurs et méritants entrés dans la mythologie du Parti travailliste australien. En définitive, « le terme en dit davantage sur la personne qui l'utilise et sur son insécurité vis-à-vis de son identité que sur ceux qu'il désigne. Mais on assiste aujourd'hui à une réappropriation du terme, de la même manière que les gays ont repris "queer" et les afro-américains, "nigger" », assure Stratton.

Cela ne préfigure cependant pas un quelconque mouvement politique *bogan*, ni un réel mouvement culturel. Derrière cette image poussiéreuse d'Ouest sauvage, dans le monde des arts, une scène branchée bien installée coexiste avec celle, clinquante, des *cached-up bogans* (lire l'article ci-dessous). Mais la « vibration glamour » s'arrête aux portes des supermarchés K-Mart ou Target, temples de la consommation *bogan*, où l'Australie de Ned Kelly fait ses courses jusque très tard le soir.

MAXIME LANCIEN.



CLAIRE MARTIN. – Ouvriers sur le site minier de Woodie Woodie, Pilbara, Australie, 2012

## Une identité chahutée

Si les *bogans* posent la question de l'identité australienne (lire l'article ci-dessus), les *cached-up bogans*, eux, posent celle de la classe dans une société qui a érigé l'égalitarisme en principe depuis la naissance du pays, en 1901. Les Australiens, enclins à se percevoir comme une société sans classes, découvrent avec amertume leurs ouvriers rendus soudain visibles par leur enrichissement, mais dont la culture détonne. Pour les couches urbaines cultivées, la confrontation avec ce mode de vie populaire qui s'exhibe sans retenue dans les beaux quartiers est rude. Ce conflit se répercute dans pratiquement tous les secteurs de la culture australienne.

Pour Tim Winton, écrivain originaire de Perth, « les Australiens ont été accoutumés à éluder les origines des inégalités sociales. Le spectre des opinions va du déni pur et simple de toute disparité à une acceptation darwinienne (1) ». Selon lui, l'élection en septembre 2013 de M. Anthony Abbott, chef du Parti libéral et candidat du magnat des médias Rupert Murdoch, marque un « triomphe idéologique des conservateurs », qui ont réussi à rendre taboue toute discussion sur les classes sociales.

Pourtant, le cinéma australien s'est emparé de ce sujet depuis des années, par exemple avec *Muriel*, de Paul John Hogan (1994). Cette comédie dramatique retraçait le destin de la romantique Muriel, qui vivait à Porpoise Spit (« crachat de marsouin »), une banlieue imaginaire du Queensland triste à mourir. A la télévision, la série satirique *Kath and Kim* met en scène le quotidien de deux femmes *cached-up bogans* de Melbourne, et *Upper Middle Bogan* suit l'histoire de Bess, médecin qui découvre qu'elle a été adoptée et que ses parents biologiques sont des *bogans* amateurs de courses de voitures.

L'émission « Bogan Hunter », pour sa part, donne dans le sensationnel. « Elle montre le côté brutal des bogans : ceux que j'appelle des feral bogans [« bogans sauvages »], qui sont vraiment méchants. Certains trouvent ça drôle, les insultes et tout le reste... », explique, peu convaincu, M. Mark Stoner, figure *bogan* de Rockingham.

A l'opposé du spectre, le terme *hipster* désigne un style de bohémien urbain apparu pour la première fois dans le poème mythique d'Allen Ginsberg *Howl*. « Les hipsters appartiennent majoritairement à la classe

moyenne, avec une culture qui autorise un grand degré d'autodénigrement et de réflexion. On les retrouve dans les quartiers à forte densité, avec des galeries d'art, des cafés, des bars », explique le producteur de cinéma Sam Egan. « Le goût des médias indépendants, un mode de vie écologique et une vie sociale underground » caractérisent ceux qui s'identifient comme tels. Les *hipsters* seraient donc l'antithèse des *bogans* en matière de goûts : ils chercheraient à fuir la culture de masse, tout en ayant fini paradoxalement par incarner un « mode de vie alternatif mainstream ».

La poétesse Kelly-lee Hickey, originaire du Territoire du Nord, remet en cause l'« iconographie de la pop culture, qui dépeint pour les touristes une étendue aride et aligne les stéréotypes désobligeants sur la bière et les sauvages indigènes ». Confrontée à ses origines *bogans*, ainsi qu'aux nombreux *hipsters* de Melbourne, elle constate que l'Australie a hérité de sa période coloniale un état d'esprit qui associe les frontières sauvages à une menace et les centres urbains à la civilisation. « Cette étroitesse d'esprit n'existe pas seulement dans les arts, constate-t-elle. Elle imprègne tous les aspects de la culture australienne, de nos systèmes de représentation politique aux structures de l'emploi » (2).

ELLE a profité en 2007 du Festival national des jeunes auteurs à Newcastle pour organiser une table ronde intitulée « Plus intelligent que votre *bogan* moyen ». Feignant d'être ivres, Hickey et ses acolytes, le chanteur Mitch Harris et l'artiste Chayni Henry, rappelaient à l'assistance que l'Australie avait été « fondée par les bogans d'un autre pays, envoyés pour s'emparer d'un territoire de l'autre côté de la Terre en en déposant un autre peuple ». Henry se remémorait son enfance passée à Humpty Doo, la ville *bogan* par excellence, « dans les cages d'escalier d'une housou, une HLM insalubre dans laquelle on entend les gens s'entre-tuer derrière les portes ». Affublé d'une fausse moustache, Harris égrenait les innombrables formes que revêt le *bogan* contemporain : « Le *bogan* travailleur, le *post-bogan*, le *born-again bogan*, le *bogan mélomane*, le *bogan grugeur d'allocs*... » Ces artistes issus du monde ouvrier entendaient ainsi souligner à quel point leurs origines et leur héritage culturel influençaient la pratique de leur art.



CLAIRE MARTIN. – Pub Hannans, Kalgoorlie, Australie, 2013

Bien que l'Australie soit la nation la plus urbanisée du monde, le pays se trouve toujours pris au piège de ses propres clichés sur son immense territoire. C'est pourtant dans l'étalement urbain de Perth et des autres métropoles que se joue l'identité de la classe moyenne australienne, comme l'analyse le sociologue Brendan Gleeson, de l'université de Melbourne (3). L'écrivain Peter Conrad se dit lassé par la prose de ceux qui comparent les Australiens à des arbres (4), comme cette critique d'art qui voit « exhalé du solide eucalyptus le pouvoir masculin australien », ou cette autre qui distingue l'image du « continent rouge » dans le stoïque et célèbre gommier photographié en 1937 par Harold Cazneaux sous le titre *Spirit of Endurance* : « un être blessé, avec un centre évidé ». Pour décrire le caractère national, il préfère pour sa part « souscrire à d'autres shibboleths » – ces mots sacrés dont l'usage révèle votre appartenance à un groupe – que ceux de la flore ou du milieu naturel...

M. L.

(1) Tim Winton, « The C Word. Some thoughts about class in Australia », *The Monthly*, Collingwood (Melbourne), décembre 2013.

(2) Kelly-lee Hickey, « Smarter than your average bogan : On being a regional writer », *The Wheeler Center*, Melbourne, 3 juillet 2013, <http://wheelercenter.com>

(3) Brendan Gleeson, *Australian Heartlands. Making Space for Hope in the Suburbs*, Allen & Unwin, Sydney, 2006.

(4) Peter Conrad, « Girt by picture frame », *The Monthly*, Collingwood, décembre 2013.

# De l'utopie numérique au choc social

(Suite de la première page.)

Ces voix nous promettent un monde où la protection de la vie privée serait assurée : si l'on considère les données comme une propriété privée, alors un solide arsenal juridique et des technologies adéquates pourraient garantir qu'aucun tiers ne les pille. Mais elles nous font aussi miroiter un avenir de prospérité. Par quel miracle ? Celui de l'« Internet des objets », c'est-à-dire la prolifération d'appareils grâce auxquels nos moindres faits et gestes seront recensés, analysés et... monétisés. Quelque part, quelqu'un est disposé à payer pour savoir ce que nous chantons sous la douche. S'il ne s'est pas encore manifesté, c'est simplement parce qu'aucun capteur sonore connecté à Internet n'équipe notre salle de bains.

Les enjeux sont clairs. Si Google truffe notre maison de jolis capteurs intelligents fabriqués par sa filiale Nest, c'est Google, et pas nous, qui gagnera de l'argent lorsque nous chantonnerons. La stratégie du géant consiste à agréger des données provenant d'une multitude de sources (voiture sans conducteur, lunettes connectées, courriel électronique) et à faire dépendre l'efficacité du système de son ubiquité : pour en tirer le meilleur parti, nous devrions laisser ses services emplir, tel un gaz, les moindres recoins de notre quotidien. L'immensité du réservoir de données ainsi constitué le protège de toute concurrence, et les entreprises de moindre envergure l'ont bien compris. Dès lors, il ne leur reste qu'une option : répondre à l'appel de Pentland et de Lanier, et contrecarrer Google en exigeant que les données appartiennent par défaut aux utilisateurs, ou que ces derniers touchent au moins une part des bénéfices.

Divergentes en apparence, ces deux stratégies s'abrevent à la même source idéologique, dont elles représentent deux variantes intellectuelles. Comme l'explique le sociologue britannique William Davies (3), la vision proposée par Pentland et Lanier se rattache à la tradition « ordolibérale » allemande, qui élève la concurrence au rang d'impératif moral et considère donc tout monopole comme un

## Retour au XIX<sup>e</sup> siècle

MÊME les observateurs les plus perspicaces de la crise financière sous-estiment le poids de cette croyance dans l'omnipotence de la technologie. Ainsi le sociologue allemand Wolfgang Streeck (4) explique-t-il qu'au début des années 1970, lorsque apparurent les premiers signes de l'effondrement du modèle social issu du compromis d'après-guerre, les dirigeants occidentaux mirent en œuvre trois stratégies pour gagner du temps et maintenir le statu quo : l'inflation, l'endettement des Etats et, finalement, l'encouragement tacite à l'endettement des particuliers, auxquels le secteur privé vend des prêts immobiliers et des crédits à la consommation. Au nombre de ces dispositifs visant à retarder l'inévitable, Streeck ne mentionne pas les technologies de l'information.

Celles-ci créent à la fois de la richesse et des emplois – à condition que chacun se transforme en entrepreneur et apprenne à programmer pour écrire des applications. Parmi les premiers, le gouvernement britannique a concrétisé ce potentiel à l'échelle nationale en tentant de vendre les données de malades aux compagnies d'assurances (mais une vague de protestation populaire a mis un terme à cette initiative), ou les données personnelles d'étudiants aux opérateurs de téléphonie mobile et aux vendeurs de boissons énergisantes. Un récent rapport, financé en partie par Vodafone, affirme que l'on pourrait générer 16,5 milliards de livres (21 milliards d'euros) en aidant les consommateurs à gérer, c'est-à-dire à vendre, leurs données personnelles (5). Le rôle de l'Etat se limiterait à définir un cadre légal pour les intermédiaires qui effectueraient les transactions entre consommateurs et fournisseurs de services.

Tandis que les Etats s'efforcent de gagner du temps par le haut, les start-up de la

danger. Moins obsédée par la morale que par l'efficacité économique et l'intérêt du consommateur, l'approche de Google, quant à elle, rejoint l'idéologie néolibérale américaine incarnée par l'école de Chicago. Selon elle, les monopoles ne sont pas nuisibles par nature ; certains peuvent même jouer un rôle social positif. Malgré ses prétentions à l'innovation et au chamboulement de l'ordre établi, le débat contemporain sur la technologie reste donc engoncé dans un carcan familier : considérant l'information comme une marchandise, il s'intègre parfaitement au paradigme libéral.

Pour concevoir l'information autrement, il faudrait commencer par l'extraire de la sphère économique. Peut-être en la considérant comme un « commun », notion chère à une certaine gauche radicale. Mais il serait auparavant fort utile de se demander pourquoi l'on accepte comme une évidence la marchandisation de l'information. La réponse tient dans le rôle que la phase historique actuelle assigne à la technologie : celui de deus ex machina créateur d'emplois. Elle doit stimuler l'économie et combler les déficits budgétaires engendrés par l'évasion fiscale des riches et des multinationales. Dans un tel contexte, ne pas considérer l'information comme une marchandise reviendrait pour les dirigeants politiques à crever leur propre bouée de sauvetage.

Silicon Valley, elles, proposent des solutions pour gagner du temps par le bas. Elles placent ainsi une foi inébranlable dans des services comme Uber (des particuliers convertissent leur voiture en taxi) et Airbnb (et leur appartement en hôtel), censés transformer des biens analogiques ringards en source de profits numériques et branchés. Objectif : assurer un complément de revenus à leur propriétaire. Comme l'explique M. Brian Chesky, le président-directeur général d'Airbnb, « le chômage et les inégalités sont au plus haut, mais nous sommes assis sur une mine d'or (...). Nous avons appris à créer nos propres contenus, mais nous pouvons désormais tous créer notre propre emploi et, pourquoi pas, notre propre secteur d'activité (6) ».

Fidèle à son habitude, la Silicon Valley débobine ici la rhétorique communautaire de la contre-culture pour présenter Uber ou Airbnb comme les piliers de la nouvelle

« économie du partage », horizon utopique rêvé par les anarchistes autant que par les libertariens, où désormais les individus traiteraient directement les uns avec les autres en court-circuitant les intermédiaires (7). Plus prosaïquement, il s'agit de remplacer des intermédiaires analogiques, comme les sociétés de taxis, par des intermédiaires numériques, comme Uber, entreprise financée par les anarchistes notoires de Goldman Sachs.

Les secteurs de l'hôtellerie et des taxis étant universellement détestés, le débat public s'est rapidement résumé à l'image d'audacieux précurseurs bousculant des rentiers poussifs et dépourvus d'imagination. Une présentation aussi biaisée masque un fait essentiel : ces courageux champions de l'« économie du partage » évoluent dans un univers mental caractéristique du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans leur système, le travailleur, radicalement individualisé, ne bénéficie que d'une protection sociale symbolique ; il assume les risques qui pesaient auparavant sur les employeurs ; ses possibilités de négociation collective se réduisent à néant.

Les défenseurs de ce nouveau modèle justifient une telle précarité par des arguments dignes du théoricien libéral Friedrich Hayek. Les mécanismes autorégulateurs (c'est le marché qui atteste la qualité du chauffeur ou de l'hôte) étant plus efficaces que les lois, autant se débarrasser des lois. « Lorsque nous aurons construit des systèmes véritablement autocorrecteurs, assure le célèbre investisseur en capital-risque Fred Wilson, nous n'aurons plus besoin de régulateurs (8). » Il suffit pour cela de saturer la société de boucles de rétroaction, c'est-à-dire d'évaluations qualitatives fournies en continu par les acteurs du marché : les avis et commentaires des utilisateurs.

La numérisation de la vie quotidienne combinée à l'avidité déchaînée par la financiarisation laisse présager la transformation de toute chose – notre génome comme notre chambre à coucher – en bien productif. Pionnière de la « génomique personnalisée », M<sup>me</sup> Esther Dyson, actionnaire principale de la société 23andMe, compare sa société à un « distributeur automatique qui vous donne accès aux richesses enfouies dans vos gènes (9) ». Voilà donc l'avenir que nous promet la Silicon Valley : un nombre suffisant de capteurs connectés à Internet changera nos vies en distributeurs géants de billets.

Tôt ou tard, on percevra les réfractaires au salut par l'« économie du partage » comme des saboteurs de l'économie, et la rétention de données comme un gaspillage injustifiable de ressources susceptibles de contribuer à la croissance. Ne pas « partager » sera aussi honteux que de refuser de travailler, d'économiser ou de rembourser ses dettes, la morale recouvrant là encore d'un vernis de légitimité une forme d'exploitation.

Il n'est guère surprenant que les catégories sociales écrasées par le fardeau de l'austérité commencent à convertir leur cuisine en restaurant, leur voiture en taxi et leurs données personnelles en actif financier. Que peuvent-elles faire d'autre ?

## Une critique réduite à la lamentation

TOUTEFOIS, l'« économie du partage » ne supplantera pas celle de la dette : leur destin est au contraire de coexister. L'omniprésence des données couplée à l'efficacité grandissante des outils d'analyse permettront même aux banques de vendre du crédit à une clientèle considérée jusque-là comme insolvable – mais, cette fois, après écrémage numérique des mauvais éléments. Ainsi, des start-up comme ZestFinance aident déjà les banques à filtrer les demandes de prêt en ligne en fonction de soixante-dix mille critères, parmi lesquels votre manière de taper sur un clavier ou d'utiliser votre téléphone. En Colombie, la jeune société de prêt Lenddo conditionne l'octroi de cartes de crédit au comportement des candidats sur les réseaux sociaux : chacun de leurs clics entre en ligne de compte. Une évidence qui n'échappe pas à M. Douglas Merrill, cofondateur de ZestFinance, dont la page d'accueil claironne : « Toute donnée personnelle est pertinente en termes de crédit. » Et si tel est le cas, alors notre vie elle-même, intégralement observée par les capteurs qui nous entourent, peut commencer à battre au rythme de la dette.

Les idiots utiles de la Silicon Valley rétorqueront qu'ils sont en train de sauver le monde. Si les pauvres demandent à s'endetter, pourquoi ne pas les aider ? Que ce besoin de crédit puisse découler de l'augmentation du chômage, de la réduction des dépenses sociales ou de l'effondrement des salaires réels n'effleure pas ces esprits visionnaires. Ni d'ailleurs l'idée que d'autres politiques économiques pourraient inverser ces tendances, et rendre inutiles ces merveilleux outils numériques permettant de vendre toujours plus de dette. Leur tâche unique – et leur unique source de revenus – consiste à créer des outils pour résoudre les problèmes tels qu'ils se présentent au jour le jour, et non à développer une analyse politique et économique susceptible de reformuler ces problèmes pour s'attaquer à leurs causes.

Pour la Silicon Valley, nous assistons là au triomphe de l'esprit d'entreprise, grâce au développement spontané d'une technologie détachée de tout contexte historique, et notamment de la crise financière. En réalité, ce désir d'entreprendre est aussi joyeux que celui des désespérés du monde entier qui, pour payer leur loyer, en viennent à se prostituer ou à vendre des organes. Les Etats tentent parfois d'endiguer ces dérives, mais il leur faut équilibrer le budget. Alors, autant laisser Uber et Airbnb exploiter la « mine d'or » comme bon leur semble. Cette attitude conciliante présente le double avantage d'augmenter les rentrées fiscales et d'aider les citoyens ordinaires à boucler leurs fins de mois.

En cela, la Silicon Valley ressemble à toutes les autres industries : à moins qu'elles puissent en tirer profit, les entreprises ne veulent pas d'un changement radical de société. Toutefois, Google, Uber ou Airbnb disposent d'un répertoire rhétorique nettement plus vaste que celui de JP Morgan ou de Goldman Sachs. S'il vous prend l'envie de critiquer les banques, vous passerez pour un adversaire du capitalisme, un pourfendeur de Wall Street et de son sauvetage par les contribuables : une position désormais si banale qu'elle fait parfois bâiller. Critiquer la Silicon Valley, en revanche, revient à passer pour un technophobe, un benêt nostalgique du bon vieux temps d'avant l'iPhone. De même, toute critique politique et économique formulée à l'encontre du secteur des technologies de l'information et de ses liens avec l'idéologie néolibérale est instantanément galvaudée en critique culturelle de la modernité. Et son auteur, dépeint en ennemi du progrès, qui rêverait de rejoindre Martin Heidegger dans la Forêt-Noire pour contempler tristement le béton sans âme des barrages hydroélectriques.

A cet égard, les lamentations incessantes sur le déclin de la culture engendré par Twitter et les livres électroniques ont joué un rôle calamiteux. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, le philosophe Walter Benjamin et le sociologue Siegfried Kracauer considéraient les problèmes posés par les nouveaux médias à travers un prisme socio-économique. Aujourd'hui, il faut se contenter des réflexions d'un Nicholas Carr, obsédé par les neurosciences, ou d'un Douglas Rushkoff, avec sa critique biophysique de l'accélération (10). Quelle que soit la pertinence de leur contribution, leur mode d'analyse finit par découpler la technologie de l'économie. On se retrouve alors à débattre de la manière dont un écran d'iPad conditionne les processus cognitifs de notre cerveau, au lieu de comprendre comment les données recueillies par notre iPhone influencent les mesures d'austérité de nos gouvernants.

EVGENY MOROZOV.

### THE SECOND MACHINE AGE. Work, Progress, and Prosperity in a Time of Brilliant Technologies. – Erik Brynjolfsson et Andrew McAfee

W. W. Norton & Company, New York, 2014, 306 pages, 26,95 dollars.

Voitures sans conducteur, diagnostic médical par ordinateur, générateurs automatiques d'articles de presse : « L'informatique et les progrès du numérique font au travail intellectuel ce que la machine à vapeur et ses dérivés firent au travail musculaire. » Jusqu'ici, la robotisation butait sur un paradoxe : autant un ordinateur peut battre le champion du monde d'échecs, autant « il est difficile, voire impossible, de le doter des capacités d'un enfant de 1 an lorsqu'il s'agit de perceptions ou de mobilité ». L'intelligence artificielle et la connexion d'une majorité d'humains à un réseau numérique commun aplaniraient cet obstacle. Mais à quel prix ?

Le second âge des machines favorise le capital (les robots) aux dépens du travail (les humains). Economistes à la charnière de l'université et du monde des affaires, les auteurs admettent que cette ère verra la destruction des emplois routiniers, la dévaluation du travail non qualifié et la montée des inégalités. « Certes, les consommateurs sont plus prospères et une immense richesse se crée, mais un petit groupe capte l'essentiel des revenus générés par ces nouveaux produits et services. » En 2012, quelques mois avant qu'Instagram, une application de partage de photographies comptant treize employés, soit vendue à Facebook pour 1 milliard de dollars, l'entreprise Kodak, qui avait salarié jusqu'à cent quarante-cinq mille personnes, se déclarait en faillite. A la foule des perdants, les auteurs recommandent de suivre des cours d'informatique et de faire preuve de créativité...

PIERRE RIMBERT

(3) William Davies, *The Limits of Neoliberalism. Authority, Sovereignty and the Logic of Competition*, Sage, Londres, 2014.

(4) Wolfgang Streeck, *Buying Time. The Delayed Crisis of Democratic Capitalism*, Verso, Londres, 2014. Lire aussi, du même auteur, « La crise de 2008 a commencé il y a quarante ans », *Le Monde diplomatique*, janvier 2012.

(5) « Personal information management services : An analysis of an emerging market », 16 juin 2014, [www.ctrl-shift.co.uk](http://www.ctrl-shift.co.uk)

(6) Cité par Rebecca Chao, « How the Internet saves at #PDF14 », 6 juin 2014, <http://techpresident.com>

(7) Lire Martin Denoun et Geoffroy Valadon, « Posséder ou partager ? », *Le Monde diplomatique*, octobre 2013.

(8) Cité par Ann Babe, « Writing the rules of the sharing economy », *Technology.com*, 6 juin 2014.

(9) « 23andMe... and me : Interview with Esther Dyson », 7 décembre 2009, <http://blog.23andme.com> Lire aussi Catherine Bourgain, « Génétique personnalisée sur Internet », *Le Monde diplomatique*, juin 2008.

(10) Nicholas Carr, *Internet rend-il bête ?*, Robert Laffont, Paris, 2011 ; Douglas Rushkoff, *Present Shock : When Everything Happens Now*, Penguin, New York, 2013.

RÉORIENTATION DU TOURISME DE MASSE

# Charters russes pour le Vietnam

Les « printemps arabes » et les manifestations thaïlandaises à répétition ont modifié les habitudes des vacanciers russes. Sur les plages de Mui Ne et de Phan Thiet, à deux cents kilomètres de Ho Chi Minh-Ville, pêcheurs et hôteliers s'adaptent à ces nouveaux arrivants.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL JORDAN POUILLE \*

LES yeux rougis par une addiction aux opiacés, le chauffeur lustre sa Jeep, dont la carrosserie vibre aux pulsations d'une musique électronique assourdissante. Loan est arrivé en trombe du « ruisseau féérique », une rigole d'eau boueuse qui creuse son sillon dans un canyon ocre et pour laquelle des paysans madrés exigent un droit de passage. Ses clientes, trois jeunes femmes russes légèrement vêtues, s'apprêtent à essayer une nouvelle attraction, vantée par de larges panneaux multilingues : la balade à dos d'autruche. Contre quelques billets, des gamins les escorteront jusqu'au sommet d'une dune majestueuse, illustration de ce « Sahara asiatique » évoqué dans les brochures. A 17 h 58, le soleil de la baie de Cam Ranh se dérobe, laissant derrière lui un ciel bleu cobalt lacéré de nuages rosés. Quelques billets supplémentaires, et les touristes, enfourchant une luge de fortune, rejoindront la Jeep en se laissant glisser sur le sable.

C'est ce moment de la journée que choisissent les pêcheurs de Mui Ne et de Phan Thiet pour grimper à bord de leurs modestes embarcations : des coquilles en fibre de verre depuis lesquelles ils relèveront leurs filets et palangrottes, lestés d'anchois et d'encornets. Leurs enfants déambulent sur le sable, un sac-poubelle à la main, et ramassent les bouteilles en plastique, qu'ils reverdront au poids à la déchetterie.

Loin des rizières en terrasses, des rives poétiques du Mékong, de la fameuse baie d'Halong ou de l'architecture coloniale de Hanoi et de Ho Chi Minh-Ville, ce littoral poissonneux n'attire pas les voyageurs occidentaux. En revanche, leurs homologues russes s'y précipitent, et, avec eux, leurs clients, avides de farniente langoureux pour oublier un temps la rudesse de l'hiver. A Moscou, les toits croulent sous la neige de novembre à début avril. Et les travailleurs russes jouissent de quarante jours de congés payés par an.

« Cette saison, c'est curieux, nous avons beaucoup de vacanciers en provenance de Kazan [capitale du Tatarstan, sur la Volga] et de Naberejnye Tchelny [ville industrielle à deux cents kilomètres à l'est de Kazan]. Vous pensez bien que c'est la première fois qu'ils voyagent à l'étranger. Ici, ils ne font que boire, manger et dormir. Pas de sport. C'est le repos avant tout ! », râle M. Ilya Souslov, bâti comme le colosse de Rhodes. Originaire de Saint-Pétersbourg, ce trentenaire a ouvert la première école de kitesurf (planche volante) du coin, à 75 dollars (54 euros) de l'heure. La clientèle qu'il convoite n'est pas celle-là, mais une jeunesse russe aisée, branchée et amatrice de sensations fortes. Celle qu'il a découverte à son arrivée.

Son coup de foudre pour le pays remonte à 2009. A cette époque, le Vietnam, inquiet des revendications de la Chine sur les îles Spratleys (1), multipliait les signatures de contrats d'armement avec la Russie : six sous-marins, douze chasseurs et deux frégates commandés entre 2006 et 2009. Cette idylle militaire et diplomatique a permis à M. Souslov et à bien d'autres de bénéficier d'une exemption de visa pour les séjours de moins de deux semaines. « J'aimais le kitesurf, alors j'ai débarqué à Phan Thiet. Et ce fut le bonheur. Je me sentais libre, car tout était accessible. Je suis rentré en Russie pour vendre mon studio de design et j'ai décidé de m'installer ici avec mes économies. Par cette démarche, j'avais vraiment le sentiment d'incarner la contre-culture russe. »

M. Andreï Krasovsky a débarqué sur les plages vietnamiennes dans des circonstances proches.

Ce Moscovite tient un restaurant de fruits de mer, le Déjà-vu, sur un terrain de location face à la mer. « A Moscou, j'étais comme tous les autres : une sorte de robot mou. On travaillait avec nos jolis costards, dans le seul but de s'offrir la plus belle voiture. Evidemment, ici, les débuts ont été très difficiles. Il n'y avait rien, seulement des pêcheurs accueillants... et des serpents. » Ce pionnier gère aujourd'hui quatre-vingts couverts. Son épouse, vietnamienne, s'occupe de la trésorerie et manie la langue slave sans aucun accent. Pour leur plus grand bonheur, deux hôtels, le Seahorse et l'Unique, se sont vite construits en face de leur établissement. Leur bonne table pour expatriés est devenue une cantine à touristes, avec quatre rabatteuses alignées sur le trottoir, prêtes à dégainer leur menu plastifié à l'approche du badaud.

Les tout premiers hôtels de Mui Ne et de Phan Thiet ont accueilli une clientèle de jeunes Russes aisés, avides d'exotisme. Le raz de marée touristique est venu plus tard, après les soulèvements populaires en Tunisie et en Egypte. « A partir de janvier 2011, tous les charters russes à destination de Tunis et du Caire ont été déviés vers Ho Chi Minh-Ville, ou même vers l'ancien aéroport militaire de Cam Ranh, tout proche de la mer », raconte M. Steve Raymond, gérant du Pandanus Resort de Phan Thiet.

La première, l'agence Pegas Touristik a fait bifurquer ses charters russes vers le Vietnam. Six mois sur douze, elle assure quatre vols quotidiens jusqu'à l'aéroport de Cam Ranh, à trente kilomètres de la station balnéaire de Nha Trang. Le Vietnam a accueilli cent deux mille touristes russes en 2011, cent soixante-douze mille en 2012 et deux cent cinquante mille en 2013. « Ils sont trois fois plus nombreux qu'il y a trois ans à passer leurs vacances dans notre pays », s'emballent l'hebdomadaire *Le Courrier du Vietnam*, quitte à gonfler un peu les chiffres (2).

## Chips, bières et fruits du dragon dans les supérettes

Pour faire face à ce tourisme de masse naissant, deux cent cinquante hôtels ont poussé à Nha Trang, et cent trente-neuf entre Phan Thiet et Mui Ne, étalés sur une bande de sable de quinze kilomètres. Les Pandanus, Terracotta Resort, Swiss Village, Malibu, Great Coconut et autres Ocean Star proposent tous une piscine en bord de plage, des bassins à lotus et des bungalows orangés, ton sur ton avec la dune voisine. Au Pandanus de Mui Ne, une famille d'artistes philippins s'empare chaque soir de la scène surplombant la piscine et interprète gracieusement le répertoire de Lady Gaga pour des vacanciers enivrés de bières à volonté. Un séjour de douze nuits se brade entre 1 000 et 1 200 dollars (de 730 à 875 euros) par personne, vols compris. Paradoxalement, les hôtels de ce type se multiplient... pour contenter une clientèle de moins en moins dépensière.

« Ces touristes ne reviennent pas, et, à chaque fois, ce sont des visiteurs de villes russes de plus en plus modestes qui leur succèdent. J'en ai vu qui marchaient des kilomètres jusqu'à la sortie de la ville en espérant trouver des bouteilles d'eau moins chères », témoigne M. Erik Heymans, hôtelier. Ses bâtiments, les Mui Ne Hills I, II et III, proposent les mêmes chambres confortables à 25 dollars (18 euros) la nuitée. Les cocotiers offrent un peu d'ombre à ceux qui profitent de ses



LEE GRANT. – « Bienvenue au Vietnam », 2013

piscines. La carte de son restaurant mêle pizzas quatre fromages et nouilles vietnamiennes. « Au moins, à ce prix, j'ouvre toute l'année, quand les autres ferment trois mois par an. »

Le secret de ses bas tarifs ? L'éloignement. Avec son compagnon vietnamien, ce Belge flamand a préféré ignorer la plage, franchir la route et se rapprocher des maisons de pêcheurs pour construire ses établissements à bon prix, dès 2010. Mais il faut marcher deux cents mètres pour atteindre la plage : rédhitoire pour les nouveaux touristes russes, même économes. Alors, il s'astreint à séduire une clientèle à part, qui préfère organiser elle-même son périple et désire côtoyer – dans une certaine mesure – les autochtones. Il loue des motos à 10 dollars la journée pour épargner à ses hôtes bohèmes les balades touristiques par trop balisées. « L'autre jour, quelques gamins les attendaient au sommet de la dune avec de gros cailloux. Ils réclamaient 10 dollars pour leur fichier la paix. Ces enfants ne sont pas méchants, mais ils se sont forgé une vision très cynique des visiteurs étrangers. » Dans chacune de ses chambres, au-dessus du réfrigérateur d'appoint, un panneau demande aux clients de ne pas donner d'argent aux enfants.

Malgré une signalisation bilingue omniprésente, il arrive fréquemment que les touristes russes trébuchent sur l'obstacle de la langue. Dans les commerces, les clients comme les vendeurs ne maîtrisent que des rudiments d'anglais. « L'autre jour, une cliente était furibarde d'avoir répété "réduction, réduction" à la pauvre vendeuse de sacs à main, qui ne comprenait pas. Elle était persuadée que les Vietnamiens parlaient russe et que celle-ci se moquait d'elle », soupire M<sup>me</sup> Touna Nguyen, patronne du restaurant Vostok-Zapad (« Est-Ouest »). Elle a dû intervenir pour calmer les esprits. « Mais il ne faut pas exagérer les tensions. Nos rapports sont bienveillants... tant que c'est du gagnant-gagnant. » Toutefois, soucieuse d'éviter ce genre d'incidents, l'école du tourisme de Nha Trang a débouché des professeurs russes du Centre de Russie pour la science et la culture de Hanoi afin qu'ils forment ses quatre-vingt-deux élèves.

Aux problèmes de communication s'ajoutent des infrastructures de qualité inégale. Face aux hôtels quatre étoiles, les restaurants et boutiques de souvenirs de l'avenue Nguyen Dinh Chieu débordent sur des trottoirs défoncés, parfois jonchés de détritus dont se rassasient les rats. Les rares supérettes étalent le même triptyque monotone de chips Pringles, bières Heineken et fruits du dragon à des prix 30 % plus élevés que dans la capitale.

Se pose aussi la question du contrôle des hôtels. Même si on recense officiellement quatre cents expatriés russes à Mui Ne et à Phan Thiet, seuls les Vietnamiens jouissent du droit d'usage foncier, car l'Etat demeure propriétaire des terres : la propriété privée n'existe pas. En revanche, la diaspora peut elle aussi exploiter ces terrains : les Viet Kieu (Vietnamiens de l'étranger) sont, selon les sources, entre deux millions sept cent mille et quatre millions, dont soixante mille à cent cinquante mille établis en Russie. « En France, beaucoup d'entre nous ont été naturalisés, et il devient difficile de faire valoir notre appartenance auprès des autorités. Les Vietnamiens de Russie ou d'Ukraine n'ont jamais pu changer de nationalité, mais, à partir de la perestroïka (3), ils se sont enrichis grâce à des trafics en tout genre. C'est à eux que le Vietnam fait les yeux doux », explique M. Nguyen Hai Nam, président de l'Association du business des Vietnamiens de France.

Une fois sur place, les bailleurs vietnamiens et les hôteliers étrangers doivent vite s'adapter aux

pratiques désuètes d'officiels locaux pris de court par l'essor de cette économie de service. « Il faut accepter d'ouvrir son hôtel et d'embaucher du personnel sans même espérer de licence. J'ai vu des étrangers tellement mal à l'aise avec ces pratiques que, même s'ils avaient un business plan bien établi, ils ne restaient pas six mois », explique M. Heymans. Au Vietnam, seule une transaction foncière sur cinq est enregistrée, privant les villes de revenus fiscaux importants.

Lorsque les affaires tourment, il faut aussi se montrer généreux avec les fonctionnaires divers et variés. Les touristes à moto de Phan Thiet ne doivent leur impunité en matière de conduite qu'à un « don » de 50 dollars par véhicule versé chaque mois à la police locale par leurs hôteliers – une pratique courante, à en croire ces derniers.

## Attirer les membres de la diaspora

Plus au sud, en bout de baie, les petits pêcheurs de Duc Long se réjouissent d'avoir échappé au tourisme de masse. Leur salut provisoire s'explique par les rafales de vent qui, du lever au coucher du soleil, fouettent leurs maisonnettes de brique, charriant des tourbillons de déchets touristiques. Au centre du village, à un jet de coquillage d'une plage qu'ils ont vue se transformer en décharge, les hommes jouent aux cartes sous une toile goudronnée, tandis que leurs épouses ramendent les filets en sifflotant. Leurs enfants n'ont guère besoin, eux, de ramasser les bouteilles en plastique au bord de l'eau : « Les scooters des mers et les bateaux de ski nautique des Russes font fuir les encornets, qui viennent s'abriter ici, car c'est plus calme. La nuit, à la lumière des étoiles, il ne nous reste plus qu'à les cueillir », confie M. Hoang Nam, affairé à étaler ses céphalopodes au soleil. Une fois qu'ils auront séché, il les vendra comme appâts à maquereau à un commerçant itinérant.

Pour M. Nguyen Hai Nam, « le Vietnam pêche toujours par la qualité de ses infrastructures, de son réseau routier et ferroviaire. C'est la raison pour laquelle ceux qui viennent une fois ne reviennent pas ». Il croit davantage « au marché touristique des Viet Kieu ». Les membres de la diaspora, qui pour la plupart ont quitté le pays dans les années 1970, profiteraient de Mui Ne, Phan Thiet et Nha Trang pour couler une paisible retraite. « Même s'ils sont partis pour des raisons politiques, on leur réserve aujourd'hui un accueil très positif. Soixante-cinq pour cent des Vietnamiens ont moins de 35 ans : ils n'ont pas connu les tourments de l'histoire nationale. »

Le ministère du tourisme voit plus loin. Il préconise d'« intensifier les investissements dans la construction et dans l'amélioration des infrastructures, tout en diversifiant les produits et les services proposés, afin d'attirer davantage de visiteurs ». En poursuivant la promotion de ses lieux de villégiature, le pays pourrait alors accueillir jusqu'à un million de touristes russes par an (4). Qu'importe le drapeau de leurs futurs visiteurs : les pêcheurs côtiers n'ont pas fini de voir couler le béton.

(1) Lire Stephanie Kleine-Ahlbrandt, « Guerre des nationalismes en mer de Chine », *Le Monde diplomatique*, novembre 2012.

(2) « Le Vietnam séduit les touristes russes », *Le Courrier du Vietnam*, Hanoi, 11 avril 2014, <http://lecourrier.vn>

(3) « Reconstruction » en russe : ensemble des réformes entreprises sous la direction de M. Mikhaïl Gorbatchev au cours des dernières années de l'URSS.

(4) « Workshop seeks to boost Vietnam-Russia tourism cooperation », 24 mai 2014, <http://en.vietnamplus.vn>



WHITE SPACE BEIJING

ZHAI LIANG. – « Trap » (Piège), 2010

I  
**Y**INZI était juste allé acheter des bières. A son retour, aussi sûrement que si les bouteilles qu'il avait à la main avaient explosé sans bruit, l'univers s'était écroulé. La boutique, une baraque blanche de trois travées au coin de la rue qui longe la rivière, vendait des cigarettes, des boissons, des bonbons, des biscuits et quelques variétés assez goûteuses de ces amuse-gueule qu'on grignote pour faire descendre l'alcool. S'y trouvaient aussi la batterie de cuisine et les lits du propriétaire et de sa famille. D'après Jinbang, l'ami grâce auquel il avait trouvé du travail, l'eau qui coulait claire et limpide à ses pieds était celle que buvaient tous les Pékinois, dirigeants de l'Etat compris.

Ses bouteilles à la main, de la rive il a pris le temps d'admirer la capitale, en aval. Les vitres de sa forêt de gratte-ciel brillaient que c'en était aveuglant, on aurait dit des feux de campagne. C'est tandis qu'il contemplait leur brasier que cela s'est produit. Nous étions en mars, la saison où les saules des berges bruissent de douceur printanière. Le soleil nimbait leurs feuilles de fine et candide verdure. Venus en voiture, par couples, les citadins s'asseyaient au bord de l'eau. Il y avait en particulier une lycéenne, dans les 17, 18 ans, qui, juchée sur les genoux d'un homme à la quarantaine bien tassée, le couvrait des baisers. Oui, c'était le printemps : le monde parlait d'amour et se faisait la cour. Après le cruel hiver, la cité s'éveillait et il en émanait une douce lumière, le désir d'un renouveau.

Surveillant du coin de l'œil les ébats du couple, il admirait les immeubles pékinois lorsque sous ses pieds, avec un bruit sourd, la terre a tremblé. Immédiatement il a tourné la tête, et constaté que l'eau, qui coulait paisible, s'était légèrement infléchie, un peu comme à l'intérieur d'une bassine quand on la déplace. Sur la berge, les amoureux ont relâché leur étreinte et regardé, ahuris. Puis, assurés que ce n'était pas grand-chose, ont recommencé leurs embrassades, les mains qui avaient arrêté de caresser ont repris là où elles en étaient.

Le monde était redevenu semblable à lui-même.

Rien dans la banlieue n'avait changé.

Le bruit humide des baisers lui évoquait une main en train de pincer un ballon. Quelque part cela lui faisait une démangeaison, un picotement de tout son corps. Le sentiment, malgré tout, qu'un accident était survenu l'avait traversé comme le vent qui s'engouffre par la fente d'un mur. A toute vitesse, il avait tourné la tête, du regard franchi les quelques centaines de mètres qui le séparaient du chantier et constaté qu'au-dessus du bâtiment qu'ils venaient d'achever s'élevaient une fumée et une poussière d'un jaune grisâtre. Un instant, avant de se dissiper, le nuage s'est immobilisé au milieu de l'air ; un instant, il a été ébranlé, puis a retrouvé son calme. Rien de grave, un tas de briques qui se serait effondré.

Il aurait dû voir, mais l'instant était passé.

Sans se presser, il a traversé le champ de blé et s'est glissé par un trou du grillage. Au bout de quelques mètres, il s'est arrêté, abasourdi. Ce n'était pas un tas de briques. C'était l'échafaudage, et deux étages de mur. Sur les lieux, plus personne, mais des flaques d'un sang dont l'odeur, tiède et fraîche, imprégnait l'air. Le camion qui transportait les blessés roulait vers la porte sud. Des gens le suivaient en courant, d'autres les repoussaient dès qu'ils cherchaient à y grimper, et les premiers couvraient les seconds d'injures.

Ils avaient beau essayer de crier plus fort que le camion, le bruit du moteur noyait leurs voix.

Sous le crâne de Yinzi, quelque chose a grondé, une brume de sang a jailli. Le temps de s'arracher à la

stupeur qui le pétrifiait, de toute la vitesse de ses jambes il a couru sur les lieux de l'accident : sous l'immense monticule que faisaient les gravats, briques et sacs de ciment teintés de rouge, restait un bras, qu'on avait oublié. Sur le sol souillé se découpait, pourpre, une main que le sang n'alimentait plus. Au poignet à moitié enfoui, pourtant, les veines battaient encore. Et les doigts se crispaient, lentement mais avec force, en un geste qui semblait lui être destiné. Comme si, de toutes leurs dernières forces, ils cherchaient à lui faire signe.

## Il lui semblait avoir aperçu, au majeur, un anneau

Bouleversé de les voir encore en vie, encore bougeant, il a eu l'impression que les jambes allaient lui manquer et les bouteilles qu'il tenait lui ont échappé. Elles se sont brisées, la bière a coulé dans la flaque de sang. Comme sur un tapis rouge y a fait éclore des fleurs, pétales de mousse écarlate près desquels il est resté paralysé. Il a fallu que le liquide atteigne ses pieds pour que lentement son cerveau se remette à fonctionner et qu'il se décide à galoper vers le sud pour informer les gens du camion qu'ils avaient oublié un bras. Le véhicule avait franchi la porte, il n'y a trouvé que le silence, et ce grand vide de midi, étendu et tranquille.

## II

Il n'a pas fermé l'œil de la nuit.

Sans cesse il revoyait le bras oublié sous le mur effondré et ces doigts qui bougeaient comme pour l'appeler. A qui étaient-ils ? Ils avaient été laissés là, leur propriétaire était désormais manchot, un infirme. Si seulement, en dépit de la panique, de l'horreur et du capharnaüm qui en avait résulté, ce bras avait été découvert à temps... Mais non. Personne ne l'avait vu, nul ne s'était aperçu de sa présence. Ce membre ensanglanté le hantait. D'autant qu'il lui semblait avoir aperçu, au majeur, un anneau. Et qu'il lui était revenu que Jinbang en portait un, en cuivre doré.



WHITE SPACE BEIJING

ZHAI LIANG. – « Face to Wall » (Face au mur), 2011

## UN ÉCRIVAIN, UN PAYS

# Le bras

PAR YAN

*Parfois interdit, parfois diffusé sans problème, Yan Liang est un écrivain engagé et humaniste, il s'occupe de la Chine contemporaine. Engagé et humaniste, il s'occupe de la bureaucratie, la pauvreté dans les campagnes, le maoïsme, les événements improbables et, souvent, à l'humour ravageur. Il a écrit*

A la tombée du soir, on les avait informés de l'arrivée des blessés à l'hôpital. L'un d'eux, cependant, dans un état si grave que son sang avait inondé la remorque. Peint en rouge la civière. Noyé le carrelage de la salle des urgences.

L'immeuble qu'ils construisaient devrait héberger les employés d'une administration. Mais eux, logés dans des baraques, étaient obligés de se tasser sur la couche commune. Jinbang faisant partie des blessés, à côté de Yinzi la place était vide. Et, allez savoir pourquoi, l'autre voisin ne s'était pas rapproché, à croire qu'il l'évitait, il était resté coincé contre les autres, tourné dans l'autre sens. Du coup, il aurait pu dormir comme en pleine campagne. Pourtant, impossible, ce bras cassé et oublié, la main au bout de ce bras et la bague à son doigt l'obnubilaient. C'est que, Jinbang se piquant d'être chic, hiver comme été il arborait ce jonc doré. Après avoir constaté le départ du camion, Yinzi était allé chercher un vieux journal et c'est en couvrant le bras qu'il lui semblait avoir vu un anneau. Il fallait qu'il en soit certain, il s'est levé, est retourné sur le chantier, où à la lueur d'un briquet il l'a retrouvé, impavide, sous sa couche de papier. Oui, la bague en cuivre était là, au majeur. Son cœur s'est glacé, et sous le choc il a bien failli s'asseoir au milieu des briques.

Désormais il en était sûr, le bras était à Jinbang.

Mais une chose était claire : plus jamais il ne pendrait à son épaule. Jailli de la terre, un tourbillon d'air froid s'est infiltré par la plante de ses pieds avant de remonter le long de ses jambes, son buste... C'était une bourrasque qui l'envahissait, jusqu'au cou, jusqu'au sommet du crâne, où la peau s'est mise à picoter.

Il n'avait pas peur, il avait froid.

Devant lui, abandonné, le bras de Jinbang.

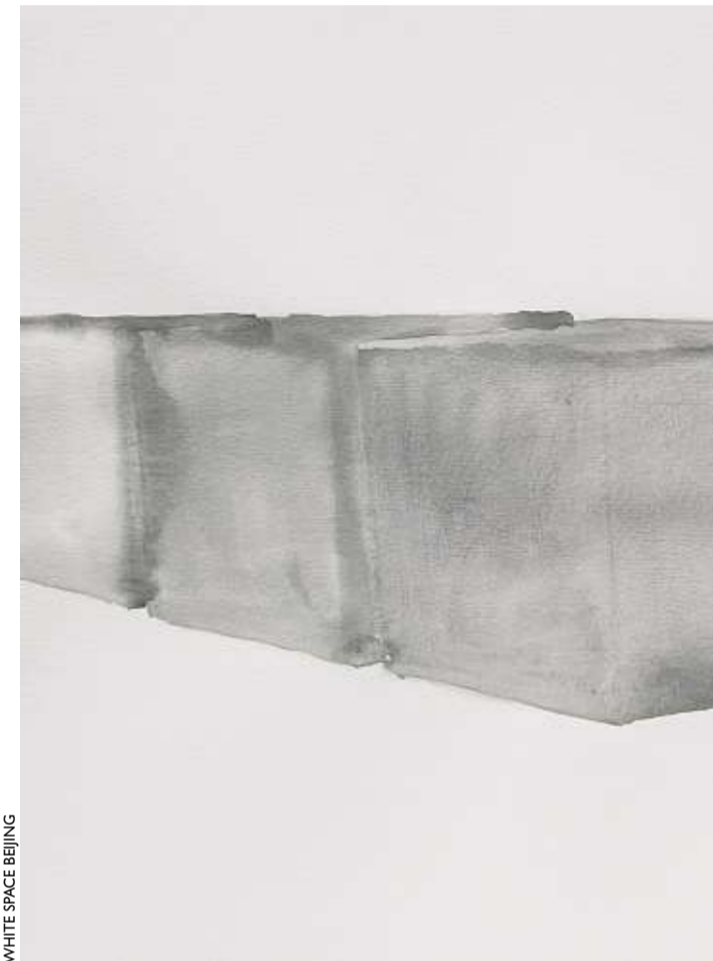
Après un instant d'hébétéude, il est retourné chercher un sac en papier propre, de ceux où ils mettaient le ciment, pour emballer le membre et est allé le déposer dans un petit bois à l'écart où il l'a soigneusement recouvert de branches. Le chantier est resté tout ce temps aussi silencieux qu'un cimetière. A son retour, il ne savait plus comment il s'y était pris. Non qu'il eût éprouvé de la répugnance, mais chaque geste, il l'avait effectué en regardant ailleurs, tenant la chose à bout de bras, un peu comme dans son enfance, quand en hiver il jouait à traverser les rues avec une chandelle de glace. Une fois regagnés le dortoir et le lit commun, pourtant, toujours pas moyen de trouver le sommeil, impossible d'oublier que Jinbang était désormais manchot, qu'il irait avec une manche vide, à jamais flottante.

Dire que la veille, quand il bougeait encore, il avait couru après le camion en criant pour les avertir... Mais il était trop loin, les ouvriers réunis sous le portail l'avaient regardé comme s'il était fou. Alors il avait attendu qu'ils aient pris en silence le chemin de la cantine pour approcher le type : « Faudrait envoyer ce bras à l'hôpital... » L'autre lui avait jeté un œil : « Tu ferais mieux d'aller dîner. » Il n'en avait plus été question et maintenant, cela ne présentait aucun intérêt.

Pourtant, il était à Jinbang. Toute la nuit il a vécu dans ses pensées. C'est parce qu'il s'y était enraciné et s'épanouissait qu'il n'a pas réussi à fermer l'œil. Le matin quand il s'est levé, sa tête pesait comme un bloc de pierre sur ses épaules. Le type a appelé à passer à table et les a avertis qu'après ils devaient reprendre le travail. Ensuite il est sorti. Mais une minute plus tard il était de retour et entraîna Yinzi à l'écart :

« Tu l'as ramassé, ce bras ? »

Plein d'espoir il a hoché la tête.



WHITE SPACE BEIJING

ZHAI LIANG. – « Co

« C'est bien, il ne faudrait pas que cela gêne les autres. »

Les ouvriers ont mangé. Et sont retournés sur le chantier comme s'ils avaient tout oublié. Comme si rien ne s'était passé. Se contentant de faire disparaître le sang sous quelques pelletées de sable qu'ils ont ensuite piétinées à qui mieux mieux pendant qu'ils apportaient du ciment et reconstruisaient l'échafaudage. Le treuil crissait comme un grincement de dents à ses oreilles, mais il a repris la brouette pour charrier les briques du dépôt jusqu'au chantier. Cinq sacs par trajet, soit cinq cents livres à pousser sur quelques centaines de mètres. A l'endroit où le sable cachait le sang, il faisait un détour.

Pourtant, à force de passer et repasser, les autres y avaient déjà laissé des empreintes qui avaient parfois plusieurs pouces de profondeur. Un manœuvre qui avait renversé sa brouette a, en ramassant le contenu, récupéré du sable taché de sang, lequel a été jeté dans la bétonnière et maçonné dans le mur. Yinzi a bien failli lui faire une remarque et puis, allez savoir, il est resté à le regarder faire. Il avait l'impression que, quoi qu'il dise, rien ne conviendrait.

Pourquoi ? Il l'ignorait.

## Sa résolution avait germé et s'épanouissait

Heureusement qu'il avait caché le bras dans le bois, la nuit précédente. Il ne s'agissait en fait que d'une pépinière, avec des peupliers aux troncs comme des bras qui éclataient de blancheur et d'une verdure dont émanait une agréable senteur printanière. Dès qu'il passait devant il y jetait un œil. Sous les branchages, le papier kraft du sac avait pris le rouge grisé de la peau humaine. Quelques trajets, et encore quelques autres, midi et l'heure du déjeuner approchaient. Et puis voilà que le type de la veille, qui était allé à l'hôpital, s'est approché de lui pour lui annoncer tout bas :

« Jinbang est mort. Il avait perdu trop de sang. »

Yinzi en est resté planté là, incapable de détacher ses regards du tas de branches feuillues, dans la tête un blanc où ne subsistait que le bras noirâtre et violacé. Abruti, il a longuement fixé le vide avant de regagner les dortoirs. Là, d'autres – mais qui, parmi ceux qui

\* Ecrivain. Auteur notamment de *Servir le peuple*, *Le Rêve du village des Ding* et *Les Quatre Livres*, tous chez Philippe Picquier, Arles, respectivement en 2006, 2007 et 2012. Cette nouvelle a été traduite du mandarin par Sylvie Gentil.

# oublié

LIANKE \*

lianke compte parmi les écrivains les plus imaginatifs de son pays (le sang contaminé, la me...) pour en tirer des romans baroques aux situations et cette nouvelle pour « Le Monde diplomatique ».



« Secret » (Conflic), 2012

l'avaient précédé? – avaient ouvert le bagage de Jinbang. Une valise en cuir dernier cri imprimée de caractères étrangers. Sa tenue chic, celle qu'il enfilait dès la sortie du travail pour aller faire du lèche-vitrines ou rendre visite à sa famille, avait disparu, ainsi que ses souliers impeccablement cirés. Pour le reste, s'il manquait autre chose, de l'argent, il n'en avait pas la moindre idée. Les vieilles frusques, caleçons et chaussettes, jetées sur la literie, l'avaient transformée en tas d'ordures. Comme si de rien n'était, les gens entraient, prenaient leur bol et ressortaient, direction la cantine.

Un moment il est resté debout devant le lit. Le soleil de midi, qui par la porte lui tombait sur la tête et l'épaule, projetait son ombre à l'endroit exact où Jinbang avait les pieds quand il dormait. Une fois de plus il est resté ahuri, puis, quand tout le monde a eu vidé les lieux, il a tourné la tête vers la cantine. Les coups frappés sur les bols faisaient une musique.

### III

« Je veux aller à l'hôpital le voir une dernière fois. »

« Laissez-moi passer la nuit avec lui à la morgue ! »

« Je peux pas manquer la crémation. Nous étions du même village et c'est lui qui m'a fait venir. Si avant-hier il ne m'avait pas envoyé acheter des bières, c'est peut-être moi qui aurais été écrasé et me serais fait arracher le bras ! »

Mais, sans qu'il comprenne pourquoi, les choses sont allées vite, aussi vite que les voitures sur l'autoroute qui longe le chantier. Trois jours plus tard, Jinbang était incinéré, les cendres envoyées à sa famille dans le Henan. Pourtant, le jour de la crémation – c'est-à-dire hier –, Yinzi est allé voir le type : « Il reste un bras », lui a-t-il dit. L'autre le regardant d'un air bizarre, il a insisté : « C'est vraiment son bras ! Tant qu'à le brûler, autant que ce soit entier. » L'œil dont on le dévisageait avait changé, il y lut de l'animosité, quelque chose qui lui signifiait qu'il n'était qu'un crétin, incapable d'apprécier les faveurs qui lui étaient faites. C'est à ce moment-là, au pied de l'échafaudage, alors qu'autour de lui régnait un silence confus, qu'il a pris sa décision.

Ce n'était pas un choix facile, mais aussi lourd que s'il avait dû tenir un conciliabule secret. Il n'a plus rien dit, il travaillait, il mangeait, quand il passait devant le bois il ne regardait plus dans sa direction. Ce n'est que lorsque personne ne faisait attention qu'il y risquait un coup d'œil furtif. Au printemps, la nature change à toute vitesse : trois jours plus tôt la pépinière n'était encore que bois blanc, droit dressé, dont les rares rameaux,

fragiles et délicats, se teintaient d'un jade pâle ponctué de minuscules bourgeons jaune tendre. A présent elle n'était plus que vert profond, aux branches couvertes de feuilles et de chatons débordant de lumineuse tendresse. Même celles qu'il avait cassées pour cacher le bras l'avaient noyé sous leurs pousses naissantes.

Dans son cœur aussi, c'était le printemps. Sa résolution avait germé et s'épanouissait. Il ne remâchait plus cette histoire d'immeuble effondré et de bras oublié. Comme si rien ne s'était passé il transportait les briques, mettait toute son énergie à entasser le sable, se démenait enfin au pied de l'échafaudage. Pour donner l'impression de n'être qu'un petit oiseau simple et heureux, il lui arrivait même de fredonner. Le type avait pris note de son zèle et de temps à autre, quand il le croisait, lui tapotait l'épaule. Ou, quand la journée était finie, lui caressait affectueusement les cheveux. Deux jours plus tard Yinzi est parti à sa recherche et, affectant de le croiser par hasard, l'air de rien, l'a dépassé avec un sourire avant de revenir sur ses pas comme s'il venait de se rappeler quelque chose :

« J'irais bien m'acheter un costume au bourg, vous ne pourriez pas m'avancer l'argent ? »

– 100 yuans, ça t'ira ? »

– Si vous pouviez faire 200 ? J'aimerais autant quelque chose de bien, un truc à la mode. »

Pactole en poche, au milieu de la nuit il s'est éclipse. Lorsque les autres ont été profondément endormis, il a attrapé son bagage et filé dans le petit bois. Là, il a emmaillotté le bras – ainsi que quantité de terre et de feuilles – dans un grand morceau de plastique, puis dans plusieurs sacs, a fermé le tout hermétiquement et l'a déposé au fond de son barda. Ensuite, un coup d'œil à gauche, un coup d'œil à droite, et il a vidé les lieux. Longeant le canal d'eau potable, il marcha jusqu'à la capitale. Avant de faire son paquet, quand il a débarrassé le bras des branches qui le cachaient, il avait l'intention de l'examiner. Mais, à l'instant où il s'est penché dessus, une odeur l'a arrêté. C'était peut-être celle du bras, en décomposition, ou celle de papier pourri de son enveloppe, voire celle des herbes sèches de l'hiver quand elles s'imbibent de l'humidité des nuits printanières. Quoi qu'il en soit, il en montait dans l'air frais environnant une purulence qui l'a choqué, et il s'est dépêché de l'emballer.

### IV

Deux jours plus tard, tout son argent avait disparu en frais de voyage, mais il était chez lui, dans l'ouest du Henan. Inquiet à l'idée que les contrôleurs puissent découvrir ce qu'il transportait, il n'avait pas pris le train mais le bus, et en avait changé trois fois.

Il était midi juste quand il est arrivé au village. Le soleil était d'un rouge doré et dans sa chaleur on avait



ZHAI LIANG. – « The Lost Man » (L'Homme perdu), 2013

l'impression que les montagnes, les champs et les maisons cuisaient à petit feu. Par rapport à Pékin, c'était le Sud, le printemps s'était, avec tambours et trompettes, installé. Les uns à la suite des autres les sophoras, ormes, abricotiers et pêcheurs s'étaient épanouis, envahissant les rues du parfum de leurs fleurs. A peine s'y était-il engagé qu'il a perçu un brouhaha. Dans quelque foyer on célébrait quelque chose. A un tournant, effectivement, il est tombé sur une vingtaine de tables, installées sur l'aire à l'ouest du village et couvertes de poulets grillés, poissons à l'étuvée, alcools et cigarettes. Il en émanait une épaisse senteur de viande et la fragrance, tout aussi puissante, de l'eau-de-vie qui se répandait comme une humeur colérique. Apparemment, c'était les parents de Jinbang qui régalaient et, soupçonnant la raison de ces agapes, Yinzi a un instant hésité avant d'aller d'un pas vif se mêler aux réjouissances.

## La mort de Jinbang leur avait rapporté beaucoup d'argent

Dès qu'on l'a vu, les exclamations ont fusé :

« Yinzi ! De retour ? »

« Jinbang est mort, et toi, tu nous reviens ? »

« Pose ton sac et viens boire un coup ! On vient de l'enterrer. Sa famille tenait à remercier le village. »

Ainsi les cendres l'avaient devancé et étaient déjà mises en terre. Avec le sentiment d'avoir raté quelque chose, d'être arrivé trop tard, un instant encore, il a hésité. Puis, fendant la foule, passant outre aux regards et aux tables, sans lâcher son bagage est allé droit chez Jinbang. Grâce au défunt, la maison avait été la première à étage du village. Dans la cour, pour la réception, on s'agitait en tous sens. Quand, avec une certaine agressivité, il est venu se planter devant la porte, mêlé à la surprise il a pu flairer un soupçon d'animosité. Ils devaient se douter de ce qu'il leur apportait et trouver qu'il aurait pu choisir un autre moment. Les regards braqués sur lui étaient étrangement durs, des yeux ces gens le poussaient dehors. Il est allé droit au salon. A la queue leu leu, les père, frères et belles-sœurs l'y ont suivi. Derrière eux ils ont fermé la porte et autour de lui, fait cercle. Ils le dévisageaient, louchant sur le vieux sac en toile et se demandant ce qu'il avait à leur dire et avait rapporté de Pékin.

« Vous avez enterré Jinbang ? Un de ses bras n'a pas été incinéré. »

« C'est lui qui m'a fait monter à Pékin, c'était le moins que je puisse faire. »



ZHAI LIANG. – « Secret », 2012

« Bien sûr, cela risque de coûter, mais impossible de regarder à la dépense, il faut que son bras soit enterré avec lui. »

Aucun d'entre eux n'avait envie de rouvrir la tombe. Une sépulture aussi fraîche, ce serait de mauvais augure. Ne parlons pas de l'embarras qu'il y a à forcer le cercueil, en plus ils seraient obligés d'inventer à nouveau le village, quel gaspillage. Yinzi, lui ont-ils dit, avec tout ce monde en train de faire ripaille, ce n'est pas le moment. Débarrasse-toi quelque part du bras et de ton bagage, vérifions d'abord que c'est bien le sien et on en reparlera. Imagine : si on l'inhumait avec et que là-bas il se retrouve avec trois ? Tu ne crois pas qu'il nous en voudrait ?

Il est ressorti de là grisâtre, balançant la besace comme un paquet de céréales moisis qu'on ne peut se décider ni à jeter ni à consommer. D'un coup il a eu faim, il était épuisé, comme il aurait aimé s'installer à l'une de ces grandes tables, s'y repaître et se reposer. Le soleil, en train de passer à l'ouest, était si chaud qu'il était en eau, accablé. Les autres vaquaient à leurs occupations, par petits groupes ils mangeaient, buvaient et plaisantaient. Les cris des joueurs de mourre (1) tonnaient comme des orages.

Les enfants, un bol ou une cuisse de poulet à la main, se faufilaient entre les tables et les jambes des adultes comme des oiseaux dans une forêt d'arbres nains.

Un moment, au milieu du capharnaüm, il s'est arrêté sur l'aire. Puis il a décidé d'aller lui-même enterrer le bras. Après avoir emprunté une bêche, il a pris la direction du cimetière, derrière le village. Ce n'était pas très loin, la moitié d'un li (2) plus loin il a trouvé la tombe : un tertre jaune entouré de couronnes de fleurs blanches qui n'avaient pas fini de se consumer. Cerné de traces de pas et de pousses de blé piétinées, d'enveloppes de pétards et de cendres d'encens. Au-dessus des sépultures volaient des corbeaux. La campagne était déserte mais sur les hauteurs, à flanc de coteau, un berger gardait les boules de coton blanc que semblaient être ses moutons. Le village, ses clameurs alcoolisées et ses jeux devenaient incertains, voire irrésolus.

Après avoir posé son bagage près du monticule de terre fraîche, il s'est tourné vers le ciel : c'était un jour transparent auquel on aurait, dans sa clarté, pu trouver une ressemblance avec les vitres pékinoises étincelant au soleil. Sa lumière robuste aveuglait, si vigoureuse qu'on aurait cru à une multitude de tuyaux de verre alignés, pressés les uns contre les autres au milieu de l'air. L'envie l'a pris d'ouvrir le sac pour voir ce qu'il était advenu du bras. Lorsqu'il l'avait emballé, il lui avait semblé sentir une odeur de décomposition. Or, deux jours s'étant écoulés, et la température ayant monté, il se pourrait qu'il pue la charogne, qu'il s'en dégage un terrible fumet de pourriture qui lui agresserait le nez, voire que l'anneau de cuivre glisse de la chair putréfiée. Il a réfléchi, tergiversé. Enfin il a jeté la bêche de côté et s'est approché du sac. A tiré sur la fermeture Eclair, retiré les vêtements qui étaient dessus, et, effectivement, de puissantes émanations l'ont assailli. Mais cela ne sentait pas la corruption, elles faisaient plutôt penser à l'herbe et au soleil. Il l'a sorti de ses enveloppes de plastique. Pour la première fois, comme pour un trésor, il allait consciencieusement l'examiner. Il faisait grand jour, il ne lui est pas venu à l'idée d'avoir peur. Qu'il veille juste à ne pas le laisser tomber et à le poser délicatement. Une à une, il a retiré les ficelles, les poches, et quand il en a été au plastique, il est resté un moment abasourdi.

Dans le rouleau la chaleur printanière avait fait germer un petit peuplier. Une pousse épaisse comme une baguette, à la tendre écorce gris pâle, ornée de quelques feuilles d'un jaune lumineux qui répandait un frais parfum végétal. Le bras n'était plus bras, mais terreaux fertile et généreux.

Après un instant de réflexion, il a planté la bouture devant la tombe.

La nuit s'est installée, la lune levée et le village endormi. Chez Jinbang aussi, le calme est peu à peu revenu. Mais lorsque tout a été silencieux, un membre de sa famille est venu demander à Yinzi de sortir, il avait à lui parler. Il venait réclamer le bras, sans doute ? Non. La mort de Jinbang leur avait rapporté beaucoup d'argent, deux fois plus que ce qu'ils exigeaient. Pourtant, une fois réparti entre tous, cela ne faisait plus grand-chose. Et il s'était rappelé le jonc qu'il portait au doigt. Bien sûr, ce n'était peut-être que du cuivre ou du plaqué. Enfin bref, si c'était la main gauche qu'il avait rapportée, il fallait la lui rendre, même quand elle n'est pas en or une bague reste une bague.

Entre Yinzi, sur le seuil, et son interlocuteur, la lune s'est déversée avec un chuchotis. L'autre le dévisageait. Il lui a confirmé que oui, il y avait un anneau. Mais qu'il était désormais dans la tombe, sans doute décomposé et devenu petit arbre.

L'homme est reparti. Yinzi a fermé la porte et est allé se coucher.

(1) Jeu très ancien dans lequel les joueurs étendent la main simultanément, en montrant un ou plusieurs doigts et en annonçant la somme présumée des doigts montrés.

(2) Un li équivaut environ à cinq cents mètres.

# En Amérique latine, l'ère

(Suite de la première page.)

En contrepartie, elle leur attribue d'autres avantages, dont le paiement des heures supplémentaires et l'accès à des programmes de logements sociaux. Pour autant, les propos de M. Lara claquent comme des coups de fouet : « *Le président Correa a arraché leurs jouets aux enfants des policiers. C'est pour ça qu'il a peur qu'on le lynche ! C'est pour ça qu'il prépare ses valises pour quitter le pays !* » Fichtre... Un article apocalyptique de l'éditorialiste-vedette Emilio Palacio paraît également dans le quotidien *El Universo*.

Lorsque, à 8 heures, M. Correa apprend que, pour protester contre la fameuse loi, les policiers observent une grève des bras croisés dans l'enceinte du régiment Quito, il n'hésite pas une seconde, se souvient son ministre de l'intérieur de l'époque, M. Gustavo Jalkh : « *Il s'agit d'un malentendu, je vais négocier directement avec eux.* » Abandonnant le palais présidentiel de Carondelet, tous deux se rendent sur place. La nouvelle de leur présence ondule à la surface de la foule des huit cents membres des forces de l'ordre massés là. « *Les communistes arrivent !* » ; « *Dehors, les chavistes !* » – en référence, bien sûr, au président vénézuélien Hugo Chávez (qui décédera en 2013).

Mêlés aux « flics » de base, les meneurs – lunettes noires, émetteurs-récepteurs, téléphones portables – organisent le chahut. Parmi eux, comment ne pas remarquer M. Fidel Araujo, porte-parole de l'exprésident Gutiérrez et dirigeant de SP, son parti ? Bousculades, insultes..., des grenades lacrymogènes s'abattent sur le chef de l'Etat. Depuis une fenêtre du deuxième étage, où une poignée de gardes du corps réussissent à grand-peine à le faire entrer, M. Correa tente d'articuler un discours : « *Cette loi va*

*améliorer votre condition. Nous avons travaillé pour la police, rappelez-vous tout ce qu'on vous a donné (1) !* »

Il se fait huer. Il entend même : « *Attrapez-le ! Tuez-le !* » Un tumulte emplît son crâne. Il desserre alors sa cravate et ouvre son col de chemise en un geste de défi : « *Señores, si vous désirez tuer le président, il est ici : tuez-moi, si vous voulez ! Tuez-moi, si vous en avez le courage, au lieu de vous cacher lâchement dans la foule !* » Impudence ? Imprudence ? Par son aspect spectaculaire, l'épisode ne passera pas inaperçu.

Quatre cents soldats ont pris le contrôle de l'aéroport Mariscal Sucre de Quito. Egalement investis : la base de l'armée de l'air de Tacunga ; l'Assemblée nationale (par la garde législative censée la protéger) ; le port et les aéroports de Guayaquil, la capitale économique du pays. Là-bas, dès 9 heures, mystérieusement averties de ce que les forces de l'ordre ont déserté la voie publique, des bandes de délinquants brisent les vitrines, mettent les commerces à sac, vandalisent les distributeurs automatiques, terrorisent les citoyens.

Comme au Venezuela le 13 avril 2002, lors de la séquestration de Chávez au cours de la tentative de *golpe* (coup d'Etat), des dizaines de milliers de citoyens descendent dans les rues en signe de soutien à leur dirigeant. En revanche, une partie de l'opposition dite démocratique met des conditions à son appui. Une autre, à l'instar du chef du groupe parlementaire Pachakutik – bras politique de la Confédération des nationalités indigènes d'Equateur (Conaie) –, M. Cléver Jiménez, invite les mouvements indigène et sociaux (qui ne suivront pas !) à constituer un « front national » pour exiger le départ du président.

## « Société civile » ou opposition de droite ?

BLESSÉ, asphyxié par les gaz lacrymogènes, M. Correa doit se réfugier dans l'hôpital de la police, mitoyen du régiment Quito, assiégé par les mutins. Il y restera, bloqué au troisième étage, plus de dix heures, jusqu'à ce que, à 20 heures, le groupe d'opérations spéciales (GOE) de l'armée et des éléments loyaux du groupe d'intervention et de sauvetage (GIR) de la police viennent enfin le délivrer. Sur les émetteurs radio des policiers postés à l'extérieur de l'établissement, des appels ont été captés : « *Sortez Correa et embarquez-le avant que les chuspangos [militaires] arrivent !* » ; « *Tuez-le, tuez le président !* » Celui-ci sort finalement au milieu d'une intense fusillade. Un soldat qui le protège tombe, mortellement touché ; un autre, qui lui a prêté son gilet pare-balles, a le poumon perforé. Sur le véhicule du chef de l'Etat, on retrouvera cinq impacts de balles ; dix-sept sur les voitures qui l'ont escorté. Bilan de la journée : dix morts et près de trois cents blessés.

Dérageage d'un mouvement spontané ? Depuis plusieurs semaines, des torrents de courriels et de pamphlets avaient déferlé sur l'institution policière. Tous, en en dénaturant les termes, dénonçaient la fameuse loi. Dans les faits, certaines factions habituées à l'impunité avaient mal vécu l'arrestation et la condamnation de membres d'une unité spécialisée, le groupe d'appui opérationnel (GAO), responsables de tortures et de disparitions. Quant à la commission de la vérité lancée pour faire la lumière sur les crimes de la répression dans les années 1980 (2), d'aucuns s'en seraient volontiers passés. Qu'on y ajoute la politique sociale du président Correa, sa proximité avec les gouvernements progressistes de la région et l'intégration de l'Equateur au sein de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA), la fermeture de la base militaire américaine de Manta : sous l'élégant vernis de la défense de leurs intérêts, on a manipulé les policiers. Ce 30-S (30 septembre), il ne s'agissait pas d'une simple insubordination, mais bel et bien d'une tentative de coup d'Etat.

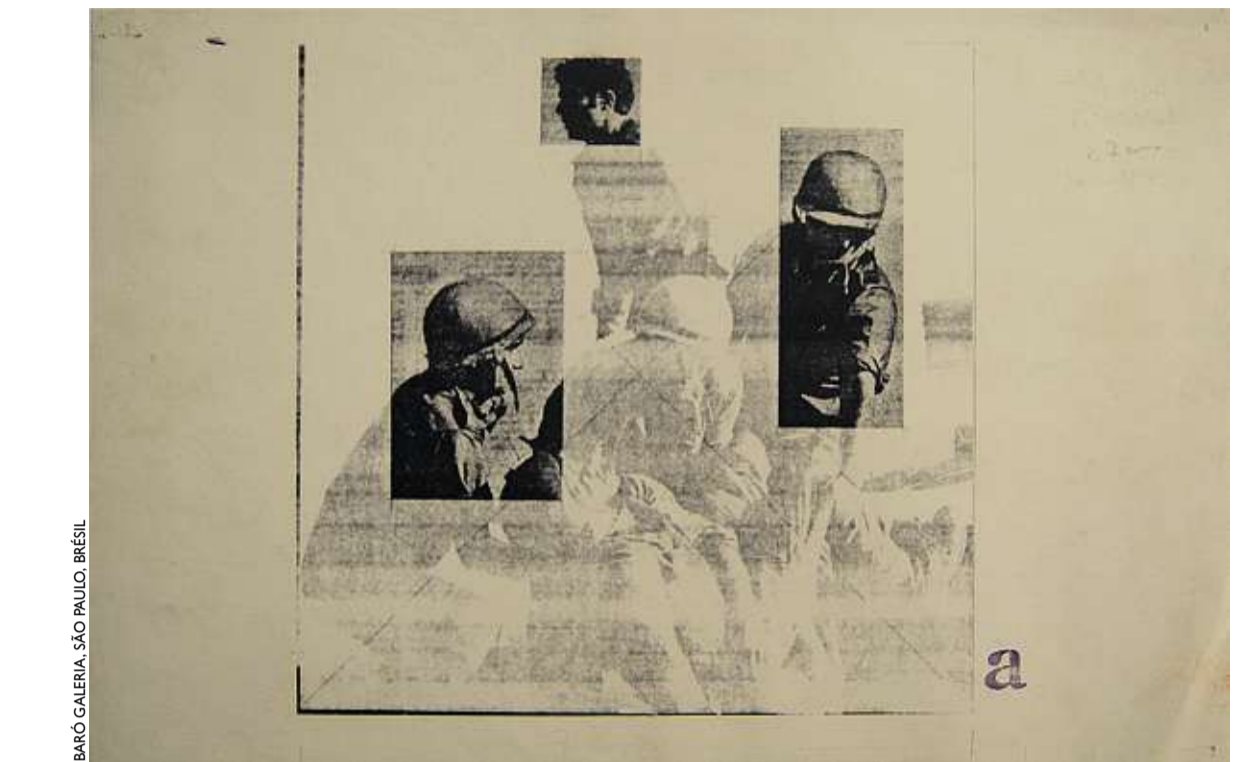
« *Normalement, sur les conseils de leurs équipes de sécurité, les présidents ne s'exposent pas et demeurent claquemurés à Carondelet, où... ils se retrouvent bientôt coincés* », observe M. Oscar Bonilla,

membre de la commission 30-S, chargée d'établir la vérité sur le soulèvement. Le ministre de la culture Francisco Velasco complète sa pensée : « *Avec les policiers cantonnés dans les casernes, des groupes de délinquants organisant le chaos à l'extérieur et obligeant les citoyens à rester chez eux, le scénario était parfait pour que, au bout de quelques jours de montée en puissance de la rébellion, un groupe de militaires, en lien avec des députés d'opposition et avec les secteurs liés aux intérêts internationaux, déclare une vacance du pouvoir et intervienne, au nom de la "gouvernabilité".* » On sait ici comment les généraux se sont comportés dans le passé, lors des rébellions – populaires, celles-là, et non violentes – contre les présidents Abdalá Bucaram (1997), Jamil Mahuad (2000) et Gutiérrez (2005) : quand l'agitation a atteint son paroxysme, l'armée les a lâchés et, pour calmer le jeu, a donné son aval à leur destitution.

Paradoxalement, en manifestant la témérité qu'on lui a maintes fois reprochée, en se déplaçant au régiment Quito et en mettant à nu la conspiration, le chef de l'Etat a bouleversé le scénario prévu – « donner une sortie constitutionnelle à la crise » – et sauvé la « révolution citoyenne ».

Au cours des jours suivants, l'opposition et les médias locaux n'en exposeront pas moins une version très particulière des faits : il n'y a pas eu de tentative de coup d'Etat ; il n'y a pas eu de séquestration ; il n'y a pas eu de volonté d'assassiner le président ; l'unique responsable de la situation est... M. Correa lui-même. Dans *El Universo*, un éditorial de Palacio appellera même à le traduire devant la Cour pénale internationale (CPI) pour « *crime contre l'humanité* », car « *il a ordonné à l'armée d'ouvrir le feu sur un hôpital* ». L'article déclencherà une action en justice du président, une polémique sur la liberté d'expression et l'exil de Palacio.

A l'étranger, une majorité de journalistes reprendront tous ces arguments, ou, dans le meilleur des cas, les relayeront sans les remettre en question : « *L'opposition (...) juge que l'imprudence et l'arrogance du président sont à l'origine des débordements* », écrit par exemple *Le Monde* le 12 janvier 2011.



FELIPE EHRENBURG. – « Información selectiva. Selección informativa (News From the Front) », 1976-1977  
Exposition « Tocata e fuga. Poemas abstractos », galerie Baró, São Paulo, jusqu'au 2 août

Rarement analysé (3), cet épisode équatorien valait qu'on s'y arrête : il représente un cas d'école des nouvelles stratégies mises en œuvre pour éjecter du pouvoir un chef d'Etat jugé dérangeant. Certes, il paraît loin le temps où, en Amérique du Sud, les militaires, avec l'aide de Washington, balayaient des gouvernements constitutionnels et issus d'élections démocratiques. Toutefois, alors qu'une vague de dirigeants charismatiques, de gauche ou de centre gauche, y sont arrivés au pouvoir depuis 1999 en mobilisant les défavorisés, des *golpes*, putschs et autres tentatives de déstabilisation, tantôt avortés, tantôt menés à leur terme, ont eu lieu au Venezuela (2002, 2003, 2014), en Haïti (2004), en Bolivie (2008), au Honduras (2009), en Equateur (2010) et au Paraguay (2012). Mais les forces conservatrices ont appris que, dans l'opinion internationale, les méthodes sanglantes se révèlent contre-productives et que, en Amérique latine du moins, un « coup » classique ne passe plus. Alors, les techniques ont évolué.

Utilisée pendant la guerre, l'action psychologique joue également un grand rôle en temps de paix. Au début des années 1970, le quotidien chilien *El Mercurio* a activement préparé le coup d'Etat du 11 septembre 1973 contre Salvador Allende (4). Mais il existait alors, en particulier en Europe, des publications progressistes capables de démonter cette propagande et de la dénoncer. A de trop rares exceptions près, ce n'est plus le cas. Coïncidant avec un ralliement général au néolibéralisme ainsi qu'à l'ordre imposé par les Etats-Unis et par l'Union européenne, l'apparition d'Internet (où le meilleur copitoie le pire) et la généralisation du copie-coller ont uniformisé l'information des médias dits « occidentaux ».

Toujours égal à lui-même au Chili, *El Mercurio* a fait des petits (5) : *Clarín* et *La Nación* en Argentine ; *O Globo* et *Folha* au Brésil ; *El Nacional*, *Tal Cual* et *El Universal* au Venezuela ; *La Hora*, *El Comercio* et *El Universo* en Equateur ; *La Tribuna*, *El Herald* et *La Prensa* au Honduras ; *El Deber* et *La Razón* en Bolivie ; *El Tiempo* et *Semana* en Colombie. Sans oublier CNN, *The Wall Street Journal*, *The Washington Post* ou le *Miami Herald* aux Etats-Unis, le *Financial Times* au Royaume-Uni, *El País*, *El Mundo* et *ABC* en Espagne, *Le Monde*, *Liberation* et l'audiovisuel public en France – pour ne citer qu'eux.

Un tel paysage autorise la mise en place, sans même que tous leurs acteurs soient conscients d'y participer, de « psy ops » (opérations psychologiques) subtiles destinées à manipuler ou à déstabiliser en interne les gouvernements visés, et à donner d'eux une image négative à l'étranger. On se situe alors bien au-delà de la nécessaire critique des politiques menées. Repris en boucle, le terme « populisme » (6) permet par exemple de reléguer au second plan la réduction de la pauvreté, la redistribution des richesses et les avancées sociales parfois très importantes des pays ciblés, en transformant leurs choix souverains en « politiques irresponsables incompatibles avec la démocratie ».

Au Venezuela, au début des années 2000, dans la perspective de la tentative de coup d'Etat contre Chávez, l'opinion publique a subi le bombardement des titres tapageurs d'*El Nacional* et (entre autres) d'*El Universal* – « Des talibans à l'Assemblée nationale », « Octobre noir », « Des terroristes au gouvernement » – et des appels au renversement du président : une étape comparable à la préparation d'artillerie qui précède l'assaut lors d'une campagne militaire.

Premier élément de la mise en condition destinée à la presse et aux diplomaties étrangères : la « société civile » manifestait son mécontentement. Expression magique ! L'annonce d'une mobilisation de l'« opposition de droite » revêt un sens que le lecteur lambda peut parfaitement décrypter ; la présentation d'une « société civile » par définition sympathique en revêt un autre, même si celle-ci – mais pourquoi le préciser ? – ne représente, à la sortie des urnes, qu'une minorité.

Dans le cadre de la crise qui a éclaté en février 2014, on remplacera le terme « société civile » par celui d'« étudiants »,

plus présentable que « extrême droite en action ». On se souviendra que, au Chili, sous le gouvernement d'Allende, deux mouvements ont joué un rôle-clé pendant la préparation du *golpe* : le Pouvoir féminin, avec ses marches « des casseroles vides » – justifiées par des pénuries en grande partie organisées –, et la Fédération des étudiants de l'Université catholique (FEUC)...

Pour renforcer l'image d'une multitude pacifique affrontant une dictature, il convient de pouvoir brandir des victimes innocentes. Le 11 avril 2002, au Venezuela, alors que la fameuse « société civile » manifestait, des francs-tireurs ont abattu plusieurs de ses membres (ainsi que des partisans du président). Le prétexte était trouvé pour qu'un groupe de militaires arrête Chávez, accusé d'avoir envoyé ses « milices », ses « chemises brunes », réprimer l'opposition. Douze ans plus tard, les *colectivos* (collectifs de tous types : sociaux, culturels, éducatifs, sportifs, etc.), systématiquement affublés de l'adjectif « paramilitaires », subissent la même campagne de diabolisation.

## Les militaires regagnent leurs casernes

PRÉSENTANT l'avantage de ne pouvoir être identifiés, les fameux francs-tireurs ont également été utilisés, indirectement cette fois, pour provoquer le renversement de M. Fernando Lugo au Paraguay. Alors que, depuis son accession au pouvoir, ses opposants évoquaient régulièrement, sous les prétextes les plus divers, la « destitution » du président, un conflit paysan a fourni l'occasion de mettre en place l'opération. Celle-ci s'est déroulée le 15 juin 2012, au lieu-dit Marina Kue, lorsqu'une intervention policière contre une occupation de terres s'est soldée, au terme d'une fusillade, par dix-sept morts : onze paysans et six policiers. La responsabilité du drame a été attribuée aux « sans terre », qui auraient tendu une embuscade aux forces de l'ordre.

Toutefois, le dirigeant paysan Vidal Vega (entre autres témoins), qui a mené une enquête parallèle, affirme que des « infiltrés » auraient déclenché la fusillade en tirant à la fois sur ses compagnons et sur les policiers. Au terme d'un jugement politique express, habilement mené par le Congrès, l'épisode a permis de destituer M. Lugo, accusé d'avoir, par sa politique, attisé la violence contre les propriétaires terriens. Depuis, Vega a été assassiné par deux *sicarios* (tueurs à gages) masqués (7).

Le 28 juin 2009, c'est le Honduras, membre de l'ALBA, qui a servi de laboratoire à ce type de « coup d'Etat constitutionnel » – les plus faciles à faire passer, les *golpistas* pouvant employer l'expression « démission forcée » (et amener la presse internationale, pas très regardante sur le vocabulaire, à évoquer le « président déchu »). Les parlementaires ont destitué M. Manuel Zelaya sous un prétexte fallacieux : sa supposée volonté de se faire réélire en violant la Constitution, alors

qu'en réalité il avait voulu organiser une consultation, sans caractère contraignant, sur la convocation d'une Assemblée nationale constituante (8). Mais l'intérêt de la technique employée réside tout autant dans ce qui a suivi.

Le 28 juin, c'est un commando militaire qui arrête M. Zelaya, le fait monter dans un avion à destination du Costa Rica et réprime violemment ses partisans descendus dans la rue. Toutefois, l'exécutif des basses œuvres, le général Romeo Vásquez, remet immédiatement le pouvoir au président du Congrès Roberto Micheletti. La manœuvre est parfaite : « soumis au pouvoir civil », les militaires permettent une « succession présidentielle ». Bientôt, le régime putschiste de M. Micheletti se verra rebaptisé « gouvernement de transition ». En 2002, au Venezuela, une fois leur forfait accompli, les généraux et amiraux félons avaient procédé de

(1) Depuis 2007, le salaire des policiers de base est passé de 355 à 886 dollars (260 à 650 euros) ; celui d'un sergent, de 707 à 1 329 dollars (520 à 980 euros).

(2) Cf. Hernando Calvo Ospina, *Tais-toi et respire*, Bruno Leprince, Paris, 2013.

(3) Lire « Etat d'exception en Equateur », *La valise diplomatique*, 1<sup>er</sup> octobre 2010, www.monde-diplomatique.fr

(4) Lire Armand Mattelart, « La Spirale », quand l'ancien monde refuse de mourir », *Le Monde diplomatique*, septembre 2013.

(5) Lire Renaud Lambert, « En Amérique latine, des gouvernements affrontent les patrons de presse », *Le Monde diplomatique*, décembre 2012.

(6) Lire Gérard Mauger, « Populisme », itinéraire d'un mot voyageur », *Le Monde diplomatique*, juillet 2014.

(7) Lire « Le Paraguay dévoré par le soja », *Le Monde diplomatique*, janvier 2014.

(8) Lire « Retour des "gorilles" au Honduras », *La valise diplomatique*, juillet 2009, www.monde-diplomatique.fr

PARAGUAY, VENEZUELA...

# des coups d'Etat en douce

même en remettant les clés du palais présidentiel au patron des patrons Pedro Carmona.

En résumé, alors que par le passé les militaires, après avoir agi en faveur de telle ou telle faction, demeuraient au pouvoir, ils rentrent désormais dans leurs casernes. Civile, la dictature devient transparente, nul ne pouvant dénoncer un nouvel Augusto Pinochet. Il suffira, quelques mois plus tard, d'organiser des élections « sous contrôle », suspendant la brève mise au ban du pays par la communauté latino-américaine (ou internationale), et le tour sera joué (9).

En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, Washington ne conçoit toujours la démocratie que comme un outil de bon fonctionnement du marché. En mettant un terme au grand roman de la mondialisation heureuse, en nationalisant ses ressources naturelles, en affirmant son indépendance, la « nouvelle gauche » latino-américaine échappe à sa traditionnelle hégémonie. Que faire ? Sous Richard Nixon et Ronald Reagan, armés

de leur bible, la « doctrine de sécurité nationale », les choses étaient claires : il s'agissait, pour garder le contrôle, de livrer une guerre totale, généralisée, absolue. Avec M. George W. Bush, elles le sont encore : les Etats-Unis sont directement impliqués dans la tentative de *golpe* de 2002 au Venezuela.

En Bolivie, pays qui, gouverné par l'Indio Evo Morales, « n'a plus de maîtres mais des partenaires (10) », l'ambassadeur américain Philip Goldberg, arrivé en octobre 2006, entame une relation soutenue avec l'opposition de la Media Luna (« demi-lune »), les départements riches en hydrocarbures et en gaz de Santa Cruz, Tarija, Beni et Pando (11). De 2004 à 2006, il avait dirigé la mission américaine à Pristina, au Kosovo. Comme par hasard, avec la lutte contre le projet dénoncé comme étatiste, autoritaire et indigéniste (« indigéniste » remplaçant ici « populiste ») de M. Morales, la Bolivie, « satellite du chavisme (12) », entre à son tour dans un processus de... balkanisation.

l'ambassadeur Goldberg pour quitter le pays, la fièvre séparatiste retombera brusquement.

Lorsque les événements du 28 juin 2009 commotionnent le Honduras, M. Barack Obama a remplacé M. Bush à la Maison Blanche. Pourtant, l'avion qui procède au transfert forcé de M. Zelaya de Tegucigalpa à San José de Costa Rica (trente minutes de vol) fait escale sur la base militaire américaine de Palmerola, située depuis les années 1980 en territoire hondurien. Mais personne ne s'y rend compte de rien ! « Quand j'ai demandé au président Correa si les Etats-Unis étaient derrière le 30-S, s'amuse, à Quito, Juan Paz y Miño (14), il m'a répondu : "On n'a pas de preuves, mais... on ne peut jamais exclure cette possibilité." » Ultrieurement, le président équatorien

précisera sa pensée lorsque, tout en écartant la responsabilité directe du président Obama, il mettra en cause la CIA : « Ce dont nous avons la certitude, c'est qu'il y a [aux Etats-Unis] des groupes d'extrême droite, une multitude de fondations qui financent les groupes et les nombreux conspirateurs opposés à notre gouvernement (15)... »

En 1983, à l'initiative de Reagan et sous l'égide du Congrès, est née la Fondation nationale pour la démocratie (National Endowment for Democracy, NED), destinée à « promouvoir la démocratie » dans le

monde. En lien avec l'Agence américaine pour le développement international (Usaid), l'Institut international républicain (IRI), l'Institut national démocrate (NDI) et l'Institut des Etats-Unis pour la paix (USIP), mais aussi avec une nébuleuse de think tanks et de fondations – Freedom House, Open Society Institute, etc. –, et même avec des officines de régions éloignées, telle Otpor (« Résistance »), surgie en Serbie à la fin du siècle passé, les oppositions et leurs organisations non gouvernementales sont financées et préparées, tant idéologiquement que techniquement.

## « Mêmes acteurs, mêmes structures... »

Pour la seule période 2013-2014, 14 millions de dollars ont arrosé par divers canaux l'opposition vénézuélienne, tant pour les campagnes électorales que pour les « protestations pacifiques » de 2014, qui présentent toutes les caractéristiques d'une rébellion antidémocratique. La Plateforme de l'unité démocratique (MUD) a reçu 100 000 dollars (73 500 euros) pour un projet d'échanges avec des organisations boliviennes, nicaraguayennes et argentines afin de « partager les leçons apprises au Venezuela et permettre d'en adapter l'expérience à ces pays (16) ».

On n'a souvent retenu, s'agissant de la République bolivarienne du Venezuela, que la tentative de coup d'Etat d'avril 2002. En réalité, avant et après, l'offensive n'a jamais cessé. Décembre 2001 : grève générale (organisée par le patronat) ; décembre 2002 - janvier 2003 : déstabilisation économique par la paralysie de l'entreprise pétrolière nationale, militaires appelant au soulèvement depuis la « zone libérée » de la place Altamira (quartier chic de Caracas) ; 2004 : premières *guarimbas* (blocage des rues et barricades), incursion d'une centaine de

paramilitaires colombiens à proximité de Caracas ; 2014... « Ici, nous confie le ministre vénézuélien de l'intérieur Miguel Rodríguez Torres, ils appliquent ce que la gauche appelait la "combinaison de toutes les formes de lutte". Et, si vous faites la liste des acteurs impliqués, ce sont les mêmes depuis le début ; les mêmes structures, avec quelques variations. Ce qui change, à chaque fois, c'est la méthode. »

MAURICE LEMOINE.

(9) Lire Renaud Lambert, « Honduras : retour à l'OEI, retour à la normale ? », La valise diplomatique, juin 2011, www.monde-diplomatique.fr

(10) *Le Courrier*, Genève, 30 juin 2007.

(11) Lire Hernando Calvo Ospina, « Petit précis de déstabilisation en Bolivie », *Le Monde diplomatique*, juin 2010.

(12) « Bolivia es un satélite absoluto del chavismo », *El País*, Madrid, 9 août 2008.

(13) Lire Alexander Main, « Au Venezuela, la tentation du coup de force », *Le Monde diplomatique*, avril 2014.

(14) Juan J. Paz y Miño Cepeda, auteur de *Insubordinación o golpe*, Abya Yala, Quito, 2011.

(15) Telesur, 4 janvier 2011.

(16) Eva Golinger, « Sigue la mano sucia de la NED en Venezuela », 21 avril 2014, www.actualidad.rt.com

## Nébuleuse de think tanks

A PARTIR du 4 mai 2008, les départements de la Media Luna organisent successivement des référendums illégaux pour approuver un statut d'autonomie ressemblant fort à une déclaration d'indépendance. De violents troubles éclatent. Des troupes de choc « autonomistes » sèment la terreur, prennent des aéroports ainsi que les installations et édifices du gouvernement. En septembre, des paramilitaires assassinent trente paysans dans le département de Pando.

A aucun moment n'interviendra la traditionnelle proclamation *golpista* sur la « prise du pouvoir ». Mais, comme on le verra au Venezuela en 2014 (13), il s'agit

de faire couler le sang, soit par la « violence spontanée », soit par la répression gouvernementale de cette « violence spontanée », et de rendre le pays ingouvernable, avec pour objectif une condamnation générale du pouvoir par la « communauté internationale », qui rendra acceptable la démission forcée ou la mise à l'écart du chef de l'Etat.

En Bolivie, en jouant sur la mobilisation populaire plutôt que sur la répression militaire, M. Morales, appuyé qui plus est par l'Union des nations sud-américaines (Unasur), fera échouer le plan. Faut-il le préciser ?, quand, le 10 septembre 2008, La Paz donnera soixante-douze heures à



Hugo Chávez

# Controverse au sein du chavisme

Un an après la disparition d'Hugo Chávez, le gouvernement vénézuélien hésite sur la voie à suivre. Les dissensions internes entre radicaux et réformateurs menacent-elles le pouvoir ?

PAR ROMAIN MIGUS ET JULIEN REBOTIER \*

AU COURS des premiers mois de l'année, le pouvoir vénézuélien ne connaissait qu'une priorité : afficher son unité face à l'opposition et aux tentatives de déstabilisation soutenues par Washington (1). Depuis quelques semaines, toutefois, le monde politique vit au rythme de la publication des lettres ouvertes d'anciens hauts dirigeants chavistes peu soucieux de moucher leurs critiques envers l'actuel président, M. Nicolas Maduro.

Le mouvement chaviste ne découvre pas à cette occasion les controverses publiques : ruptures, scissions et recompositions jalonnent son histoire. On se souvient ainsi des dissidences du Mouvement vers le socialisme (MAS, 2002), d'une fraction de Patrie pour tous (PPT, 2010) ou encore du dirigeant William Ojeda (2005). Dans bien des cas, signe des fluctuations caractéristiques du chavisme, les rebelles ont fini par revenir au sein de la coalition au pouvoir. Fait nouveau, cependant : l'ancien président Hugo Chávez, décédé en mars 2013, n'est plus là pour trancher et repenser les alliances stratégiques.

Tout commence avec le courrier de M. Jorge Giordani (2), publié le 18 juin 2014. La veille, M. Maduro lui a signifié son limogeage du poste de ministre de la planification, qu'il avait occupé de façon quasi ininterrompue depuis l'arrivée au pouvoir de Chávez en 1999. Affichant l'ambition de « prendre ses responsabilités face à l'histoire », l'architecte des politiques économiques bolivariennes accable le président : « incompréhension des mécanismes

économiques », incapacité à « impulser un leadership », manque de « cohérence ». M. Hector Navarro, membre de la direction nationale du Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV) et plusieurs fois ministre sous Chávez, lui a publiquement apporté son soutien, ce qui l'a conduit à devoir s'expliquer devant la commission de discipline du parti.

M. Giordani condamne également l'« interférence de conseillers français », qui aurait entravé la mise en œuvre de son propre programme d'étatisation accrue de l'économie. Selon l'intellectuel allemand Heinz Dieterich, autrefois proche du pouvoir vénézuélien, Caracas, se trouvant dans l'impossibilité politique de faire appel au Fonds monétaire international (FMI), aurait sollicité l'aide de M. Matthieu Pigasse, directeur général délégué de la banque Lazard, copropriétaire du groupe Le Monde et consultant auprès des gouvernements équatorien et argentin sur la restructuration de leurs dettes. Il aurait chargé le Français de contribuer au « sauvetage » du « Titanic bolivarien, entré en collision avec l'iceberg du capitalisme, de la corruption et de l'incompétence » (3). Grâce à M. Pigasse, le 13 juin 2014, le vice-président pour l'économie et ministre du pétrole, M. Rafael Ramírez, rencontrait une cinquantaine d'investisseurs internationaux dans les salons de l'hôtel Claridge's à Londres pour les rassurer sur l'état de l'économie vénézuélienne (4).

Un autre document avait suscité quelques vagues début juin : celui rédigé par M. Temir Porras, un ancien proche de M. Maduro, formé à l'Ecole nationale d'administration (ENA) à Paris. Responsable de la campagne du candidat chaviste lors de la présidentielle de 2013, M. Porras évoque une politique monétaire « qui rappelle davantage le fonctionnement d'un casino que celui d'une banque centrale » et en appelle au « pragmatisme », « une vertu extrêmement nécessaire dans les circonstances complexes que nous traversons ».

Les « radicaux » s'étranglent. S'appuyant sur un rapport de Bank of America Merrill Lynch qui voit dans l'éviction de M. Giordani un « fort signal de la perte d'influence de l'aile marxiste radicale (5) », les tenants les plus intransigeants de l'intégrité du processus bolivarien analysent l'épisode comme la « mise à mort du chavisme » par les « sociaux-démocrates » (6). Plus d'un an et demi après la mort de Chávez, et alors que les difficultés économiques persistent (7), la rupture semble consommée, signe d'un approfondissement de la crise que traverse le pays.

En dépit de l'avalanche d'articles de presse, tant au Venezuela qu'à l'étranger, un tel conflit n'a pourtant rien de surprenant dans un pays où, depuis longtemps, les pragmatiques dominent. L'illusion d'optique s'explique facilement : le chavisme n'a jamais rassemblé des militants fidèles à un corpus doctrinal. Dès le début des années 1990, il a au contraire agrégé autour de sa figure tutélaire des postures politiques et des courants de pensée très divers, avec pour socle commun certaines priorités telles que l'affirmation d'un Etat fort et souverain, ou la nécessité urgente de remédier aux inégalités. En bon stratège, le président de la République parvenait à impulser une ligne, malgré les contradictions – parfois profondes – entre discours théoriques et mesures concrètes.

Ainsi, la révolution bolivarienne a maintenu le modèle économique rentier d'antan, comptant sur l'afflux de capitaux étrangers, notamment dans le secteur pétrolier, où l'exploitation repose sur des sociétés mixtes associant l'Etat à des entreprises étrangères. Au cours des années 2000, le taux de pauvreté a fortement baissé, les inégalités se sont réduites, mais sans transformation profonde de la fiscalité ou de l'appareil productif. Non seulement la hausse de la consommation dope l'activité des importateurs (et fragilise les comptes externes), mais, en dépit des cris d'orfraie de la presse contre les « nationalisations », la part du secteur privé se maintient : elle représente entre 58 et 62 % du produit intérieur brut (PIB). Bref, le laboratoire du « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle » n'a jamais tourné le dos à une realpolitik pas toujours compatible avec ses projets de transformation de la société à long terme.

PAR AILLEURS, le chavisme, en tant que théorie pratique du pouvoir, se caractérise par un jeu d'alliances sans cesse rompues ou renouées : difficile, dans ces conditions, de fixer les frontières des diverses tendances. Symptomatique de ce mouvement perpétuel, par-delà les idéologies : la proximité entre le président de l'Assemblée nationale, M. Diosdado Cabello, considéré comme l'un des représentants du courant « de droite », proche de l'armée, et divers collectifs de la gauche radicale. Les polémiques internes qui ont récemment surgi sur la scène publique naissent principalement de divergences quant à la pratique de gouvernement ou à l'administration de l'Etat. Au Venezuela comme ailleurs, elles traduisent en termes facilement identi-

fiables des réajustements stratégiques plus délicats à exposer aux militants : « droite contre gauche », « pragmatique contre radical » transforment ainsi des luttes de pouvoir en nobles batailles politiques.

Or la période actuelle se caractérise plutôt par une rupture du fragile équilibre d'hier. Chávez absent, une sorte d'union sacrée s'était constituée au sein du PSUV. C'est sans doute dans cette optique qu'il faut lire la déferlante de critiques adressées à M. Giordani, dont les déclarations menacent moins l'homogénéité idéologique du chavisme que son unité politique.

Les contradictions internes à la dynamique bolivarienne se sont intensifiées depuis le décès de son initiateur. Chávez personnifiait l'Etat et le processus politique ; mais ce qui allait de soi n'est plus. La précarité de la situation appelle avec plus de force la consolidation des institutions (Etat, justice) autour d'un modèle de société d'une part, et la clarification du rôle du PSUV d'autre part. Si le parti ne parvient pas à s'imposer comme une force de proposition idéologique qui met en débat – et qui défend – un projet, le mouvement n'a pour horizon que des lignes de fuite. La versatilité de l'actualité politique entrave le projet de transformation sociale. L'anomie guette là où la défiance règne et où les institutions qui confèrent de la consistance aux choix idéologiques demeurent fragiles.

La recomposition post-Chávez est le défi majeur du processus bolivarien s'il veut conserver le champ d'attraction sociale construit jusqu'ici. Malgré les Cassandre qui prédisent invariablement la fin de la révolution bolivarienne, bien malin qui saura présumer des nouvelles configurations de ce processus en perpétuel mouvement.

(1) Lire Alexander Main, « Au Venezuela, la tentation du coup de force », *Le Monde diplomatique*, avril 2014.

(2) L'ensemble des courriers (en espagnol) peut être consulté sur le site Rebellion.org

(3) Heinz Dieterich, « La caída de Giordani y el futuro de Venezuela », 24 juin 2014, www.aporrea.org

(4) Blanca Vera Azaf, « Ramírez : Habrá convergencia en los tipos de cambio », *El Nacional*, Caracas, 14 juin 2014.

(5) Francisco Rodríguez, « Venezuela in focus. The glass is half full », Bank of America Merrill Lynch, New York, 12 juin 2014.

(6) Claudio Della Croce, « Bank of America + conexión francesa ¿apuntalan el fin del chavismo? », 28 juin 2014, www.aporrea.org

(7) Lire Gregory Wilpert, « Le Venezuela se noie dans son pétrole », *Le Monde diplomatique*, novembre 2013.

\* Respectivement journaliste et chargé de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

# Thomas Piketty ou le pari

*A en juger par son succès immense aux Etats-Unis, le dernier livre de Thomas Piketty tombe à pic. Empruntant son titre à Karl Marx, il détaille un phénomène – l'envol des inégalités dans les pays occidentaux – qui suscite une réprobation croissante. Mais là où Marx espérait qu'une révolution sociale transformerait le monde, Piketty imagine qu'un impôt mondial sur le capital le reformera.*

PAR RUSSELL JACOBY \*

L'OUVRAGE de Thomas Piketty *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle* (Seuil, 2013) est un phénomène sociologique autant qu'intellectuel. Il cristallise l'esprit de notre époque comme, en son temps, *The Closing of the American Mind*, d'Allan Bloom (1). Ce livre, qui dénonçait les études sur les femmes, le genre et les minorités dans les universités américaines, opposait la « médiocrité » du relativisme culturel à la « recherche de l'excellence » associée, dans l'esprit de Bloom, aux classiques grecs et romains. Même s'il eut peu de lecteurs (il était particulièrement pompeux), il alimentait le sentiment d'une destruction du système éducatif américain, voire de l'Amérique elle-même,

\* Professeur d'histoire à l'université de Californie à Los Angeles. Auteur, notamment, de *The Last Intellectuals* (1987) et, plus récemment, de *Ressorts de la violence. Peur de l'autre ou peur du semblable?*, Belfond, Paris, 2014. Une version de ce texte a paru sur le site de *The New Republic* aux Etats-Unis.

par la faute des progressistes et de la gauche. Ce sentiment n'a rien perdu de sa vigueur. *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle* s'inscrit dans le même registre inquiet, à ceci près que Piketty vient de la gauche et que l'affrontement s'est déplacé de l'éducation au domaine économique. Même en matière d'enseignement, le débat se focalise désormais sur le poids de l'endettement étudiant et sur les barrières susceptibles d'expliquer les inégalités scolaires.

L'ouvrage vient ainsi traduire une inquiétude palpable : la société américaine, comme l'ensemble des sociétés du monde, serait de plus en plus inique. Les inégalités s'aggravent et présagent un avenir sombre. *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle* aurait dû s'intituler *Les Inégalités au XXI<sup>e</sup> siècle*.

Il serait stérile de critiquer Piketty pour son échec à remplir des objectifs qui n'étaient pas les siens. Néanmoins, on ne

peut se contenter de lui tresser des lauriers. Bien des commentateurs se sont intéressés à son rapport à Karl Marx, à ce qu'il lui doit, aux infidélités qu'il lui fait, alors qu'il faudrait plutôt se demander en quoi cet ouvrage éclaire notre misère actuelle. Et, en même temps, s'agissant du souci de l'égalité, il n'est pas inutile de revenir à Marx. En rapprochant ces deux auteurs, on constate en effet une divergence : l'un et l'autre contestent les disparités économiques, mais ils empruntent des directions opposées. Piketty inscrit son propos dans le domaine des salaires, des revenus et de la richesse : il souhaite éradiquer les inégalités extrêmes et nous offrir – pour pasticher le slogan du « printemps de Prague » – un « capitalisme à visage humain ». Marx se place au contraire sur le terrain des marchandises, du travail et de l'aliénation : il entend abolir ces relations et transformer la société.

Piketty dresse un implacable réquisitoire contre les inégalités : « *Il est plus que temps, écrit-il dans l'introduction, de remettre la question des inégalités au cœur de l'analyse économique* ». Il place en exergue de son livre la deuxième phrase de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 : « *Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune* ». (On se demande d'ailleurs pourquoi un livre aussi proluxe laisse de côté la première phrase : « *Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits* ».) S'appuyant sur une profusion de chiffres et de tableaux, il démontre que les inégalités économiques augmentent et que les plus fortunés

accaparent une part croissante de la richesse. Certains se sont mis en tête de contester ses statistiques ; il a réduit à néant leurs accusations (2).

Il frappe fort et juste lorsqu'il traite de l'exacerbation des inégalités qui défigurent la société, américaine en particulier. Il remarque par exemple que l'éducation devrait être également accessible à tous et favoriser la mobilité sociale. Or « *le revenu [annuel] moyen des parents des étudiants de Harvard est actuellement de l'ordre de 450 000 dollars [330 000 euros]* », ce qui les classe parmi les 2 % de foyers américains les plus riches. Et de conclure son argumentation par cet euphémisme caractéristique : « *Le contraste entre le discours méritocratique officiel et la réalité (...) semble ici particulièrement extrême* ».

Pour certains à gauche, il n'y a là rien de nouveau. Pour d'autres, fatigués qu'on leur explique à longueur de temps qu'il est impossible d'augmenter le salaire minimum, qu'il ne faut pas taxer les « créateurs d'emplois » et que la société américaine reste la plus ouverte du monde, Piketty représente un allié providentiel. De fait, selon un rapport (non cité dans le livre), les vingt-cinq gestionnaires de fonds d'investissement les mieux rémunérés ont gagné, en 2013, 21 milliards de dollars (16 milliards d'euros), soit plus de deux fois le revenu cumulé de quelque cent cinquante mille enseignants de maternelle aux Etats-Unis. Si la rétribution financière correspond à la valeur sociale, alors un gestionnaire de *hedge fund* vaut dix-sept mille maîtres d'école... Tous les parents (et les enseignants) pourraient ne pas partager cet avis.

Cependant, la fixation exclusive de Piketty sur les inégalités présente des limites

théoriques et politiques. De la Révolution française au mouvement américain pour les droits civiques en passant par le chartisme (3), l'abolition de l'esclavage et les suffragettes, l'aspiration à l'égalité a certes suscité de nombreux soulèvements politiques. Dans une encyclopédie de la contestation, l'article qui lui serait consacré occuperait sans doute plusieurs centaines de pages et renverrait à toutes les autres entrées. Elle a joué, et continue de jouer, un rôle positif essentiel. Récemment encore, le mouvement Occupy Wall Street et les mobilisations pour le mariage homosexuel en ont fourni la preuve. Loin d'avoir disparu, cette revendication a trouvé un nouveau souffle.

Mais l'égalitarisme implique aussi une part de résignation : il accepte la société telle qu'elle est, et cherche seulement à rééquilibrer la répartition des biens et des privilèges. Les homosexuels veulent obtenir le droit de se marier au même titre que les hétérosexuels. Très bien ; mais cela n'affecte en rien l'institution imparfaite du mariage, que la société ne peut ni abandonner ni améliorer. En 1931, l'historien de gauche britannique Richard Henry Tawney soulignait déjà ces limites dans un livre qui plaideait par ailleurs pour l'égalitarisme (4). Le mouvement ouvrier, écrivait-il, croit en la possibilité d'une société qui accorde plus de valeur aux personnes et moins à l'argent. Mais cette orientation a ses limites : « *Du même coup, il aspire non à un ordre social différent, dans lequel l'argent et le pouvoir économique ne seraient plus le critère de la réussite, mais à un ordre social du même type, où l'argent et le pouvoir économique seraient répartis un peu différemment* ». On touche là au cœur du problème. Accorder à tous le droit de polluer représente un progrès pour l'égalité, mais sans doute pas pour la planète.

## Eviter de trop payer les universitaires

MARX n'accorde guère de place à l'égalité. Non seulement il n'a jamais considéré que les salaires des travailleurs pouvaient augmenter de manière significative, mais, même si cela avait été le cas, à ses yeux, la question n'était pas là. Le capital impose les paramètres, le rythme et la définition même du travail, de ce qui est profitable et de ce qui ne l'est pas. Même dans un régime capitaliste qui revêt des formes « aisées et libérales », où le travailleur peut mieux vivre et consommer davantage parce qu'il reçoit un meilleur salaire, la situation n'est pas fondamentalement différente. Que l'ouvrier soit mieux rémunéré ne change rien à sa dépendance, « *pas plus qu'une amélioration de l'habillement, de la nourriture, de leur traitement et l'augmentation de leur pécunium n'abolissent le rapport de dépendance et l'exploitation des esclaves* ». Une hausse de salaire signifie tout au plus que « *l'ampleur et le poids de la chaîne d'or que le salarié s'est lui-même déjà forgée permettent qu'on la serre un peu moins fort* » (5).

On pourra toujours objecter que ces critiques datent du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais Marx a au moins le mérite de se concentrer sur la structure du travail, tandis que Piketty n'en dit pas un mot. Il ne s'agit pas de savoir lequel des deux a raison sur le fonctionnement du capitalisme, mais de saisir le socle de leurs analyses respectives : la répartition pour Piketty, la production pour Marx. Le premier veut redistribuer les fruits du capitalisme de manière à réduire l'écart entre les plus hauts et les plus bas revenus, quand le second souhaite transformer le capitalisme et mettre fin à son emprise.

Dès sa jeunesse, Marx documente la misère des travailleurs ; il consacre des centaines de pages du *Capital* à la journée de travail type et aux critiques qu'elle suscite. Sur ce sujet non plus, Piketty n'a rien à nous dire, alors même qu'il évoque une grève au début de son premier chapitre. Dans l'index de l'édition anglaise, à l'entrée « Travail », on peut lire : « *Voir "Division capital-travail"* ». Cela se comprend, puisque l'auteur s'intéresse non au travail proprement dit, mais aux inégalités résultant de cette division.

Chez Piketty, le travail se résume surtout au montant des revenus. Les poussées de colère qui affluent de temps à autre sous sa plume visent les très riches. Il note ainsi

que la fortune de M<sup>me</sup> Liliane Bettencourt, héritière de L'Oréal, est passée de 4 à 30 milliards de dollars (3 à 22 milliards d'euros) entre 1990 et 2010 : « *Liliane Bettencourt n'a jamais travaillé, mais cela n'a pas empêché sa fortune de progresser exactement aussi vite que celle de Bill Gates* ». Cette attention accordée aux plus fortunés correspond tout à fait à la sensibilité de notre époque, tandis que Marx, avec ses descriptions du travail des boulangers, des blanchisseurs et des teinturiers payés à la journée, appartient au passé. La manufacture et l'assemblage disparaissent des pays capitalistes avancés et prospèrent dans les pays en développement, du Bangladesh à la République dominicaine. Mais ce n'est pas parce qu'un argument est ancien qu'il est obsolète, et Marx, en se focalisant sur le travail, souligne une dimension quasi absente du *Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*.

Piketty documente l'« explosion » des inégalités, en particulier aux Etats-Unis, et dénonce les économistes orthodoxes, qui justifient les énormes écarts de rémunération par les forces rationnelles du marché. Il raille ses collègues américains, qui « *ont souvent tendance à considérer que l'économie des Etats-Unis fonctionne plutôt bien, et en particulier qu'elle récompense le talent et le mérite avec justesse et précision* ». Mais, ajoute-t-il, rien d'étonnant à cela, puisque ces économistes font eux-mêmes partie des 10 % les plus riches. Comme le monde de la finance, auquel il leur arrive d'offrir leurs services, tire leurs salaires vers le haut, ils manifestent une « *fâcheuse tendance à défendre leurs intérêts privés, tout en se dissimulant derrière une improbable défense de l'intérêt général* ».

Pour prendre un exemple qui ne figure pas dans l'ouvrage de Piketty, un récent

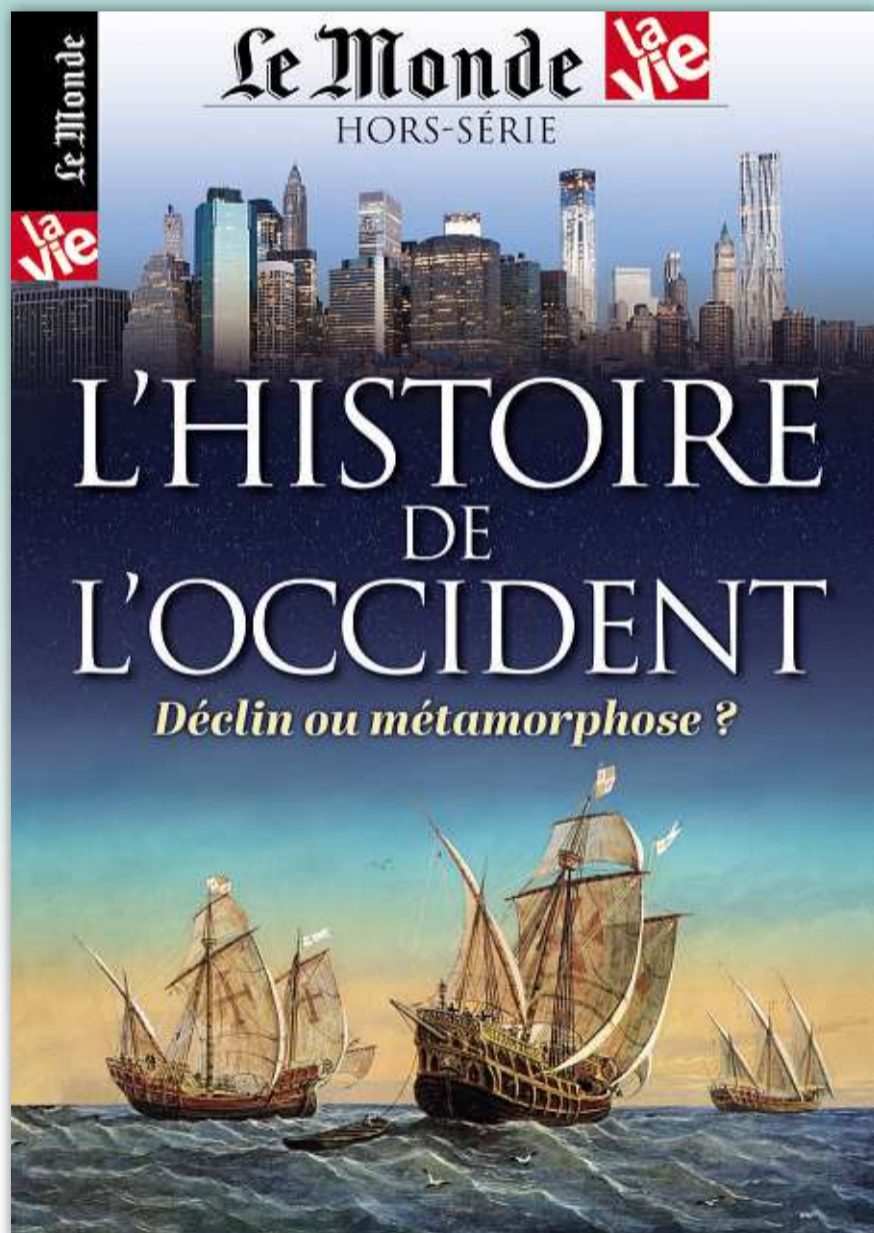
(1) Allan Bloom, *The Closing of the American Mind*, Simon & Schuster, New York, 1987. Son obsession conservatrice d'une décadence de l'enseignement a inspiré en France l'essayiste Alain Finkielkraut.

(2) Cf. Chris Giles, « Data problems with *Capital in the 21st century* », *Financial Times*, Londres, 23 mai 2014, et la réponse de Thomas Piketty, « Technical appendix of the book. Response to FT », 28 mai 2014, <http://piketty.pse.ens.fr>

(3) Mouvement politique ouvrier du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle au Royaume-Uni.

(4) Richard Henry Tawney, *Equality*, Allen & Unwin, Londres, 1952.

(5) Karl Marx, *Le Capital. Livre I*, traduction dirigée par Jean-Pierre Lefebvre, Presses universitaires de France, Paris, 1993, p. 693.



Empire romain, chrétienté médiévale, grandes découvertes, Lumières, colonisation, révolution scientifique, guerre froide, valeurs universelles, mondialisation...

De l'Antiquité au XXI<sup>e</sup> siècle, le concept d'« Occident » renvoie à des réalités différentes.

Récits en 188 pages de l'histoire de l'Occident, au gré des rencontres entre les peuples, des échanges et des emprunts, des débats et des conflits.

Un ouvrage de référence, riche de la contribution des meilleurs experts mondiaux, d'une iconographie et de cartes originales.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX  
ou sur [lemonde.fr/boutique](http://lemonde.fr/boutique)

EN PARTENARIAT AVEC



NÉCESSAIRE MAIS INSUFFISANTE

# d'un capitalisme à visage humain

article publié dans la revue de l'American Economic Association (6) entend démontrer, chiffres à l'appui, que les fortes inégalités découlent des réalités économiques. « *Les plus hauts revenus ont des compétences rares et uniques qui leur permettent de négocier au prix fort la valeur croissante de leur talent* », conclut l'un des auteurs, Steven N. Kaplan, professeur d'entrepreneuriat et de finance à la School of Business de l'université de Chicago. Visiblement, Kaplan a besoin de mettre du beurre dans ses épinards : une note de bas de page nous apprend qu'il « *siège au conseil d'administration de plusieurs fonds communs de placement* » et qu'il a été « *consultant pour des sociétés de capital-investissement et de capital-risque* ». Voilà l'enseignement humaniste du XXI<sup>e</sup> siècle ! Piketty explique au début de son livre qu'il a perdu ses illusions sur les économistes américains en enseignant au Massachusetts Institute of Technology (MIT), et que les économistes des universités françaises ont le « *grand avantage* » de n'être ni très considérés, ni très bien payés : cela leur permet de garder les pieds sur terre.

Mais la contre-explication qu'il propose est pour le moins banale : les énormes écarts de rémunération découleraient de la technologie, de l'éducation et des mœurs. Les rétributions « *extravagantes* » des « *super-cadres* », « *puissant mécanisme* » d'accroissement des inégalités économiques, en particulier aux Etats-Unis, ne peuvent s'expliquer par la « *logique rationnelle de la productivité* ». Elles reflètent les normes sociales actuelles, qui relèvent elles-mêmes de politiques conservatrices ayant réduit l'imposition des plus fortunés. Les patrons de grandes entreprises s'octroient d'énormes salaires parce qu'ils en ont la possibilité et parce que la société juge ces pratiques acceptables, du moins aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

Marx propose une analyse bien différente. Il cherche moins à prouver des inégalités économiques abyssales qu'à en découvrir les racines dans l'accumulation capitaliste. Certes, Piketty explique que ces inégalités sont dues à la « *contradiction centrale du capitalisme* » : la disjonction entre le taux de rendement du capital et le taux de croissance économique. Dans la mesure où le premier prend nécessairement le pas sur le second, favorisant la richesse existante au détriment du travail existant, il conduit à de « *terrifiantes* » inégalités de répartition des richesses. Marx serait peut-être d'accord sur ce point, mais, une fois encore, il s'intéresse au travail, qu'il tient pour le lieu d'origine et de déploiement des inégalités. Selon lui, l'accumulation du capital produit nécessairement du chômage, partiel,



EDUARDO ARROYO. – « L'Homme invisible 1 », 2009

occasionnel ou permanent. Or ces réalités, dont on pourrait difficilement contester l'importance dans le monde actuel, sont totalement absentes de l'ouvrage de Piketty.

Marx part bien sûr d'une tout autre proposition : c'est le travail qui crée la richesse. L'idée pourra sembler désuète. Elle signale pourtant une tension irrésolue du capitalisme : celui-ci a besoin de la force de travail et, en même temps, cherche à s'en passer. Autant les travailleurs sont nécessaires à son expansion, autant il s'en débarrasse pour réduire les coûts, par exemple en automatisant la production. Marx étudie longuement la manière dont le capitalisme génère une « *population ouvrière excédentaire relative* » (7). Ce processus revêt deux formes fondamentales : soit on licencie des travailleurs, soit on cesse d'en incorporer de nouveaux. En conséquence, le capitalisme fabrique des employés « *jetables* » ou une armée de réserve de chômeurs. Plus le capital et la richesse s'accroissent, plus le sous-emploi et le chômage progressent.

Des centaines d'économistes ont tenté de corriger ou de réfuter ces analyses, mais l'idée d'un accroissement de la force de travail excédentaire semble avérée : de l'Égypte au Salvador et de l'Europe aux Etats-Unis, la plupart des pays souffrent de

niveaux élevés ou critiques de sous-emploi ou de chômage. En d'autres termes, la productivité capitaliste éclipsé la consommation capitaliste. Si dépensiers soient-ils, les vingt-cinq gestionnaires de *hedge fund* ne parviendront jamais à consommer leurs 21 milliards de dollars de rémunération annuelle. Le capitalisme est grevé par ce que Marx appelle les « *monstres* » de « *la surproduction, la surpopulation et la surconsommation* ». A elle seule, la Chine peut sans doute produire assez de marchandises pour alimenter les marchés européen, américain et africain. Mais qu'advient-il de la force de travail dans le reste du monde ? Les exportations chinoises de textiles et de meubles en Afrique subsaharienne se traduisent par une réduction du nombre d'emplois pour les Africains (8). Du point de vue du capitalisme, nous avons là une armée en expansion, composée de travailleurs sous-employés et de chômeurs permanents, incarnations des inégalités contemporaines.

Comme Marx et Piketty vont dans des directions différentes, il est logique qu'ils proposent des solutions divergentes. Piketty, soucieux de réduire les inégalités et d'améliorer la redistribution, propose un impôt mondial et progressif sur le capital, pour « *éviter une divergence sans limite des*

*inégalités patrimoniales* ». Si, comme il le reconnaît, cette idée est « *utopique* », il l'estime utile et nécessaire : « *Beaucoup rejettent l'impôt sur le capital comme une illusion dangereuse, de la même façon que l'impôt sur le revenu était rejeté il y a un peu plus d'un siècle* ». Quant à Marx, il ne propose aucune véritable solution : l'avant-dernier chapitre du *Capital* fait allusion aux « *forces* » et aux « *passions* » qui naissent pour transformer le capitalisme. La classe ouvrière inaugurerait une ère nouvelle où régneront « *la coopération et la propriété commune de la terre et des moyens de production* » (9). En 2014, cette proposition aussi est utopique – voire rédhitoire, selon la manière dont on interprète l'expérience soviétique.

Il n'y a pas à choisir entre Piketty et Marx. Pour parler comme le premier, il

s'agirait plutôt de clarifier leurs différences. L'utopisme de Piketty, et c'est une de ses forces, revêt une dimension pratique, dans la mesure où il parle le langage familier des impôts et de la régulation. Il compte sur une coopération mondiale, et même sur un gouvernement mondial, pour mettre en place l'impôt lui aussi mondial qui évitera une « *spirale inégalitaire sans fin* ». Il propose une solution concrète : un capitalisme à la suédoise, qui a fait ses preuves en éliminant les disparités économiques extrêmes. Il n'évoque ni la force de travail excédentaire, ni le travail aliénant, ni une société ayant pour moteurs l'argent et le profit ; il les accepte, au contraire, et voudrait que nous fassions de même. En échange, il nous donne une chose que nous connaissons déjà : le capitalisme, avec tous ses avantages et moins d'inconvénients.

## La chaîne d'or et la fleur vivante

AU FOND, Piketty est un économiste bien plus conventionnel qu'il ne le croit. Son élément naturel, ce sont les statistiques relatives aux niveaux de revenus, les projets de taxation, les commissions chargées d'examiner ces questions. Ses recommandations pour réduire les inégalités se résument à des politiques fiscales imposées d'en haut. Il se montre parfaitement indifférent aux mouvements sociaux qui, par le passé, ont pu remettre en cause les inégalités et pourraient à nouveau jouer un tel rôle. Il semble même plus préoccupé par l'échec de l'Etat à atténuer les inégalités que par les inégalités proprement dites. Et, bien qu'il convoque souvent, à bon escient, des romanciers du XIX<sup>e</sup> siècle comme Honoré de Balzac et Jane Austen, sa définition du capital reste trop économique et réductrice. Il ne tient aucun compte du capital social, des ressources culturelles et du savoir-faire accumulés dont bénéficient les plus aisés et qui facilitent la réussite de leur progéniture. Un capital social limité condamne autant à l'exclusion qu'un compte en banque vide. Or, sur ce sujet non plus, Piketty n'a rien à nous dire.

Marx nous donne à la fois plus et moins que cela. Son réquisitoire, quoique plus profond et plus vaste, n'apporte aucune solution pratique. On pourrait le qualifier d'utopiste antiutopiste. Dans la postface à la deuxième édition allemande du *Capital*, il raille ceux qui veulent écrire des « *recettes pour les gargotes de l'avenir* » (10). Et, bien qu'une vision se dégage de ses écrits économiques, elle n'a pas grand rapport avec l'égalitarisme. Marx a toujours combattu l'égalité

primitiviste, qui décrète la pauvreté pour tous et la « *médiocrité générale* » (11). S'il reconnaît la capacité du capitalisme à produire de la richesse, il rejette son caractère antagonique, qui subordonne l'ensemble du travail – et de la société – à la quête du profit. Davantage d'égalitarisme ne ferait que démocratiser ce mal.

Marx savait la force de la « *chaîne d'or* », mais il jugeait possible de la briser. Que se passerait-il si on y parvenait ? Impossible de le dire. La meilleure réponse que Marx nous ait offerte se trouve peut-être dans un texte de jeunesse où il s'attaque à la religion et, déjà, à la chaîne que recouvrent ses « *fleurs imaginaires* » : « *La critique a saccagé les fleurs imaginaires qui ornent la chaîne, non pour que l'homme porte une chaîne sans rêve ni consolation, mais pour qu'il secoue la chaîne et qu'il cueille la fleur vivante* » (12).

RUSSELL JACOBY.

(6) Steven N. Kaplan et Joshua Rauh, « It's the market : The broad-based rise in the return to top talent », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 27, n° 3, Nashville, 2013.

(7) Karl Marx, *Le Capital*, op. cit., p. 706.

(8) Cf. Raphael Kaplinsky, « What does the rise of China do for industrialization in Sub-Saharan Africa? », *Review of African Political Economy*, vol. 35, n° 115, Swine (Royaume-Uni), 2008.

(9) Karl Marx, *Le Capital*, op. cit., p. 855-857.

(10) *Ibid.*, p. 15.

(11) *Ibid.*, p. 854.

(12) « Pour une critique de la philosophie du droit de Hegel », dans Karl Marx, *Philosophie*, Gallimard, coll. « Folio Essais », Paris, 1994, p. 90.



## Robots en roue libre

On ignore si elle égayait déjà l'homme de Neandertal dans sa caverne, mais la figure de l'arroseur arrosé offre à l'humanité une source de joie intarissable. En mai dernier, le *Financial Times* révélait qu'une campagne de publicité en ligne de la marque Mercedes-Benz avait été majoritairement visionnée par... des robots. D'ingénieux filous ont en effet conçu des programmes capables de feindre la présence d'internautes sur des sites factices afin d'appâter les annonceurs et d'empocher leurs euros. Ces automates numériques, appelés « *bots* » – diminutif de robots –, « *miment des mouvements de curseur et des clics de souris, donnant l'impression qu'une vraie personne est en train de visiter le site* », explique le quotidien britannique, qui s'alarme : « *La dérangeante vérité de la publicité en ligne – un marché de 120 milliards de dollars [95 milliards d'euros] –, c'est que son secteur le plus dynamique et le plus innovant est de plus en plus exploité par des criminels* » (1).

La publicité sur Internet repose sur le même principe que la réclame traditionnelle : des médias vendent leurs usagers à des annonceurs. Sauf que ces derniers n'achètent pas du temps de cerveau en vrac, comme à la télévision, mais des cerveaux attentifs à l'unité. Les éditeurs de sites désireux de commercialiser des espaces pour des vidéos ou des bannières publicitaires collectent des informations sur leurs visiteurs et les envoient aux agences de marketing numérique. En croisant ces données avec d'autres, comme les requêtes formulées sur les moteurs de recherche, ces agences calculent pour chaque publicité à placer la valeur potentielle de l'internaute – c'est-à-dire la probabilité qu'il succombe à la publicité – et choisissent de placer ou non l'annonce sur le site qu'il est en train de visiter. Le tout en quelques millisecondes.

Au centre de ce système, des plates-formes entièrement automatisées mettent en relation annonceurs et éditeurs de

sites. Suivant un modèle inspiré des marchés financiers, des enchères proposent en temps réel à chaque publicité un espace sur le site qui, à cet instant, lui correspond le mieux. Et l'annonceur le plus offrant gagne sa place sur la page convoitée. Les escrocs adorent fausser cette brillante mécanique : il leur suffit d'inonder les plates-formes avec des offres d'emplacements sur des sites où grenouillent des visiteurs imaginaires.

Tel fut le destin des annonces de Mercedes. La marque allemande avait sollicité Rocket Fuel, une société de marketing numérique qui promettait « *un succès triomphal pour nos clients et une meilleure expérience en ligne pour les consommateurs grâce au big data et à l'intelligence artificielle* ». Mais, sans doute encore trop artificiellement intelligent, l'automate a placé une partie des annonces sur des sites fantômes où des robots miment la présence de visiteurs. « *Nous rejetons quotidiennement environ 40 % des emplacements car ils ne passent pas nos filtres de sécurité* » (2), a reconnu Rocket Fuel dans un piteux communiqué. Filtres qui sont eux-mêmes... des programmes informatiques.

Autrement dit, des robots veillent à ce que des annonces ventilées sur le Net par des robots ne soient pas visionnées par des robots. Rarement l'utilité sociale de l'industrie publicitaire aura été illustrée avec autant de talent.

PIERRE RIMBERT.

(1) Robert Cookson, « Mercedes online ads viewed more by fraudster robots than humans » et « Fraud lurks in shadows of changing digital advertising landscape », *Financial Times*, Londres, 26 mai et 11 juillet 2014.

(2) « A response to the *Financial Times* », 27 mai 2014, <http://rocketfuel.com/blog>



## CYCLE D'ENSEIGNEMENT DIPLOMATIQUE SUPÉRIEUR

2 DEMI JOURNÉES PAR SEMAINE,  
DE NOVEMBRE À JUIN  
FORMATION DE HAUT NIVEAU RÉSERVÉE  
AUX DIPLOMATES, OFFICIERS SUPÉRIEURS,  
UNIVERSITAIRES, CADRES  
SANCTIONNÉE PAR UN MASTER  
OF ARTS IN DIPLOMACY

RENSEIGNEMENTS :

- Téléphone : 01.47.20.57.47  
- Email : [ceds2@wanadoo.fr](mailto:ceds2@wanadoo.fr)

# Devenez actionnaire... d'un individu

*Privatiser des baleines, créer un marché des organes, spéculer sur les cyclones : les folies du libéralisme n'ont de limites que celles de l'imagination. En bonne logique, il fallait que les individus eux-mêmes soient réduits à l'état d'actifs financiers. Il suffit pour cela de considérer une personne comme un « capital humain » divisé en parts échangeables sur un marché. Et susceptible de dégager un retour sur investissement.*

PAR LAURA RAIM \*

XAVIER Dorison et Thomas Allart ont conçu leur bande dessinée *HSE. Human Stock Exchange* (Dargaud, 2014) comme une œuvre d'anticipation. Il faudra peut-être songer à la reclasser dans la catégorie « documentaires ». L'argument ? Alors que l'économie des pays industrialisés est anéantie par une crise sans précédent, un seul actif financier semble résister : l'être humain. Les « gagnants » de la société peuvent en effet se faire coter sur un marché spécifique et toucher le montant de leur capitalisation. Sélectionnés en fonction de critères drastiques – profession, revenus, mais aussi situation conjugale, taux de glucose, coefficient socio-relational –, ils versent une partie de leurs revenus sous forme de dividendes à leurs actionnaires.

M. Adam Steege, un individu bien réel, pourrait presque être un personnage de *HSE*. Pour financer sa start-up à trois chances sur quatre de faire faillite (2), mais un Américain sorti des universités Harvard ou Columbia a 99 % de chances de « réussir ». Et de toucher des revenus importants. Même s'il lance une première affaire qui capote, il dispose en général du capital humain nécessaire pour rebondir rapidement. Investir dans une personne plutôt que dans une entreprise revient – là est l'astuce – à mettre de son côté les lois de la prédictibilité et de la stabilité des trajectoires sociales...

## Une solution de rechange au crédit bancaire

La nature exacte de ces contrats hybrides n'est pas tout à fait claire. Ils remplissent la fonction de prêts à durée déterminée, mais le montant de la rémunération n'est pas fixe (comme le serait un taux d'intérêt) : il dépend, comme pour des actions, des performances du sujet... Que les *backers*

c'est... l'individu. Le curriculum vitae de M. Steege a visiblement convaincu : l'ingénieur de 27 ans a levé 60 000 dollars (45 000 euros) auprès de vingt-six investisseurs, à qui il doit désormais 6 % de ses revenus annuels pendant dix ans.

Plusieurs centaines d'Américains se tournent ainsi vers des compagnies comme Upstart, Pave ou Lumni pour signer des « contrats de capital humain ». L'argent débloqué peut servir à tout : monter une entreprise, payer ses études, rembourser un prêt, mais aussi financer une tournée musicale, la production d'un film, un entraînement sportif... Le fonctionnement varie peu : pour prendre l'exemple d'Upstart, les candidats retenus détaillent leur parcours et leur projet, tandis que la plate-forme établit une projection de leurs revenus futurs. Les investisseurs (dits *backers*) misent sur ceux qui leur plaisent, en échange d'une part (jusqu'à 7 %) de leurs revenus futurs pour une durée déterminée (entre cinq et dix ans). En guise de commission, Upstart touche 3 % des fonds levés.

soient considérés comme créanciers ou comme actionnaires, Upstart assure en tout cas qu'ils toucheront un retour sur investissement de 8 % si le niveau de revenus généré correspond à leur estimation.

Il se pourrait in fine qu'un crédit bancaire classique coûte moins cher au jeune entrepreneur. Mais ce système lui offre d'autres avantages. D'abord, il ne verse rien les années où il ne gagne rien, et peut donc prendre plus de risques. D'ailleurs, rien ne lui interdit, légalement, de changer subitement d'avis et de partir élever des chèvres dans une ferme bio de l'Idaho. Enfin, l'entrepreneur en herbe bénéficie des conseils et du réseau de ses investisseurs, qui ont intérêt à mettre leur carnet d'adresses et leur savoir-faire à disposition de leur poulain. Des garde-fous sont par ailleurs prévus pour éviter que les inventeurs des futurs Facebook ou Instagram soient contraints de verser des millions à leur « mécène » : le montant reversé est plafonné.



PAOLO VENTURA. – « Winter Stories. The Balloon Seller » (Le vendeur de ballons, de la série « Histoires d'hiver », 2009)

Voilà qui donne tout son sens au fameux capital humain, défini par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) comme « l'ensemble des connaissances, qualifications, compétences et caractéristiques individuelles qui facilitent la création du bien-être personnel, social et économique (3) ». Apparu dans les années 1960, ce concept très en vogue dans les ressources humaines depuis les années 1980 valait surtout jusqu'à présent comme analogie rhétorique dans le discours néolibéral sur l'individu entrepreneur de lui-même (4) : de la même manière que le capital physique (une usine, une machine) est source de plus-value pour l'entreprise, il appartiendrait à chacun de faire fructifier son capital humain, notamment par la formation professionnelle continue. Mais, avec des entreprises comme Upstart, on passe du métaphorique au littéral. Le capital de M. Steege a explicitement une valeur marchande chiffrée, et un taux escompté de rentabilité pour ses actionnaires.

Si cette marchandisation assumée peut mettre mal à l'aise, elle ne représente en réalité qu'une explicitation crue d'un phénomène aussi vieux que le capitalisme et le salariat. Certes, le capitalisme a la délicatesse de distinguer le « travailleur » de la « force de travail » – manière de dire que, contrairement à l'esclave, le salarié reste propriétaire de sa personne, et que c'est seulement la mise en œuvre de sa « force » qu'il loue contre un salaire. Sa marchandisation est donc circonscrite dans la limite d'un certain emploi, pour un temps déterminé. Mais, si cette distinction est fondée – de fait, le salarié n'est pas un esclave –, elle n'en est pas moins floue : les maladies professionnelles sont autant de preuves de la sollicitation, voire du sacrifice, du corps de l'ouvrier. Quant aux cadres, ne sont-ils pas invités à mettre au service de l'entreprise leur créativité, leur mémoire, leur motivation, leur personnalité, leurs relations sociales, c'est-à-dire, à la limite, leur vie entière ? Comme les pires fictions peuvent rejoindre la réalité, la notion de capital humain semble désormais offrir la description la plus juste de la mobilisation corps et âme que le néolibéralisme exige en réalité de l'employé.

Mais on s'apprête ici à franchir une autre étape. La force de travail est-elle en train de passer de l'état de marchandise à celui de produit financier ? Cela supposerait de pouvoir la transformer en multiples titres de propriété, qui confèreraient à leur détenteur un cash-flow (flux financier) et qui seraient négociables sur un marché secondaire (5). En possession non pas d'un encombrant actif physique, mais de simples contrats, les financiers ont la possibilité de se désengager à tout moment de leur investissement ; autrement dit, ils jouissent de la propriété de liquidité.

Il ne faudrait cependant pas s'étonner qu'un tel marché se développe, puisqu'il existe déjà dans le domaine du sport professionnel, où, il est vrai, la marchandisation prend une forme particulière. Les clubs achètent des vedettes lors des bien nommés *mercato*, même si, techniquement, ce sont bien sûr leurs contrats à durée déterminée qui sont transférés. Les footballeurs pourraient très bien devenir les premières personnes physiques à franchir le cap qui sépare la marchandisation de la financiarisation.

Interdit en France et au Royaume-Uni, l'achat de parts de footballeurs est déjà très prisé au Brésil et en Argentine, tout comme en Espagne et au Portugal. Un millier de joueurs dans le monde appartiennent ainsi à des fonds spéculatifs (*hedge funds*), qui les achètent en général à des clubs en difficulté financière. En 2011, le FC Porto a par exemple cédé, pour 2,6 millions d'euros, un tiers du contrat du jeune Français Eliaquim Mangala à Doyen Sports, filiale d'un fonds d'investissement spécialisé dans l'extraction d'uranium. Dans ce cas, il ne s'agit pas pour les financiers de capter un pourcentage des cash-flows générés par le joueur, mais de toucher une plus-value au moment de la revente du contrat.

Reste que les parts de Mangala ne sont pas cotées en Bourse : elles demeurent dans le champ opaque de la *private equity* (capital-investissement), et sont donc échangées de gré à gré entre *hedge funds* spécialisés. Le footballeur peut être découpé en titres et dispersé entre son club et divers fonds spéculatifs ; mais le marché du footballeur est encore très peu liquide.

Toutefois, rien n'empêche en principe qu'il le devienne. La plate-forme d'échanges californienne Fantex a franchi le pas le 28 avril dernier en faisant entrer son premier sportif en Bourse. La start-up assure avoir vendu la totalité des quatre cent vingt et un mille « parts » de Vernon Davis, une vedette du football américain, à 10 dollars l'unité. L'aïlier des San Francisco 49ers a ainsi encaissé 4 millions de dollars, tandis que les actionnaires toucheront 10 % de ses revenus chaque année.

## Etudiants, pauvres : actifs toxiques

ON peut envisager que la titrisation, qui touche déjà le monde du sport, s'étende à d'autres secteurs. Dans ce futur proche hypothétique, les parts d'un étudiant pourraient alors s'échanger sans qu'il en soit nécessairement informé. Mais, si cette financiarisation du capital humain doit pleinement s'accomplir, elle devra en passer par la massification et la standardisation. La finance étant toujours en quête de liquidités, elle a besoin de marchés secondaires vastes et profonds, où les titres sont interchangeable. Même une vedette du football à 20 millions d'euros présente une surface économique trop faible pour soutenir un marché avec un volume de transactions suffisant pour garantir la propriété de liquidité. C'est pourquoi la finance s'efforcera d'enrôler un maximum de capitaux humains et de les homogénéiser pour les regrouper dans des produits structurés ou des indices boursiers.

C'est le moment où les investisseurs, d'abord fortement attirés, pourraient connaître quelques déconvenues. Car cette massification du marché risque fort de s'accompagner d'une dégradation de la qualité des actifs. Certes, Upstart ne sélectionne que la crème : des jeunes sortis des meilleures universités. Mais, lorsque l'élite de la nation y aura été embrigadée, d'autres entreprises pourraient être moins regardantes sur la qualité des champions proposés. De même que les banques d'investissement se gorgeaient des crédits hypothécaires d'emprunteurs pauvres, dits *subprime*, et les aggloméraient pour y adosser des produits structurés estampillés « triple A », on imagine sans mal les grappes de contrats de capital humain de qualité douteuse ramassés dans un nouvel instrument financier exotique dont se gaveraient les fonds de pension...

Que les investisseurs crédules se retrouvent avec des actifs pourris sur les bras

est sans doute regrettable ; mais ce n'est finalement pas cette perspective qui dérange le plus ici. L'université d'Etat de l'Oregon a d'ores et déjà mis en place un programme-pilote reposant sur un principe similaire à celui d'Upstart : au lieu de payer des frais d'inscription – le plus souvent en s'endettant (6) –, les étudiants s'engagent à verser pendant vingt ans 3 % de leurs revenus futurs à un fonds spécial géré par l'Oregon. En fin de compte, ceux qui gagnent bien leur vie paient leur diplôme plus cher que les autres. Les cancren en difficulté financière échappent même au poids de la dette...

Les promoteurs de ce programme n'hésitent pas à parler de « sécurité sociale ». S'ils ne craignaient pas le ridicule, ils pourraient également se réclamer de l'adage communiste « De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins »... A ceci près que l'on imagine sans peine le biais qu'induit inévitablement cette formule : pour assurer sa viabilité économique, l'université de l'Oregon aura tendance à réduire le plus possible les filières dites « non professionnalisantes » et à sélectionner les candidats selon leur potentiel non pas intellectuel, mais économique. L'ingénierie financière peut beaucoup, mais elle n'est pas près de réaliser l'idéal de Louis Blanc.

(1) Lire Jacques Denis, « Tous producteurs », *Le Monde diplomatique*, mars 2014.

(2) Deborah Gage, « The venture capital secret: 3 out of 4 start-ups fail », *The Wall Street Journal*, New York, 20 septembre 2012.

(3) « Du bien-être des nations. Le rôle du capital humain et social », OCDE, Paris, 2001.

(4) Lire Alain Bihl, « Capital... humain », *Le Monde diplomatique*, décembre 2007.

(5) Marché de l'« occasion », c'est-à-dire de la revente de titres déjà en circulation.

(6) Lire Isabelle Bruno, « Pourquoi les droits d'inscription universitaires s'envolent partout », et Christopher Newfield, « La dette étudiante, une bombe à retardement », *Le Monde diplomatique*, septembre 2012.

A PARAÎTRE LE 3 SEPTEMBRE PROCHAIN



En prévente sur notre boutique en ligne

11,95 €

www.monde-diplomatique.fr/manuel

## CONVERTIR L'AMERTUME EN EFFICACITÉ

## Le cynisme, valeur montante du management

*Au travail, dans bien des cas, la « culture d'entreprise » et la motivation des salariés ont remplacé les structures contraignantes. Mais dans certains secteurs, comme le monde du conseil et de la banque, il est difficile de se persuader qu'on œuvre au bien de l'humanité. Paradoxalement, le désabusement peut alors se révéler un allié puissant du management et garantir la cohésion des équipes.*

PAR CLARICE VICTOR \*

« LES consultants de Stanwell s'apprennent à recevoir des candidats qui décoiffent. » Dans un spot pour une campagne de recrutement du cabinet de conseil en management parisien Stanwell, un jeune acteur tenant le rôle du recruteur, surnommé « Paul Stanwell », s'entraîne à la conduite d'entretiens (1). Face à lui, le candidat est représenté par un ventilateur qui envoie un puissant courant d'air et met à mal l'ordonnement de son matériel de bureau comme son apparence convenue de cadre : costume, cravate, allure grave et impassible. Le ton est à la dérision ; toute référence à l'effort et au travail est ringardisée.

On peut s'étonner de ce choix pour promouvoir un cabinet dont la fonction est de placer des « experts » auprès de cadres dirigeants de multinationales, et de facturer ce service plusieurs milliers d'euros par jour. Mais, à travers cette mise en scène de la destruction des structures formelles de l'organisation, Stanwell souhaite démontrer sa conception « moderne » du travail.

Depuis quelques décennies, celle-ci se fonde essentiellement, comme l'ont montré Luc Boltanski et Eve Chiapello en 1999 dans *Le Nouvel Esprit du capitalisme* (2), sur les valeurs d'authenticité

## « Mon cerveau et mon diplôme à la poubelle »

AVEC sa campagne de promotion, le cabinet Stanwell prétend quant à lui faire l'économie de la construction d'une idéologie d'entreprise. Son spot se caractérise par l'annulation totale de l'institution-entreprise au profit de l'individu émotionnel et narcissique. Il se conclut par le slogan : « Stanwell recrute des personnalités. La vôtre. » Au lieu de présenter l'identité du cabinet, comme on pourrait s'y attendre dans une campagne de promotion, il en souligne, paradoxalement, l'absence. Rien n'est dit sur les fondateurs, l'« histoire », les « valeurs ». Au contraire, il s'agit de mettre en scène leur effacement au profit de « personnalités », concept vague et creux visant à donner l'illusion que l'activité professionnelle est détachée de tout contexte social. L'atmosphère sombre de la mise en scène et le scénario réduit à une démonstration de violence illustrent à la fois la vacuité et l'esprit mercenaire qui caractérisent le travail contemporain dans le monde du conseil en management et de la banque.

Une organisation délibérément aussi peu structurée est-elle un gage de liberté pour l'individu ? Une garantie de rapports salariés égalitaires ? Une invitation à la créativité ? Une immersion dans ce milieu professionnel montre au contraire l'arbitraire et parfois la brutalité des rapports salariaux. Mais, loin de susciter la contestation, ceux-ci donnent lieu à une culture du chacun pour soi et du cynisme qui, entretenue par l'organisation, favorise paradoxalement la cohésion de l'entreprise.

Le cabinet de conseil que nous appellerons XYZ intervient pour le compte de multinationales, en particulier des banques. Parmi les multiples fonctions qu'ils exercent auprès de leurs clients, ses consultants assurent souvent celle de main-d'œuvre d'encadrement sur de grands projets. XYZ

et de liberté. Le discours managérial vante l'épanouissement personnel, l'autonomie, la créativité. L'organisation du travail se caractérise par la fin du recours au pouvoir coercitif, remplacé par un pouvoir normatif, non moins efficace, qui repose sur l'instrumentalisation des émotions et des affects. Les salariés sont incités à adhérer aux « valeurs » maison, résumées par l'expression « culture d'entreprise », dont l'objectif est d'enchanter, voire de sacraliser, le travail.

« Le travail est amusant », « Ce n'est pas du travail, c'est de l'art » (*Work is fun, It's not work, it's art*) : autant de formules utilisées par les informaticiens que le sociologue Gideon Kunda (3) relevait dans son étude ethnographique d'un grand groupe de high-tech dans les années 1980. Il insistait sur l'investissement de ce géant de l'informatique pour construire ce qu'il appelait l'« idéologie » d'entreprise, à travers le déploiement d'une panoplie de symboles : culte de la personnalité du fondateur, exaltation de la technologie comme facteur de progrès humain, références quasi religieuses au travail dans des discours vidéodiffusés de manière répétée, etc.

est en fait un cabinet de conseil « opérationnel », dont les clients sont pour la plupart des cadres dirigeants moyens (ou *middle management*), par opposition aux cabinets de conseil de « stratégie » (McKinsey, Boston Consulting Group et Bain & Company), qui s'adressent, eux, aux directions générales.

Les salariés critiquent ouvertement et sévèrement l'organisation du travail. Certains ressentent un mal-être face au traitement « dégradant » qui leur est infligé. « J'en ai marre d'être balancée comme un paquet à gauche et à droite », lance une consultante. Un autre juge son travail quotidien dénué d'intérêt : « J'ai jeté mon cerveau et mon diplôme à la poubelle. (...) Dire qu'il y a des gens qui construisent des ponts, et, nous, on fait quoi ? Des slides (4) ! » Tous se livrent régulièrement au dénigrement de leurs supérieurs hiérarchiques, qu'ils jugent « incompétents » et traitent de « *marchands de tapis* ». Ils considèrent parfois le modèle économique du cabinet de conseil comme inique : « Parce que le mec te place [dans une entreprise cliente], il se prend des primes et est dix fois mieux payé que toi. Alors qu'il ne fait rien et que ce n'est même pas lui, au fond, qui arrive à te placer », s'insurge l'un d'entre eux.

Mais les supérieurs hiérarchiques eux-mêmes ne sont pas en reste et se complaisent à dévaloriser leur propre travail devant leurs subalternes : « Nous, on est dans l'excellence opérationnelle (5). On n'est pas un produit de luxe, on est les pâtes Walmart », assène un manager. L'organisation parvient ainsi à neutraliser toute contestation en prescrivant aux salariés une prise de distance par rapport à leur métier et à l'organisation.

En juin 2011, lors d'un déjeuner en petit comité, Raphaël, un directeur (6) de XYZ, expose sa théorie sur les enjeux de la mission en cours pour le client – la vente d'une prestation de conseil est en effet réalisée de façon personnalisée, auprès d'un cadre de l'entreprise, et non auprès de l'entreprise dans sa globalité. Ici, la

mission consiste en une réorganisation au niveau européen d'une activité d'une grande banque à la suite d'une évolution réglementaire. Raphaël explique que, de son point de vue, l'évolution réglementaire est un « prétexte » à la réorganisation. « Le client, c'est un petit, il doit être à la maîtrise d'ouvrage, quelque chose comme ça. Il voit l'évolution réglementaire arriver. Personne ne s'en occupe. Lui, il joue sa carte : il va voir ses chefs, il leur propose d'être responsable du projet. Il en rajoute, il dit qu'il va « rationaliser », réduire les coûts, licencier. Et ses chefs sont contents. S'il y arrive, il est promu. » Il évoque ensuite la résistance de la filiale espagnole à la nouvelle organisation que le client veut mettre en œuvre : « Les Espagnols ont raison. Ils ont un bon système, pourquoi veux-tu qu'ils le cassent ? Et puis, que dit le client ? Il dit qu'il faut centraliser une partie de l'activité à Lille "pour mutualiser". Mais il y a qui, à Lille ? Il y a lui ! »

Il cite ensuite *Le Prince*, de Machiavel (7), pour expliquer la présence de XYZ sur ce projet : « Ce qu'il n'est pas bien vu de faire, il faut le faire faire par d'autres [ici, les consultants]. » Il développe son propos au-delà de la mission et en vient à l'organisation XYZ elle-même. Il conseille à ses jeunes subordonnés de « ne jamais croire ce qu'on [leur] dit » et d'apprendre à « manipuler ». Il recommande de toujours parler de « généralités », sans se hasarder à des « précisions ». Il insiste à plusieurs reprises sur l'ouvrage d'Arthur Schopenhauer *L'Art d'avoir toujours raison*, dont il recommande la lecture.

Des consultants, on attend qu'ils « portent un masque », qu'ils « jouent le jeu » de l'expert engagé dans son travail pour le bien de son employeur. Une adhésion sincère est considérée comme naïve et suscite le mépris. Kunda, dans son étude ethnographique du groupe de high-tech déjà cité, montrait comment les salariés résistaient individuellement à l'idéologie de l'entreprise en se persuadant qu'il s'agissait d'un jeu de rôle : « C'est seulement un rôle que tu joues » (*It's just a game you play*). Chez XYZ, on se doit d'être lucide, mais aussi de laisser transparaître cette lucidité ; de « jouer », mais aussi de laisser transparaître qu'il ne s'agit « que d'un jeu ».

Edouard, un consultant, montre par exemple une adhésion à l'organisation trop grossière pour être sincère, de façon à sous-entendre une ironie. Il n'hésite pas à employer des formules grandiloquentes quand il s'adresse à ses supérieurs hiérarchiques : « Je crois à l'aventure XYZ », « J'apprends beaucoup à ton contact », etc. Sans être dupes, et précisément parce qu'ils décèlent en lui une lucidité et une capacité à se jouer des codes, ceux-ci apprécient beaucoup son comportement, en dépit du

fait que – ou parce que –, comme l'ont laissé entendre certains de ses responsables, il « embourbe » (il fait illusion, il ment).

La prescription d'une prise de distance par rapport au travail se traduit par la célébration de comportements qui peuvent être considérés comme des manquements à l'éthique. Sylvain Thine, dans sa thèse de sociologie sur le monde du conseil (8), montre ainsi comment un consultant se voit reconnu pour avoir su vendre à son client une prestation de conseil sans réelle utilité, ni de son point de vue ni de celui de ses supérieurs hiérarchiques. Chez XYZ, l'auteur d'une telle prouesse serait considéré comme « très fort ».

Loin d'adhérer à une culture d'entreprise, les consultants de XYZ sont invités à prendre conscience de la « réalité », c'est-à-dire de l'absence de valeurs en dehors du profit de leur cabinet – et de leur rémunération, qui en dépend : « C'est la vie », « Ce qui compte c'est le fric, c'est la paie »... Boltanski et Chiapello ont montré la capacité du capitalisme à se renouveler par l'intégration de la « critique artiste » qui lui avait été faite en Mai 68, selon laquelle l'« inauthenticité » de la société marchande nuisait à l'épanouissement personnel. Il semble que le système managérial actuel parvienne à intégrer toutes les formes de critique, y compris la critique de son hypocrisie, de ses contradictions avec les valeurs qu'il prêche et de son absence totale d'attrait. Sous couvert du « principe de réalité », on voit s'épanouir une nouvelle forme d'idéologie d'entreprise, fondée cette fois sur un cynisme assumé.

Employé d'un cabinet concurrent de XYZ, un jeune manager témoigne : « L'un de mes chefs m'a dit : "Si tu veux progresser chez nous, il y a deux options : soit tu prends un cheval – par exemple un partner qui te met sur des projets –, tu montes la pente sur son dos et tu le balances quand tu es arrivé au sommet ; soit tu es sympa avec

tout le monde, comme ça personne ne dit du mal de toi et tu progresses tranquillement." Il m'a quand même dit que la première option marchait mieux que la deuxième. Moi, je fais les deux. »

Plus l'organisation du travail va à l'encontre de leurs valeurs morales personnelles, plus les salariés l'assimilent à un terrain de jeu virtuel, irréal, et appliquent strictement le comportement qui est attendu d'eux. Ainsi, Raphaël, le disciple de Machiavel, se définit comme un homme de gauche et fait régulièrement état de ses convictions en citant des intellectuels comme Naomi Klein ou Emmanuel Todd. Pourtant, confronté à une situation telle que la réorganisation décrite plus haut, il n'intervient pas pour raisonner son client, comme son statut lui permettrait de le faire. Il se contente de rire d'un changement qui risque de se traduire par le licenciement injustifié de plusieurs salariés au seul profit de la carrière de son client...

(1) www.stanwellrecrute.com

(2) Luc Boltanski et Eve Chiapello, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Gallimard, Paris, 1999.(3) Gideon Kunda, *Engineering Culture : Control and Commitment in a High-Tech Corporation*, Temple University Press, Philadelphie, 2006 (1<sup>re</sup> éd. : 1992).

(4) Diapositives projetées par un logiciel de présentation comme PowerPoint, principal outil de travail des consultants.

(5) Selon la typologie établie par Michael Treacy et Fred Wiersema dans *The Discipline of Market Leaders* (Addison-Wesley, Boston, 1995), l'« excellence opérationnelle » signifie une qualité raisonnable des produits et des prix bas, avec un accent mis sur le volume.(6) Le grade de directeur précède celui de *partner*, ou associé, en principe le grade le plus élevé d'un cabinet de conseil.(7) Lire Olivier Pironet, « Machiavel contre le machiavélisme », *Le Monde diplomatique*, novembre 2013.(8) Sylvain Thine, *Les Consultants et les systèmes d'information. La déformation de l'espace du conseil français sous l'effet des nouvelles technologies (1990-2005)*, thèse de doctorat, Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), Paris, 2008.

GILLES BENISTRÉ. – « Parlez-moi, je vous écoute », 2013

**L'ABONNEMENT**  
un moyen simple  
et rapide  
pour soutenir  
votre journal

[www.monde-diplomatique.fr/abojournal](http://www.monde-diplomatique.fr/abojournal)  
(voir abonnement en page 2)



\* Consultante dans la filiale française d'un cabinet de conseil en management et sociologue. Cet article s'inspire d'une étude ethnographique réalisée à couvert sur son lieu de travail – le cabinet appelé ici XYZ – de 2011 à 2013.

## Edelweiss et lutte des

*Inventé par des aristocrates, l'art de gravir les montagnes demeura réservé aux classes aisées jusqu'à l'irruption de l'escalade sportive, dans les années 1980. Aux temps héroïques, les alpinistes cherchaient en premier lieu à se distinguer de la masse. Leur sensibilité à la beauté des cimes et à une nature grandiose allait de pair avec leur dédain pour les rustres vivant dans ces contrées reculées.*

PAR TOBIAS SCHEIDEGGER \*

LES découvertes scientifiques ne suscitent pas toujours l'enthousiasme. Quand des chercheurs annoncent la mise au point d'une molécule ou d'un hybride dotés de vertus miraculeuses, ils se heurtent fréquemment au scepticisme de l'opinion publique, prompt à s'inquiéter des conséquences écologiques, sanitaires ou sociales de ces innovations. Personne, au sein de la communauté scientifique, ne s'attendait pourtant à la tempête d'indignation qui a accueilli la grande trouvaille du centre de recherches suisse Agroscope Changins-Wädenswil (ACW).

En 2006, les agronomes d'ACW annoncent avoir réussi à cultiver une souche commercialement exploitable de l'edelweiss, baptisée « Helvetia ». L'industrie cosmétique convoite déjà la petite fleur sauvage des Alpes pour ses propriétés anti-inflammatoires, réelles ou imaginaires. La version domestiquée

pourrait, selon les scientifiques, galvaniser le marché et fournir une source appréciable de revenus aux paysans de la montagne comme à la Suisse tout entière. Mais la perspective d'une industrialisation de l'edelweiss soulève un tollé dans tout le pays. Un courrier des lecteurs paru dans la *Tribune de Genève* résume l'état d'esprit général : « *Laissons tranquille cette jolie fleur, symbole de la Suisse.* » Emblème national, l'étoile-d'argent ne devrait offrir ses charmes qu'au montagnard osant « *s'aventurer dans les rochers au péril de sa vie* (1) ».

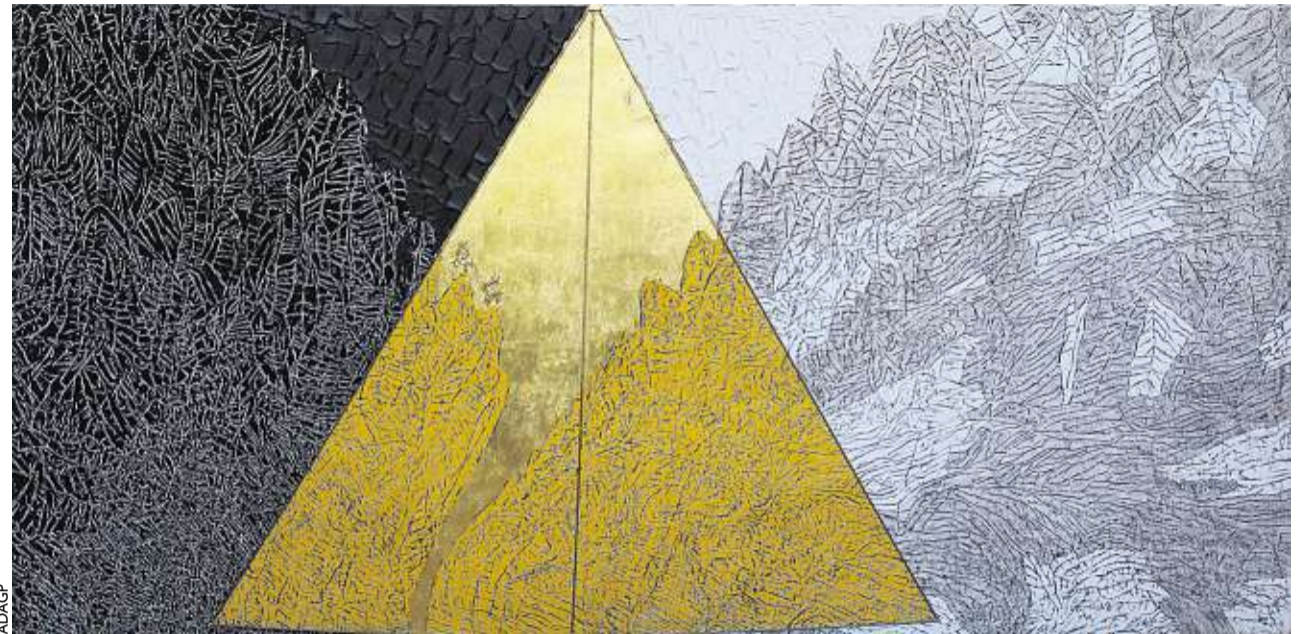
Cette anecdote reflète les valeurs projetées sur l'edelweiss à partir du XIX<sup>e</sup> siècle. Si elles s'affirment avec moins de virulence que jadis, ces représentations restent présentes dans la Suisse d'aujourd'hui. La bronca provoquée par l'invention de l'Helvetia invite à examiner de plus près les racines historiques de cette imagerie.

## Grael végétal

TÈRES en vogue en Europe à partir des années 1860, la pratique de l'alpinisme a amorcé la charge symbolique de l'edelweiss. Dans ce milieu composé majoritairement de citoyens de haute culture, on célébrait non seulement les vertus de l'effort et de l'ascension, mais aussi une vision idéalisée du corps et de la nature. La frêle mais vaillante fleur des Alpes condensait parfaitement ces représentations, au point d'être choisie comme emblème par la Fédération germano-autrichienne des alpinistes, créée en 1873. L'appropriation de la montagne par les nouvelles élites représenta pour

l'edelweiss une promotion inespérée. Dépourvue de propriétés médicinales ou nutritives dans la tradition locale, et donc jugée sans intérêt sur le plan économique, la plante végétait jusque-là dans l'indifférence totale des habitants des alpages.

Mais, pour que l'immortelle des neiges joue à plein sa nouvelle fonction de symbole des vertus bourgeoises, il fallait lui trouver des qualités exceptionnelles. On décida alors de célébrer sa rareté. Au cours des dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, et au mépris de toutes les connaissances botaniques, on se délecte de poèmes et de tableaux dans lesquels



GUY-RACHEL GRATALOUP. – « Paysage à la pyramide », de la série « Montagnes », 1992-2005

l'anodine petite fleur apparaît comme une sorte de Graal végétal. Elle ne pousserait que sur des falaises abruptes ou dans des crevasses enneigées ou verglacées. L'objet de cette mystification n'est pas que poétique : la gloire de l'intrépide alpiniste qui aura su la cueillir n'en sera que plus éclatante. De *Sissi impératrice* à *Astérix chez les Helvètes*, cette image sublimée a été reproduite et diffusée jusqu'à nos jours dans la culture populaire, contribuant à l'extraordinaire notoriété d'une fleur qui n'en demandait pas tant.

Les tableaux et poèmes du XIX<sup>e</sup> siècle mettent en évidence une autre valeur associée à l'étoile-d'argent dans l'imaginaire des amateurs de cimes : la pureté. Ce fantasme se manifeste sous deux formes. D'une part, la stylisation de la plante en créature féerique – la « dame blanche (2) » – illustre une conception

des sexes dans laquelle l'alpiniste, incarnation de la force et de la bravoure masculines, part à la conquête de la fleur-fleur évanescence, mutique et immobile, si intouchable dans sa perfection féminine qu'à son approche le héros s'expose à une mort tragique. Par ailleurs, les cimes blanches immaculées où s'épanouit l'edelweiss sont inaccessibles à la grisaille vicieuse des villes et de leurs masses laborieuses, et donc propices à l'utopie élitiste d'une vie altière s'élevant au-dessus du lot commun.

Arc-bouté sur ces idéaux, le milieu des alpinistes réagit avec véhémence aux menaces réelles ou fictives qui pèsent sur l'immortelle des neiges au crépuscule du XIX<sup>e</sup> siècle. Le pire danger, pour lui, vient du commerce des fleurs, en plein essor depuis l'apparition du tourisme alpin. Les fleuristes de la ville profitent

de la nouvelle mode en fournissant des plantes sauvages aux jardins bourgeois, tandis que les montagnards complètent leurs maigres ressources en vendant aux vacanciers des bouquets cueillis dans les environs.

Alarmé par le phénomène, le Genevois Henry Correvon et un groupe de membres du Club alpin suisse fondent en 1883 l'Association pour la protection des plantes (3). Par des campagnes d'infor-

(1) *Tribune de Genève*, 20 novembre 2006.(2) Estella Canziani, *Costumes, mœurs et légendes de Savoie*, La Fontaine de Siloé, Montmélian, 2003 (1<sup>re</sup> éd. : 1905).(3) Cf. Anne Vonèche, « Henry Correvon, histoire d'une vocation », dans Annemarie Bucher, Johannes Stoffler et Fred Truninger (sous la dir. de), *Aux Alpes, citoyens !*, Institut für Geschichte und Theorie der Architektur, Zurich, 2005.

## Comment l'escalade

PAR JEAN-PAUL WALCH \*

POIET à la main, un alpiniste chemine sur une crête étroite qui mène à un sommet enneigé. De part et d'autre, une pente glacée plonge vers l'abîme. « Les dirigeants extraordinaires ne se contentent pas de diriger », proclame le slogan. Nous ne sommes pas dans les Alpes ou dans l'Himalaya, mais dans l'hebdomadaire britannique *The Economist* : la société IE fait la promotion de son diplôme « Leadership positif et stratégique » (1).

L'imaginaire collectif associe volontiers ascension et dépassement de soi, grandes épopées alpines et héroïsme. Sans doute parce que les alpinistes ont longtemps cherché à donner cette image d'eux-mêmes : « *Seul celui qui pratique le grand alpinisme peut en connaître et la grandeur et la rigueur* », écrivait en 1973 René Desmaison. Ce guide de légende ne concevait pas sa passion comme un simple sport, mais comme un « *idéal dont la vie était l'enjeu* » (2). D'où, peut-être, la propension du monde de l'entreprise à s'emparer de l'image de ces héros aux yeux rivés sur les sommets.

Dès 1948, pourtant, certains contestent cette vision des choses. La revue *Tourisme et travail*, proche de la Confédération générale du travail (CGT), dénonce l'élitisme d'une pratique qui « *crève de l'individualisme forcé de la plupart de ses pratiquants. Ils vous disent "pureté des*

*cimes* », « *solitude* », « *loin d'en bas* », « *là-haut, seul dans la lumière* », ou bien encore : « *plus près de Dieu* ». Mais au fond, ils veulent rester entre eux (3) ». Dans *Alpinisme et compétition*, qu'il publie l'année suivante, le « bleusard » (grimpeur qui s'entraîne dans la forêt de Fontainebleau) Pierre Allain défend l'escalade comme discipline autonome : « *Ce n'est pas uniquement en vue de courses en montagne que nous allons à Bleau et que nous y grimpons, c'est même surtout parce que nous en faisons un jeu qui nous passionne en lui-même* (4) ».

La Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT) – proche du Parti communiste – crée en 1953 une « spécialité montagne » pour « *rabaisser l'alpinisme au rang d'un sport comme les autres* » et, ce faisant, « *détruire ce qu'il faut bien appeler une rente socioculturelle* (5) ». L'alpinisme travailliste était né, avec un slogan : « *Je grimpe en tête et je conduis les courses que je fais* ». Il reprend à son compte l'approche des « sans guide » qui, dès la fin du siècle précédent, se fixaient pour objectif de devenir autonomes et responsables, par opposition aux pionniers britanniques qui payaient des guides pour laisser leurs noms sur les grands sommets des Alpes.

Dès cette époque, les alpinistes genevois s'entraînaient sur les faces rocheuses calcaires de la Varappe, au mont Salève tout proche. Il s'agissait toujours de grimper, mais sur des parois d'altitude modeste. La difficulté tenait moins à l'environnement et à ses dangers objectifs (crevasses, avalanches, chute de pierres) qu'à la raideur des passages et au manque de prises du rocher. Devenue possible toute l'année, l'escalade – que l'on nomma longtemps la « varappe » – devient au XX<sup>e</sup> siècle une préparation pour tout

candidate à des aventures plus risquées en altitude, une fois l'été venu. Le perfectionnement de l'équipement (corde, baudrier, mousquetons, pitons, etc.), la possibilité de répéter les voies à de nombreuses reprises et le partage des informations via les topos descriptifs permettent un entraînement physique et technique plus intensif, avec moins d'aléas et une plus grande sécurité.

La FSGT s'appuie sur ces bases et prône le développement de l'escalade, mais désormais comme une pratique autonome, distincte de l'alpinisme. Elle oppose ainsi le champion, protégé en falaise par un équipement « béton », au héros défiant la mort à chaque instant. La fédération en est convaincue : la démocratisation des sports verticaux passe par la « sportivation » de l'escalade et par une réduction des accidents. Dès 1955, elle monte une tour d'escalade à la Fête de l'Humanité (6). En 1980, elle organise les « 24 heures de Bleau », première compétition du genre à Fontainebleau.

La contestation couvait également loin des Alpes, dans les pays anglo-saxons où, faute de reliefs suffisants, on pratiquait le *rock climbing* (escalade sur rocher). Les échanges internationaux contribuent à diffuser ce courant de « grimpe pure » jusqu'en France, où les « hommes aux mains nues », tels Patrick Edlinger (décédé

(1) *The Economist*, Londres, 16 février 2013.(2) René Desmaison, *342 Heures dans les Grandes Jorasses*, Hoëbeke, Paris, 2010 (1<sup>re</sup> éd. : 1973).(3) Pierre Lambert, « La montagne ne tue pas », *Tourisme et travail*, n° 7, Paris, octobre 1948.(4) Pierre Allain, *Alpinisme et compétition*, Arthaud, Grenoble, 1949.(5) *Montagnes Magazine*, Grenoble, 1983.(6) *Sport et plein air*, Pantin, juillet-août 2011.\* Auteur du *Guide technique et historique de l'alpinisme*, Guérin, Chamonix, 2012.

LA RÉSISTANCE SPIRITUELLE

# Témoignage

Chrétien [www.temoignagechretien.fr](http://www.temoignagechretien.fr)

Parce qu'un monde sans témoignage est un monde qui meurt, *Témoignage chrétien* est agitateur de consciences depuis 73 ans.

Changez de regard avec le nouveau *Témoignage chrétien*.

**OFFRE SPÉCIALE DÉCOUVERTE**

12 lettres hebdomadaires + 3 suppléments mensuels de 100 pages + accès web en renvoyant ce coupon + règlement à TC : 28 rue Raymond-Losserand - 75014 Paris

3 mois 30€ au lieu de 38€

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
 Adresse \_\_\_\_\_  
 Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
 Courriel \_\_\_\_\_  
 (contact plus simple et plus rapide)

Je fais découvrir gratuitement à un proche un exemplaire du supplément mensuel (TC l'enverra à l'adresse indiquée ci-dessous):

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
 Adresse \_\_\_\_\_  
 Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
 Courriel \_\_\_\_\_  
 (contact plus simple et plus rapide)

MDF614

ARISTOCRATES DES SOMMETS

# classes dans les Alpes

mation, ils entendent sensibiliser l'opinion aux dégâts causés par ce commerce et dissuader les touristes d'y participer. Ces pionniers de l'écologie se méfient néanmoins de toute intervention de l'Etat. En libéraux intransigeants, ils s'opposent même à l'instauration d'une loi. Rétrospectivement, leur argumentaire peut paraître surprenant : il se focalise exclusivement sur la montagne, repeinte aux couleurs

du patriotisme et de l'esthétique. Il n'accorde pas la moindre attention aux problèmes d'environnement des vallées urbanisées et aux grands travaux qui s'y multiplient à cette époque : construction de routes, de chemins de fer, assèchement des marais. Pour autant, le rôle de ces organisations dans l'émergence d'une conscience moderne de la vulnérabilité de l'écosystème ne doit pas être sous-estimé.

## Un monde de pureté

LES protecteurs de la flore alpine revendiquaient une vision de la nature étroitement liée à une perspective de classe. Peu sensibles aux conditions de vie des populations locales, dont la pauvreté contribuait largement à l'essor du commerce des fleurs dans les lieux touristiques, les riches alpinistes de la ville évacuaient la dimension sociale du phénomène. Dans leur esprit, les montagnards n'étaient que des rustres cupides et aveugles aux beautés du paysage. Paradoxalement, les élites urbaines déniaient ainsi aux habitants leur droit d'usage sur un territoire qu'elles avaient elles-mêmes contribué à mettre en valeur – symboliquement d'abord, économiquement ensuite.

Ces conflits d'usages prirent une forme encore plus exacerbée dans les pays voisins de la Suisse. Fondée en 1900 à Munich par des membres de l'Association germano-autrichienne d'alpinisme, l'Association pour la protection des plantes des Alpes se distingue par sa rhétorique martiale. La défense de l'edelweiss lui paraît justifier l'adoption de mesures répressives, voire militaires. En 1920, des membres de l'association créent ainsi la « garde de la montagne », une milice chargée de patrouiller autour des sites de floraison et, au besoin, de corriger

physiquement les intrus. Dans leur journal, ces vigoureux amis de la nature se répandent en déclarations de guerre contre les « voleurs d'edelweiss » et autres « vandales de la végétation » (4).

La prétention des alpinistes à s'arroger l'usage et les « valeurs » de la montagne s'inscrit dans une lutte des classes qui ne cesse de se durcir tout au long des premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle. Elle ne prend plus seulement pour cible le petit peuple : peu à peu, le massif alpin devient aussi le théâtre d'une guerre par procuration entre la bourgeoisie urbaine et le prolétariat dans son ensemble. La découverte des plaisirs de la montagne par des catégories de plus en plus larges de la population – travailleurs y compris – mécontente fortement les alpinistes. Ce milieu conservateur perçoit l'apparition d'un tourisme de masse non seulement comme un danger pour la flore, mais surtout comme une atteinte à ses propres privilèges. La décadence de la vie urbaine vient corrompre un monde de pureté jusqu'alors réservé à la jouissance quasi exclusive des élites. En s'érigeant en pères protecteurs de la nature, les alpinistes revendiquent surtout la permanence de leur monopole sur leur terrain de jeu. Exemple de cette vision étroite du partage, le Club alpin suisse demeure interdit à la

gent féminine de 1907 à 1980 (il est aujourd'hui présidé par une femme).

Chez les grimpeurs, les enjeux idéologiques pesaient au moins autant que les préoccupations environnementales. Leurs diatribes contre la « vulgarisation » débordaient d'ailleurs le cadre de la montagne. Dans les revues spécialisées, les chroniqueurs fustigeaient régulièrement l'utilisation de l'image de l'étoile-d'argent dans la publicité ou la culture populaire, l'association de l'auguste fleur des Alpes et de la consommation profane étant jugée de « mauvais goût ».

Plus d'un siècle avant la polémique de l'Helvetia, toute tentative de cultiver la plante fétiche suscitait déjà des protes-

tations. En 1884, les premiers échantillons d'edelweiss domestiques se voient ainsi qualifiés de « monstres » dans le bulletin de l'Association pour la protection des plantes (5). Un auteur autrichien assimile les fleurs blanches poussées hors de leur habitat naturel à des « prolétaires de la déchéance » (6). La commercialisation et la culture mettent l'une comme l'autre en péril les valeurs de rareté et de pureté forgées par les alpinistes. Brusquement, la fleur qu'ils vénèrent surgit au beau milieu des villes et s'offre au tout-venant à un prix abordable.

Leurs protestations témoignent de l'esprit de corps d'une bourgeoisie inquiète pour ses prérogatives dans un espace urbain qui se démocratise.

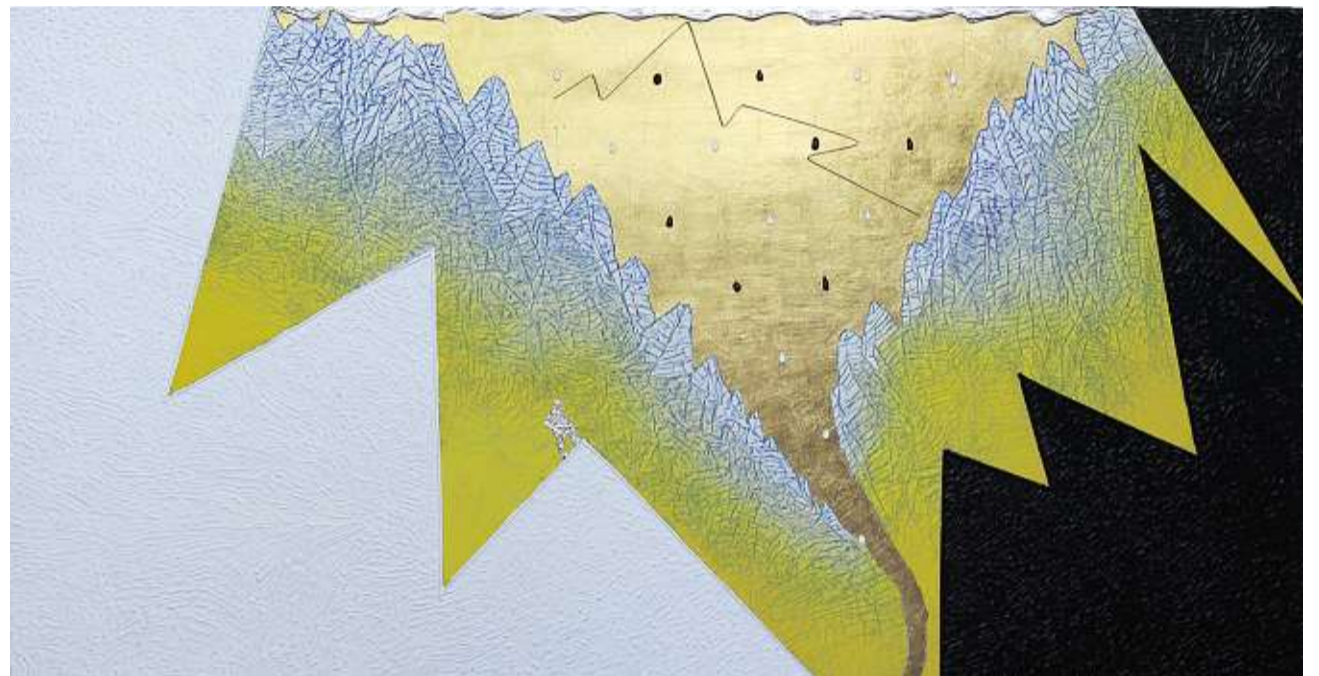
L'offensive acharnée menée pour la préservation de son hégémonie politique et culturelle ne se déroule pas seulement dans les usines et les rues des épicentres capitalistes. Elle porte aussi sur les territoires idéalisés de la nature alpine, où l'edelweiss devient malgré lui et pour longtemps un vecteur symbolique de la lutte des classes.

TOBIAS SCHEIDEGGER.

(4) Cf. Georg Frey, « Erreichtes und Erstrebtes. Betrachtungen zum Alpenpflanzenschutz », dans *Jahrbuch des Vereins zum Schutze der Alpenpflanzen, Jahrgang 13*, Eigenverlag, Munich, 1941.

(5) Bulletin de l'Association pour la protection des plantes, n° 2, Genève, 1884.

(6) Ernst Moritz Kronfeld, *Das Edelweiss*, Hugo Heller & Cie, Vienne, 1910.



GUY-RACHEL GRATALOU. – « Paysage à la cité idéale », de la série « Montagnes », 1992-2005

# est devenue un sport

en novembre 2012) ou Patrick Berhault (disparu en 2004), épousent un mode de vie à la californienne. Ils grimpent à temps complet, faisant le siège des gorges du Verdon dans leur camping-car, travaillant les voies des jours durant, combinant assouplissements et musculation (7). Pour eux, la grimpe pure se vit pleinement comme un sport autonome. Le film mettant en scène Edlinger, *La Vie au bout des doigts* (8), fait le tour du monde. Cette approche se trouve bientôt renforcée par un phénomène ancien : avec l'épuisement des cimes vierges à conquérir, l'alpinisme doit muter. Délaissant sa quête aristocratique des « premières », il se rabat sur l'ouverture de nouvelles voies, plus difficiles, où l'on privilégie la beauté du geste technique.

Pour François Mitterrand, élu en 1981 sur la promesse de « changer la vie », la réduction du temps de travail (semaine de trente-neuf heures, cinquième semaine de congés payés) ne devait pas seulement apporter un progrès social, mais également dynamiser la croissance économique. Dans cette perspective, l'écrivain Yves Ballu, conseiller « montagne » auprès du ministère de la jeunesse et des sports, présente dix-huit propositions, dont trois majeures. Une réforme des métiers de la montagne met l'accent sur la pédagogie et l'animation, de manière à mieux satisfaire les besoins des associations organisant des stages. Un plan de soutien permet d'accélérer la construction de murs d'escalade en milieu urbain et scolaire. La Fédération française de la montagne est habilitée à organiser des compétitions – une petite révolution dans un milieu hostile à tout ce qui pouvait conduire les activités verticales à ressembler aux autres. En 1987, elle devient la Fédération française de la montagne et de l'escalade (FFME) après sa fusion avec la Fédération française de l'escalade, née

deux ans plus tôt pour organiser des épreuves sportives. Loin du « national-alpinisme » et de ses valeurs de droite, il ne s'agissait de rien de moins que de promouvoir une forme de « social-escalade ».

Un arrêté du 5 octobre 1984 modifie celui de 1976 relatif au brevet d'Etat d'alpi-

## « Odeur asphyxiante des subventions »

LA FSGT préconise la construction de murs, ou structures artificielles d'escalade (SAE), en milieu scolaire et populaire. Deux militants, MM. Gilles Rotillon et Jean-Marc Blanche, conçoivent les premiers blocs artificiels d'entraînement, tandis que des lycéens et leurs professeurs réalisent le premier mur artificiel à Corbeil-Essonnes, en 1982. « *Le meurtre du père (l'alpinisme) ainsi consommé, il ne reste plus qu'à bétonner* » (9), s'écrient ceux qui n'imaginent pas de grimper sans la brise balayant les glaciers au lever du soleil ou loin du grain rougeâtre de la belle protogine. Ils abhorrent l'« odeur asphyxiante des subventions » (10) dégagée par le ministère des sports et pouvant atteindre un tiers du coût des projets. Cela n'empêche pas les murs de pousser comme des champignons, dans les gymnases, les écoles primaires, les collèges, les bases de loisirs, les parcs urbains, les magasins spécialisés, les locaux de clubs, les salles de gymnastique privées... Cinq ans après l'initiative des enseignants du lycée de Corbeil, on compte une centaine de SAE sur le territoire français.

L'organisation de compétitions devient le sujet le plus conflictuel des années 1980. Pour la FSGT, il s'agit de « tuer le mythe du surhomme alpiniste qui empêche

niste donnant le droit d'exercer, moyennant rétribution, les activités d'enseignement, d'animation et d'entraînement à l'escalade sur bloc (comme en forêt de Fontainebleau), structure artificielle et falaise. Ce nouveau diplôme rencontre l'opposition farouche du Syndicat national des guides de montagne, peu habitué à voir ses prérogatives disputées.

beaucoup de jeunes d'accéder à ce sport » (11). Selon la fédération, les compétitions feront connaître l'escalade, démystifieront la chute et attireront ainsi une jeunesse nombreuse vers les SAE, puis vers les parois naturelles. Durant les années 1970 et 1980, déjà, l'URSS s'est démarquée nettement de l'approche occidentale en organisant régulièrement des compétitions d'escalade, et même d'alpinisme, sur les parois vierges et sauvages du Caucase ou du Pamir. Mais une majorité de grimpeurs français, de la base à l'élite, s'oppose au projet, révoltée à l'idée d'une dérive vers le sport-spectacle, et rejette tout classement officiel. Nombre des meilleurs d'entre eux s'associent pour publier le « Manifeste des 19 » (1985). Ils tiennent à ce que leur pratique reste un « refuge face à certains archétypes de notre société, comme opposition à tous ces sports jugés, arbitrés, chronométrés, officialisés et trop sournoisement étatisés ».

Un an avant la première compétition en falaise, le Club alpin français s'élève : « *Contre l'opinion de la grande majorité des pratiquants, contre l'avis des associations, devant l'attentisme des dirigeants des sports de montagne, sous la pression d'intérêts particuliers et commerciaux, des compétitions d'escalade vont être organisées en France avec médias et publicité,*

*haut-parleurs et sonorisation, bière et saucisses chaudes, avec aussi, bien sûr, public ébahi et entrées payantes* » (12).

Aujourd'hui, on dénombre plus de deux mille SAE en France. Contrairement à l'alpinisme, l'escalade cause très peu d'accidents et se pratique dans toutes les régions, y compris en plaine. Elle s'apprend dans les collèges et peut être choisie en option pour le baccalauréat. Le Club alpin développe ses propres équipes de compétiteurs, et dispute à la FFME l'organisation de compétitions d'escalade ou de ski-alpinisme, autre sport touché par les classements et les médailles. Beaucoup reprochent maintenant à la FFME de délaissier

la promotion de la montagne en devenant une fédération française... des « murs d'escalade ».

JEAN-PAUL WALCH.

(7) Cf. Patrick Edlinger et Jean-Michel Asselin, *Patrick Edlinger*, Guérin, Chamonix, 2013 ; Michel Bricola et Dominique Potard, *Berhault*, Guérin, 2008.

(8) Documentaire de Jean-Paul Janssen diffusé sur Antenne 2 en 1982 et nommé aux Césars.

(9) *Alpinisme et Randonnée*, Paris, 1982.

(10) *Ibid.*

(11) *Montagnes Magazine*, n° 49, Saint-Martin-d'Hères, mars 1983.

(12) *La Montagne et Alpinisme*, n° 140, Paris, février 1985.



ACCÉDEZ À L'INTÉGRALITÉ  
DU MONDE DIPLOMATIQUE  
(1954-2014)

60 années d'archives  
plus de 700 numéros du journal  
plus de 400 cartes  
plus de 50 000 documents  
accessibles en ligne grâce  
à un puissant moteur de recherche

Abonnez-vous !

[www.monde-diplomatique.fr/archives](http://www.monde-diplomatique.fr/archives)



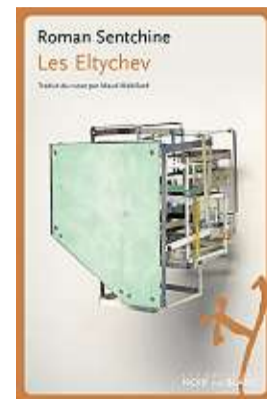
LITTÉRATURES

AMÉRIQUES	PROCHE-ORIENT	ASIE
<p><b>DÉMOCRATIE ET SEXUALITÉ.</b> Politisation de la pilule du lendemain dans le Chili de la Concertación (1990-2010). – Lila Le Trividic Harrache</p> <p><i>Institut des hautes études de l'Amérique latine, Paris, 2014, 100 pages, 12 euros.</i></p> <p>Que nous apprennent les questions sexuelles sur les contextes politiques où elles émergent? Comment y transformant-elles les rapports de forces? La chercheuse Lila Le Trividic Harrache répond en analysant le traitement politique de la pilule du lendemain dans le Chili de l'après-Augusto Pinochet. Elle montre comment, dans les années 1990, la force du clivage entre démocratie et dictature ainsi que l'incertitude sur la pérennité du régime ont empêché tout débat sur sa légalisation, source de désaccords dans le camp démocrate; puis comment, dans les années 2000, la «normalisation du jeu politique» a rendu possibles les affrontements sur cette question. Mieux: de «problème politique coûteux» en 1990, elle est devenue en 2010 un «instrument politique» qui peut s'avérer rentable pour la gauche dans la compétition électorale.</p> <p>MAUD GELLY</p>	<p><b>LE TÉHÉRAN DES QUARTIERS POPULAIRES.</b> Transformation urbaine et société civile en République islamique. – Sous la direction de Mina Saïdi-Sharouz</p> <p><i>Karthala - Institut français de recherche en Iran, Paris, 2013, 260 pages, 28 euros.</i></p> <p>Des enquêtes de terrain réalisées entre 2006 et 2011 mettent en lumière la solidarité et l'insertivité de la cinquantaine de quartiers pauvres de la capitale iranienne. Or ils sont voués à une rénovation qui menace leur identité. Sans avoir élaboré de plan d'aménagement, les autorités veulent moderniser la ville pour les classes moyennes et améliorer l'accès en cas de séisme. Mais leurs choix sont largement influencés par l'appétit des mégaconstructeurs immobiliers et de la mairie de Téhéran, qui trafiquent des permis de densité de construction. A Beryanak ou Cyrus, quartiers populaires et religieux des bazars et des migrants, les habitants résistent à l'uniformisation et entendent préserver l'harmonie entre lien social et intimité qui existe au sein de leurs petites maisons, cours et ruelles. Ils participent à la protection de leur patrimoine à travers des coopératives locales de logement ou des conseils de quartier.</p> <p>CONSTANCE DESLOIRE</p>	<p><b>DEVELOPMENT AND ENVIRONMENTAL POLITICS UNMASKED.</b> Authority, Participation and Equity in East Timor. – Christopher Shepherd</p> <p><i>Routledge, New York, 2014, 281 pages, 123 euros.</i></p> <p>Compte tenu de la tendance anglo-saxonne actuelle à valoriser le libéralisme, cet ouvrage sur le développement et l'environnement au Timor-Leste présente plusieurs intérêts majeurs. D'abord, il aide à mieux comprendre la situation de ce nouvel Etat, qui n'a accédé à l'indépendance qu'en 2002, après un référendum qui, en 1999, lui a permis de se soustraire à l'occupation de l'armée indonésienne, puis trois ans de tutelle de l'Organisation des Nations unies. Ensuite et surtout, le chercheur australien Christopher Shepherd met en perspective les politiques économiques, en particulier dans l'agriculture. Il montre à quel point les conseils des institutions internationales ou des organisations non gouvernementales de développement, même bien intentionnés, peuvent être biaisés par des certitudes idéologiques libérales inadaptables, ou par des projets qui tiennent peu compte de la biodiversité locale ou des pratiques des populations. Il révèle ainsi les nombreuses limites de l'expertise internationale, qui consiste souvent à plaquer de recettes toutes faites.</p> <p>FRÉDÉRIC DURAND</p>
<p><b>OCÉANIE</b></p>	<p><b>THE LEGAL STATUS OF DIMMIS IN THE ISLAMIC WEST.</b> – Sous la direction de Maribel Fierro et John Tolan</p> <p><i>Brepols, Turnhout (Belgique), 2013, 416 pages, 75 euros.</i></p> <p>Depuis quelques années, dans nombre de médias ou de publications, il est beaucoup question de dhimmis ou de «dhimmitude». La dhimma était le statut fiscal et juridique – pour ce dernier, inférieur à celui des musulmans – auquel étaient assujettis, dans les Etats islamiques, les dhimmis, c'est-à-dire les chrétiens et les juifs. Ce statut, très complexe et varié selon les époques et les contrées, a récemment été instrumentalisé, notamment par la polygraphe islamophobe Bat Ye'or.</p> <p>Les historiens John Tolan et Maribel Fierro, professeurs respectivement à Londres et à Madrid, publient les quinze communications d'un colloque tenu à Madrid en mars 2011. On y voit par exemple, avec Marina Rustow (université Johns Hopkins), que les dhimmis, dans l'Égypte des califes fatimides (979-1171), à l'intérieur du cadre des <i>mazalim</i> (les institutions judiciaires de l'islam classique), «bénéficiaient d'un traitement égal à celui des musulmans», alors que sous le sultanat mamelouk, du XIII<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle, toujours en Égypte, leur situation fut plus difficile.</p> <p>PHILIPPE ARNAUD</p>	<p><b>LA DÉCOUVERTE DU JAPON PAR LES EUROPÉENS (1543-1551).</b> – Sous la direction de Xavier de Castro</p> <p><i>Chandeigne, Paris, 2013, 416 pages, 29 euros.</i></p> <p>Au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, les Portugais sont les premiers Européens à aborder la mythique Cipango évoquée par Marco Polo, et qu'on commence à appeler Japon. Une fois n'est pas coutume, leur comportement est pacifique. Est-ce en raison de circonstances exceptionnellement favorables au commerce, qui leur permettent de négocier soie et argent entre le pays du Soleil-Levant et la Chine? Ou parce que les Nippons apparaissent aux jésuites lusitaniens comme «le meilleur d'entre les peuples découverts jusqu'à présent», qu'il convient bien sûr d'évangéliser mais en étudiant leur langue et leur culture raffinée? Les insulaires, eux, sont séduits par l'arquebuse portugaise, arme qui donnera un avantage décisif au seigneur de la guerre Oda Nobunaga pour tamer l'unification de l'archipel. Mais bientôt les relations se dégradent... Principalement composé de récits et de lettres d'époque, proposant un appareil cartographique fouillé, cet ouvrage passionnant éclaire sur un épisode moins connu que la deuxième venue des Occidentaux, au XIX<sup>e</sup> siècle, à bord des «vaisseaux noirs».</p> <p>XAVIER MONTHÉARD</p>
<p><b>APOLLINAIRE ANOVA.</b> Une conception kanake du monde et de l'histoire (1929-1966). – Hamid Mokkadem</p> <p><i>Expressions - La courte échelle - Transit, Nouméa-Marseille, 2014, 40 pages, 8 euros.</i></p> <p>Prêtre instruit à l'école missionnaire, mort en 1966 à l'âge de 37 ans, Apollinaire Anova est un auteur kanak méconnu, y compris en Nouvelle-Calédonie. Dans ce bref essai, Hamid Mokkadem, philosophe et anthropologue, lui-même auteur de nombreux textes sur la Kanaky, tire de l'oubli son principal ouvrage, <i>Histoire et psychologie des Mélanésiens</i>, qui date de 1965. Il présente son travail comme une contribution importante à la compréhension du mouvement d'émancipation en Nouvelle-Calédonie. Pour Anova, la grande révolte kanake de 1878 est l'«événement-marqueur de l'histoire contemporaine» de l'île. Au-delà de l'insurrection contre le colonialisme, il tente surtout de comprendre cette séquence en tant que «conflit de valeurs» entre les populations autochtones et européennes. Le «grand chef» Atai est l'incarnation de ce conflit, et Anova défend la nécessité d'établir une psychologie des colonisés comme des colonisateurs. Un point de vue qui le rapproche de Frantz Fanon, estime Mokkadem, qui, avec ce (trop) bref ouvrage, milite pour une redécouverte de cette pensée kanake singulière.</p> <p>EMMANUEL RIONDÉ</p>	<p><b>MAGHREB</b></p> <p><b>CLIENTÉLISME ET PATRONAGE DANS L'ALGÉRIE CONTEMPORAINE.</b> – Mohammed Hachemaoui</p> <p><i>Karthala-Iremam, Paris-Aix-en-Provence, 2013, 205 pages, 19 euros.</i></p> <p>Les tribus et les confréries algériennes contribuent à la permanence d'un système autoritaire qui pourrait survivre à la chute du régime. L'étude de terrain de Mohammed Hachemaoui porte sur deux régions reculées. A Tébessa, à la frontière tunisienne, les acteurs politiques exploitent une carte ethnographique héritée du colonisateur, et largement désagrégée par le temps. C'est ce que l'auteur nomme le «tribalisme sans tribu»: la négociation des réservoirs électoraux des tribus supposées, et l'entente des partis politiques pour assurer la représentation de chacune. La corruption vient en appui, dans une région où l'argent de la contrebande permet d'acheter militants, mandat local, siège à Alger... A Adrar, dans le Sud-Ouest, c'est la «réinvention de la tradition maraboutique» qui pérennise le clientélisme.</p> <p>C. D.</p>	<p><b>LETTRES JAPONAISES.</b> – Lafcadio Hearn</p> <p><i>Pocket, coll. «Agora», Paris, 2014, 185 pages, 7,30 euros.</i></p> <p>Intellectuel et journaliste d'origine gréco-irlandaise, Lafcadio Hearn fut le premier Occidental à obtenir la nationalité japonaise. Après des décennies d'écriture et d'errance entre les Etats-Unis et la Martinique, il vivra au Japon pendant quatorze ans, jusqu'à sa mort en 1904. Agé de 40 ans, il débarque à Yokohama en 1890. Professeur à l'université impériale de Tokyo, il assiste, inquiet, aux politiques visant à rattraper technologiquement l'Occident et à transformer la petite nation en une puissance coloniale internationale. Lui se passionne pour les coutumes et les habitudes de vie des Japonais, jusque-là inconnues de l'Occident, et tombe littéralement amoureux du pays lorsqu'il épouse la fille d'un ex-marabout, qui lui transmet son patronyme. Plus connu au Japon sous le nom de Koizumi Yakumo, il laissera des observations sur la culture et la société qui susciteront longtemps l'admiration de nombreux intellectuels nippons. Cet ouvrage compile des lettres écrites à ses proches restés en Amérique.</p> <p>IBAN CARPENTIER</p>
<p><b>EUROPE</b></p> <p><b>PROJET EL POCERO.</b> Dans une ville fantôme de la crise espagnole. – Anthony Poiraudou</p> <p><i>Inculte, Paris, 2013, 103 pages, 13,90 euros.</i></p> <p>A défaut de pouvoir faire le tour complet de la métropole déserte que composent, mis bout à bout, les lotissements surnuméraires construits dans l'Espagne des années 2000, Anthony Poiraudou arpente El Quiñon, abandonnée aussi vite que bâtie. Quarante mille habitants prévus au départ, seize mille possibles après l'arrêt du chantier, trois mille dans les faits.</p> <p>C'est d'abord l'histoire de la bulle immobilière espagnole que raconte l'essayiste: des logements construits et achetés en tant que placements spéculatifs, des habitations qui se passaient d'être habitées, jusqu'à ce que le système implose, en 2007. Il propose ensuite une déambulation dans cet urbanisme «de tableau Excel», entre les trois seuls types d'immeubles que l'on y trouve: les «tours», les «linéaires» et les «semi-fermés». Il livre enfin le récit de la vie de celui qui fit sortir de terre El Quiñon, la rebaptisa de son nom et y fit dresser une statue de ses parents: M. Francisco Hernando, dit El Pocero, «l'égoutier» – son premier métier. Son dernier projet connu, avorté lui aussi, a été de bétonner la Guinée-Equatoriale...</p> <p>JULIETTE VOLCLER</p>	<p><b>HISTOIRE</b></p> <p><b>La voix d'un communard</b></p> <p>DE la classique <i>Histoire de la Commune de 1871</i> de Prosper-Olivier Lissagaray aux <i>Mémoires</i> de Louise Michel (1), de la trilogie de Jules Vallès (<i>L'Enfant, Le Bachelier, L'Insurgé</i>) à <i>La Guerre civile en France</i>, de Karl Marx, les ouvrages consacrés au bref épisode de démocratie populaire dans la capitale française sont légion. Laure Goudineau a exhumé dans <i>La Commune de Paris par ceux qui l'ont vécue</i> des itinéraires de communards, pour la plupart jusqu'alors anonymes (2). Dans ce registre, les <i>Souvenirs d'un révolutionnaire</i> (3), régulièrement publiés depuis 1871 mais épuisés, et ici heureusement réédités, proposent un témoignage exceptionnel. L'auteur, Gustave Lefrançais, raconte avec modestie l'existence passionnément engagée d'un révolutionnaire aux côtés du prolétariat naissant.</p> <p>Qui est Lefrançais?, s'interrogeait Daniel Bensaid, préfacier de l'ouvrage. Un «inconnu» (1826-1901) qui fut président provisoire de la Commune de Paris, un instituteur révoqué, un militant emprisonné puis exilé, un inlassable lutteur. Un anonyme à qui, excusez du peu, Eugène Pottier dédiera... <i>L'Internationale</i>.</p> <p>Ces Mémoires vont des fusillades de juin 1848, au cours desquelles la II<sup>e</sup> République, proclamée trois mois plus tôt, fait tirer sur les ouvriers insurgés, à celles de</p>	<p>mai 1871, lorsque le pouvoir né de la défaite devant la Prusse anéantit la Commune. S'y dévoile une génération aux prises avec mille difficultés pour panser les plaies politiques et essayer d'aller de l'avant.</p> <p>Malgré la répression policière, la démoralisation, le coup d'Etat du futur Napoléon III, fin 1851, et l'instauration du Second Empire l'année suivante, le mouvement ouvrier tente de se reconstruire. Partisans de Louis Blanc, d'Auguste Blanqui, de Pierre Joseph Proudhon, adhérents de la I<sup>re</sup> Internationale (1864-1872) discutent, débattent, s'opposent à l'Empire et vont d'échec en échec. Utopistes de tout poil, athées, croyants, francs-maçons, socialistes, internationalistes s'affrontent pour trouver le chemin de l'émancipation. C'est à travers ces polémiques que Lefrançais se forge quelques certitudes: les salariés doivent dorénavant combattre sous leur propre drapeau et faire vivre la démocratie directe, condition de la République sociale.</p> <p>Prison, exil, manifestations de rue, affrontement avec l'armée: le mouvement sous le Second Empire marque le pas, s'enlise. La démoralisation gagne. Et, brusquement, la guerre de 1870 avec la Prusse, la débâcle de l'Empire, le triomphe de la République – du moins celle d'Adolphe Thiers, de Jules Ferry et du marquis Gaston de Galliffet, le</p>

# Dégringolade en Sibérie

Les Eltychev de Roman Sentchine

Traduit du russe par Maud Mabillard, Noir sur Blanc, Lausanne, 2013, 260 pages, 20 euros.



SE PERDRE dans l'infini de la province: un thème classique de la littérature russe. Le retour rêvé à la vie saine et simple du village, tant idéalisée, se solde généralement par une catastrophe. Dans le premier roman traduit en français de Roman Sentchine, ce processus n'a rien de moral ou de métaphysique. *Les Eltychev* livre la chronique presque hyperréaliste d'une inexorable dégringolade sociale. La transition économique après la fin de l'URSS tient ici le rôle du fatum, le destin, et le village provoque un sentiment de huis clos et d'isolement d'autant plus grand que l'action se situe quelque part en Sibérie, sur un pli de l'immense carte de la Russie. Sentchine lui-même est né en 1971 dans la république de Touva, un «sujet autonome» de la Fédération de Russie, accolé à la frontière chinoise. En 1993, sa famille, dans la débîne, dut partir à la campagne, près de Krasnoïarsk. Mais le parallèle biographique s'arrête là: *Les Eltychev* est un roman.

Le père, policier, commet une faute professionnelle en gâzant des ivrognes hébergés dans cette institution russe si particulière qu'est le dessoûloir. La famille arborait les signes d'aisance de l'époque soviétique finissante: une voiture et une télévision couleur. Mais la faute du père va enclencher la terrible spirale: les Eltychev perdent leur appartement de fonction et doivent quitter la ville. Ils s'installent chez une vieille tante, dans une isba qui tombe en ruine et qu'ils se promettent de retaper.

Ils n'en feront rien: tout ce qu'entreprennent ces Bouvard et Pécuchet sibériens semble voué à l'échec. Témoins de la débâcle, les voisins, qui tentent parfois d'aider les nouveaux venus, et plus souvent de les voler, tiennent le rôle du chœur dans une tragédie grecque. A chaque saison, les Eltychev tombent un peu plus bas, tantôt vendeurs de vodka de contrebande, tantôt maladroits ramasseurs de baies de la forêt, qu'ils tentent d'aller vendre à la ville. La mère rejoint ainsi, au marché qu'elle fréquentait autrefois comme cliente, ces «vendeurs anonymes, presque des objets inanimés, avec l'aide desquels on pouvait, à condition, bien sûr, d'avoir de l'argent, remplir ses sacs de provisions». L'extrême misère déshumanise: les villageois n'appartiennent plus à la même espèce que les citoyens.

Aucune évocation des événements qui affectent le monde et la Russie: tout est joué dès le moment où les Eltychev ont perdu la stabilité que leur garantissait l'ancien système sans avoir su s'adapter au nouvel ordre social. Pas de message, pas de philosophie: le roman dresse le constat d'huissier d'une inéluctable dégringolade. Le fils cadet épouse, plus ou moins contraint, une fille du village, avant de fuir les beaux-parents et de mourir. Son aîné, qui purgeait une peine de cinq ans de prison pour coups et violences, est tué dès sa libération. Le père suit ses fils dans la tombe. La tante est morte aussi, elle qui passait «le plus clair de son temps assise sur un tabouret devant le poêle strié de saie, démesurément grand dans la petite isba, à regarder le sol de ses yeux décolorés, resserrés par les rides»: un jour d'hiver, elle est tombée dans le jardin et elle a gelé.

Seule la mère, devenue diabétique, reste en vie. A la belle saison, elle s'assoit sur un petit banc devant la maison délabrée, comme des millions de veuves russes. «Valentina Viktorovna ne vend plus d'alcool. Il semble qu'elle n'ait plus besoin de rien. Si elle le pouvait, elle mourrait vite. Mais elle n'y arrive pas, et continue à vivre...»

JEAN-ARNAULT DÉRENS.

général surnommé «le massacreur de la Commune»; celle des propriétaires et des versaillais (du nom donné au gouvernement qui s'est installé dans la ville). Avec toutes ses faiblesses, son patriotisme et sa générosité, la Commune, indignée par l'armistice, s'est dressée en mars 1871 comme une fragile tentative de pouvoir ouvrier. Lefrançais est au premier rang sur les barricades. Ce qui ne l'empêche pas de s'interroger, prenant ses distances avec Blanqui: «Je ne crois ni à la possibilité ni surtout à la valeur d'une dictature comme moyen de faire triompher la révolution sociale.»

Par miracle, il aura survécu à la «semaine sanglante». Réfugié à Genève, il rentrera en France après l'amnistie de 1880. Il écrira dans divers journaux anarchistes et sera l'un des collaborateurs du géographe libertaire Elisée Reclus.

JACQUES KIRSNER.

(1) Un coffret intitulé *La Commune* a regroupé les deux textes (La Découverte, Paris, 2005).  
 (2) Laure Goudineau, *La Commune de Paris par ceux qui l'ont vécue*, Parigramme, Paris, 2010.  
 (3) Gustave Lefrançais, *Souvenirs d'un révolutionnaire. De juin 1848 à la Commune*, préface de Daniel Bensaid, La Fabrique, Paris, 2013, 509 pages, 27 euros.



## DU MONDE

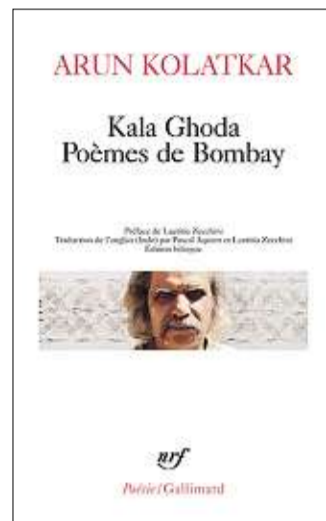
## De l'ordinaire et du bitume

*Kala Ghoda. Poèmes de Bombay*  
d'Arun Kolatkar

Gallimard, coll. « Poésie »,  
Paris, 2013, 352 pages, 9,20 euros.

**A** UN carrefour, dans le sud de la presqu'île de Bombay, le regard perçant du poète se pose. Voilà des années qu'il découpe le même terre-plein, au ras du sol, là où coule la sève de la faune et de la flore. Ici, l'aventure folle d'un pneu de vélo, d'une boulette de riz, d'un corbeau. Là, celle d'un enfant « *caïd du bitume* » et son « *jet de pisse vigoureux / lumineux / dans le soleil matinal* ». Sans oublier l'histoire de ce vieux Juif à la tête sculptée au fronton d'un bâtiment, qui se morfond : « *Même si je n'ai pas de corps, encore moins de zob, j'ai parfois la gaule – fantôme.* » Perché là-haut, le visage de pierre rêve avec érotisme d'êtreindre une femme. Or il n'en manque pas dans la poésie d'Arun Kolatkar : la « *reine des catins en cloque* » ; la « *corsage décolleté où elle cache son stock de hasch* » ; la belle au sari couleur moutarde qui épouille son chéri revenu de prison. Leurs corps lumineux sont pétris sous le regard du « *poète langue pendante* », comme l'auteur se décrit lui-même. Kolatkar est attaché au Wayside Inn, un café au coin de la place. A la fois proche et lointain.

Dans *Kala Ghoda* (« cheval noir » en hindi, allusion à la monture du roi Edouard VII, dont la statue trônait autrefois au centre du carrefour), l'espace public est à ceux qui vivent dans les interstices. Leurs pensées et leurs dialogues sont



réinventés par le poète, sans folklore ni pitié. Son verbe s'accroche et s'enroule aux ordures, matière vivante aux pieds de Meerabai la balayeuse : « *Nectar de grâce/qui inonde/les crevasses de ses talons.* » Il rejette la répulsion à l'égard des restes organiques, entretenu par une tradition brahmanique dont il est pourtant lui-même issu. Contre l'injonction nationaliste à respecter l'histoire fantasmée des « *fil du sol* », il se refuse à purifier la langue. Iconoclaste, il fait réciter au chien des séries de syllabes mystiques hindoues, les mantras.

Mort en 2004, Kolatkar est un artiste de l'ombre : il fuyait les médias, ne voulait pas expliquer son œuvre – même s'il travaillait dans la publicité. Légende invisible hostile aux logiques commerciales, il appartenait à la sous-culture du Bombay cosmopolite, se nourrissant de Bob Dylan, des Beatles, de Charles Baudelaire, mais aussi de la tradition médiévale dévotionnelle en langue vernaculaire, la *bhakti*. Maîtrisant autant le marathi (1) que l'anglais, « *il travaillait une poésie acoustique, non cérébrale. Il était musicien. Alchimiste de l'ordinaire* », résume sa traductrice Laetitia Zecchini, qui livre avec Pascal Aquien la version française de ce petit bijou publié en édition bilingue.

NAÏKÉ DESQUESNES.

(1) Langue parlée dans le centre et l'ouest de l'Inde.

## SCIENCES

La médecine, des Lumières au XXI<sup>e</sup> siècle

**L**ES écrits laissés par des praticiens du XVIII<sup>e</sup> siècle nous parlent-ils de la médecine contemporaine ? Georges Cabanis, qui fut aussi philosophe, et Samuel Auguste Tissot, célèbre pour ses travaux sur l'onanisme, ont laissé l'un des textes politiques (1), l'autre un fonds de consultations épistolaires (2). Republiés aujourd'hui, ils interrogent en creux le système public d'assistance et de soins, ainsi que l'histoire des relations entre malades et médecins. Tous deux font saisir au lecteur la distance parcourue jusqu'à la bioéconomie actuelle.

Sénateur au lendemain de la Révolution française, Cabanis promeut une forme universelle de bienfaisance publique, une organisation des secours qui ne s'adresserait pas à une catégorie particulière de population, mais aussi bien aux malades, aux fous, aux prisonniers ou aux personnes âgées. Contre la charité individuelle ou cléricale, considérée comme asservissante, le médecin réformateur affirme l'idée d'un devoir de l'Etat.

Les archives de Tissot contiennent mille trois cents lettres de patients au célèbre médecin lausannois, dont l'*Avis au peuple sur sa santé*, consacré aux méfaits de la masturbation, avait assuré la réputation internationale. L'intérêt de ces missives, dans lesquelles les malades répondaient aux interrogations du médecin, tissait ainsi leur biographie sanitaire, est de montrer des patients observateurs d'eux-mêmes, interprètes des catégories médicales de l'époque. Même si, dans cette pratique à distance, le lecteur n'accède qu'à une partie de la relation thérapeutique, un tel corpus ouvre sur des réflexions contemporaines relatives à l'expérience de la maladie au regard de la philosophie de la santé.

Les analyses de la médecine la plus récente, y compris à travers le récit romanesque d'une transplantation cardiaque (3), révèlent une évolution qui reflète celle des conditions de travail générales : intensification et standardisation, internationalisation et externalisation. Les sociologues Melinda Cooper et Catherine Waldby (4) montrent comment la biologie in vivo s'est transformée en un marché transnational, tant sur le plan légal et social que technique : donneurs (de tissus, d'organes, de sang, de cellules souches, de gamètes) et sujets de tests pharmaceutiques effectuent dans leur propre corps un « *travail clinique* » non pris en compte.

Une situation emblématique de la condition laborieuse moderne, selon les auteures : comme le processus de production, le processus de reproduction se fragmente ; et, comme dans les autres formes de sous-traitance, les risques biologiques pèsent plus lourdement sur les acteurs les plus marginaux de la chaîne. Jusqu'aux années 1980,

les expériences cliniques se déroulaient dans les hôpitaux ou les prisons ; puis on les a transférées vers le secteur privé, à travers des contrats de recherche avec l'industrie pharmaceutique. Mais elles portent toujours sur des populations fragiles, même si le consentement protège les patients de la marchandisation de la vie humaine.

GABRIELLE BALAZS.

(1) Georges Cabanis, *Anthropologie médicale et pensée politique*, textes réunis et présentés par Marie Caille, CNRS Editions, Paris, 2014, 253 pages, 23 euros.

(2) Séverine Pilloud, *Les Mots du corps. Expérience de la maladie dans les lettres de patients à un médecin du XVIII<sup>e</sup> siècle : Samuel Auguste Tissot*, Bibliothèque d'histoire de la médecine et de la santé, Genève, 2013, 367 pages, 45 euros.

(3) Maylis de Kerangal, *Réparer les vivants*, Verticales, Paris, 2014, 281 pages, 18,90 euros.

(4) Melinda Cooper et Catherine Waldby, *Clinical Labor. Tissue Donors and Research Subjects in the Global Bioeconomy*, Duke University Press, Durham et Londres, 2014, 279 pages, 22,50 dollars.

## BANDE DESSINÉE

## Dans les pas de la Reine

**C'**EST le titi parisien à casquette et fine moustache, prénom Paul, qui a déserté les tranchées. Mais c'est sous le nom de Suzanne – dite aussi « la Reine » – qu'il s'encanaille au bois de Boulogne. Pourtant, rien ne laissait présager chez ce jeune homme viril un goût pour le travestissement. Recherché, Paul ne peut quitter la planque que lui a dégotée Louise, sa femme. S'il enfle une robe, c'est pour retrouver la possibilité de sortir. Mais ce qui n'est au départ qu'un artifice évolue rapidement en une réalité à laquelle il/elle prend goût.

*Mauvais genre* (1), inspiré de faits réels relatés dans *La Garçonne et l'Assassin* (2), aborde finement la question de la liberté sexuelle, mais aussi et surtout celle du choix de son genre par chacun. Déserteur, échappant de fait aux pressions sociales classiques, Paul gagne la liberté de pouvoir s'épanouir dans les attributs vestimentaires et les codes de l'autre sexe. Une évolution – et c'est à relever – décrite comme indépendante des traumatismes qu'il a subis à la guerre. Ce roman graphique, remarquablement servi par un dessin en noir et blanc agrémenté avec parcimonie de quelques touches de couleur, a reçu le Grand Prix du dernier festival d'Angoulême.

FRANÇOIS MALIET.



(1) Chloé Cruchaudet, *Mauvais genre*, Delcourt, Paris, 2013, 160 pages, 17,95 euros.  
(2) Fabrice Virgili et Danièle Voldman, *La Garçonne et l'Assassin. Histoire de Louise et de Paul, déserteur travesti, dans le Paris des années folles*, Payot, coll. « Histoire », Paris, 2011.

## SPORT

PRÉSIDENT PLATINI. – Arnaud Ramsay et Antoine Grynbaum

Grasset, Paris, 2014, 320 pages, 18,90 euros.

Elu sur un programme de rupture avec le « tout business », M. Michel Platini est rentré dans le rang après son accession à la tête de l'Union des associations européennes de football (UEFA). Cette biographie fouillée et équilibrée dévoile les renoncements de l'ex-capitaine de l'équipe de France. Épinglé par la presse britannique pour son lobbying en faveur du Qatar, « président Platini » semble désormais obnubilé par une ambition ultime : devenir le patron de la toute-puissante Fédération internationale de football association (FIFA). Quitte à se lancer dans des projets pharaoniques, comme le Championnat d'Europe organisé dans treize pays... « *Dans la charte du fair-play financier, pas le moindre mot sur les fonds d'investissement propriétaires de joueurs et cette forme d'« esclavagisme » du football moderne* », remarquent les auteurs. Vendus au plus offrant, ces footballeurs devenus des produits incarnent les dérives d'un système honni par le candidat Platini en 2007. « *Le Français avait affiché son envie de défendre la formation et la protection des joueurs mineurs, notamment. Sept ans plus tard, peu de choses ont changé.* »

DAVID GARCIA

## ÉCOLOGIE

NOTRE-DAME-DES-LANDES. – Hervé Kempf

Seuil, Paris, 2014, 159 pages, 10 euros.

Les premiers ministres changent, les dossiers conflictuels demeurent – et s'enveniment, comme doit le constater M. Jean-Marc Ayrault, redevenu simple député de Loire-Atlantique, à propos du projet contesté de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, au nord de Nantes, dont il reste un farouche défenseur. La lutte contre ce futur « éléphant blanc », entamée en 1972, associe des paysans (qui ne se résignent pas à la disparition de mille six cent cinquante hectares de terres agricoles), des dizaines de collectifs, des élus, des contre-experts, et surtout des centaines de jeunes et de moins jeunes qui peuvent à tout moment mobiliser des milliers d'autres. La singularité de ce mouvement est d'avoir transformé ce petit espace en une sorte de république autonome libertaire et écologique.

Hervé Kempf a minutieusement enquêté sur place auprès de tous les acteurs, y compris financiers, jusqu'au moment où la direction du *Monde* l'a déchargé du dossier. Ce qui l'a conduit à quitter le quotidien. Il livre une chronique rigoureuse, certes non dénuée de sympathie, de la montée en puissance d'une utopie concrète dont « *l'histoire ne fait que commencer* ».

BERNARD CASSEN

## SOCIÉTÉ

DICTIONNAIRE DES INÉGALITÉS. – Sous la direction d'Alain Bihr et Roland Pfefferkorn

Armand Colin, Paris, 2014,  
444 pages, 29 euros.

Alors que s'accroissent l'exploitation et la domination sociales, ce dictionnaire est le bienvenu. Plus de cinq cents entrées et deux cent quinze auteurs concourent à cerner les multiples formes de l'inégalité, ainsi que les logiques et les mécanismes qui l'engendrent. Les controverses auxquels elle donne lieu ne sont pas éludées, ce qui ajoute à l'intérêt de l'ouvrage, mais nuit un peu à sa cohérence. L'inégalité scolaire, par exemple, est présentée tantôt comme remédiable, grâce à une « *refonte profonde du système éducatif* », tantôt comme structurelle, puisque ce système ne peut que refléter la société de classes dans laquelle il s'inscrit. Un auteur se demande « *si une injustice est une réalité objective au même titre qu'une inégalité* ». S'il avait lu... Alain Bihr, il saurait que l'inégalité relève du constat, tandis que l'injustice renvoie à un sentiment ou à un jugement. Alors que les entrées relatives au « genre » ou à la « race » ne sont pas sous-représentées, on note l'absence de la « petite bourgeoisie intellectuelle », ou même de la « question sociale ».

JEAN-PIERRE GARNIER

LES TRANSCASSES OU LA NON-REPRODUCTION. – Chantal Jaquet

Presses universitaires de France, Paris, 2014,  
248 pages, 19 euros.

La sociologie critique s'attarde peu sur les cas – exceptionnels – d'ascension sociale fulgurante, craignant de fournir des cartouches à l'idéologie libérale et individualiste de la « méritocratie ». Chantal Jaquet investit ce champ quasi vierge. S'appuyant sur des œuvres littéraires comme *Le Rouge et le Noir*, de Stendhal, ainsi que sur des écrits autobiographiques de célèbres « transclasses », comme l'intellectuel Didier Eribon ou les écrivains Annie Ernaux et John Edgar Wideman, la philosophe spinoziste explore ces trajectoires qui semblent démentir les règles implacables de la reproduction sociale. Loin d'infirmer les travaux de Pierre Bourdieu, cependant, cet ouvrage remarquable montre au contraire comment ceux qui échappent à leur milieu d'origine sont autant en proie aux déterminismes que ceux qui y restent. Les conditions de possibilité sont complexes, mais, en fin de compte, « *on choisit moins de partir qu'on n'est choisi pour partir* ». Eribon a été rejeté par son milieu à cause de son homosexualité, Ernaux a été portée par le désir de « *venger sa race* ». Les déplacements individuels restent des affaires collectives.

LAURA RAIM

DÉCROISSANCE OU DÉCADENCE. – Vincent Cheynet

Le Pas de côté, Vierzon, 2014,  
192 pages, 12 euros.

Avec son dernier essai, le fondateur du mensuel *La Décroissance* défend une vision de l'objection de croissance que l'on peut qualifier de moraliste. Affirmant que « *nos pulsions ne sont pas des droits* », il rejoint la réflexion de Jean-Claude Michéa : la politique a besoin d'interdits ; l'individu et la société doivent apprendre à se limiter. Le lecteur pourra être en désaccord avec certains propos : le dépassement du clivage gauche-droite par la notion de décroissance, l'austérité présentée comme une vertu proche de la sobriété, ou encore le « mariage pour tous » refusé au nom de la lutte contre le mercantilisme. Il trouvera néanmoins dans cet ouvrage des réflexions dérangeantes mais nécessaires. La critique de la pensée « libérale-libertaire », notamment, appuie sur un point douloureux : en croyant s'émanciper de la morale, une partie de la gauche serait tombée dans le « *catéchisme du désir* ». Un travers qui pousserait l'ensemble de la société, et notamment les classes moyennes, à préférer l'accumulation à la redistribution.

AURÉLIEN BERNIER

NATURE À VENDRE. Les limites des services écosystémiques. – Virginie Maris

Quae, Versailles, 2014, 94 pages, 9,50 euros.

Orientée vers la production de services écosystémiques – avantages que nous retirons du bon fonctionnement des écosystèmes –, l'évaluation de la biodiversité ne serait-elle qu'un instrument d'asservissement de la nature aux logiques financières ? La synthèse de Virginie Maris, chargée de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), introduit avec clarté aux débats sur les leviers de régulation susceptibles de la protéger. De la convention sur la diversité biologique, instaurée en 1992 à Rio de Janeiro, à la mise en œuvre des mécanismes du programme des Nations unies REDD (Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts), qui vise à encourager les pays en développement à protéger leurs forêts humides, on assiste à d'inquietantes dérives. Certes, les projets se multiplient et tombent à pic pour la communication des compagnies pétrolières et forestières : Guaraqueçaba au Brésil, Cross River State au Nigeria, Iwokrama en Guyane, Ulu Masen en Indonésie... Mais, tandis que les courtiers engrangent les profits sur le marché des permis d'émissions, la gestion des actions de compensation et de restauration reste souvent opaque, et néglige parfois les droits fondamentaux des communautés indigènes.

ANDRÉ PRIOU



## HISTOIRE

## COMMENT LE VOILE EST DEVENU MUSULMAN. – Bruno Nassim Aboudrar

Flammarion, Paris, 2014, 249 pages, 20 euros.

Le voile avec lequel de nombreuses musulmanes se couvrent les cheveux n'est pas, selon l'auteur, une spécificité islamique, et, sur le pourtour méditerranéen, il n'est plus tant une obligation religieuse qu'une représentation symbolique. Pour asseoir ces affirmations, Bruno Nassim Aboudrar, professeur d'esthétique à l'université Paris-III, retrace sa présence dans les corpus et les traditions des trois monothéismes. Il présente le regard de l'Occident sur le voile à l'époque moderne à travers un chapitre consacré à la peinture et à la photographie orientaliste et anthropologique. Il étudie également les « dévoilements spectaculaires » organisés par les autorités coloniales en Algérie, ou par le président Habib Bourguiba en Tunisie peu après l'indépendance.

Si ce voile, devenu un enjeu dans les rapports entre tradition et modernité, suscite la polémique en France, c'est, selon Aboudrar, davantage parce qu'il trouble un « ordre visuel » – l'exigence occidentale de la visibilité et de la transparence – qu'en raison d'une exigence éthique. Un point de vue non dénué d'originalité, mais qui ferme à l'auteur d'autres grilles de lecture.

JULES CRÉTOIS

## JEAN JAURÈS. – Léon Trotsky

Éditions de Matignon, coll. « Hier et aujourd'hui », Paris, 2014, 28 pages, 5 euros.

Artisan, avec Lénine, de la révolution d'octobre 1917, Léon Trotsky admirait le réformiste français Jean Jaurès, auquel il consacra deux articles dans la presse russe, en 1909 et 1917. Ce sont ces textes qui sont proposés ici, avec une préface de l'ancien député socialiste Jean-Pierre Fourré (1981-1993). Le portrait que dresse Trotsky, à la fois critique et indulgent, donne une idée de ce que Jaurès représentait pour le mouvement ouvrier international de l'époque. Héritier de la révolution de 1789, le tribun était un démocrate et un républicain, dans une Europe où dominaient les monarchies et les empires. S'il finit par absorber l'essentiel des apports matérialistes de Karl Marx, il demeura un idéaliste. Ce mélange suscite chez Trotsky admiration et agacement. Il évoque « cette force diabolique, ou pour mieux dire "divine", [qui] s'imposait à tous, amis ou ennemis. Et fréquemment, fascinant et admiratif comme devant un grandiose phénomène de la nature, ses adversaires écoutaient suspendus à ses lèvres le torrent de son discours qui roulait irrésistible, éveillant les énergies, entraînant et subjuguant les volontés ».

CHRISTIAN LAPEYROUX

## CONFESSION. – Michel Bakounine

Le Passager clandestin, Newy-en-Champagne, 2013, 221 pages, 9 euros.

Retrouvée en 1917 dans les archives de la police politique, cette Confession rédigée en 1851 par Michel Bakounine, alors emprisonné, et adressée au tsar à sa demande, aura suscité des lectures opposées. Acte de trahison ou de lâcheté pour les uns, feinte destinée à tromper le pouvoir tsariste pour les autres, cet écrit déroutant est digne d'intérêt à plus d'un titre, ne serait-ce que parce qu'il s'agit du seul grand texte autobiographique du révolutionnaire russe. Il y décrit l'agitation de son âme portée à l'« amour du fantastique, des aventures extraordinaires et inouïes », tout en posant un regard parfois désabusé sur le « donquichotisme » de son entreprise – le tout ponctué d'implacables sentences sur le régime tsariste. Le texte vaut aussi et surtout comme un témoignage captivant de l'euphorie dans laquelle fut plongée une partie de l'Europe entre 1848 et 1849. Les pages relatant l'insurrection de février 1848 à Paris sont particulièrement saisissantes : « Il semblait que l'univers entier fut renversé ; l'incroyable était devenu habituel, l'impossible possible, et le possible et l'habituel insensés. »

CHRISTOPHE BACONIN

## DVD

## Démocratie Zéro 6

Un film de Michel Toesca. En salles depuis le 29 janvier 2014.

Avec ce documentaire joyeux et combatif, Michel Toesca décrit les déboires de la « démocratie locale » dans les Alpes-Maritimes. Certes, ce qui arrive aux communes de « la Roya », une vallée isolée frontalière de l'Italie, résulte aussi du contexte spécifique d'un département sous la coupe de la droite depuis la seconde guerre mondiale ; mais, à l'ère du regroupement communal, cet exemple est appelé à se reproduire.

Trois des villages de la Roya sont partis en guerre contre leur rattachement administratif à la communauté d'agglomération de la Riviera française (CARF), une structure destinée au littoral et souhaitant concéder la gestion de l'eau ou des ordures ménagères à des intérêts privés. Ils devaient de surcroît dans la CARF un cheval de Troie destiné à leur faire rejoindre la métropole de Nice. Ces communes ont donc décidé d'organiser des référendums consultatifs, que le préfet a déclarés illégaux. Toesca raconte comment elles ont passé outre, avec entrain. Si la tenue de ces référendums, marqués par un large consensus, est une belle victoire symbolique, au final les villages ont été intégrés. Mais le film, qui est présenté un peu partout en France lors de rencontres-débats, contribuera à populariser les enjeux de la démocratie locale...

PHILIPPE PERSON

## ÉTATS-UNIS

## Admirateur de Tchekhov et artisan de la guerre froide

DIPLOMATE et politologue américain, George Frost Kennan (1904-2005) n'a jamais laissé ses compatriotes indifférents. En 2009, Nicholas Thompson a raconté comment, à l'occasion de ses recherches sur son grand-père, Paul Nitze, et sur Kennan, son adversaire et ami, il fut introduit auprès d'un think tank conservateur de la manière suivante : « Voici Nicholas Thompson, qui est le petit-fils de Paul Nitze. Il va écrire un livre sur son grand-père, qui était un grand homme, et sur George Kennan, sur la tombe duquel nous pissons (1) ! »

Les gardiens de la flamme reaganienne ne sont pas les seuls à bouter Kennan. A l'autre bout de l'échiquier politique, l'historien Perry Anderson se montre rien moins que tendre avec le classicisme plein de préjugés de ce conservateur élitiste (2). Le drame de Kennan, c'est que, s'il fut intensément admiré ou critiqué, voire haï, ce fut souvent, dans les deux cas, pour de mauvaises raisons. Telle est la principale impression qui ressort d'un passionnant journal, édité avec talent par Franck Costigliola, qui court de 1916 à 2004 (3). Trop réaliste pour les progressistes, pas assez « sécuritaire » pour les faucons, Kennan aggrave son cas en faisant preuve de tant de scrupules qu'il paraît parfois incapable d'inscrire sa vigueur intellectuelle dans un cadre interprétatif stable.

La carrière à géométrie variable de cet historien et praticien des relations internationales, poète et écrivain, où alternent moments de gloire et mises à l'écart, n'en fait pas moins l'une des figures intellectuelles les plus marquantes de l'histoire de son pays. Il est sans doute le seul des grands diplomates américains du XX<sup>e</sup> siècle à s'être montré capable de mises en cause régulières du nombrilisme constitutif des Etats-Unis (4). Les pages de ces carnets le montrent à l'envi, et on peut y lire un contrepoint supplémentaire au portrait de John Lewis Gaddis, son biographe autorisé, qui l'a dépeint en 2011 sous les traits du *cold warrior* (artisan de la guerre froide) « originel » : si plein de nuances soit-il, il resterait avant tout celui qui a théorisé dès 1946 le schéma géosécuritaire du *containment* anticommuniste, ce cadre conceptuel de la « politique d'endiguement » qui lui apportera la renommée, et dont la doctrine Truman, définissant la politique américaine à l'égard de l'Union soviétique, se nourrit à partir de 1947 (5). Cette insistance sur l'« originel » estompe pourtant son caractère de *cold warrior* « original », qui le définit plus profondément.

OLIVIER ZAJEC.

(1) Nicholas Thompson, *The Hawk and the Dove : Paul Nitze, George Kennan, and the History of the Cold War*, Henry Holt, New York, 2009.

(2) Perry Anderson, « Imperium », *New Left Review*, n° 83, Londres, septembre-octobre 2013.

(3) George F. Kennan, *The Kennan Diaries*, édition établie par Franck Costigliola, W. W. Norton and Company, New York, 2014, 712 pages, 39,95 dollars.

(4) Walter Isaacson et Evan Thomas, *The Wise Men : Six Friends and the World They Made*, Simon & Schuster, New York, 1986.

(5) John Lewis Gaddis, *George F. Kennan : An American Life*, Penguin Books, New York, 2011.

(6) George F. Kennan, *Sketches From a Life*, Pantheon Books, New York, 1989.

## AMÉRIQUE LATINE

## Où va Cuba ?

AU-DELÀ de son titre accrocheur, *Cuban Revelations* (« Révélations cubaines ») figure au nombre des livres les mieux informés sur Cuba depuis le début du siècle (1). Correspondant du *Financial Times* et de l'agence Reuters, Mark Frank y a vécu pendant plus de deux décennies. Marié à une infirmière cubaine, il a partagé les difficultés quotidiennes de la population. Mais il concentre ici son propos sur les politiques mises en œuvre par M. Raúl Castro.

Le « plan pour la survie » du président élu en 2008, véritable requiem pour l'« économie de commandement » pratiquée par son frère aîné, a été adopté alors que, sur fond de crise financière aiguë, le gouvernement était contraint de bloquer les avoirs des entreprises étrangères. Pour M. Marino Murillo, vice-président du conseil des ministres chargé de l'application des réformes économiques, la « recentralisation économique » effectuée pendant la dernière décennie du pouvoir fidéliste « a été un désastre (...) qui a tué » la production intérieure, la moitié des entreprises d'Etat opérant à perte. C'est dans ce contexte que, lors du VI<sup>e</sup> congrès du Parti communiste cubain (PCC), en 2011, M. Raúl Castro a impulsé, sous le vocable d'« actualisation du socialisme », une ouverture économique. Un tournant majeur dans l'histoire de la révolution (2).

Pour l'ancien analyste de la British Broadcasting Corporation (BBC) Nick Caistor, le temps est venu d'établir un bilan des échecs et des réussites de M. Fidel Castro, un dirigeant qui aura marqué l'histoire pendant plus d'un demi-siècle et dont l'image « s'efface lentement sur la photo » (3). « L'histoire m'acquittera », proclamait le dirigeant révolutionnaire en 1953 ; mais, à en croire Caistor, le jugement des nouvelles générations pourrait s'avérer moins clémente.

Son héritage suscite en effet les commentaires ironiques des plus jeunes. Ils ignorent parfois les exploits qui conduisirent au renversement de la dictature de Fulgencio Batista ; ils ont souvent oublié les multiples agressions des gouvernements américains successifs. Caistor tente de comprendre cet apolitisme, qu'il attribue au projet fidéliste, dont son auteur a lui-même reconnu qu'il copiait trop le modèle soviétique. Longtemps, les importantes conquêtes sociales qu'il garantissait ont permis d'accepter un Etat autoritaire. Leur démantèlement « prudent » pourrait changer les choses.

Si original, en vérité, que cet architecte du plan Marshall, passionné, habité par la culture russe, passera le plus clair de son temps, des années 1940 jusqu'à sa mort, à remettre en question le manque de finesse, d'empathie culturelle, de retenue et de prise en compte du temps long qui affaiblit selon lui la pratique externe américaine. Les journaux de Kennan, qui se concluent par une condamnation sans appel de l'aventurisme de l'équipe Bush en 2003, permettent de retrouver sa brillante stylistique – quoique moins ciselée que dans ses somptueux *Sketches From a Life* (6). Mêlant fulgurances et préjugés, ils révèlent une nouvelle fois l'étrange dualité de ce natif du Wisconsin, admirateur d'Anton Tchekhov et aussi conscient des traits positifs du caractère américain que de son hubris matérialiste-moraliste.

Intime, méditatif, de plus en plus détaché au fil des années, Kennan livre quantité de notes utiles pour notre temps, comme dans ces lignes de mars 1998 : « Je me demande pour quelle raison nous ne parvenons pas à regarder les autres pays, en l'occurrence l'Iran, comme ni amis ni ennemis (...), sans les idéaliser ni les dénigrer, en gardant pour nous (...) nos opinions sur leurs institutions politiques internes (...) et en ne nous intéressant qu'à ceux de leurs comportements officiels qui touchent nos intérêts ; en maintenant, en bref, une relation de respect mutuel et de courtoisie, fût-elle distante. » Faut-il, en effet, pour ne pas se montrer « naïf », abdiquer tout esprit critique et pratiquer le dénigrement militant de l'adversaire ? On ne doute pas que les défenseurs de l'« endiguement » actuel en Ukraine plongeront avec intérêt dans ces notations du concepteur du *containment* pour creuser la question.

OLIVIER ZAJEC.

(1) Nicholas Thompson, *The Hawk and the Dove : Paul Nitze, George Kennan, and the History of the Cold War*, Henry Holt, New York, 2009.

(2) Perry Anderson, « Imperium », *New Left Review*, n° 83, Londres, septembre-octobre 2013.

(3) George F. Kennan, *The Kennan Diaries*, édition établie par Franck Costigliola, W. W. Norton and Company, New York, 2014, 712 pages, 39,95 dollars.

(4) Walter Isaacson et Evan Thomas, *The Wise Men : Six Friends and the World They Made*, Simon & Schuster, New York, 1986.

(5) John Lewis Gaddis, *George F. Kennan : An American Life*, Penguin Books, New York, 2011.

(6) George F. Kennan, *Sketches From a Life*, Pantheon Books, New York, 1989.

## DANS LES REVUES

□ **FOREIGN AFFAIRS.** Iran, Congo, Pakistan, Chili : quel rôle exact ont joué les interventions américaines entre 1953 et 1973 ? Les conséquences internationales de la politique de la Réserve fédérale ; ce que Moscou et Washington auraient dû apprendre de la dernière guerre froide. (Vol. 93, n° 4, juillet-août, bimestriel, 12,99 dollars. – 58 East 68th Street, New York, NY 10065, Etats-Unis.)

□ **INTERNATIONAL AFFAIRS.** Un numéro centré sur la politique étrangère et la stratégie de sécurité nationale britanniques, avec des réflexions sur les intérêts de Londres dans le Golfe ou sur les implications de la sécession de l'Ecosse. (Vol. 90, n° 3, mai, bimestriel, abonnement un an : 118 livres pour les particuliers. – Chatham House, 10, St James's Square, London SW1Y4LE, Royaume-Uni.)

□ **NEW LEFT REVIEW.** Le sociologue Wolfgang Streeck poursuit sa réflexion sur la trajectoire du capitalisme contemporain. Chercheur en relations internationales, Sean Starrs infirme le cliché d'un déclin économique des Etats-Unis face à la montée en puissance des émergents. (N° 87, mai-juin, bimestriel, 10 euros. – 6 Meard Street, Londres, W1F 0EG, Royaume-Uni.)

□ **JACOBIN.** Après Occupy Wall Street, plusieurs articles font le bilan et imaginent l'avenir des mouvements de protestation aux Etats-Unis et dans le monde. La gauche américaine doit-elle se focaliser sur la composition à venir de la Cour suprême ? L'évolution politique du romancier James Ellroy. (N° 14, printemps, trimestriel, 7,95 dollars. – PO Box 541336, Bronx, NY 10454, Etats-Unis.)

□ **REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE.** L'assurance-maladie américaine, enjeu et foyer de la polarisation entre démocrates et républicains. Le centenaire de la Grande Guerre : premier bilan historiographique. (Vol. 64, n° 3, juin, bimestriel, 24 euros. – 117, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris.)

□ **PERSPECTIVES CHINOISES.** Un dossier sur les « espaces urbains contestés », avec notamment le mouvement des propriétaires, la mobilisation des migrants à Shenzhen, le conflit sur le foncier à Dongguan. Une réflexion intéressante sur le « modèle chinois ». (N° 2014/2, juin, trimestriel, 19 euros. – CEFC, 20/F Wanchai Central Building, 89 Lockhart Road, Wanchai, Hongkong, Chine.)

□ **LES CARNETS DU CAPS.** Les nationalismes en Chine et au Japon et leur évolution ; les tensions maritimes en Asie orientale ; le rôle de la classe moyenne en Inde. (N° 19, automne, trimestriel, prix non indiqué. – Ministère des affaires étrangères, Paris.)

□ **MONDE CHINOIS.** Comment penser l'Asie aujourd'hui ? Un dossier éclairant sur les « intégrations asiatiques » : le rôle de Taïwan, le poids de l'Inde, le rapport entre l'Indonésie et les Etats-Unis, la Chine et la mer de Chine... (N° 37, printemps, trimestriel, 20 euros. – 12, rue du Quatre-Septembre, 75002 Paris.)

□ **SURVIVAL.** La revue de l'International Institute for Strategic Studies s'intéresse au monde de M. Vladimir Poutine : les capacités militaires russes, l'intégration eurasiatique, les relations entre l'Union européenne et l'Ukraine. (Vol. 56, n° 3, juin-juillet, bimestriel, 157 euros par an. – Routledge Journals, 4, Park Square, Abingdon, OX14 4RN, Royaume-Uni.)

□ **POLITIQUE ÉTRANGÈRE.** Les premières leçons de la crise ukrainienne ; le risque d'un schisme durable entre l'Europe et la Russie, malgré leur intérêt à coopérer. Un dossier sur le « moment kurde » à l'heure du processus de paix en Turquie et de l'indépendance croissante des régions kurdes de Syrie et d'Irak. (N° 2, été, trimestriel, 23 euros. – 27, rue de la Procession, 75740 Paris Cedex 15.)

□ **LA REVUE NOUVELLE.** Un dossier « migration et luttes sociales » consacré aux sans-papiers, à la politique de l'Union européenne et aux aspects démocratiques de ces combats. (Juin-juillet, dix numéros par an, 10 euros. – Rue du Marteau 19, 1000 Bruxelles, Belgique.)

□ **MIGRATIONS SOCIÉTÉ.** Pourquoi migrent-on ? Quels sont les savoirs individuels, familiaux ou collectifs nécessaires pour le faire ? Questions générales et cas concrets, notamment pour le Mexique. (Vol. 26, n° 153-154, mai-août, trimestriel, 17 euros. – 46, rue de Montreuil, 75011 Paris.)

□ **ACTES DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES.** Croisant des enquêtes menées en France, en Chine, en Amérique latine ou en Afrique, ce numéro sur l'eau combine deux approches : l'une en termes d'inégalités d'accès et de conflits d'appropriation ; l'autre attentive aux institutions et aux opérateurs. (N° 203, juin, trimestriel, 16,20 euros. – Seuil, Paris.)

□ **NOUVELLES QUESTIONS FÉMINISTES.** Cette livraison interroge la formation professionnelle entre France, Suisse et Allemagne dans la reproduction des stéréotypes de la division sexuelle du travail. La banalisation de la prostitution comme moteur de la traite des femmes. (Vol. 33, n° 1, semestriel, 19 euros. – Editions Antipodes, Lausanne, Suisse.)

□ **HOMMES & LIBERTÉS.** Dans son dossier « Extrême(s) droite(s) », le mensuel de la Ligue des droits de l'homme analyse les conséquences des récents discours décomplexés de la droite française et en appelle au rassemblement « pour un avenir solidaire ». (Juin, mensuel, 7 euros. – 138, rue Marcadet, 75018 Paris.)

## NUMÉRIQUE

## La vogue du webdocumentaire

*Permettre au spectateur de s'immerger dans un sujet, l'amener à tracer son propre cheminement, privilégier le temps long : après des années de tâtonnements, le webdocumentaire a appris à exploiter pleinement les possibilités offertes par l'interactivité. Reste à trouver un modèle économique pérenne.*

PAR DAVID COMMEILLAS \*

L'INFORMATION numérique évolue si rapidement que les dictionnaires courants peinent à suivre. Au milieu des années 2000, n'importe quel documentaire conçu pour la Toile venait s'abriter sous le mot parapluie « webdocumentaire », aux connotations peu engageantes : budget de production limité, amateurisme de la réalisation, visionnage saccadé. Mais les temps ont changé, et les webdocumentaires aussi.

Le genre tel qu'on le définit aujourd'hui est né en 2005, avec *La Cité des mortes* (1), une enquête des journalistes Jean-Christophe Rampal et Marc Fernandez sur la disparition et le meurtre, depuis 1993, de plusieurs centaines de femmes à Ciudad Juárez, à la frontière entre le Mexique et les États-Unis. Déclinaison du livre *La Ville qui tue les femmes* (2) et du film du même nom diffusé sur Canal Plus, ce webdocumentaire met à disposition des éléments de l'enquête : carte interactive de la région, fiches signalétiques des protagonistes, témoignages audio, documents vidéo. « C'était vraiment le début, on n'avait pas de modèle, se souvient son producteur, M. Alexandre Brachet, fondateur de l'agence Upian. *Le webdocumentaire a tellement progressé en dix ans que La Cité des mortes est devenu un bon exemple de ce qu'il ne faut pas faire. Il a le charme désuet de ses erreurs de conception. Mais, malgré tout, il a posé certaines bases d'un mode de narration qui allait devenir la norme au cours des années suivantes, par exemple avec sa cartographie, très novatrice, presque choquante pour certains.* »

Parmi les autres succès qui ont jalonné la genèse du webdocumentaire, *Gaza/Sderot* (3) fait toujours référence. Il fut le premier à afficher un écran scindé en deux, en l'occurrence par une frontière : d'un côté la Palestine, de l'autre Israël. Pendant presque deux mois, du 26 octobre au 23 décembre 2008, de courtes pastilles vidéo apparurent en temps réel, tous les jours, sur le site d'Arte : mariages, fêtes de famille, virées dans les bars ou sur le port de Gaza, caméra embarquée dans une ambulance palestinienne... Après la première diffusion, les pastilles demeurent, et les internautes les utilisent pour écrire et composer leur propre film en cliquant dessus afin de suivre un personnage ou un thème : « Amour », « Chansons » ou encore... « Roquettes Kassam » !

Ces récits fragmentés, avec des dispositifs interactifs destinés à placer le spectateur au cœur de l'histoire, ont ouvert le champ des possibles et suscité de nouveaux outils. « *En produisant Voyage au bout du charbon* (4), en 2008, on s'est rendu compte qu'on avait besoin de logiciels spécifiques, explique M. Arnaud Dresse, dont la maison de production Honkytonk Films se consacre exclusivement aux webdocumentaires. *On a travaillé avec des ingénieurs afin de créer le logiciel Klynt, que nous développons depuis cinq ans. On l'a rendu accessible à tous depuis trois ans contre quelques centaines d'euros, ce qui nous a permis de rencontrer des auteurs.* »

Klynt, 3WDOC, Popcorn et autres logiciels du même genre facilitent l'organisation des narrations non linéaires : au récit traditionnel, chronologique, se substitue une arborescence narrative qui peut prendre une forme « concentrique », « en arête de poisson », etc. Dans *Stainsbeaupays* (5), série d'auto-portraits d'élèves du collège Joliot-Curie à Stains, en région parisienne, la notion même de début et de fin s'estompe : le documentaire épouse la forme de son sujet, celle d'une mosaïque de caractères et de lieux que l'internaute visite dans l'ordre qu'il désire.

L'interactivité permet aussi de travailler les propos présentés pour en faire un matériau de réflexion. *Biohackers. Les bricoleurs d'ADN* (6) coordonne par exemple un débat sur les manipulations génétiques dans des laboratoires clandestins. L'internaute sélectionne les intervenants en cliquant sur leur visage pour leur donner la parole, confronte avis scientifiques



A&B.  
– « Traces »,  
2013

et sentences morales pour construire lui-même les réponses à ses questions.

Cette recomposition du récit exclut toute passivité. Certains réalisateurs explorent encore plus profondément les possibilités de l'interactivité : avec la ludification (*gamification*) (7), en particulier, ce que le spectateur voit dépend de sa compétence dans le jeu. Ce principe se situe au carrefour de deux genres en pleine expansion : celui du documentaire – le Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC) a financé en 2013 trois mille quatre-vingt-douze heures de documentaires, un record historique – et celui du jeu vidéo, dont le succès ne se dément pas. L'émergence du documentaire « ludifié » doit être mise en rapport avec l'avènement des jeux sérieux (*serious games*) et des jeux d'actualités (*news games*), qui inventent de nouvelles manières d'informer. En 2013, la page la plus vue du site du *New York Times* a été un quiz de vingt-cinq questions sur le lien entre la façon de parler d'actualité et l'origine géographique (8).

Avec *Prison Valley*, en 2010, le journaliste David Dufresne s'est imposé comme le maître du jeu. Sa dernière enquête, *Fort McMurray* (9), est un « webdocumentaire dont vous êtes le héros » tourné à Fort McMurray (Alberta), une ville canadienne qui a poussé comme un champignon sur la troisième réserve de pétrole mondiale. L'or noir s'y mélange aux sables bitumineux et, bien que son extraction provoque une catastrophe écologique, les grandes sociétés l'exploitent sans scrupule (10).

*Fort McMurray* propose aussi bien la visite de l'hôtel de ville que celle des centres sociaux saturés de sans-abri. Le joueur qui rencontre M<sup>me</sup> Melissa Blake, maire de la ville, devra faire preuve de diplomatie : l'interface suggère trois questions au choix pour relancer la conversation après chacune de ses réponses ; mais, si on l'attaque d'emblée sur les problèmes sociaux et écologiques de sa ville, elle abrégera l'entretien.

MALGRÉ une ludification sophistiquée, impliquant des indices à collecter, la nature du genre documentaire est préservée. Dufresne y tient : « *On assume cette envie de "temps long" propre au documentaire. Pour moi, il n'y a pas de documentaire de trois minutes. Il ne s'agit pas d'un jeu comme SimCity [où le joueur construit une ville] : on ne peut pas accélérer le temps, transformer dix ans en dix minutes. L'environnement est réel : le joueur peut tourner en rond et s'y perdre, exactement comme nous l'avons fait pendant cette enquête de deux mois et demi.* » Le webdocumentaire ludifié constitue un exercice risqué : toutes les inventions interactives du monde ne sauveront jamais une mauvaise enquête ; et, à l'inverse, le recours excessif à des options futiles peut gâcher une matière passionnante. Mais, lorsque la pertinence du sujet se combine au raffinement de la forme, l'internaute éprouve un sentiment d'immersion d'une intensité rare...

L'audience de certains webdocumentaires fait actuellement rêver les chaînes de télévision : un demi-million de visiteurs uniques sur le site de *Fort McMurray* en six mois, six cent mille pour *Prison Valley* en quatre ans, et plus de neuf cent mille en deux ans pour la poignante interview d'une femme membre d'un gang au Guatemala, *Alma*, de Miquel Dewever-Plana et Isabelle Fougère (11). Mais la popularité d'un webdocumentaire ne se lit pas que dans les chiffres. « *Cinquante mille visiteurs pour Le Grand Incendie* (12), ce n'est déjà pas mal, étant donné la difficulté du sujet, presque tabou [les suicides par le feu en France], observe M. Dresse. *On ne peut*

comparer ce chiffre à ceux de *Fort McMurray* ou d'*Alma*, car on aborde ici une question de société propre à la France, avec des diffuseurs et des partenaires nationaux. Même sur un média comme le Web, tous les documentaires ne prétendent pas à une exposition internationale. Et puis, parler du nombre de spectateurs comme pour un programme télévisé ne présente pas vraiment d'intérêt : il faut prendre en compte la durée moyenne de visionnage et l'implication des visiteurs. »

AVEC le taux d'équipement croissant des ménages et l'amélioration du haut débit, les webdocumentaires devraient arriver en nombre sur nos écrans. L'un des enjeux pour les auteurs, producteurs et distributeurs consiste donc à pérenniser un écosystème viable. Car *Fort McMurray* et sa production à 620 000 euros (financée par le Fonds des médias du Canada, l'Office national du film du Canada et Arte) demeurent une exception. La majorité des œuvres affichent des budgets modestes : moins de 100 000 euros. Mais les artisans ne se découragent pas, et la France reste, avec le Canada, l'un des territoires les plus propices à la création. « *Ces deux pays ont commencé plus tôt que les autres, note M. Brachet. Ils ont toujours été des pays de documentaires ; il y a donc une forme de logique dans cette continuité. Non seulement le CNC a réagi rapidement [il attribue des subventions de la même façon que pour les films destinés à la télévision], mais Arte et France Télévisions consacrent depuis plusieurs années des budgets aux webdocumentaires. Ce financement public a permis l'émergence d'auteurs et de producteurs.* »

La Société civile des auteurs multimédia (SCAM) attribue chaque année des bourses d'aide à l'écriture, même si elle tarde à trouver la formule pour redistribuer des droits aux réalisateurs et aux auteurs. Mais, selon elle, des accords ont été conclus avec les trois principaux portails de webdocumentaires : les sites d'Arte, de France Télévisions et de Radio France.

A défaut de modèle économique performant, le microcosme s'organise : on coproduit grâce au financement participatif, on coécrit grâce aux logiciels de création comme Klynt, on collabore lors des conférences Storycode à Paris, dans lesquelles les jeunes réalisateurs viennent exposer leurs synopsis. Bref, on se serre les coudes et la ceinture, en attendant que le vieux monde se connecte enfin au documentaire 2.1 (13)...

(1) Estelle Larrivaz, Marc Fernandez et Jean-Christophe Rampal, *La Cité des mortes*, 2005, [www.lacitedesmortes.net](http://www.lacitedesmortes.net)

(2) Marc Fernandez et Jean-Christophe Rampal, *La Ville qui tue les femmes. Enquête à Ciudad Juárez*, Hachette Littératures, Paris, 2005.

(3) *Gaza/Sderot*, 2008, <http://gaza-sderot.arte.tv>

(4) Samuel Bollendorff et Abel Ségretin, *Voyage au bout du charbon*, 2008, à voir sur [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

(5) Simon Bouisson et Elliot Lepers, *Stainsbeaupays*, 2013, <http://stains-beaupays.nouvelles-ecritures.francetv.fr>

(6) Nicolas Six, *Biohackers. Les bricoleurs d'ADN*, 2013, [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

(7) Lire Benoît Bréville et Pierre Rimbart, « Pour gagner des points, lisez cet article », *Le Monde diplomatique*, décembre 2013.

(8) Josh Katz et Wilson Andrews, « How y'all, youse and you guys talk », [www.nytimes.com](http://www.nytimes.com)

(9) David Dufresne et Philippe Brault, *Prison Valley*, 2010, <http://prisonvalley.arte.tv> ; *Fort McMurray*, 2013, [www.fortmcmurray.com](http://www.fortmcmurray.com)

(10) Lire Emmanuel Raoul, « Sous les sables bitumineux de l'Alberta », *Le Monde diplomatique*, avril 2010.

(11) Miquel Dewever-Plana et Isabelle Fougère, *Alma*, 2012, <http://alma.arte.tv/fr/webdoc>

(12) Samuel Bollendorff et Olivia Colo, *Le Grand Incendie*, 2013, <http://television.telerama.fr>

(13) Cf. Nicole Bole et Cédric Mal, *Le webdoc existe-t-il ?*, Le blog documentaire, 2014, <http://cinemadocumentaire.wordpress.com>

## DANS LES REVUES

□ **DÉMOCRATIE ET SOCIALISME.** L'aile gauche du Parti socialiste fait le bilan des soixante engagements du candidat François Hollande en 2012. Elle en compte onze « *tenu ou en bonne voie de l'être* », mais également « *neuf régressions qui n'étaient pas prévues* ». (N° 216, juin-août, mensuel, 3 euros. – D & S, C/O Gérard Filoche, 85, rue Rambuteau, 75001 Paris.)

□ **ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES.** « Une politique de gauche ? Oui, c'est possible ! » : un dossier sur les choix qui pourraient être faits, vus notamment par les « dissidents » du Parti socialiste. « 1914, la France avant la tourmente » : l'analyse d'un centenaire. (N° 337, juillet-août, 4,90 euros. – 12, rue du Cap-Vert, 21800 Quetigny.)

□ **CONSTRUCTIF.** Selon la revue du patronat du bâtiment, plus de la moitié des entreprises subiraient une fraude chaque année. Le vol de données numériques gagne du terrain, ainsi que la « fraude au président » (10 % des cas) : téléphoner au comptable et lui demander d'effectuer un virement en se faisant passer pour le directeur. (N° 38, juillet, trisannuel, gratuit. – Fédération française du bâtiment, 9, rue La Pérouse, 75016 Paris.)

□ **FUTURIBLES.** L'organisation de grands événements sportifs (Jeux olympiques, Coupe du monde de football, etc.) sera de plus en plus difficile dans les pays démocratiques compte tenu de la sous-estimation des coûts, de la démesure des constructions et de la modestie des retombées pour les populations. (N° 401, juillet-août, bimestriel, 22 euros. – 47, rue de Babylone, 75007 Paris.)

□ **SPORT ET VIE.** Un numéro spécial pour les sportifs soucieux de réfléchir à l'impact de leurs activités sur la planète et aux risques de pollution auxquels ils s'exposent (matériel, alimentation, transport). (Hors-série n° 40, 6,90 euros. – 25, rue Berbisey, 21000 Dijon.)

□ **QUESTIONS DE SANTÉ PUBLIQUE.** L'Institut de recherche en santé publique propose une analyse des modalités de l'action publique contemporaine à travers la lutte contre l'obésité : art de la prévention, acteurs privés et relation marchande, un véritable « gouvernement des conduites ». (N° 25, juin, prix non indiqué. – 25, rue Daviel, 75013 Paris.)

□ **LA GAZETTE NUCLÉAIRE.** Le Groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire fait le point sur la situation à Fukushima, sur les cancers des vétérans du plateau d'Albion et sur deux incidents dans le centre de stockage de déchets radioactifs du Nouveau-Mexique, à six cent soixante mètres de profondeur. (N° 272, mai, trimestriel, 5 euros. – GSIEN, 2, allée François-Villon, 91400 Orsay.)

□ **LA DÉCROISSANCE.** Numéro spécial : une galerie de portraits de « précurseurs de la décroissance », ceux qui, de Léon Tolstoï à Bernard Charbonneau en passant par William Morris et Simone Weil, ont semé des grains de sable dans les rouages de la civilisation industrielle. (Juillet-août, mensuel, 4,50 euros. – 52, rue Crillon, BP 36006, 69411 Lyon Cedex 06.)

□ **LE TIGRE.** Les secrets de l'huile de palme « respectueuse et durable » ; l'absurdité d'un village espagnol repeint en bleu en l'honneur du film *Les Schtroumpfs* en 3D... et une passionnante interview de Denise Olivier, ancienne dirigeante des Young Lords, la version portoricaine des Black Panthers. (Numéro double 43-44, juillet-août, mensuel, 8,30 euros – 32, allée Darius-Milhaud, 75019 Paris.)

□ **ARTICLE 11.** Quatre ans après le premier numéro, l'équipe annonce l'arrêt de cette expérience éditoriale d'ici à la fin de l'année. Raison de plus pour profiter de cette livraison estivale : journalisme policier au *Figaro*, *big data*, bateliers, et une nouvelle de Josu Artega. (N° 17, juillet, trimestriel, 3 euros. – 2, rue Auguste-Poullain, 93200 Saint-Denis.)

□ **LUTOPIK.** Les nomades : forains, saisonniers, bateliers, Tziganes. Comment l'Etat grec a vendu à un promoteur gréco-sino-émirat six cent vingt hectares comprenant l'ancien aéroport d'Athènes, où s'était installée une clinique gratuite. (N° 4, été, trimestriel, 4 euros. – 2, Sous-la-Côte, 25340 Fontaine-lès-Clerval.)

□ **REGARDS.** Que pense le cinéaste Luc Dardenne ? Qui est M. Matteo Renzi ? Qui était Jean Jaurès ? Y aura-t-il une gauche dans le futur ? Un été de Saint-Ouen à Bastia en passant par Madrid, Cannes et La Nouvelle-Orléans à travers des regards vivants. (Été, trimestriel, 9 euros. – 5, villa des Pyrénées, 75020 Paris.)

□ **L'ART DU CINÉMA.** La revue fondée par Denis Lévy et Alain Badiou, qui signe ici un article, consacre tout son numéro à l'analyse de plusieurs films de Jean-Luc Godard, en s'attachant à marquer quelques étapes d'une œuvre « en constante connivence avec l'intellectualité de son temps ». (N° 84-85-86, parution irrégulière, 16 euros. – 35, rue des Trois-Bornes, 75011 Paris.)

□ **REVUE DES DEUX MONDES.** Une enquête sur le « phénomène français » que serait Gérard de Villiers accueille en particulier les contributions de M. Hubert Védrine et de l'écrivain Serge Brussolo. Le sociologue Gérard Bronner interroge la notion de satisfaction. (N° 7-8 [2014], mensuel, 15 euros. – 97, rue de Lille, 75007 Paris.)

Retrouvez, sur notre site Internet, une sélection plus étoffée de revues : [www.monde-diplomatique.fr/revues](http://www.monde-diplomatique.fr/revues)

\* Journaliste.

Gabriel García Márquez,  
ultime rencontre

PAR IGNACIO RAMONET \*

ON m'avait dit qu'il était à La Havane mais que, souffrant, il ne souhaitait voir personne. Je savais où il descendait d'habitude : dans un superbe cottage, loin du centre. J'appelai, et Mercedes, son épouse, balaya mes scrupules : « Pas du tout, me dit-elle avec chaleur. C'est pour éloigner les casse-pieds. Viens, "Gabo" sera content de te voir. »

Par une chaleur mouillée, le lendemain matin, je remontai une allée de palmiers et me présentai à la porte de leur villa tropicale. Je n'ignorais pas qu'il souffrait d'un cancer de la lymphé, et qu'il se soumettait à une exténuante chimiothérapie. On le disait très atteint. On lui attribuait même une déchirante lettre d'adieu à ses amis et à la vie... Je craignais de me retrouver devant un moribond. Mercedes vint m'ouvrir et, à ma stupéfaction, me dit avec un sourire : « Entre. Gabo arrive... Il termine sa partie de tennis. »

Dans la chaude lumière du salon, installé dans un canapé blanc, je le vis peu après s'avancer, en pleine forme en effet, ses cheveux frisés encore mouillés de la douche et la moustache en bataille. Il portait une guayabera (chemise cubaine) couleur or, un pantalon blanc très large et des chaussures en toile. Un vrai personnage de Visconti. En sirotant un café glacé, il m'expliqua se sentir « comme un oiseau sauvage échappé de sa cage. En tout cas, bien plus jeune que mon apparence ». Mais, ajouta-t-il, « avec l'âge, je constate que le corps n'est pas fait pour durer autant d'années qu'on aimerait vivre ». Tout de suite, il me proposa d'« imiter les Anglais, qui ne parlent jamais de problèmes de santé. C'est impoli ».

La brise soulevait très haut les voilages des immenses fenêtres, et la pièce se mit à ressembler à un vaisseau flottant. Je lui dis tout le bien que je pensais du premier tome de son autobiographie, *Vivre pour la raconter* (1) : « C'est ton meilleur roman. » Il sourit, ajusta ses lunettes à grosse monture d'écaillé. « Sans un peu d'imagination, dit-il, impossible de reconstruire l'incroyable histoire d'amour de mes parents. Ou mes souvenirs de nourrisson... N'oublie pas que seule l'imagination est clairvoyante. Elle est parfois plus vraie que la vérité. Regarde Kafka, ou Faulkner, ou tout simplement Cervantès. » En arrière-fond sonore, les notes de la *Symphonie du Nouveau Monde*, d'Antonín Dvořák, baignaient la pièce d'une atmosphère à la fois joyeuse et dramatique.

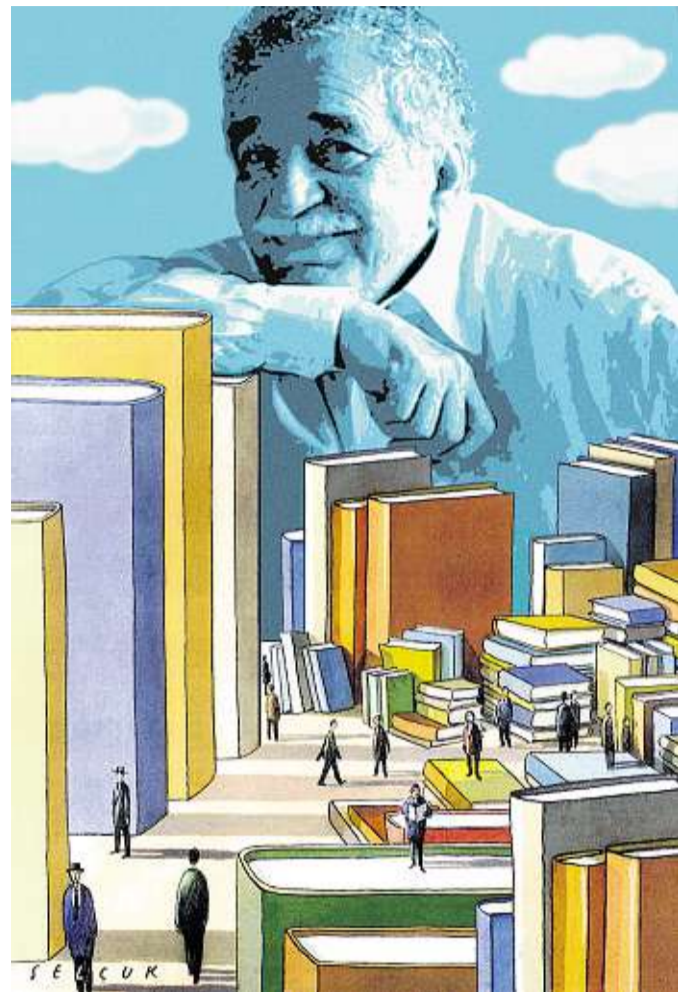
J'avais connu Gabo vers 1979, à Paris. Invité par l'Unesco, il faisait partie, avec Hubert Beuve-Méry, le fondateur du *Monde diplomatique*, d'une commission, présidée par le Prix Nobel Seán MacBride, chargée d'établir un rapport sur le déséquilibre Nord-

Sud en matière de communications de masse. A cette époque, il n'écrivait plus de romans, en vertu d'une interdiction qu'il s'était imposée à lui-même tant qu'Augusto Pinochet serait au pouvoir au Chili. Il n'avait pas encore reçu le prix Nobel de littérature, mais il était déjà une immense célébrité. Le succès de *Cent Ans de solitude* (1967) avait fait de lui l'écrivain de langue espagnole le plus universel depuis Cervantès. Je me souviens d'avoir été surpris par sa petite taille, et impressionné par sa gravité et son sérieux. Il vivait comme un anachorète, ne quittant sa chambre, transformée en cellule de travail, que pour se rendre à l'Unesco.

A propos de journalisme, son autre grande passion, il venait alors de publier un reportage retraçant l'attaque d'un commando sandiniste contre le Palais national à Managua, qui avait précipité la chute du dictateur Anastasio Somoza au Nicaragua (2). Il y apportait des détails prodigieux, donnant l'impression d'avoir lui-même participé à l'événement. Je voulais savoir comment il s'y était pris : « J'étais à Bogotá [Colombie] au moment de l'attaque. J'ai appelé le général Omar Torrijos, président du Panama. Le commando venait de trouver refuge dans son pays et n'avait pas encore parlé aux médias. Je lui ai demandé de dire aux muchachos de se méfier de la presse, leurs propos pouvant être déformés. Il m'a répondu : "Viens ! Ils ne parleront qu'avec toi." Je suis arrivé, et avec les chefs du commando, Edén Pastora, Dora María et Hugo Torres, nous nous sommes enfermés dans une caserne. Nous avons reconstitué l'événement minute par minute, depuis sa préparation jusqu'à son dénouement. Nous y avons passé la nuit. Épuisés, Pastora et Torres se sont même endormis. J'ai poursuivi avec Dora María jusqu'au petit matin. Je suis rentré à l'hôtel écrire le reportage. Puis je suis revenu le leur faire lire. Ils ont corrigé quelques termes techniques, le nom des armes, la structure des groupes... Le reportage est sorti moins d'une semaine après l'attaque. Il a fait connaître la cause sandiniste dans le monde entier. »

J'avais souvent revu Gabo, à Paris, à La Havane ou à Mexico. Nous avions un désaccord permanent, à propos d'Hugo Chávez. Il n'y croyait pas. Alors que je tenais le commandant vénézuélien pour l'homme qui allait faire entrer l'Amérique latine dans un nouveau cycle historique. Du reste, nos discussions étaient toujours très (trop ?) sérieuses : le sort du monde, le destin de l'Amérique latine, Cuba...

Une fois, cependant, j'ai ri aux larmes. Je revenais de Carthagène des Indes, somptueuse cité coloniale, en Colombie ; j'y avais aperçu sa villa sous les remparts, et j'en avais discuté avec lui. Il me demanda : « Sais-tu comment j'ai eu cette maison ? » Aucune idée. « J'ai toujours voulu habiter Carthagène, me conta-



t-il. Et, quand j'en ai eu les moyens, j'y ai cherché une maison. C'était toujours trop cher. Un ami avocat m'a expliqué : "Ils t'imaginent milliardaire, et ils augmentent le prix. Laisse-moi chercher à ta place." Quelques semaines après, il repère la maison, qui était alors une vieille imprimerie à moitié en ruine. Il parle au propriétaire, un aveugle, et tous deux tombent d'accord sur un prix. Le vieillard formule toutefois une exigence : il veut connaître l'acheteur. Mon ami revient et me dit : "Il nous faut le rencontrer, mais tu ne dois pas parler. Sinon, dès qu'il reconnaîtra ta voix, il triplera le prix... Il est aveugle, tu seras muet !" Le jour de la rencontre arrive. L'aveugle se met à me questionner. Je réponds par des paroles indistinctes... Mais, à un moment, je commets l'imprudence de répondre par un sonore : "Oui." "Ah ! bondit-il. Je reconnais votre voix. Vous êtes Gabriel García Márquez !" J'étais démasqué... Il ajoute sur-le-champ : "Il nous faut revoir le prix ! Là, les choses changent..." Mon ami essaye de négocier. Mais l'aveugle répète : "Non ! Ça ne peut pas être le même prix. En aucun cas..." "Bon, combien, alors ?" demandons-nous, résignés. Le vieillard réfléchit un instant, et lâche : "Moitié prix !" On ne comprenait pas... Alors il nous explique : "Vous savez que j'ai une imprimerie. Et de quoi croyez-vous que j'aie vécu jusqu'à présent ? Des éditions pirates des romans de García Márquez ! »

LE fou rire d'alors résonnait encore dans ma mémoire pendant que, dans le cottage de La Havane, je poursuivais ma conversation avec un Gabo vieillissant, mais toujours aussi alerte d'esprit. Il me parlait de mon livre d'entretiens avec Fidel Castro (3). « Je suis très jaloux, disait-il en riant, tu as eu la chance de passer plus de cent heures avec lui... » « C'est moi, lui répondis-je, qui suis très impatient de lire la deuxième partie de tes Mémoires. Tu vas enfin parler de tes rencontres avec Fidel, que tu connais depuis

bien plus longtemps. Lui et toi, vous êtes deux sortes de géants du monde hispanique. Si on compare avec la France, c'est un peu comme si Victor Hugo avait connu Napoléon... » Il éclata de rire, tout en lissant ses épais sourcils. « Tu as trop d'imagination... Eh bien, je vais te décevoir : il n'y aura pas de deuxième partie... Je sais que beaucoup de gens, amis et adversaires, attendent en quelque sorte mon "verdict historique" sur Fidel. C'est absurde. J'ai déjà écrit sur lui ce que je devais écrire (4). Fidel est mon ami ; il le sera toujours. Jusqu'au tombeau. »

Le ciel s'était assombri, et la pièce, en plein midi, était maintenant plongée dans la pénombre. La conversation s'était ralentie, puis éteinte. Gabo méditait, le regard perdu, et je me demandais : est-ce possible qu'il ne laisse pas de témoignage écrit sur tant de confidences partagées en amicale complicité avec Fidel ? L'aura-t-il laissé pour une publication posthume, quand tous deux ne seront plus de ce monde ?

Dehors, des trombes d'eau se précipitaient du ciel avec la puissance torrentielle des bourrasques des tropiques. La musique s'était tue. De violentes senteurs d'orchidée envahissaient le salon. Gabo eut soudain l'air épuisé d'un vieux guépard colombien. Il restait là, silencieux et méditatif, fixant la pluie inépuisable, compagne permanente de toutes ses solitudes. Je m'éclipsai discrètement. Sans savoir que je venais de le voir pour la dernière fois.

(1) Gabriel García Márquez, *Vivre pour la raconter*, Grasset, Paris, 2003.

(2) Gabriel García Márquez, « Asalto al Palacio », *Alternativa*, Bogotá, 1978.

(3) Ignacio Ramonet, *Fidel Castro. Biographie à deux voix*, Fayard, Paris, 2007.

(4) Gabriel García Márquez, « El Fidel que creo conocer », préface au livre de Gianni Minà *Habla Fidel*, Edivisión, Mexico, 1988, et « El Fidel que yo conozco », *Cubadebate*, La Havane, 13 août 2009.

## SOMMAIRE

- PAGE 2 :**  
Résister à la résignation. – Courrier des lecteurs.  
– Coupures de presse.
- PAGE 3 :**  
Le récidiviste, voilà l'ennemi !, par **LAURENT BONELLI**.
- PAGES 4 ET 5 :**  
Sexe, jeunes et politique en Algérie, par **PIERRE DAUM** et **AUREL**.
- PAGES 6 ET 7 :**  
Gaza l'insoumise, creuset du nationalisme palestinien, par **ALAIN GRESH**. – En Egypte, rien n'arrête le mouvement ouvrier, par **MOUSTAFA BASSIOUNI**.
- PAGE 8 :**  
Fallait-il tuer Kadhafi ?, par **JEAN PING**.
- PAGE 9 :**  
Médias français en campagne ukrainienne, par **MATHIAS REYMOND**.
- PAGES 10 ET 11 :**  
En Australie, des gueules noires bling-bling, par **MAXIME LANCIEN**. – Une identité chahutée (**M. L.**).

- PAGE 12 :**  
De l'utopie numérique au choc social, suite de l'article d'**EVGENY MOROZOV**.
- PAGE 13 :**  
Chartes russes pour le Vietnam, par **JORDAN POUILLE**.
- PAGES 14 ET 15 :**  
Le bras oublié, par **YAN LIANKE**.
- PAGES 16 ET 17 :**  
En Amérique latine, l'ère des coups d'Etat en douce, suite de l'article de **MAURICE LEMOINE**. – Controverse au sein du chavisme, par **ROMAIN MIGUS** et **JULIEN REBOTIER**.
- PAGES 18 ET 19 :**  
Thomas Piketty ou le pari d'un capitalisme à visage humain, par **RUSSELL JACOBY**. – Robots en roue libre, par **PIERRE RIMBERT**.
- PAGE 20 :**  
Devenez actionnaire... d'un individu, par **LAURA RAIM**.
- PAGE 21 :**  
Le cynisme, valeur montante du management, par **CLARICE VICTOR**.

## Août 2014

- PAGES 22 ET 23 :**  
Edelweiss et lutte des classes dans les Alpes, par **TOBIAS SCHEIDEGGER**. – Comment l'escalade est devenue un sport, par **JEAN-PAUL WALCH**.
- PAGES 24 À 26 :**  
LES LIVRES DU MOIS : « Les Eltychev », de Roman Sentchine, par **JEAN-ARNAULT DÉRENS**. – « Kala Ghoda. Poèmes de Bombay », d'Arun Kolatkar, par **NAÏK DESQUESNES**. – La voix d'un communard, par **JACQUES KIRSNER**. – La médecine, des Lumières au XXI<sup>e</sup> siècle, par **GABRIELLE BALAZS**. – Où va Cuba ?, par **JANETTE HABEL**. – Admirateur de Tchekhov et artisan de la guerre froide, par **OLIVIER ZAJEC**. – Dans les pas de la Reine, par **FRANÇOIS MALIET**.
- PAGE 27 :**  
La vogue du webdocumentaire, par **DAVID COMMELLAS**.

Le Monde diplomatique du mois de juillet 2014 a été tiré à 183 808 exemplaires. A ce numéro sont joints deux encarts, destinés aux abonnés : « Rue des Etudiants » et « Manuel d'histoire critique »

RÉVOLTES, UTOPIES

**Alternatives concrètes et rêves d'un autre monde**

**Manière de voir** 138

Le Monde diplomatique

**CHANGER LA VIE** MODE D'EMPLOI

8,50€ - CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

MONDE diplomatique

Une publication www.monde-diplomatique.fr/mdv